

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AIX

Date de Publication : 06/04/2018

N° : 2018/073

SOMMAIRE

↪ **Délibérations du 8 février 2018**

page 3

↪ **Délibérations du 15 mars 2018**

page 171

Les Délibérations
Conseil du 8 février 2018

Recueil des délibérations du 8 février 2018 Conseil de Territoire du Pays d'Aix

Institution

2018 CT2 001

Mise à jour des désignations au sein des commissions spécialisées du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°HN 088-219/16/CM le Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 a délégué, en vertu de la loi NOTRe, un ensemble de compétences au territoire pour lesquelles ce dernier a souhaité organiser un processus décisionnel qui repose sur des commissions thématiques dans les domaines de compétences transférées.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a ainsi procédé à la création des commissions thématiques du Territoire par la délibération n°2016_CT2_026 du 21 avril 2016 :

la Commission « **développement économique, emploi et agriculture** »

la Commission « **aménagement de l'espace et mobilité** »

la Commission « **environnement et déchets** »

la Commission « **habitat et politique de la ville** »

la Commission « **culture et sports** »

la Commission « **ressources et moyens** »

Les commissions comprennent 44 membres titulaires parmi les conseillers de territoire, représentant chacune des communes membres.

Par ailleurs, les commissions comprennent 44 membres suppléants parmi les conseillers de territoire ou à défaut parmi les membres des conseils municipaux, selon la même répartition par commune.

Le nombre de représentants par commune au sein des commissions tient compte de leur population respective. Aussi, la commune d'Aix-en-Provence compte 4 sièges, les communes de Vitrolles, Gardanne, Les Pennes-Mirabeau, Pertuis et Bouc-

Bel-Air disposent chacune de deux sièges et les autres communes disposent chacune d'un siège.

Suite à la démission de monsieur Jean-Christophe GROSSI, conseiller de territoire, qui siégeait en tant que membre titulaire au sein de la commission développement économique, emploi et agriculture, il convient de désigner un nouveau représentant titulaire, pour la commune d'Aix-en-Provence, sur proposition du maire de la commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016_CT2_026 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 avril 2016 portant création des commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°2016_CT2_038 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative à la composition des commissions thématiques ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de pourvoir un siège de représentant titulaire dans la commission développement économique, emploi et agriculture, pour la commune d'Aix-en-Provence.

Délibère .

Article unique :

Est approuvée la désignation d'un représentant titulaire de la commune d'Aix-en-Provence, au sein

de la commission développement économique, emploi et agriculture.

A déclaré candidature comme représentant titulaire de la commune d'Aix-en-Provence au sein de la commission développement économique, emploi et agriculture :

- Moussa BENKACI

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Est proclamé élu en qualité de représentant titulaire de la commune d'Aix-en-Provence au sein de la commission développement économique, emploi et agriculture :

- Moussa BENKACI

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources – Finances

2018 CT2 002

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à l'Association Un Toit pour le financement de l'opération d'acquisition réhabilitation de 7 logements sociaux située Boulevard des Ferrages à Rognes

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une

opération d'acquisition amélioration de 7 logements sociaux située Boulevard des Ferrages à Rognes. Portée à l'origine par l'Association Un Toit, cette opération d'un montant total de 775.000 € est financée par un emprunt de 228.000 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Rognes.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 125.400 €.

L'analyse financière de l'Association Un Toit effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 1 748.253 €, un passif réel (dettes) à 374.975 €. L'actif net comptable s'élève donc à 1 373.278 €. Le résultat comptable 2016 est bénéficiaire de 23.991 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

- Le contrat de Prêt N° 70160 en annexe signé entre l'Association Un Toit et la Caisse des Dépôts et Consignations.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Considérant;

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 228.000 € souscrit par l'Association Un Toit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 70160.

Ce prêt, constitué d'une ligne du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition amélioration de 7 logements collectifs située Boulevard des Ferrages à Rognes.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Association Un Toit dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Association Un Toit pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Association Un Toit est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Association Un Toit opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de

besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un (1) logement réservé concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association Un Toit.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec l'Association Un Toit, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 003

AVIS - Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 112 logements sociaux "Les Salins du Lion" située RD20 à Vitrolles

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 112 logements sociaux « Les Salins du Lion » située RD 20 à Vitrolles.

Portée par la SA HLM Nouveau Logis Provençal, cette opération d'un montant total de 18 690 064 € est financée par un emprunt de 13 964 023 € proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % de la ville de Vitrolles.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt solidaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 7 680 212,65 €.

L'analyse financière de la SA HLM Nouveau Logis Provençal effectuée à partir du bilan 2016, montre un actif comptable égal à 487 619 273 €, un passif réel (dettes) à 326 522 450 €. L'actif net comptable

s'élève donc à 161 096 853 €. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est beaucoup plus élevée que la valeur au bilan. Le résultat 2016 est bénéficiaire de 20 185 945 €.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales; et notamment ses articles L2252-1 à L2252-2 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 dite « Loi Galland » ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;

- La délibération FAG 003-1737/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 relative à l'approbation du règlement des conditions générales d'octroi de garanties d'emprunts ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- Le contrat de Prêt N° 72104 en annexe signé entre la SA HLM Nouveau Logis Provençal et la Caisse des Dépôts et Consignations

Où le rapport ci-dessus

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

Délibère

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 13 964 023 € souscrit par la SA HLM Nouveau Logis Provençal auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 72104.

Ce prêt, constitué de six lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 112 logements collectifs située RD 20 à Vitrolles. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Nouveau Logis Provençal dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Nouveau Logis Provençal pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement. Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Nouveau Logis Provençal est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus

pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Nouveau Logis Provençal opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de 12 logements réservés concernant ladite opération.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Nouveau Logis Provençal.

Article 5 :

Monsieur le Président de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer cette convention de garantie avec la SA HLM Nouveau Logis Provençal, ainsi que toutes les pièces relatives à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources – Commande publique

2018 CT2 004

Liste des marchés notifiés - Délégation de compétences du Conseil de Territoire du Pays d'Aix au Président du Conseil de Territoire

Madame le Président soumet pour information au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, qui dispose que « *lors de chaque réunion de l'organe délibérant le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant* », est présenté en annexe le tableau récapitulatif des marchés notifiés dans les domaines de compétences du Conseil de Territoire et dans la limite de 209 000 € HT pour les fournitures et services et 1 000 000 € HT pour les travaux pour la période du 01/01/2017 au 31/12/2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2016-CT2-027 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 avril 2016 portant délégation du Conseil de Territoire au Président du Conseil de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

• Que par délibération n° 2016_CT2_027 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 avril 2016 portant délégation du Conseil de Territoire au Président du Conseil de Territoire, le Président a reçu délégation du Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les domaines de compétences du conseil de

territoire et dans la limite de 209000 € HT pour les fournitures et services et 1 000 000 € HT pour les travaux.

Délibère

Article unique :

Il est pris acte des décisions suivantes (voir tableau joint en annexe).

Liste des marchés signés par le Territoire du Pays d'Aix pour la période du 01/01/2017 au 31/12/2017

Objet du marché	Date de notification	Type de Marché	TITULAIRE	Code postal	Montant en € HT
2017PAEU-09U Renouvellement mobilier salle audioconférence Arbois	21/11/2017		ATELIER BASH	24190	20 433,30 €
2017PAEU-11U Rénovation de stores extérieurs et rideaux intérieurs bât MARTEL	28/11/2017		GROUPE DUPUTZ INTER STORES	13003	20 009,49 €
2017PAEU-10 U ETUDE COMPAREE DES TECHNOPOLES	21/11/2017	F&S	RETIF	83000	4 000,00 €
2017PAEU -012U ACQUISITION DE LAMPADAIRES SUR PIED A LED POUR LE BATIMENT POINT CARRE TECHNOPOLE ARBOIS	20/12/2017	F&S	LM5P	13290	6 960,36 €
2017PAEU- 015 U MISSION DE REFERE PREVENTIF AMIABLE ARBOIS - TECHNOPOLE ARBOIS	12/12/2017	F&S	MARIE BENEDICTE CHUFFART	13100	8 097,40 €

Objet du marché	Date de notification	Type de Marché	TITULAIRE	Code postal	Montant en € HT
2017PAEU-16U - DIAGNOSTIC TERMITE - TECHNOPOLE ARBOIS	12/12/2017	F&S	HOME DIAGNOSTIC	13100	300,00 €
2017PAEU-08U -FOURNITURE ET POSE D ECRAN MULTIMEDIA A LED - TECHNOPOLE ARBOIS	08/11/2017	F&S	ARTE SYSTEMS	13880	4 958,18 €
2017PAEU-13U MOE PISTE NAVETTE AUTONOME RD65	01/12/2017	F&S	PROFIL INGENIERIE	13100	5 500,00 €
2017PAEU-14U INSTALLATION POMPE A CHALEUR BATIMENT MEGIE	28/11/2017	T	CLIMATECH 2 AE	13011	51 282,00 €
2017-016U MISSION DE SENSIBILISATION DECHETS	28/11/2017	F&S	VERDICITE	69003	320 000,00 €
2170045 FOURNITURE ET MISE EN PLACE DE CITERNES GRAND SITE STE-VICTOIRE	23/11/2017	F&S	GROUPAGEF	13590	82 200,00 €
2017PABA-19U MISSION CTC REHABILITATION PISCINE PLEIN CIEL	13/11/2017	F&S	BUREAU ALPES CONTROLE	13821	23 650,00 €
2016M31MS1 MEDIATHEQUE PERTUIS ATLAB COWORKING NEF	02/11/2017	T	EUROP ELEC ENGINEERING INTERNATIONAL	13013	5 495,04 €
2017PAEU-07U CONTROLE ACCES LAENNEC ARBO	31/10/2017	T	DELTA SERTEC	13013	4 600,00 €
2016/29 BALAYAGE VOIRIE TECHNOPOLE ARBOIS	26/10/2017	F&S	SMB	13530	48 000,00 €
2017PAEU-06U ETUDE FAISABILITE EXTENSION VILLA ARDEVIE	24/10/2017	PI	CITTA/STRADA INGENIERIE	13015	11 134,75 €
2017PA3F007U CREATION SITE INTERNET DANS LE CADRE DU FISAC LOT 1 LA ROQUE	13/10/2017	F&S	AUBLANC SEBASTIEN/FREDLAMECHE	13540	10 100,00 €
20173F008U CREATION SITE INTERNET DANS LE CADRE DU FISAC LOT 2 LAMBESC	13/10/2017	F&S	AUBLANC SEBASTIEN/FREDLAMECHE	13540	11 700,00 €
2017PA3F009U CREATION SITE INTERNET DANS LE CADRE DU FISAC LOT 3 VITROLLES	13/10/2017	F&S	WEBCOM PROVENCE	13770	15 260,00 €

Objet du marché	Date de notification	Type de Marché	TITULAIRE	Code postal	Montant en €
2017PATL003U EXTENSION DECHETERIE PERTUIS LOT N°1 VRD TERRASSEMENT GENIE CIVIL	12/10/2017	T	EUROVIA MEDITERRANEE/ROUX TP	13791	409 990,90 €
2017PABA38U MAINTENANCE PORTES PORTAILS PREVENTION ET CORRECTION	02/10/2017	F&S	COPAS SYSTEMES	07500	160 000,00 €
2017PA10-04U FOURNITURE PEINTURE ET ADJUVANTS POUR SECTION AUTO CFA	20/09/2017	F&S	SAAS	13500	6 000,00 €
2017PABA35U RENOVATION GUY DRUT BOUC	18/09/2017	F&S	SOL CONSEIL MEDITERRANEE	13760	4 650,00 €
2017PABA36U MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE GENIE CLIMATIQUE LOT 1	13/09/2017	F&S	DALKIA FRANCE	13127	388 296,00 €
2017PABA37U MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE GENIE CLIMATIQUE LOT 2	13/09/2017	F&S	DALKIA FRANCE	13127	113 851,46 €
2017PAEU-02U MOE VIABILISATION SECTEUR SUD DE L ARBOIS	08/09/2017	F&S	TPF INGENIERIE/AFC ARCHITECTURE/AT PAYSAGE	13202	36 850,00 €
2017PASC001U METHODO MODECOM CARACTERISATION DES OM	07/09/2017	F&S	VERDICITE	69003	24 190,00 €
2017PA10-03U- FOURNITURE D OUTILLAGE AUTO CFA	04/09/2017	F&S	FARSY	13290	80 000,00 €
2017PATL-002U-CONTENEURS MARITIMES	01/09/2017	F&S	AGEC SAS	64990	55 000,00 €
2017PA3F-005U- PLAN DE COMMUNICATION DANS LE CADRE DU FISAC LOT1 LA ROQUE	31/08/2017	F&S	AUBLANC SEBASTIEN/FREDLAMECHE/ET TORI JENNIFER	13540	6 550,00 €
2017PA3F-006U- PLAN DE COMMUNICATION DANS LE CADRE DU FISALOT2 LAMBESC	31/08/2017	F&S	AUBLANC SEBASTIEN/FREDLAMECHE/ET TORI JENNIFER	13540	6 050,00 €
2017PABA31U TRAVAUX ENERGETIQUES QUARTZ LOT 1	23/08/2017	T	SITEC S A	13540	80 000,00 €
2017PAEU-03U FAISABILITE ENERGIE ATELIER	22/08/2017	F&S	ARSEN INGENIERIE	84911	4 875,00 €
2017PABA-32U TRAVAUX RENOVATION ENERGETIQUE BATIMENTS ADMINISTRATIFS LOT 3	18/08/2017	T	EIFPAGE CONSTRUCTION PROVENCE	13273	43 000,00 €

Objet du marché	Date de notification	Type de Marché	TITULAIRE	Code postal	Montant en € HT
2017PA7B-01U AMO GENS DU VOYAGE	10/05/2017	F&S	ERNST ET YOUNG	92400	35 000,00 €
2017005U LOCATION AUVENTS HALLE DES PRODUCTEURS	09/05/2017	F&S	PROVENCE LOCATION	13400	48 701,00 €
2016/30 PETITES INTERVENTIONS MULTITECHNIQUES TECHNOPOLE ARBOIS	09/05/2017	F&S	MAINTENANCE TECHNIQUE OPTIMISEE	13290	75 000,00 €
2017PABA_22U_RESEAU EU PISCINE V.DEDIEU REHABILITATION DU RESEAU	05/05/2017	T	HYDROSONIC	06730	10 644,00 €
165AM07 MO AMENAGEMENT ENTREE VILLE LA ROQUE	03/05/2017	F&S	ESKIS PAYSAGISTES/NEO AMENAGEMENT	34070	32 109,00 €
2017PA1102U SALON COTE SUD	02/05/2017	F&S	GROUPE ALTICE MEDIA	75308	20 416,67 €
2016FC0403 PETITS MAT /ARTICLES MENAGER LOT N°3 PAPIERS SANITAIRES ET DOMESTIQU	02/05/2017	F&S	GROUPE F&S/SERRE LE GOFF MEDITERRANEE	30941	2 500,00 €
2016FC0406 PETITS MAT /ARTICLES MENAGERS LOT N°6	02/05/2017	F&S	COLDIS	84320	6 000,00 €
2016FC0405 PETITS MAT /ARTICLES MENAGERS LOT N°5 DISQUES	02/05/2017	F&S	COLDIS	84320	800,00 €
2016FC0401 PETITS MAT /ARTICLES MENAGERS LOT N°1 PRODUITS ENTRETIEN ET HYGIENE	02/05/2017	F&S	SANOGIA	83030	800,00 €
2017PATT-002U TRAVAUX CASIER B3 LOT2 ETANCHEITE PAR GEOMEMBRANE	18/04/2017	T	H2O ENVIRONNEMENT	01800	279 880,00 €
2017PABA_16U_TOITURES PISCINE CANETONS TX DE REMISE EN SERVICE	14/04/2017	T	ORCETHEC MAINTENANCE	69200	19 406,80 €
20161BATM25_MAINTENANCE ASCENCEURS	12/04/2017	F&S	MP SGA	13016	204 000,00 €
2016/26 GESTION LOCATIVE ARBOIS	07/04/2017	F&S	QUADRAL PROPERTY	75009	90 000,00 €
2017PA3F-03U- CHARTE QUALITE LAMBESC	07/04/2017	F&S	ECOLOGIE ET COMMUNICATION	13015	7 050,00 €
20173FM02-ETUDE STRATEGIE COM FISAC VITROLLES	07/04/2017	F&S	TOP CONSEILS SARL/SDP CONSEIL	04100	16 000,00 €
FOURNITURE SACS TYPE CABAS FISAC PERTUIS	06/04/2017	F&S	PLAST UP	43620	160 000,00 €

Objet du marché	Date de notification	Type de Marché	TITULAIRE	Code postal	Montant en € HT
TRAVAUX RENOVATION ENERGETIQUE BATIMENTS ADMINISTRATIFS LOT 5	18/08/2017	T	VETROLIN	83600	14 710,40 €
2017PAEU-04U EXPERTISE STRUCTURE CUVE	28/07/2017	F&S	GINGER CEBTP	13290	14 975,00 €
2017PA2C-05U FAB LAB LOT 5 BRODEUSE NUM MACHINE A COUDRE	28/07/2017	F&S	MULTISTATION	75015	15 000,00 €
2017PA2C-06U FAB LAB LOT 7 FOURNITURE MATERIEL PLASTIQUES ET ACCESOIRES	28/07/2017	F&S	MULTISTATION	75015	12 500,00 €
2017PABA-29U -Travaux électricité médiathèque de Pertuis	13/07/2017	T	INEO PROVENCE ET COTE D AZUR	13797	24 901,86 €
2017PABA-26U PLACARD SSI MEDIA PERT Création d'un placard SSI médiathèque	12/07/2017	T	CONSTRUCTIONS LUYNOISES	13080	8 511,00 €
Avenant n° 1 3 ^e contrôles périodiques techniques dans les bâtiments et équipements de la Communauté du	10/07/2017	F&S	QUALICONSLT		Ancien montant du marché : 1 395 € HT Montant du marché après avenant n°1 : 1 665 € HT
Avenant n° 2 4 ^e contrôles périodiques techniques dans les bâtiments et équipements de la Communauté du	10/07/2017	F&S	QUALICONSLT		Ancien montant du marché : 3 770 € HT Montant du marché après avenant n°1 : 3 695 € HT
Avenant n° 2 4 ^e contrôles périodiques techniques dans les bâtiments et équipements de la Communauté du	10/07/2017	F&S	VERITAS		Ancien montant du marché : 3 962 € HT Montant du marché après avenant n°1 : 6 172,5 € HT
Avenant n° 2 4 ^e contrôles périodiques techniques dans les bâtiments et équipements de la Communauté du	10/07/2017	F&S	VERITAS		Ancien montant du marché : 2 695 € HT Montant du marché après avenant n°1 : 2 692,5 € HT
2017PA2C-01U FAB LAB LOT 1 DECOUP LASERS EXTRACT FUMEE	03/07/2017	F&S	TROTEC LASER	77330	75 000,00 €
2017PABA23U AMO CAPITAINERIE PEYROLLES CLUB AVIRON	26/06/2017	F&S	BRED AMO	06299	22 034,90 €
2017PABA-28U MAINTENANCE EQUIP MEACANIQ TOITURES MOBILES PISCINES	21/06/2017	F&S	ORCETHEC MAINTENANCE	69200	160 000,00 €
2017PABA18U PROTECTION DECORS PATRIMONIAUX	30/05/2017	T	BOUZE ET FILS	13510	9 739,20 €
2017PATT-003U-TVX CASIER B3 ARBOIS LOT 3 FOURNITURE ET POSE FILETS ANTI ENVOL	30/05/2017	T	ALTELA	65600	89 330,00 €
2017-003U ACHAT DVD MEDIATHEQUE PERTUIS	15/05/2017	F&S	RDM VIDEO	95110	210 000,00 €
20176DM01 EXPERT ECO HEB TOURISTIQUE	11/05/2017	F&S	PRICEWATERHOUSECOOPER ADVISORY	92200	14 050,00 €

Objet du marché	Date de notification	Type de Marché	TITULAIRE	Code postal	Montant en € HT
2017PA11-01U JOURNEES D ALBERTAS	06/04/2017	F&S	LES JARDINS D ALBERTAS	13320	15 000,00 €
2017PABA_09U AMO OM AGAVON EXTENSION / REAMENAGEMENT	31/03/2017	F&S	GRIMONE INGENIERIE	13510	3 150,00 €
2017PABA_10U OM AGAVON MISSION GEOTECHNIQUE	31/03/2017	F&S	GEOTEC	13127	2 850,00 €
2017PABA_08U PISCINE DU LIOURAT TRAVAUX DE CLIMATISATION	24/03/2017	T	MAINTENANCE THERMIQUE	13010	402,62 €
2017PABA_15U PISCINE C.BOLLET REMPLACEMENT PORTE SUITE EFFRACTIONS	24/03/2017	T	PROVENCE MENUISERIE	13540	1 199,64 €
2017PABA_14U PISCINE JAS DE RHODES TRAVAUX DE CLIMATISATION	24/03/2017	T	H2O CHIMIE	13100	5 359,45 €
2017PATT-006U-CONTROLE TECHNIQUE OUVRAGE LOT 1	23/03/2017	F&S	SAFEGE SAS	13100	25 000,00 €
2017PATT005U ISDN ARBOIS CONTROLE TECHNIQUE OUVRAGE	22/03/2017	F&S	FONDASOL TECHNIQUES	13400	25 000,00 €
201711M02U-PREST COM OPEN TENNIS	14/03/2017	F&S	AB2M	13090	112 500,00 €
201711M01U-ORGANISATION IRONMAN	14/03/2017	F&S	IRONMAN FRANCE	06300	50 000,00 €
2017PABA_11U PISCINE DE BOUC BEL AIR TRAVAUX DE CLIMATISATION	07/03/2017	T	H2O CHIMIE	13100	581,00 €
2017PABA_12U PISCINE DE LAMBESC TRAVAUX DE CLIMATISATION	07/03/2017	T	CJ COM	13580	440,00 €
2017PABA_06U PISCINE GUY DRUT TRAVAUX DE CLIMATISATION	07/03/2017	T	IDEX ENERGIES	13592	1 123,57 €
2017PABA_13U OM LA PARADE REALISATION D'UNE DEMI LUNE TENDUE	07/03/2017	T	CARAPAX FRANCE	38510	4 000,00 €

Objet du marché	Date de notification	Type de Marché	TITULAIRE	Code postal	Montant en € HT
20161IM10 PELOUSE STADE MAURICE DAVID ENTRETIEN	03/03/2017	F&S	SPORTS MEDITERRANEE ENTRETIEN	83190	118 965,00 €
2017PABA_07U_PISCINE DE BOUC BEL AIR TRAVAUX DE CLIMATISATION	24/02/2017	T	HM SYSTEMES	13112	522,00 €
2017PATT007U AUDIT ISDN ISO 14001	22/02/2017	F&S	KISIO SERVICES ET CONSULTING	75012	20 000,00 €
20173FM001 SALON DES METIERS D ART AIX	21/02/2017	F&S	COMME UNE IMAGE	13100	44 950,00 €
20161BATM17 MAISON EN BUREAUX MEDIATHEQUE DE PERTUIS	15/02/2017	T	DECO SERVICE PEINTURE	13770	11 438,70 €
2016M021U-TRX CASIER B3 ARBOIS LOT 4	13/02/2017	T	PRECIA MOLEN	07000	59 990,38 €
20161IM14 MAPA SIGNALETIQUE INTERIEURE	09/02/2017	F&S	SUPERPLAN	13003	46 000,00 €
2160028 PRESTATION CABLAGE COURANT FAIBLE	31/01/2017	F&S	INEO PROVENCE ET COTE D AZUR	13797	80 000,00 €
2017PA2A01U PRESTATION SONORISATION ET LOCATION MATERIEL VIDEO	30/01/2017	F&S	LIRON SONOLIS	84120	120 000,00 €
20163CM01 MO LA ROQUE D ANTHON ZAGRAND PONT	25/01/2017	F&S	VERDI INGENIERIE MEDITERRANEE	13100	29 760,00 €
20171BATM01_FOURNITURE GRANULE BOIS MAISON DE LA SAINTE VICTOIRE	25/01/2017	F&S	PRADIER	84007	25 000,00 €
20171BATM02_PLAQUE DE RUE BOADES	23/01/2017	T	ATELIER VERNUCCI	04100	2 250,00 €
20171BATM03_TX CLIMATISATION PISCINE LIOURAT	23/01/2017	T	H2O CHIMIE	13100	2 620,00 €

Objet du marché	Date de notification	Type de Marché	TITULAIRE	Code postal	Montant en € HT
20161IM12 PRODUITS ENTRETIEN PISCINES	23/01/2017	F&S	BAYROL FRANCE	69572	24 000,00 €
2160061 MAINTENANCE PREVENTIVE CORRECTIVE PHOTOCOPIEUR	16/01/2017	F&S	SHARP	31036	48 000,00 €
20161IM13 FOURNITURE CARTES IMPRIMEES	04/01/2017	F&S	IMPRIMERIE NOUVELLE	13007	20 000,00 €

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Aménagement du territoire - Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

2018 CT2 005

AVIS - Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par un Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

A ce titre, la Métropole pourra achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu, engagée avant le 1^{er} janvier 2018, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence, avec l'accord de la commune concernée (art. L. 153-9, I C. urb.).

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Dans l'attente de l'élaboration de ses Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 pour la gestion des PLU communaux sur l'ensemble des Conseils de Territoire.

Les PLU communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision (engagée avant le 1^{er} janvier 2018), révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

La Métropole peut également être amenée à gérer des Plans d'Occupation des Sols (POS). Les POS sont caducs au plus tard depuis le 27 mars 2017. Toutefois, un POS pourrait être remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un plan local d'urbanisme approuvé avant le 27 mars 2017, en application du Code de l'Urbanisme.

Ces POS pourraient faire l'objet d'une révision allégée pendant le délai de deux ans suivant la décision du juge devenue définitive (art. L. 174-6 du Code de l'Urbanisme). Ils pourraient également faire l'objet d'une modification, d'une modification simplifiée, ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité

publique, dans les conditions prévues à l'article L. 174-4 du Code de l'Urbanisme.

Enfin, il résulte de l'article L. 153-7 du Code de l'Urbanisme qu'en cas de déclaration d'illégalité ou d'annulation par voie juridictionnelle de la totalité d'un PLU couvrant le territoire d'une commune de la Métropole, celle-ci peut exceptionnellement approuver un nouveau PLU couvrant le seul territoire de la commune concernée.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Dans ce contexte, il convient de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs en matière d'élaboration et de révision des plans locaux d'urbanisme en vigueur sur le territoire de la Métropole et des plans d'occupation des sols remis en vigueur dans les conditions précitées que ce soit pour la reprise des procédures en cours lors du transfert de compétence PLU au 1^{er} janvier 2018, la gestion des PLU en vigueur ou des POS remis en vigueur, ou encore l'élaboration d'un nouveau PLU communal à la suite de l'annulation ou de la déclaration d'illégalité totale d'un PLU d'une commune membre.

Le Conseil de la Métropole associe les Conseils de Territoire aux procédures d'élaboration ou de révision des documents d'urbanisme, en sollicitant l'avis du Conseil de Territoire concerné préalablement à l'arrêt du projet de PLU ou de révision. En outre, conformément à l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire émet un avis avant l'approbation du PLU ou de la révision.

Enfin, il appartiendra à chaque Conseil de Territoire de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée.

Ainsi en matière d'élaboration et de révision d'un Plan Local d'Urbanisme, il relève :

- des compétences du Conseil de Métropole : la transmission au Conseil de Territoire des orientations stratégiques de nature à assurer la cohérence du projet métropolitain, la prescription de

l'élaboration ou de la révision, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, l'arrêt du projet de PLU ou de révision et le bilan de la concertation, l'approbation du PLU ou de la révision ;

- des compétences du Conseil de Territoire : le suivi de la procédure d'élaboration ou de révision du PLU, la réunion avec le maire de la commune concernée, l'arrêt des modalités de collaboration avec la commune concernée, l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole prescrivant l'élaboration ou la révision du PLU et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation, le débat sur les orientations générales, l'avis préalable à l'arrêt du projet, la présentation à l'issue de l'enquête publique des avis joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête au maire de la commune concernée, l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation du PLU ou de la révision ;
- des compétences du Président de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un Vice-Président : la saisie pour avis de la commune concernée, la saisie du Conseil de Territoire et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la notification des délibérations d'engagement, la transmission pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure du projet de PLU ou de révision, l'organisation de l'enquête publique, la saisine pour avis du Conseil de Territoire conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales et la saisine pour avis du conseil de développement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et L. 153-36 à L. 153-44 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;

- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de révision alléguée.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur l'ensemble de ses Conseils de Territoire,
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de Métropole et aux Conseils de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences jusqu'au 31 décembre 2019 et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire,
- Que la Métropole associe les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées,
- Qu'il appartient à chaque Conseil de Territoire de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour transmettre au Conseil de Territoire concerné les orientations stratégiques permettant la conception du projet d'élaboration ou de révision du PLU. Il prescrit l'élaboration ou la révision du PLU, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation. Il arrête le projet de PLU ou de révision et tire le bilan de la concertation. Il approuve le PLU ou la révision.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire est seul chargé du suivi et de l'élaboration du projet de PLU ou de révision. Il organise la réunion avec le maire de la commune concernée. Il arrête les modalités de collaboration avec la commune concernée. Il émet un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole prescrivant l'élaboration ou la révision du PLU et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation. Le débat sur les orientations générales a lieu en son sein. Il émet un avis préalable à l'arrêt du projet de PLU ou de révision. Il présente à l'issue de l'enquête publique les avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête au maire de la commune concernée. Il donne un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation du PLU ou de la révision.

Article 3 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoire et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 006

AVIS - Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolice Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par un Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation

des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Dans l'attente de l'élaboration de ses Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente pour la gestion des PLU communaux sur le périmètre de l'ensemble des Conseils de Territoire.

Les PLU communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

La Métropole peut également être amenée à gérer des Plans d'Occupation des Sols (POS). Les POS sont caducs au plus tard depuis le 27 mars 2017. Toutefois, un POS pourrait être remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un plan local d'urbanisme approuvé avant le 27 mars 2017, en application du Code de l'Urbanisme.

Ces POS pourraient faire l'objet d'une révision allégée pendant le délai de deux ans suivant la décision du juge devenue définitive (art. L. 174-6 du Code de l'Urbanisme). Ils pourraient également faire l'objet d'une modification, d'une modification simplifiée, ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L. 174-4 du Code de l'Urbanisme.

Enfin, il résulte de l'article L. 153-7 du Code de l'Urbanisme qu'en cas de déclaration d'illégalité ou d'annulation par voie juridictionnelle de la totalité d'un PLU couvrant le territoire d'une commune de la Métropole, celle-ci peut exceptionnellement approuver un nouveau PLU couvrant le seul territoire de la commune concernée.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-

Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Dans ce contexte, il convient de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs en matière de révision allégée des Plans Locaux d'Urbanisme en vigueur sur le territoire de la Métropole et des plans d'occupation des sols remis en vigueur dans les conditions précitées.

La Métropole associe les Conseils de Territoire aux procédures de révision allégée des documents d'urbanisme en sollicitant l'avis du Conseil de Territoire concerné avant l'arrêt du projet de révision allégée. En outre, conformément à l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire émettra un avis avant l'approbation du projet de révision allégée.

Enfin, il appartiendra au Conseil de Territoire concerné de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée.

Ainsi en matière de révision allégée d'un plan local d'urbanisme, il relève :

- des compétences du Conseil de Métropole : la transmission au Conseil de Territoire des orientations stratégiques de nature à assurer la cohérence du projet métropolitain, la prescription de la révision allégée, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation, l'arrêt du projet de révision allégée et le bilan de la concertation, l'approbation de la révision allégée du PLU ;
- des compétences du Conseil de Territoire : le suivi de la procédure de révision allégée du PLU, la réunion avec le maire de la commune concernée, l'arrêt des modalités de collaboration avec la commune concernée, l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole prescrivant la révision allégée du PLU et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation, l'avis préalable à l'arrêt du projet, la présentation à l'issue de l'enquête publique des avis joints au dossier, les observations du

public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête au maire de la commune concernée, l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation de la révision allégée ;

- des compétences du Président du Conseil de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un Vice-Président : la saisie pour avis de la commune concernée, la saisie du Conseil de Territoire et du Conseil de la Métropole pour l'engagement de la procédure, la notification des délibérations d'engagement, la transmission pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure du projet de révision allégée, l'organisation de l'examen conjoint du projet de révision allégée arrêté avec les personnes publiques associées, l'organisation de l'enquête publique, la saisine pour avis du Conseil de Territoire conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et L. 153-36 à L. 153-44 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de révision allégée.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses conseils de territoire,
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de Métropole et aux Conseils de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences jusqu'au 31 décembre 2019 et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire,
- Que la Métropole associe les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées,
- Qu'il appartient à chaque Conseil de Territoire de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée.

Délibère

Article 1 :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour transmettre au Conseil de Territoire concerné les orientations stratégiques permettant la conception du projet de révision allégée du PLU. Il prescrit la révision allégée, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation. Il arrête le projet de révision allégée et tire le bilan de la concertation. Il approuve la révision allégée du PLU.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire est seul chargé du suivi et de l'élaboration projet de révision allégée. Il organise la réunion avec le maire de la commune

concernée. Il arrête les modalités de collaboration avec la commune concernée et émet un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole prescrivant la révision allégée du PLU et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation. Il émet un avis préalablement à l'arrêt du projet de révision allégée. Il présente à l'issue de l'enquête publique les avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête au maire de la commune concernée. Il donne un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation de la révision allégée.

Article 3 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoire et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 007

AVIS - Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan Local d'Urbanisme et Plan d'Occupation des Sols) entre le Conseil de Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopoie Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par le Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses Territoires.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Dans l'attente de l'élaboration de ses Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente, depuis le 1^{er} janvier 2018, pour la gestion des PLU communaux sur l'ensemble des Conseils de Territoire.

Les PLU communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

La Métropole peut également être amenée à gérer des Plans d'Occupation des Sols (POS). Les POS sont caducs au plus tard depuis le 27 mars 2017. Toutefois, un POS pourrait être remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un plan local d'urbanisme approuvé avant le 27 mars 2017, en application du Code de l'Urbanisme.

Ces POS pourraient faire l'objet d'une révision allégée pendant le délai de deux ans suivant la décision du juge devenue définitive (art. L. 174-6 du Code de l'Urbanisme). Ils pourraient également faire l'objet d'une modification, d'une modification simplifiée, ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L. 174-4 du Code de l'Urbanisme.

Enfin, il résulte de l'article L. 153-7 du Code de l'Urbanisme qu'en cas de déclaration d'illégalité ou d'annulation par voie juridictionnelle de la totalité d'un PLU couvrant le territoire d'une commune de la Métropole, celle-ci peut exceptionnellement approuver un nouveau PLU couvrant le seul territoire de la commune concernée.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole AMP, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

Dans ce contexte, il convient donc de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs en matière de modification des Plans locaux d'Urbanisme en vigueur sur le territoire

de la Métropole et des plans d'occupation des sols remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un PLU.

Les communes membres et les Conseils de territoire sont associés aux procédures de modification des documents d'urbanisme, en prévoyant une demande écrite formelle de la commune concernée avant l'engagement de la procédure de modification. Le Conseil de Territoire sollicitera la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure. L'avis simple de la commune et du Conseil de Territoire concernés seront sollicités avant l'approbation du projet de modification.

Toutefois, une modification des documents d'urbanisme pourrait être engagée à l'initiative de la Métropole, notamment sur proposition du Conseil de Territoire ou du Conseil de la Métropole.

Ainsi en matière de modification des documents d'urbanisme, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole, l'approbation des procédures de modification ;
- des compétences du Conseil de Territoire : le suivi des procédures de modification, la demande d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole, la justification de l'ouverture à l'urbanisation d'une zone ; l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant la modification ;
- des compétences du Président du Conseil de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un vice-président : l'engagement de la procédure de modification, l'établissement du projet de modification, la notification au Préfet, aux personnes publiques associées et au Maire de la ou des Communes concernées ainsi que la transmission pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure du projet de modification, la saisine pour avis du Conseil de Territoire concerné, la saisine pour avis de la commune concernée et l'organisation de l'enquête publique.

Enfin, par délibération du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole avait adopté une délibération cadre portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs. La présente délibération abroge la délibération cadre du 28 avril 2016 et s'y substitue dans toutes ses dispositions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et L. 153-36 à L. 153-44 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-Présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de modification.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Conseils de Territoire,
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de Métropole et aux Conseils de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences jusqu'au 31 décembre 2019 et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire,
- Que la Métropole associe les communes membres concernées et les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération n° HN 063-193/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs.

Article 2 :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour l'approbation des procédures de modification.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire est chargé du suivi de la procédure de modification. A la demande de la commune membre concernée ou de sa propre initiative, il sollicite l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'examen de l'engagement de la procédure de modification. Lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone, le Conseil de Territoire délibère sur l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. Il émet un avis sur le rapport de présentation et le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation de la modification.

Article 4 :

Dans le cadre des modifications des documents d'urbanisme, la Métropole associe les communes à

l'engagement de la procédure et avant l'approbation de la modification.

Article 5 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoire et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 008

AVIS - Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopol Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la

Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par le Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses Territoires.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Dans l'attente de l'élaboration de ses Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente, depuis le 1^{er} janvier 2018, pour la gestion des PLU communaux sur l'ensemble des Conseils de Territoire.

Les PLU communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une

révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

La Métropole peut également être amenée à gérer des Plans d'Occupation des Sols (POS). Les POS sont caducs au plus tard depuis le 27 mars 2017. Toutefois, un POS pourrait être remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un plan local d'urbanisme approuvé avant le 27 mars 2017, en application du Code de l'Urbanisme.

Ces POS pourraient faire l'objet d'une révision allégée pendant le délai de deux ans suivant la décision du juge devenue définitive (art. L. 174-6 du Code de l'Urbanisme). Ils pourraient également faire l'objet d'une modification, d'une modification simplifiée, ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L. 174-4 du Code de l'Urbanisme.

Enfin, il résulte de l'article L. 153-7 du Code de l'Urbanisme qu'en cas de déclaration d'illégalité ou d'annulation par voie juridictionnelle de la totalité d'un PLU couvrant le territoire d'une commune de la Métropole, celle-ci peut exceptionnellement approuver un nouveau PLU couvrant le seul territoire de la commune concernée.

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Dans ce contexte, il convient donc de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs en matière de modification simplifiée des Plans Locaux d'Urbanisme en vigueur sur le territoire de la Métropole et, le cas échéant, des plans d'occupation des sols remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un PLU.

Les communes membres et les Conseils de territoire sont associés aux procédures de modification simplifiée des documents d'urbanisme, en prévoyant une demande écrite formelle de la commune concernée avant l'engagement de la procédure de modification simplifiée. Le Conseil de

Territoire sollicitera la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure. L'avis simple de la commune et du Conseil de Territoire concernés seront sollicités avant l'approbation du projet de modification simplifiée.

Toutefois, une modification simplifiée des documents d'urbanisme pourrait être engagée à l'initiative de la Métropole, notamment sur proposition du Conseil de Territoire ou du Conseil de la Métropole. .

Ainsi en matière de modification simplifiée des documents d'urbanisme, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole : la présentation du bilan de la mise à disposition du public, l'approbation des procédures de modification simplifiée ;
- des compétences du Conseil de Territoire : le suivi de la procédure de modification simplifiée, la demande d'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole, la définition des modalités de la mise à disposition du public ; l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant la modification ;
- des compétences du Président du Conseil de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un vice-président : l'engagement de la procédure de modification simplifiée, l'établissement du projet de modification simplifiée, la notification au Préfet, aux personnes publiques associées et au Maire de la ou des Communes concernées ainsi que la transmission pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure du projet de modification simplifiée, la saisine pour avis du Conseil de Territoire concerné, la saisine pour avis de la commune concernée.

Enfin, par délibération du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole avait adopté une délibération cadre portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs. La présente délibération abroge la délibération cadre du 28 avril 2016 et s'y substitue dans toutes ses dispositions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants, L. 153-36 à L. 153-40 et L. 153-45 à L. 153-48 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-Présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de modification simplifiée.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre

de l'ensemble de ses Conseils de Territoire,

- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de la Métropole et au Conseil de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives aux Conseils de Territoire,
- Que la Métropole associe les communes membres concernées et les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération HN 062-192/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs.

Article 2 :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour la présentation du bilan de la mise à disposition au public, l'approbation des procédures de modification simplifiée.

Article 3 :

Le Conseil de Territoire est chargé du suivi de la procédure de modification simplifiée. A la demande de la commune membre concernée ou de sa propre initiative, il sollicite l'inscription à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'examen de l'engagement de la procédure de modification simplifiée. Il définit les modalités de la mise à disposition du public. Il émet un avis sur le rapport de présentation et le projet de délibération du conseil de la Métropole relative à l'approbation de la modification simplifiée.

Article 4 :

Dans le cadre des modifications simplifiées des documents d'urbanisme, la Métropole associe les communes à l'engagement de la procédure et avant l'approbation de la modification simplifiée.

Article 5 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoire et s'inscrit dans les

conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018_CT2_009

AVIS - Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à la déclaration de projet comportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par un Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

En vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme et par dérogation à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses Conseils de Territoire plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi).

Dans l'attente de l'élaboration de ses Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi), la Métropole est compétente depuis le 1^{er} janvier 2018 pour la gestion des PLU communaux sur l'ensemble des Conseils de Territoire.

Les PLU communaux maintenus en vigueur à l'échelle de la Métropole peuvent faire l'objet d'une révision allégée, d'une modification, d'une modification simplifiée ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans l'attente de l'approbation du PLUi du Territoire concerné (art. L. 153-6, I C. urb.).

La Métropole peut également être amenée à gérer des Plans d'Occupation des Sols (POS). Les POS sont caducs au plus tard depuis le 27 mars 2017.

Toutefois, un POS pourrait être remis en vigueur à la suite de l'annulation d'un plan local d'urbanisme approuvé avant le 27 mars 2017, en application du Code de l'Urbanisme.

Ces POS pourraient faire l'objet d'une révision allégée pendant le délai de deux ans suivant la décision du juge devenue définitive (art. L. 174-6 du Code de l'Urbanisme). Ils pourraient également faire l'objet d'une modification, d'une modification simplifiée, ou d'une mise en compatibilité avec déclaration de projet ou déclaration d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article L. 174-4 du Code de l'Urbanisme.

Enfin, il résulte de l'article L. 153-7 du Code de l'Urbanisme qu'en cas de déclaration d'illégalité ou d'annulation par voie juridictionnelle de la totalité d'un PLU couvrant le territoire d'une commune de la Métropole, celle-ci peut exceptionnellement approuver un nouveau PLU couvrant le seul territoire de la commune concernée.

La procédure de mise en compatibilité avec une déclaration de projet permet de faire évoluer un PLU ou un POS.

Toutefois, elle se distingue des procédures d'évolution de droit commun car elle ne relève pas nécessairement de l'EPCI ou de la commune compétent en matière de PLU, mais de la compétence pour adopter une déclaration de projet dont le fondement peut relever soit du Code de l'Urbanisme, soit du Code de l'Environnement.

En effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence tient des articles L. 300-6 du Code de l'Urbanisme et L. 126-1 du Code de l'Environnement la compétence pour se prononcer par déclaration de projet, respectivement, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement, ou d'un projet public de travaux, d'aménagement ou d'ouvrage.

Lorsque la réalisation d'un tel projet nécessite de mettre en compatibilité un PLU relevant de la compétence de la Métropole, la mise en compatibilité sera décidée par la déclaration de projet.

Le Conseil de la Métropole adoptera la déclaration de projet lorsque le projet relèvera de l'une de ses compétences au sens de l'article L. 5218-7, II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les Conseils de Territoire adopteront la déclaration de projet lorsque le projet relèvera de l'une de leurs compétences au sens de l'article L. 5218-7, II du Code Général des Collectivités Territoriales.

C'est le Président du Conseil de la Métropole qui mène la procédure.

La procédure de mise en compatibilité pourra toutefois être engagée à l'initiative du Conseil de Territoire ou du Conseil de la Métropole, lorsqu'une délibération préalable est nécessaire, par exemple lorsque le projet est soumis à concertation préalable obligatoire avec le public au titre du Code de l'Urbanisme.

Les communes membres sont associées aux procédures de mise en compatibilité des documents d'urbanisme. Il sera ainsi prévu une demande écrite formelle de la commune avant l'engagement de la procédure de mise en compatibilité. De même, l'avis simple de la commune sera sollicité avant l'approbation de la procédure.

Enfin, dans le cas où le Conseil de la Métropole serait compétent pour adopter la déclaration de projet emportant mise en compatibilité, le Conseil de Territoire concerné sera également associé à la procédure. Le Conseil de Territoire sollicitera la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure. L'avis du Conseil de Territoire sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant la mise en compatibilité sera également recueillie, conformément à l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, lorsque la Métropole est à l'initiative de la procédure de mise en compatibilité avec une déclaration de projet d'un PLU relevant de sa compétence, il ressort :

- des compétences du Conseil de la Métropole, lorsque le projet d'intérêt général relève de l'une de ses compétences : l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ; l'adoption de la déclaration d'intention prévue par le Code de l'environnement lorsque la mise en compatibilité est soumise de plein droit à évaluation environnementale ; l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- des compétences du Conseil de Territoire concerné, lorsque le projet d'intérêt général relève de l'une des compétences du Conseil de la Métropole : le suivi de l'élaboration du projet de déclaration de projet et de mise en compatibilité ; la demande de mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure ; l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant la mise en compatibilité ;
- des compétences du Conseil de Territoire concerné, lorsque le projet relève de l'une des compétences de ce Conseil de Territoire : le suivi de l'élaboration du projet de déclaration de projet et de mise en compatibilité ; l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité ; l'adoption

de la déclaration d'intention prévue par le Code de l'environnement lorsque la mise en compatibilité est soumise de plein droit à évaluation environnementale ; l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;

- des compétences du Président de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un Vice-Président : la détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable ; l'élaboration du projet de mise en compatibilité ; l'organisation de l'examen conjoint ; la saisine pour avis des communes membres concernées ; la saisine pour avis du Conseil de Territoire concerné ; la transmission pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure ; l'organisation de l'enquête publique.

Par ailleurs, la Métropole peut avoir à se prononcer sur la mise en compatibilité d'un PLU (ou d'un POS) relevant de sa compétence avec la déclaration de projet d'un tiers, tel qu'une commune, un établissement public d'aménagement ou encore l'Etat, etc. La Métropole est alors saisie en sa qualité d'autorité gestionnaire du PLU. C'est donc le Conseil de la Métropole, exclusivement compétent en matière d'approbation des PLU, qui sera amené à rendre un avis sur la proposition de mise en compatibilité (cas d'une déclaration de projet de l'Etat) ou à décider la mise en compatibilité (autres cas : établissement public d'aménagement, commune, etc.). Dans ce dernier cas, l'avis du Conseil de Territoire sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole décidant la mise en compatibilité sera également recueilli, conformément à l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Lorsqu'une personne publique autre que la Métropole est à l'initiative de la procédure de mise en compatibilité avec une déclaration de projet d'un PLU relevant de la compétence de la Métropole, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole : de donner un avis à l'issue de l'enquête publique sur le dossier de mise en compatibilité, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête et le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, soumis par le préfet, lorsque la déclaration de projet relève de l'Etat ; de décider la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme au vu du dossier de mise en compatibilité, du rapport et des conclusions

- du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête et du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, soumis par l'autorité chargée de la procédure, lorsque la déclaration de projet relève d'une personne publique autre que l'Etat ;
- des compétences du Conseil de Territoire concerné : l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole décidant la mise en compatibilité ;
- des compétences du Président de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un vice-président : la représentation de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux réunions d'examen conjoint.

Enfin, par délibération du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole avait adopté une délibération cadre portant répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs. La présente délibération abroge la délibération cadre du 30 juin 2016 et s'y substitue dans toutes ses dispositions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 134-11 et suivants et L. 153-36 à L. 153-44 ;
- Le Code de l'Environnement et notamment ses articles L. 121-15-1 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de déclaration de projet emportant mise en compatibilité.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Conseils de Territoire,
- Que le conseil de la Métropole ou les Conseils de Territoire sont compétents pour adopter une déclaration de projet emportant mise en compatibilité ou non, selon que le projet d'intérêt général s'inscrit dans une compétence de l'un ou l'autre ; que dans l'hypothèse d'une déclaration de projet portée par un tiers, la Métropole participe à l'examen conjoint et est saisie pour avis avant approbation, lorsque la procédure relève de l'Etat, ou pour approbation lorsque la procédure relève d'une autre collectivité,
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de Métropole et aux Conseils de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences jusqu'au 31 décembre 2019 et en donnant la possibilité de déléguer certaines

prérogatives du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire,

- Que la Métropole associe les communes membres concernées et les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées.

Délibère

Article 1 :

Est abrogée la délibération URB 001-616/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme entre le Conseil de la Métropole, le conseil de territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs.

Article 2 :

Lorsque le projet d'intérêt général relève de l'une des compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de la Métropole est seul compétent pour engager la procédure de mise en compatibilité, adopter la déclaration d'intention prévue par le Code de l'environnement lorsque la mise en compatibilité est soumise de plein droit à évaluation environnementale, et approuver la déclaration de projet emportant mise en compatibilité.

Article 3 :

Les Conseils de Territoire assurent le suivi de l'élaboration du projet de déclaration de projet et de mise en compatibilité.

Lorsque le projet d'intérêt général relève de l'une des compétences d'un Conseil de Territoire, il est seul compétent pour engager la procédure de mise en compatibilité, adopter la déclaration d'intention prévue par le Code de l'environnement lorsque la mise en compatibilité est soumise de plein droit à évaluation environnementale, et approuver la déclaration de projet emportant mise en compatibilité.

Lorsque le projet d'intérêt général relève de l'une des compétences du Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire sollicite la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure et émet un avis avant l'approbation de la mise en compatibilité.

Article 4 :

Pour la procédure de déclaration de projet engagée à l'initiative d'une collectivité publique tierce autre que l'Etat et emportant mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme relevant de la compétence de la Métropole, le Conseil de la Métropole est

compétent pour décider la mise en compatibilité du plan.

Le Conseil de Territoire émet un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole décidant la mise en compatibilité.

Article 5 :

Pour la procédure de déclaration de projet engagée à l'initiative de l'Etat et emportant mise en compatibilité d'un Plan Local d'Urbanisme relevant de la compétence de la Métropole, le Conseil de la Métropole est compétent pour donner un avis à l'issue de l'enquête publique.

Article 6 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoire et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 010

AVIS - Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des règlements locaux de publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolce Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par le Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est également compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP).

La Métropole Aix-Marseille-Provence est donc, en principe, compétente en matière de règlement local de publicité.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, et donc la compétence en matière de Règlement Local de Publicité, sur le seul périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en

matière de règlement local de publicité sur l'ensemble de son périmètre.

Dans ce contexte, il convient de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs en matière d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié les procédures d'élaboration et d'évolution des règlements locaux de publicité, en les « calquant » sur les procédures d'élaboration, de révision et de modification de droit commun des plans locaux d'urbanisme (article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement).

Le Code de l'Environnement prévoit également des étapes de procédure supplémentaires :

- le président de la Métropole pourra recueillir l'avis de toute personne, de tout organisme ou association compétents en matière de paysage, de publicité, d'enseignes et pré-enseignes, d'environnement, d'architecture, d'urbanisme, d'aménagement du territoire, d'habitat et de déplacements, y compris, le cas échéant, des collectivités territoriales des Etats limitrophes (art. L. 581-14-1 al. 2 C. envir.) ;
- le projet arrêté sera soumis pour avis, avant l'enquête publique, à la commission départementale en matière de nature, de paysages et de sites, qui aura trois mois pour se prononcer (art. L. 581-14-1 al. 3 C. envir.) ;
- le RLP fera l'objet d'une mesure de publicité particulière, puisqu'il devra être mis à disposition sur le site internet de la Métropole (art. R. 581-79 du Code de l'environnement).

Le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, à l'exclusion de ses compétences exclusives, jusqu'au 31 décembre 2019, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Le Conseil de la Métropole associe les Conseils de Territoire aux procédures d'élaboration et de révision des RLP qui les concerne. Le Conseil de Territoire concerné émettra un avis préalable à l'engagement de la procédure de révision et avant l'arrêt du projet. Enfin, conformément à l'article L. 5218-7 du Code général des collectivités territoriales, son avis sera également sollicité sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant l'élaboration ou la révision du RLP.

Enfin, il appartiendra à chaque Conseil de Territoire de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée.

Ainsi en matière d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole : arrêter les modalités de collaboration avec la commune concernée ; prescrire la révision du RLP ; définir les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ; tirer le bilan de la concertation ; arrêter le projet ; approuver l'élaboration ou la révision du RLP ;
- des compétences du Conseil de Territoire : émettre un avis préalablement à l'engagement de la procédure de révision ; émettre un avis avant l'arrêt du projet ; émettre un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant l'élaboration ou la révision du RLP ;
- des attributions du Président de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer au vice-président : conduire la procédure d'élaboration ou de révision RLP ; les saisines pour avis du Conseil de Territoire concerné ; réunir la conférence avec le maire de la commune concernée ; notifier la délibération d'engagement aux personnes publiques associées ; notifier pour avis le projet arrêté aux personnes publiques associées, aux communes concernées, à la commission de la nature, des paysages et des sites, et, à leur demande, aux communes limitrophes, aux EPCI directement intéressés et à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ; transmettre pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure le projet de RLP ou de révision, saisir pour avis le conseil de développement du projet arrêté ; soumettre à enquête publique le projet arrêté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5217-1 et suivants et L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles les articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de RLP.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

-
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de Règlement Local de Publicité sur le périmètre de l'ensemble de ses Conseils de Territoire ;
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence un statut particulier, en fixant des prérogatives propres au Conseil de Métropole et au Conseil de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives au Conseil de Territoire ;
- Que la Métropole associe les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées ;
- Qu'il appartient à chaque Conseil de Territoire de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée.

Délibère

Article 1 :

Pour la procédure d'élaboration ou de révision du règlement local de publicité, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour arrêter les modalités de collaboration avec la commune concernée. Il prescrit la révision du RLP et définit les objectifs

poursuivis et les modalités de la concertation avec le public. Il tire le bilan de la concertation avec le public et arrête le projet. Il approuve l'élaboration ou la révision du RLP.

Article 2 :

Le Conseil de Territoire émet un avis préalablement à l'engagement de la procédure de révision. Il émet un avis avant l'arrêt du projet. Il donne un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant l'élaboration ou la révision du RLP.

Article 3 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoires et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 011

AVIS - Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et à la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine a largement renouvelé le droit de la protection du patrimoine.

La loi a notamment créé les sites patrimoniaux remarquables et transformé de plein droit les secteurs sauvegardés, les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) existants au jour de sa publication en sites patrimoniaux remarquables.

Les dispositions transitoires de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 organisent le maintien en vigueur des règlements des AVAP et des ZPPAUP applicables avant la date de publication de la loi, jusqu'à ce qu'un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ou un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine (PVAP) s'y substitue.

Elles prévoient également que les projets d'AVAP mis à l'étude avant la date de publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 sont instruits puis approuvés conformément aux articles L. 642-1 à L. 642-10 du Code du Patrimoine dans leur rédaction antérieure à cette loi.

L'article L. 642-1 du Code du Patrimoine dans sa version antérieure à la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 prévoit que la création d'une AVAP relève de la commune ou de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme (PLU).

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par le Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière

de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle est donc compétente, en principe, en matière d'AVAP.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a toutefois prévu que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerçait la compétence en matière de PLU et donc la compétence en matière d'AVAP sur le seul périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce la compétence en matière d'AVAP sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

Certaines communes des Territoires ont mis à l'étude la création d'AVAP ou la transformation de ZPPAUP en AVAP préalablement à la publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016.

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs de ces procédures étaient toujours en cours.

Conformément aux articles L. 5211-17 et L. 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole s'est substituée de plein droit aux communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes pour l'exercice des compétences transférées et peut poursuivre les procédures engagées par les communes membres, à la suite du transfert de compétence.

Dans ce contexte, il convient de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs en matière de création d'AVAP ou de transformation de ZPPAUP en AVAP.

Le Conseil de la Métropole associe les Conseils de Territoire aux procédures qui les concernent. Ils solliciteront à la demande de la commune l'inscription à l'ordre du jour du conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure. Leur avis sera sollicité préalablement à l'arrêt du projet d'AVAP. Conformément à l'article L. 5218-7 du

Code Général des Collectivités Territoriales, leur avis sera également sollicité sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole créant l'AVAP.

Le Conseil de la Métropole associe également la ou les communes membres concernées aux procédures de création d'AVAP ou de transformation de ZPPAUP en AVAP, en prévoyant une demande écrite formelle de la ou des communes concernées préalablement à l'engagement de la procédure. Leur avis simple sera également recueilli avant la délibération du Conseil de la Métropole arrêtant le projet d'AVAP et avant la délibération du Conseil de la Métropole créant l'AVAP.

Ainsi en matière de création d'AVAP ou de transformation de ZPPAUP en AVAP, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole : l'institution de la CLAVAP ; la mise à l'étude de la création/révision de l'AVAP ; la définition des modalités de concertation avec le public ; le bilan de la concertation ; l'arrêt du projet ; la création de l'AVAP ;
- des compétences du Conseil de Territoire : la demande de mise à l'ordre du jour et l'avis avant l'arrêt du projet d'AVAP ; l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole créant l'AVAP ;
- des attributions du Président de Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer au vice-président : l'élaboration du projet d'AVAP ; les saisines pour avis du Conseil de Territoire ; les saisines pour avis de la ou des communes concernées ; la saisine de la Commission régionale du patrimoine et de l'architecture ; l'organisation de l'examen conjoint du projet d'AVAP ; l'organisation de l'enquête publique ; la saisine pour accord du préfet.

En outre, l'article L. 642-3 du Code du Patrimoine dans sa rédaction antérieure à la loi du 7 juillet 2016 prévoit que lorsque le projet d'AVAP n'est pas compatible avec le PLU, l'AVAP ne peut être créée que si le PLU a été mis en compatibilité conformément à la procédure de mise en compatibilité prévue aux articles L. 153-54 et suivants. Dans ce cas, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole : l'engagement de la procédure de mise en compatibilité ; l'adoption de la déclaration d'intention prévue par le Code de l'environnement, lorsque la mise en compatibilité est soumise de plein droit à évaluation environnementale ; l'approbation de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité ;
- des compétences du Conseil de Territoire concerné : le suivi de l'élaboration du projet de déclaration de projet et de mise

en compatibilité ; la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure ; l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant la mise en compatibilité ;

- des compétences du Président de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer à un Vice-Président : la détermination des modalités de concertation préalable envisagées lorsque la mise en compatibilité est soumise à évaluation environnementale à la suite d'une décision de cas par cas et que la Métropole envisage de mener une concertation préalable ; l'élaboration du projet de mise en compatibilité ; l'organisation de l'examen conjoint ; la saisine pour avis des communes membres concernées et du Conseil de Territoire ; la transmission pour avis à titre obligatoire ou facultatif et à tous les stades de la procédure ; l'organisation de l'enquête publique ; la représentation de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux réunions d'examen conjoint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5217-1 et suivants et L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 642-1 et s. dans leur version antérieure à la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et notamment ses articles 112 et 114 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de Métropole aux Conseils de Territoire ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-Présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière de création d'AVAP et de transformation des ZPPAUP en AVAP.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de création d'AVAP ou de transformation des ZPPAUP en AVAP sur le périmètre de l'ensemble de ses Conseils de Territoire ;
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence un statut particulier, en fixant des prérogatives propres au Conseil de Métropole et au Conseil de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives au Conseil de Territoire ;
- Que la Métropole associe les communes membres et les Conseils de Territoire concernés conformément aux dispositions susmentionnées.

Délibère

Article 1 :

Pour la procédure de création de l'AVAP ou de transformation de ZPPAUP en AVAP, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour instituer la Commission locale de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (CLAVAP). Il met à l'étude la création de l'AVAP et définit les modalités de concertation avec le public. Il tire le bilan de la concertation et arrête le projet. Il crée l'AVAP.

Lorsque la mise en compatibilité du PLU est nécessaire, il appartient au Conseil de la Métropole d'engager la procédure de mise en compatibilité, d'adopter la déclaration d'intention prévue par le Code de l'environnement lorsque la mise en compatibilité est soumise de plein droit à évaluation

environnementale et d'approuver la mise en compatibilité du PLU.

Article 2 :

Pour la procédure de création de l'AVAP ou de transformation de ZPPAUP en AVAP, le Conseil de Territoire sollicite la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure et émet un avis avant l'arrêt du projet d'AVAP. Il donne un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole créant l'AVAP.

Lorsque la mise en compatibilité du PLU est nécessaire, il appartient au Conseil de Territoire de solliciter la mise à l'ordre du jour du Conseil de la Métropole de l'engagement de la procédure et de suivre l'élaboration du projet de mise en compatibilité. Il émet un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant la mise en compatibilité.

Article 3 :

La Métropole associe la ou les communes membres concernées à l'engagement d'une procédure de création d'AVAP ou de transformation de ZPPAUP en AVAP, en prévoyant une demande écrite formelle de la ou des communes concernées préalablement à l'engagement de la procédure. Leur avis simple sera également recueilli avant la délibération du Conseil de la Métropole arrêtant le projet d'AVAP et avant la délibération du Conseil de la Métropole créant l'AVAP.

Article 4 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus Conseils de Territoire et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément au schéma ci-joint en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 012

AVIS - Poursuite des procédures d'élaboration / révision des PLU ou documents en tenant lieu des communes du Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L.5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aix étaient en cours :

Commune	Date de prescription	Type de procédure
Châteauneuf-Le-Rouge	14/10/2015	Élaboration du PLU
Saint-Cannat	12/04/2010	Élaboration du PLU
Saint-Paul-Lez-Durance	29/07/2014	Élaboration du PLU
Lambesc	13/12/2017	Révision générale du PLU
Les Pennes-Mirabeau	22/12/2016	Révision générale du PLU
Venelles	11/07/2016	Révision générale du PLU

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune	Date d'accord	Type de procédure
Châteauneuf-Le-Rouge	17/11/2017	Élaboration du PLU
Saint-Cannat	25/10/2017	Élaboration du PLU
Saint-Paul-Lez-Durance	30/10/2017	Élaboration du PLU
Lambesc	13/12/2017	Révision générale du PLU
Les Pennes-Mirabeau	30/11/2017	Révision générale du PLU
Venelles	19/12/2017	Révision générale du PLU

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification et modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le Conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5211-17, L.5211-41-3 III, L.5217-2, L.5218-2 et L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;*
- Les délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Châteauneuf-Le-Rouge en date du 14/10/2015 engageant la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Châteauneuf-Le-Rouge ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Saint-Cannat en date du 12/04/2010 engageant la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Saint-Cannat ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance en date du 29/07/2014 engageant la procédure d'élaboration du PLU de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Lambesc en date du 13/12/2017 engageant la procédure de révision générale du PLU de la commune de Lambesc ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune des Pennes-Mirabeau en date du 22/12/2016 engageant la procédure de révision générale du PLU de la commune des Pennes- Mirabeau ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Venelles en date du 11/07/2016 engageant la procédure de révision générale du PLU de la commune de Venelles ;
- L'accord de la commune de Châteauneuf-Le-Rouge à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 17/11/2017 ;
- L'accord de la commune de Saint-Cannat à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé

par délibération du Conseil municipal du 25/10/2017 ;

- L'accord de la commune de Saint-Paul-Lez-Durance à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 30/10/2017 ;
- L'accord de la commune de Lambesc à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13/12/2017 ;
- L'accord de la commune des Pennes-Mirabeau à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 30/11/2017 ;
- L'accord de la commune de Venelles à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 19/12/2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Châteauneuf-Le-Rouge a, par délibération en date du 14/10/2015, engagé la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Saint-Cannat a, par délibération en date du 12/04/2010, engagé la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Saint-Paul-Lez-Durance a, par délibération en date du 29/07/2014, engagé la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Lambesc a, par délibération en date du 13/12/2017, engagé la procédure de révision générale de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune des Pennes-Mirabeau a, par délibération en date du 22/12/2016, engagé la procédure de révision générale de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Venelles a, par délibération en date du 11/07/2016, engagé la procédure de révision générale de son plan local d'urbanisme.
- Que depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a

été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.

- Que les Communes de Châteauneuf-Le-Rouge, de Saint-Cannat, de Saint-Paul-Lez-Durance, de Lambesc, des Pennes-Mirabeau et de Venelles ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées.
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, de révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Il est pris acte :

- de l'accord de la Commune de Châteauneuf-Le-Rouge exprimé par délibération de son Conseil municipal du 17/11/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme, engagée le 14/10/2015 par délibération du Conseil Municipal.
- de l'accord de la Commune de Saint-Cannat exprimé par délibération de son Conseil municipal du 25/10/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme, engagée le 12/04/2010 par délibération du Conseil Municipal.
- de l'accord de la Commune de Saint-Paul-Lez-Durance exprimé par délibération de son Conseil municipal du 30/10/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure d'élaboration de son plan local d'urbanisme, engagée le 29/07/2014 par délibération du Conseil Municipal.
- de l'accord de la Commune de Lambesc exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision générale de son plan local d'urbanisme, engagée le 13/12/2017 par délibération du Conseil Municipal.
- de l'accord de la Commune des Pennes-Mirabeau exprimé par délibération de son Conseil municipal du 30/11/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision générale de son plan local d'urbanisme, engagée le 22/12/2016 par délibération du Conseil Municipal.

- de l'accord de la Commune de Venelles exprimé par délibération de son Conseil municipal du 19/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision générale de son plan local d'urbanisme, engagée le 11/07/2016 par délibération du Conseil Municipal.

Article 2 :

Il est décidé de poursuivre les procédures suivantes :

Commune de Châteauneuf-Le-Rouge

Procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme de la Commune de Châteauneuf-Le-Rouge, engagée le 14/10/2015 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Saint-Cannat

Procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme de la Commune de Saint-Cannat engagée le 12/04/2010 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Saint-Paul-Lez-Durance

Procédure d'élaboration du plan local d'urbanisme de la Commune de Saint-Paul-Lez-Durance engagée le 29/07/2014 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Lambesc

Procédure de révision générale du plan local d'urbanisme de la Commune de Lambesc engagée le 13/12/2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune des Pennes-Mirabeau

Procédure de révision générale du plan local d'urbanisme de la Commune des Pennes Mirabeau engagée le 22/12/2016 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Venelles

Procédure de révision générale du plan local d'urbanisme de la Commune de Venelles engagée le 11/07/2016 par délibération du Conseil municipal.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 013

AVIS - Poursuite des procédures de révision allégée des PLU ou documents en tenant lieu des communes du Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L.5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aix étaient en cours :

Commune	Date de Prescription	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	10/11/2016	Révision allégée	1
Cabriès	08/12/2017	Révision allégée	1
Gardanne	18/12/2015	Révision allégée	1
Mimet	13/12/2017	Révision allégée	1
Pertuis	05/12/2017	Révision allégée	1
Rognes	29/11/2017	Révision allégée	1
Saint-Marc-Jaumegarde	11/12/2017	Révision allégée	1

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune	Date d'Accord	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	13/12/2017	Révision allégée	1
Cabriès	08/12/2017	Révision allégée	1
Gardanne	11/12/2017	Révision allégée	1
Mimet	13/12/2017	Révision allégée	1
Pertuis	05/12/2017	Révision allégée	1
Rognes	29/11/2017	Révision allégée	1
Saint-Marc-Jaumegarde	11/12/2017	Révision allégée	1

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification et modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le Conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune d'Aix-en-Provence en date du 10/11/2016 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune d'Aix-en-Provence ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Cabriès en date du 08/12/2017 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Cabriès ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Gardanne en date du 18/12/2015 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Gardanne ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Mimet en date du 13/12/2017 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Mimet ;

- La délibération du Conseil municipal de la commune de Pertuis en date du 05/12/2017 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Pertuis ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Rognes en date du 29/11/2017 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Rognes ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde en date du 11/12/2017 engageant la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde ;
- L'accord de la commune d'Aix-en-Provence à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Cabriès à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 08/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Gardanne à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 11/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Mimet à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Pertuis à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 05/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Rognes à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 29/11/2017 ;
- L'accord de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 11/12/2017.
- Que la commune d'Aix-en-Provence a, par délibération en date du 10/11/2016, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Cabriès a, par délibération en date du 08/12/2017, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Gardanne a, par délibération en date du 18/12/2015, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Mimet a, par délibération en date du 13/12/2017, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Pertuis a, par délibération en date du 05/12/2017, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Rognes a, par délibération en date du 29/11/2017, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a, par délibération en date du 11/12/2017, engagé la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme.
- Que depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.
- Que les Communes d'Aix-en-Provence, Cabriès, Gardanne, Mimet, Pertuis, Rognes et Saint-Marc-Jaumegarde ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées.
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, de révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Il est pris acte :

- de l'accord de la Commune d'Aix-en-Provence exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le 10/11/2016 par délibération du Conseil Municipal.
- de l'accord de la Commune de Cabriès exprimé par délibération de son Conseil municipal du 08/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le 08/12/2017 par délibération du Conseil Municipal.
- de l'accord de la Commune de Gardanne exprimé par délibération de son Conseil municipal du 11/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le 18/12/2015 par délibération du Conseil Municipal.
- de l'accord de la Commune de Mimet exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le 13/12/2017 par délibération du Conseil Municipal.
- de l'accord de la Commune de Pertuis exprimé par délibération de son Conseil municipal du 05/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le 05/12/2017 par délibération du Conseil Municipal.
- de l'accord de la Commune de Rognes exprimé par délibération de son Conseil municipal du 29/11/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le 29/11/2017 par délibération du Conseil Municipal.
- de l'accord de la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde exprimé par délibération de son Conseil municipal du 11/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de révision allégée n°1 de son plan local d'urbanisme, engagée le 11/12/2017 par délibération du Conseil Municipal.

Article 2 :

Il est décidé de poursuivre les procédures suivantes :

Commune d'Aix-en-Provence

Procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence, engagée le 10/11/2016 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Cabriès

Procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Cabriès, engagée le 08/12/2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Gardanne

Procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Gardanne, engagée le 18/12/2015 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Mimet

Procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Mimet, engagée le 13/12/2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Pertuis

Procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Pertuis, engagée le 05/12/2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Rognes

Procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Rognes, engagée le 29/11/2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Saint-Marc-Jaumegarde

Procédure de révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde, engagée le 11/12/2017 par délibération du Conseil municipal.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 014

AVIS - Poursuite des procédures de modification des PLU ou documents en tenant lieu des communes du Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L.5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des

sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aix étaient en cours :

Commune	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	Modification	1
Aix-en-Provence	Modification	2
Aix-en-Provence	Modification	3
Aix-en-Provence	Modification	5
Cabriès	Modification	1
Gréasque	Modification	1
Lambesc	Modification	1
La Roque d'Anthéron	Modification	1
Le Puy-Sainte-Réparate	Modification	1
Meyreuil	Modification	9
Meyreuil	Modification	10
Meyreuil	Modification	11
Pertuis	Modification	2
Peyrolles-en-Provence	Modification	1
Rognes	Modification	1
Rousset	Modification	2
Saint-Marc-Jaumegarde	Modification	1

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune	Date d'accord	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	13/12/2017	Modification	1
Aix-en-Provence	13/12/2017	Modification	2
Aix-en-Provence	13/12/2017	Modification	3
Aix-en-Provence	13/12/2017	Modification	5
Cabriès	08/12/2017	Modification	1
Gréasque	12/12/2017	Modification	1
Lambesc	13/12/2017	Modification	1
La Roque d'Anthéron	13/12/2017	Modification	1
Le Puy-Sainte-Réparate	11/12/2017	Modification	1
Meyreuil	12/12/2017	Modification	9
Meyreuil	12/12/2017	Modification	10
Meyreuil	12/12/2017	Modification	11
Pertuis	05/12/2017	Modification	2
Peyrolles-en-Provence	20/11/2017	Modification	1
Rognes	29/11/2017	Modification	1
Rousset	11/12/2017	Modification	2
Saint-Marc-Jaumegarde	11/12/2017	Modification	1

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification et modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

adoptées par le Conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure..

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- L'accord de la commune d'Aix-en-Provence à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Cabriès à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 08/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Gréasque à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Lambesc à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13/12/2017 ;
- L'accord de la commune de La Roque d'Anthéron à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13/12/2017 ;
- L'accord de la commune du Puy-Sainte-Réparate à l'achèvement de la procédure

par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 11/12/2017 ;

- L'accord de la commune de Meyreuil à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Pertuis à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 05/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Peyrolles-en-Provence à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 20/11/2017 ;
- L'accord de la commune de Rognes à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 29/11/2017 ;
- L'accord de la commune de Rousset à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 11/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Saint-Marc-Jaumegarde à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 11/12/2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la commune d'Aix-en-Provence a, au 01/01/2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune d'Aix-en-Provence a, au 01/01/2018, engagé une procédure de modification n°2 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune d'Aix-en-Provence a, au 01/01/2018, engagé les procédures de modification n°3 et 5 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Cabriès a, au 01/01/2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Gréasque a, au 01/01/2018, engagé une procédure de

modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.

- Que la commune de Lambesc a, au 01/01/2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de La Roque d'Anthéron a, au 01/01/2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune du Puy-Sainte-Réparate a, au 01/01/2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Meyreuil a, au 01/01/2018, engagé trois procédures de modification n°9, 10 et 11 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Pertuis a, au 01/01/2018, engagé une procédure de modification n°2 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Peyrolles-en-Provence a, au 01/01/2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Rognes a, au 01/01/2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Rousset a, au 01/01/2018, engagé une procédure de modification n°2 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que la commune de Saint-Marc-Jaumegarde a, au 01/01/2018, engagé une procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme en cours.
- Que depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.
- Que les Communes d'Aix-en-Provence, Cabriès, Gréasque, Lambesc, La Roque d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Meyreuil, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Rognes, Rousset et Saint-Marc-Jaumegarde ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées.
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le

Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, de révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Il est pris acte :

- de l'accord de la Commune d'Aix-en-Provence exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures de modification n°1, 2, 3 et 5 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune de Cabriès exprimé par délibération de son Conseil municipal du 08/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification n°1 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune de Gréasque exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune de Lambesc exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune de La Roque d'Anthéron exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune du Puy-Sainte-Réparate exprimé par délibération de son Conseil municipal du 11/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune de Meyreuil exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures de modification n°9, 10, 11 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune de Pertuis exprimé par délibération de son Conseil municipal du 05/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°2 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune de Peyrolles-en-Provence exprimé par délibération de son Conseil municipal du 20/11/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.
- de l'accord de la Commune de Rognes exprimé par délibération de son Conseil municipal du

29/11/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.
 - de l'accord de la Commune de Rousset exprimé par délibération de son Conseil municipal du 11/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°2 de son plan local d'urbanisme.
 Prendre acte de l'accord de la Commune de Saint-Marc-Jaumegarde exprimé par délibération de son Conseil municipal du 11/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de la modification n°1 de son plan local d'urbanisme.

Article 2 :

Il est décidé de poursuivre les procédures suivantes :

Commune	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	Modification	1
Aix-en-Provence	Modification	2
Aix-en-Provence	Modification	3
Aix-en-Provence	Modification	5
Cabriès	Modification	1
Gréasque	Modification	1
Lambesc	Modification	1
La Roque d'Anthéron	Modification	1
Le Puy-Sainte-Réparate	Modification	1
Meyreuil	Modification	9
Meyreuil	Modification	10
Meyreuil	Modification	11
Pertuis	Modification	2
Peyrolles-en-Provence	Modification	1
Rognes	Modification	1
Rousset	Modification	2
Saint-Marc-Jaumegarde	Modification	1

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 015

AVIS - Poursuite des procédures de modification simplifiée des PLU ou documents en tenant lieu des communes du Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L.5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales avait prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Établissements Publics de Coopération Intercommunale fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires à compter du 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou d'évolution des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aix étaient en cours :

Commune	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	Modification simplifiée	1
La Roque d'Anthéron	Modification simplifiée	1
Le Puy-Sainte-Réparate	Modification simplifiée	1
Meyreuil	Modification simplifiée	2
Meyreuil	Modification simplifiée	3
Meyreuil	Modification simplifiée	4

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu à la Métropole le 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune	Date d'accord	Type de procédure	Numéro de procédure
Aix-en-Provence	13/12/2017	Modification simplifiée	1
La Roque d'Anthéron	13/12/2017	Modification simplifiée	1
Le Puy-Sainte-Réparate	11/12/2017	Modification simplifiée	1
Meyreuil	12/12/2017	Modification simplifiée	2
Meyreuil	12/12/2017	Modification simplifiée	3
Meyreuil	12/12/2017	Modification simplifiée	4

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification et modification simplifiée des plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect des délibérations Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptées par le conseil de la Métropole et afférentes à chaque type de procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;
- L'accord de la commune d'Aix-en-Provence à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13/12/2017 ;
- L'accord de la commune de La Roque d'Anthéron à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13/12/2017 ;
- L'accord de la commune du Puy-Sainte-Réparate à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 11/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Meyreuil à l'achèvement des procédures par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12/12/2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune d'Aix-en-Provence a une procédure de modification simplifiée n°1 de son plan local d'urbanisme en cours au 1er janvier 2018.
- Que la commune de La Roque d'Anthéron a une procédure de modification simplifiée n°1 de son plan local d'urbanisme en cours au 1er janvier 2018.
- Que la commune du Puy-Sainte-Réparate a une procédure de modification simplifiée n°1 de son plan local d'urbanisme en cours au 1^{er} janvier 2018.
- Que la commune de Meyreuil a trois procédures de modifications simplifiées n°2, 3 et 4 de son plan local d'urbanisme en cours au 1er janvier 2018.
- Que depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.
- Que les Communes d'Aix-en-Provence, La Roque d'Anthéron, le Puy-Sainte-Réparate et Meyreuil ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées.
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, de révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Il est pris acte :

- de l'accord de la Commune d'Aix-en-Provence exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification simplifiée n°1 de son plan local d'urbanisme.

- de l'accord de la Commune de La Roque d'Anthéron exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification simplifiée n°1 de son plan local d'urbanisme.

- de l'accord de la Commune du Puy-Sainte-Réparate exprimé par délibération de son Conseil municipal du 11/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de modification simplifiée n°1 de son plan local d'urbanisme.

- de l'accord de la Commune de Meyreuil exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures simplifiées n°2, 3 et 4.

Article 2 :

Il est décidé de poursuivre les procédures suivantes :

Commune d'Aix-en-Provence

Procédure de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence.

Commune de La Roque d'Anthéron

Procédure de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune de La Roque d'Anthéron.

Commune du Puy-Sainte-Réparate

Procédure de modification simplifiée n°1 du plan local d'urbanisme de la Commune du Puy Sainte Réparate.

Commune de Meyreuil

Procédures de modifications simplifiées n°2, 3 et 4 du plan local d'urbanisme de la Commune de Meyreuil.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect des délibérations Cadre relatives à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration, révision, révision sous la forme allégée, modification, modification simplifiée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 016

AVIS - Poursuite des procédures de Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU ou du document en tenant lieu des communes du Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Certaines communes membres de la Métropole ont engagé des procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité pour des opérations relevant du périmètre des compétences métropolitaines dont le transfert a été reporté au 1er janvier 2018.

La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité permet de faire évoluer un PLU. Toutefois, elle se distingue des procédures d'évolution de droit commun (révision, révision allégée, modification, modification simplifiée) car elle ne relève pas nécessairement de l'EPCI ou de la commune compétent en matière de PLU, mais de l'autorité compétente pour adopter une déclaration de projet sur le fondement soit de l'article L. 300-6 du Code de l'Urbanisme, soit de l'article L. 126-1 du Code de l'Environnement.

Compte tenu des transferts différés de compétence intervenus le 1er janvier 2018, les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité engagées par certaines communes membres ne pourront plus être poursuivies par les communes concernées, dès lors que la déclaration de projet s'inscrit dans le périmètre des compétences métropolitaines.

Conformément à l'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme, la Métropole peut achever toute procédure d'évolution d'un plan local d'urbanisme en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'évolution des plans d'occupation des sols demeurés en vigueur après le 31 décembre 2015, auxquels s'applique le régime juridique des plans locaux d'urbanisme (art. L. 174-4 C. urb.).

Au 1er janvier 2018, plusieurs procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme ou des plans d'occupation des sols engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aix étaient en cours :

Commune	Arrêté Municipal	Type de procédure	Nom du projet
Cabriès	04/12/2017	Mise en compatibilité	Secteur Lagremeuse
Cabriès	04/12/2017	Mise en compatibilité	Petite Campagne

La déclaration de projet concerne les projets suivants :

- Secteur Lagremeuse : il s'agit d'une ouverture à l'urbanisation du secteur de Lagremeuse pour la réalisation d'équipements, notamment la caserne de sapeurs-pompiers du service départemental d'incendie et de secours.

- Secteur Petite Campagne: il s'agit d'assurer le développement économique de ce secteur ainsi que l'amélioration de la circulation sur l'ensemble de la zone de Plan de Campagne.

Ces déclarations de projets relèvent ainsi de la compétence « Aménagement de l'espace métropolitain ».

Compte tenu du transfert de cette compétence à la Métropole depuis le 1er janvier 2018, il appartient désormais à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune de Cabriès :

Par délibération du 08/12/2017, le Conseil municipal de la commune de Cabriès a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures en cours de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme le 1er janvier 2018 à savoir les projets « Secteur Lagremeuse » et « Petite Campagne ».

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect de la délibération Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptée par le Conseil de la Métropole et afférente à cette procédure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41- 3 III, L. 5217-2, L. 5218-2 et L. 5218-7;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-9, L. 153-54 et suivants, L. 300-6 et R. 153-15 et suivants ;
- Le Code de l'Environnement et notamment son article L. 126-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

pour la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) ;

- L'arrêté municipal du Maire de la commune de Cabriès en date du 04/12/2017 engageant la procédure de déclaration de projet « Secteur Lagremeuse » et « Petite Campagne » emportant mise en compatibilité de son plan local d'urbanisme ;
- L'accord de la commune de Cabriès à l'achèvement des procédures par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 08/12/2017.
-

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Cabriès a, par arrêté municipal du Maire en date du 04/12/2017, engagé les procédures de mises en compatibilité de son plan local d'urbanisme.
- Que les déclarations de projet concernent les projets :
 - Secteur Lagremeuse : il s'agit d'une ouverture à l'urbanisation du secteur de Lagremeuse pour la réalisation d'équipements, notamment la caserne de sapeurs-pompiers du service départemental d'incendie et de secours.
 - Secteur Petite Campagne: il s'agit d'assurer le développement économique de ce secteur ainsi que l'amélioration de la circulation sur l'ensemble de la zone de Plan de Campagne.
- Que depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence en matière « d'aménagement du territoire métropolitain » a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.
- Que la commune de Cabriès a exprimé son accord pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1^{er} janvier 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre les procédures susvisées.

- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Délibère

Article 1 :

Il est pris acte de l'accord de la Commune de Cabriès exprimé par arrêté municipal du Maire du 04/12/2017 pour l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence des procédures de mise en compatibilité de son plan local d'urbanisme engagées le 08/12/2017 par délibération du Conseil municipal.

Article 2 :

Il est décidé de poursuivre les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Commune de Cabriès concernant les projets « Secteur Lagremeuse » et « Petite Campagne », engagées par Arrêtes Municipaux du 04/12/2017.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme).

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 017

AVIS - Poursuite des procédures d'élaboration / révision des Règlements Locaux d'Urbanisme (RLP) des communes du Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 C. envir.) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 C. envir.). Les dispositions réglementaires du Code de l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 C. envir.). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'Environnement).

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de règlement local de publicité.

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière de règlement local de publicité ne sont transférées à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires que depuis le 1^{er} janvier 2018.

L'article L. 153-9 du Code de l'Urbanisme prévoit que la Métropole peut achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un plan local d'urbanisme encore en cours au moment du transfert de compétence, avec l'accord de la commune concernée. La Métropole est substituée de plein droit à la commune dans tous ses actes et délibérations afférents à la procédure poursuivie.

Ces dispositions valent également pour les procédures d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité. En effet, l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement renvoie aux dispositions du Code de l'Urbanisme relatives à l'élaboration, à la révision et à la modification des plans locaux d'urbanisme pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Au 1^{er} janvier 2018, plusieurs procédures d'élaboration ou de révision des règlements locaux de publicité engagées par les communes du Territoire du Pays d'Aix étaient en cours :

Commune	Date de prescription	Type de procédure	Numéro de procédure
Cabriès	19/04/2012 et 14/05/2013	Elaboration RLP	
Fuveau	26/03/2012	Elaboration RLP	
La Roque d'Anthéron	13/12/2017	Elaboration RLP	
Pertuis	15/12/2015	Elaboration RLP	
Bouc-Bel-Air	24/10/2016	Révision RLP	
Les Pennes-Mirabeau	24/06/2014	Révision RLP	
Meyreuil	12/12/2017	Modification RLP	1
Venelles	12/12/2017	Modification RLP	1

Compte tenu du transfert de la compétence en matière de règlement local de publicité au 1^{er} janvier 2018, il convient pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'achever, avec l'accord des communes, ces procédures toujours en cours lors du transfert de compétence :

Commune	Date d'accord	Type de procédure	Numéro de procédure
Cabriès	08/12/2017	Elaboration RLP	
Fuveau	23/10/2017	Elaboration RLP	
La Roque d'Anthéron	13/12/2017	Elaboration RLP	
Pertuis	05/12/2017	Elaboration RLP	
Bouc-Bel-Air	04/12/2017	Révision RLP	
Les Pennes Mirabeau	30/11/2017	Révision RLP	
Meyreuil	12/12/2017	Modification RLP	1
Venelles	12/12/2017	Modification RLP	1

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect de la délibération Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptée par le Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5217-5, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 581-1 et suivants et L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 153-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité ;
- Les délibérations du Conseil municipal de la commune de Cabriès en date du

19/04/2012 et 14/05/2013 engageant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de Cabriès ;

- La délibération du Conseil municipal de la commune de Fuveau en date du 26/03/2012 engageant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de Fuveau ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de La Roque d'Anthéron en date du 13/12/2017 engageant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de La Roque d'Anthéron ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Pertuis en date du 15/12/2015 engageant la procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la commune de Pertuis ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Bouc-Bel-Air en date du 24/10/2016 engageant la procédure de révision du règlement local de publicité de la commune de la Bouc-Bel-Air ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune des Pennes-Mirabeau en date du 24/06/2014 engageant la procédure de révision du règlement local de publicité de la commune des Pennes-Mirabeau ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Meyreuil en date du 12/12/2017 engageant la procédure de modification n° 1 du règlement local de publicité de la commune de Meyreuil ;
- La délibération du Conseil municipal de la commune de Venelles en date du 12/12/2017 engageant la procédure de modification n° 1 du règlement local de publicité de la commune de Venelles ;
- L'accord de la commune de Cabriès à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 08/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Fuveau à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 23/10/2017 ;
- L'accord de la commune de La Roque d'Anthéron à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 13/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Pertuis à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 05/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Bouc-Bel-Air à l'achèvement de la procédure par la

Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 04/12/2017 ;

- L'accord de la commune des Pennes-Mirabeau à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 30/11/2017 ;
- L'accord de la commune de Meyreuil à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12/12/2017 ;
- L'accord de la commune de Venelles à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 12/12/2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 février 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Cabriès a, par délibérations en date du 19/04/2012 et 14/05/2013, engagé la procédure d'élaboration de son règlement local de publicité.
- Que la commune de Fuveau a, par délibération en date du 26/03/2012, engagé la procédure d'élaboration de son règlement local de publicité.
- Que la commune de La Roque d'Anthéron a, par délibération en date du 13/12/2017, engagé la procédure d'élaboration de son règlement local de publicité.
- Que la commune de Pertuis a, par délibération en date du 15/12/2015, engagé la procédure d'élaboration de son règlement local de publicité.
- Que la commune de Bouc-Bel-Air a, par délibération en date du 24/10/2016, engagé la procédure de révision de son règlement local de publicité.
- Que la commune des Pennes-Mirabeau a, par délibération en date du 24/06/2014, engagé la procédure de révision de son règlement local de publicité.
- Que la commune de Meyreuil a, par délibération en date du 12/12/2017, engagé la procédure de modification n°1 de son règlement local de publicité.

- Que la commune de Venelles a, par délibération en date du 12/12/2017, engagé la procédure de modification n°1 de son règlement local de publicité.
- Que depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité ont été transférées à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.
- Que les Communes de Cabriès, Fuveau, La Roque d'Anthéron, Bouc-Bel-Air, Pertuis, Les Pennes-Mirabeau, Meyreuil et Venelles ont exprimé leurs accords pour que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève les procédures engagées avant le transfert de compétence et toujours en cours au 1er janvier 2018.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut poursuivre la procédure susvisée.
- Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Délibère

Article 1 :

Il est pris acte :

- de l'accord de la Commune de Cabriès exprimé par délibération de son Conseil municipal du 08/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité, engagée par délibérations du Conseil municipal du 19/04/2012 et du 14/05/2013.
- de l'accord de la Commune de Fuveau exprimé par délibération de son Conseil municipal du 23/10/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 26/03/2012.
- de l'accord de la Commune de La Roque d'Anthéron exprimé par délibération de son Conseil municipal du 13/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 13/12/2017.
- de l'accord de la Commune de Pertuis exprimé par délibération de son Conseil municipal du 05/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure d'élaboration du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 15/12/2015.

- de l'accord de la Commune de la Bouc-Bel-Air exprimé par délibération de son Conseil municipal du 04/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure de révision du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 24/10/2016.
- de l'accord de la Commune des Pennes-Mirabeau exprimé par délibération de son Conseil municipal du 30/11/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure de révision du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 24/06/2014.
- de l'accord de la Commune de Meyreuil exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure de modification n°1 du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 12/12/2017.
- de l'accord de la Commune de Venelles exprimé par délibération de son Conseil municipal du 12/12/2017 à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille Provence de la procédure de de modification n°1 du règlement local de publicité, engagée par délibération du Conseil municipal du 12/12/2017.

Article 2 :

Il est décidé de poursuivre les procédures suivantes :

Commune de Cabriès

Procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la Commune de Cabriès, engagée par délibérations du Conseil municipal en date du 19/04/2012 et du 14/05/2013.

Commune de Fuveau

Procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la Commune de Fuveau, engagée le 26/03/2012 par délibération du Conseil municipal.

Commune de La Roque d'Anthéron

Procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la Commune de la Roque d'Anthéron, engagée le 13/12/2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Pertuis

Procédure d'élaboration du règlement local de publicité de la Commune de Pertuis, engagée le 15/12/2015 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Bouc-Bel-Air

Procédure de révision du règlement local de publicité de la Commune de Bouc-Bel-Air engagée le 24/10/2016 par délibération du Conseil municipal.

Commune des Pennes-Mirabeau

Procédure de révision du règlement local de publicité de la Commune des Pennes Mirabeau engagée le 24/06/2014 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Meyreuil

Procédure de modification n°1 du règlement local de publicité de la Commune de Meyreuil engagée le 12/12/2017 par délibération du Conseil municipal.

Commune de Venelles

Procédure de modification n°1 du règlement local de publicité de la Commune de Venelles engagée le 12/12/2017 par délibération du Conseil municipal.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures d'élaboration et de révision des règlements locaux de publicité.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 018

AVIS - Poursuite des procédures de création d'une Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) des communes du Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine a largement renouvelé le droit de la protection du patrimoine.

La loi a notamment créé les sites patrimoniaux remarquables et transformé de plein droit les secteurs sauvegardés, les aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager existants au jour de sa publication en sites patrimoniaux remarquables.

Les dispositions transitoires de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 organisent le maintien en vigueur des règlements des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, applicables avant la date de publication de la loi, jusqu'à ce qu'un plan de sauvegarde et de mise en valeur ou un plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine s'y substitue.

Elles prévoient également que les projets d'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine mis à l'étude avant la date de publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 sont instruits puis approuvés conformément aux articles L. 642-1 à L. 642-10 du Code du Patrimoine dans leur rédaction antérieure à cette loi.

L'article L. 642-1 du Code du Patrimoine dans sa version antérieure à la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 prévoit que la création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine relève de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme.

Le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion des six intercommunalités : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, du Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)

fusionnés continuent d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Ainsi, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière de création des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ne sont transférées à la Métropole sur le périmètre de l'ensemble des Territoires que depuis le 1er janvier 2018.

Plusieurs communes des Territoires ont mis à l'étude la création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou de transformation de zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager préalablement à la publication de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016.

Au 1er janvier 2018, plusieurs de ces procédures sont toujours en cours.

Conformément aux articles L. 5211-17 et L. 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est substituée de plein droit aux communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes pour l'exercice des compétences transférées. Par conséquent, la Métropole peut poursuivre les procédures engagées par les communes membres, à la suite du transfert de compétence.

Commune de Pertuis

Par délibération du 22/05/2013, le Conseil municipal de la commune de Pertuis a mis à l'étude la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine,

Commune de Rognes

Par délibération du 04/07/2012, le Conseil municipal de la commune de Rognes a mis à l'étude la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine sur les unités du patrimoine bâti du village, l'unité de paysage naturel autour du village de Rognes, ainsi que l'unité du patrimoine bâti dans le secteur agricole,

Il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence achève ces procédures, après consultation pour avis de la commune.

Commune de Pertuis

Par délibération du 05/12/2017, le Conseil municipal de la commune de Pertuis a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-

Provence de la procédure en cours : la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine le 1er janvier 2018.

Commune de Rognes

Par délibération du 29/11/2017, le Conseil municipal de la commune de Rognes a donné son accord à l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure en cours : la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine le 1er janvier 2018 sur les unités du patrimoine bâti du village, l'unité de paysage naturel autour du village de Rognes, ainsi que l'unité du patrimoine bâti dans le secteur agricole.

Enfin, il convient de préciser que la poursuite des procédures de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou de transformation de zones de protection du patrimoine architectural mentionnées ci-dessus, se fait dans le respect de la délibération Cadre de répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs adoptée par le Conseil de la Métropole et afférente à ces procédures.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-17, L. 5211-41-3 III, L. 5217-2, L. 5217-5, L. 5218-2 et L. 5218-7 ;
- Le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 642-1 et s. dans leur version antérieure à la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et notamment ses articles 112 et 114 ;
- La délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs

pour la procédure de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine et de transformation de zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;

- La délibération du 22/05/2013 du Conseil municipal de la commune de Pertuis mettant à l'étude la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;
- La délibération du 04/07/2012 du Conseil municipal de la commune de Rognes mettant à l'étude la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ;
- L'avis favorable de la commune de Pertuis sur l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 05/12/2017 ;
- L'avis favorable de la commune de Rognes sur l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence, exprimé par délibération du Conseil municipal du 29/11/2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que la commune de Pertuis a, par délibération en date du 22/05/2013, mis à l'étude la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.
- ☐ Que la commune de Rognes a, par délibération en date du 04/07/2012, mis à l'étude la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine sur les unités du patrimoine bâti du village, l'unité de paysage naturel autour du village de Rognes, ainsi que l'unité du patrimoine bâti dans le secteur agricole.
- Que depuis le 1er janvier 2018, la compétence en matière de plan local d'urbanisme et documents en tenant lieu et, par voie de conséquence, la compétence en matière de création d'aires de mise en valeur de l'architecture et du

patrimoine a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre de l'ensemble des Territoires.

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit à la commune de Pertuis et à celle de Rognes dans toutes ses délibérations et tous ses actes pour l'exercice de ces compétences et peut poursuivre les procédures susvisées.
- Que les Communes de Pertuis et Rognes ont exprimé un avis favorable à l'achèvement de la procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant la transformation de leurs zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.
- ☐ Qu'il convient de s'inscrire dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine/la transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

Délibère

Article 1 :

Il est pris acte :

- de l'accord de la Commune de Pertuis exprimé par délibération de son Conseil municipal du 05/12/2017 pour l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, engagée le 13/12/2015 par délibération du Conseil municipal.
- de l'accord de la Commune de Rognes exprimé par délibération de son Conseil municipal du 29/11/2017 pour l'achèvement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la procédure de transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine, engagée le 04/12/2012 par délibération du Conseil municipal.

Article 2 :

Il est décidé de poursuivre les procédures suivantes :

Commune de Pertuis

Transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine,

engagée le 22/05/2013 par délibération du Conseil municipal de la commune de Pertuis.

Commune de Rognes

Transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine], engagée le 04/07/2012 par délibération du Conseil municipal de la commune de Rognes sur les unités du patrimoine bâti du village, l'unité de paysage naturel autour du village de Rognes, ainsi que l'unité du patrimoine bâti dans le secteur agricole.

Article 3 :

La poursuite des procédures susmentionnées s'effectue dans le respect de la délibération Cadre relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs pour les procédures de création d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine/transformation d'une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager en aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2018 et suivants de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 019

AVIS - Approbation de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Rognes

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues, et de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1er janvier 2018 la Métropole exerce la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

Par délibération cadre en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à la procédure de modification des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et des Plans d'Occupation des Sols) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

Par arrêté n°AR2017-URB.401 du 22/09/2017, le Maire de Rognes a engagé la modification n°1 du PLU.

Les évolutions apportées au document d'urbanisme dans le cadre de cette procédure de modification portent sur les points suivants :

1. Des modifications à apporter sur l'OAP Versailles pour :

2. prendre en compte les contraintes du terrain non adapté à la réalisation de logements en R+2. Cette modification impactera également le zonage et le règlement du PLU
3. supprimer une aire de stationnement sur la partie sud de l'OAP car le stationnement prévu à l'Est de la départementale est suffisant.

2. Des modifications mineures du règlement afin d'en améliorer l'application, la compréhension et la lisibilité :

- compléments apportés en zone A et N pour préciser les règles applicables aux Secteurs de Taille et d'Accueil Limité (STECAL)
- correction d'erreurs matérielles en zone A et N
- modifications apportées aux dispositions générales
- modification du règlement 1AUE2 et UE

- règlement relatif aux bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination

3. Des modifications à apporter sur le zonage pour :

- corriger des erreurs matérielles sur des emplacements réservés (n°9, 10, 11 et 12)
- reprise du linéaire « changement de destination des locaux à usage de commerce interdit » en zone UA
- correction des numéros d'espaces verts à protéger (alignements)

Les pièces du dossier de PLU qui font l'objet de modifications sont :

- le dossier d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP Versailles)
- le règlement
- le plan de zonage

Par arrêté n° AR2017-URB.460 du 30/10/2017, le Maire de Rognes a prescrit l'ouverture et organisé les modalités de l'enquête publique.

Le commissaire enquêteur a été désigné par décision du Président du Tribunal Administratif de Marseille le 25/10/2017 ; l'enquête s'est déroulée du 20 novembre 2017 à 9h au 21 décembre à 17h, soit pendant 32 jours consécutifs.

Elle comprenait :

- le dossier de modification avec la notice de présentation
 - le dossier d'orientations d'aménagement et de programmation modifié
 - le règlement modifié
 - le plan de zonage modifié
- 4 permanences du commissaire enquêteur se sont tenues pendant la durée de l'enquête aux dates suivantes
 - le lundi 20 novembre 2017 de 9h à 12h
 - le mercredi 29 novembre 2017 de 9h à 12h
 - le jeudi 7 décembre 2017 de 14h à 17h
 - le jeudi 21 décembre 2017 de 14h à 17h
- le dossier était consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet de la commune : <http://www.ville-rognes.fr/>
- un registre d'enquête était tenu à disposition du public pour y consigner ses observations à la mairie de Rognes (1 avenue d'Aix – 13840 Rognes) pendant la durée de l'enquête, du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h (à l'exception des jours fériés).
- L'avis de l'autorité environnementale concluant sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale complète.

A l'issue de l'enquête publique, aucune opposition n'a été formulée et le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable sans observation ni réserve.

Afin de tenir compte des remarques des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) des Bouches-du-Rhône quelques adaptations sont apportées au dossier soumis à approbation : le règlement et la notice de présentation ont été complétés afin de préciser qu'il conviendra de respecter les prescriptions en matière de risque incendie dans les secteurs concernés.

Par délibération n° DEL 2017-68 du 29 novembre 2017, la commune a donné son accord pour que la procédure de modification n°1 soit poursuivie par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La délibération qui modifie le plan local d'urbanisme de Rognes est affichée pendant un mois au siège de la Métropole et en Mairie de Rognes. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- L'arrêté de la commune de Rognes en date du 22/09/2017 engageant la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération de la commune de Rognes en date du 29 novembre 2017 donnant son accord pour la poursuite par la Métropole AMP de la procédure engagée par arrêté du maire en date du 22/09/2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole en date du 15 février 2018 décidant la poursuite de la procédure engagée par la commune en date du 22/09/2017 ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 28 décembre 2017, sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme ou POS de la commune de Rognes.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Rognes, telle qu'annexée à la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Aménagement du territoire, déplacements, mobilité, transports et infrastructures

2018 CT2 020

AVIS - Approbation d'une convention avec l'Ecole de Communication Visuelle pour l'organisation d'un concours relatif à la ligne graphique du projet de BHNS l'Aixpress

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) L'AIXPRESS entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération, menée sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole, vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire d'Aix en Provence dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS L'AIXPRESS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Le tracé, constitué de 19 stations, desservira, sur 7,2 kilomètres, les points névralgiques, les équipements majeurs et les sites emblématiques d'Aix-en-Provence. L'Aixpress reliera les lieux de vie, de travail, d'études et tous les espaces de culture et de loisirs. Il réduira les distances pour rendre la ville encore plus agréable à habiter, à fréquenter, à traverser. Avec plus de 80% de sites propres dédiés et la mise en place de la « priorité aux feux », l'Aixpress garantira aux usagers un temps de parcours rapide et fiabilisé.

La ligne sera équipée d'une flotte de quinze bus électriques qui se rechargeront automatiquement et rapidement au terminus. Ce matériel roulant innovant permettra de réduire les émissions polluantes et autres nuisances, tout en garantissant un niveau élevé de performance énergétique.

Les ambitions de ce projet, d'améliorer le cadre de vie des aixois tout en offrant un service de transport performant, devront être déclinées au travers d'un design et d'une ligne graphique attractive, créant du lien entre la ligne de BHNS L'AIXPRESS, la ville et les habitants, donnant envie d'emprunter ce nouveau mode de transport et plaisir à le regarder circuler.

Afin de valoriser les compétences et métiers que

développe l'Ecole de Communication Visuelle, la Métropole souhaite associer cette école à l'établissement de la ligne graphique du projet de BHNS L'AIXPRESS, nouant ainsi un véritable partenariat autour de la réalisation d'un projet pédagogique qui mettrait les étudiants de cet établissement au cœur de la conception graphique du design de la ligne de BHNS L'AIXPRESS.

Dans cette optique, la Métropole et l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence vont collaborer de sorte à organiser sur 2018 un concours entre les étudiants de cette école, et qui visera à sélectionner, parmi leurs propositions graphiques, celle qui répondra au mieux aux enjeux et objectifs du projet de BHNS L'AIXPRESS, et qui sera par la suite, acquise par la Métropole et mise en œuvre sur le projet.

Dans le cadre de ce concours, les personnels de la Métropole en charge du projet seront accueillis au sein de l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence pour présenter ledit projet aux étudiants.

Par la suite, les étudiants qui participeront à ce concours devront remettre des propositions pour:

- la livrée du matériel roulant de la ligne de BHNS L'AIXPRESS, c'est-à-dire l'habillage graphique des véhicules,
- le design graphique des abris des stations de la ligne de BHNS L'AIXPRESS, en déclinaison du graphisme de la livrée,
- le design graphique des titres unitaire de transport, en déclinaison du graphisme de la livrée.

L'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence assurera l'encadrement logistique et pédagogique nécessaire au bon déroulement des travaux réalisés par ses étudiants, dans le cadre de ce concours.

La collaboration de l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix-en-Provence est conclue à titre gracieux.

Au terme de ces travaux, les propositions établies par les étudiants seront soumises à un jury composé d'un collège d'élus, comprenant :

- le Vice-Président transport de la métropole ou son représentant
- le maire d'Aix-en-Provence ou son représentant
- l'adjoint à l'urbanisme ou son représentant
- le Président de la RDT ou son représentant
- le Vice-Président territoire délégué aux infra transports ou son représentant

et d'un collège de techniciens comprenant:

- le DGA Mobilité Déplacements-Transports Espace Public et Voirie ou son représentant
- le DGS de la Ville d'Aix-en-Provence ou son représentant

- le DGA délégué service de Transport ou son représentant
- le Directeur des Infra Transports ou son représentant
- le Directeur des Transports ou son représentant
- le Directeur Marketing ou son représentant

Ce jury sélectionnera, parmi les différentes lignes graphiques proposées par les étudiants de l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence, celle qui sera acquise par la Métropole pour être mise en œuvre sur le projet de BHNS L'Aixpress.

Un évènement pourra être organisé à cette occasion au sein de l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence

C'est en ce sens qu'il vous est proposé d'approuver la convention de partenariat entre la Métropole et l'Ecole de Communication Visuelle pour l'organisation d'un concours relatif à la ligne graphique du projet de BHNS L'AIXPRESS.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Propriété Intellectuelle ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il est opportun d'associer l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence au développement des grands projets d'aménagement et d'embellissement du cadre de vie aixois pour valoriser ses compétences et ses métiers,
- Que la création de la ligne de BHNS L'AIXPRESS constitue un projet métropolitain emblématique qui est l'occasion de nouer un partenariat entre la Métropole et l'Ecole de Communication Visuelle d'Aix en Provence autour du design de ce projet,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de partenariat entre la Métropole et l'Ecole de Communication Visuelle pour l'organisation d'un concours relatif à la ligne graphique du projet de BHNS L'AIXPRESS.

Ce partenariat est conclu à titre gracieux.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 021

AVIS - Approbation de l'avenant n°5 modifiant le programme et la durée de la convention de travaux d'aménagement pour la gare routière d'Aix-en-Provence entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la SPLA "Pays d'Aix Territoires". BHNS L'Aixpress

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

En parallèle, le 9 septembre 2010, la Communauté du Pays d'Aix (CPA) a notifié à la SPLA "Pays d'Aix Territoires" une convention de travaux d'aménagement qui a pour objet l'opération de réaménagement de la gare routière d'Aix-en-Provence sur le site de l'avenue de l'Europe, première gare du département par le nombre de voyageurs qui y transitent, et de confier à la SPLA les études, la préparation et la réalisation des travaux d'infrastructures y afférent dont la CPA est destinataire.

Depuis sa conclusion, plusieurs avenants ont été signés et intégrés à la convention notamment pour modifier le programme, modifier le coût de l'opération et allonger la durée d'exécution jusqu'au 31 décembre 2018.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille Provence souhaite à nouveau modifier le programme de l'équipement lié à la convention par un avenant n°5.

Ces modifications portent sur :

- La suppression du réaménagement de l'avenue des Belges entre le carrefour Anouar el-Sadate et l'impasse Gustave Desplaces.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite, en effet, réaliser ce réaménagement dans le cadre des travaux de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) qui emprunte l'avenue des Belges et dont elle assure directement la Maîtrise d'Ouvrage et ce, pour des raisons techniques de coordination des travaux et juridiques, liées à l'indemnisation des commerçants riverains du chantier du BHNS.

- L'intégration, dans le programme, de la réalisation des aménagements routiers de l'avenue de l'Europe entre la Gare Routière et le carrefour avec l'avenue Mouret, liée à la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS).

Sur ce "tronçon" de ligne du BHNS d'une longueur de 145 mètres environ, il n'y a aucun commerce riverain et le problème d'application, par la SPLA, de la convention d'indemnisation des commerçants ne se pose pas.

L'objet de cet avenant n°5 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » est donc d'acter la modification du programme et de prolonger le délai de la convention pour une durée d'un an, jusqu'au 31 décembre 2019 afin de tenir compte de la période de parfait achèvement des travaux et ce, sans surcoût complémentaire pour la collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du

pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;

- La délibération n°2015_A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille Provence sur l'opération de BHNS ;
- La délibération n°2010_B372 du Conseil Communautaire du 22 juillet 2010 relative à l'approbation de la convention de travaux d'aménagement qui a pour objet l'opération de réaménagement de la gare routière d'Aix-en-Provence sur le site de l'avenue de l'Europe entre la Communauté du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2011_B479 du Conseil Communautaire du 2 décembre 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°1 de la convention de travaux d'aménagement entre la Communauté du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2013_B053 Conseil Communautaire du 14 février 2013 relative à l'approbation de l'avenant n°2 de la convention de travaux d'aménagement entre la Communauté du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2015_B233 Conseil Communautaire du 11 juin 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°3 de la convention de travaux d'aménagement entre la Communauté du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » ;
- La délibération n°2015_B586 Conseil Communautaire du 26 novembre 2015 relative à l'approbation de l'avenant n°4 de la convention de travaux d'aménagement entre la Communauté du Pays d'Aix et la SPLA « Pays d'Aix Territoires ».

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°5 ci-annexé modifiant le programme et la durée de la convention de travaux d'aménagement de la gare routière d'Aix-en-

Provence entre la Métropole et la SPLA « Pays d'Aix Territoires » pour la réalisation de travaux associés à l'opération de BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence et ce, sans surcoût pour la collectivité.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 022

AVIS - Approbation de la convention de gestion et de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage avec la SCI BP MIXTE pour la modification du parvis de la Poste du Bois de l'Aune - BHNS l'Aixpress - Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un

objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

Dans ce cadre, le projet de BHNS impacte le parvis, d'une surface de 400 m² environ, situé devant l'immeuble appartenant à la SCI BP MIXTE, sis au 9039 ROTONDE DU BOIS DE L'AUNE (parcelle cadastrée n°39 de la section PO), qui est donné à bail à la société LA POSTE qui y exploite un bureau de poste (ci-après « le BP ») et dont l'entretien en tant qu'espace public est assuré actuellement par la commune d'Aix-en-Provence.

La modification du parvis du BP, dans le cadre du projet de BHNS, est rendue nécessaire pour d'une part intégrer dans de bonnes conditions la future station BHNS appelé « Bois de l'Aune » et d'autre part assurer une continuité cohérente dans l'aménagement de la voirie aux abords du parvis.

Cela se traduit notamment par la réalisation d'itinéraires cycles et piétons sur l'espace public et la réalisation d'une zone de stationnement au plus près de l'établissement. (annexe 1)

Dès lors, la Métropole, en tant que porteuse et maître d'ouvrage du projet de BHNS d'Aix en Provence et la SCI BP MIXTE en tant que propriétaire du parvis sont concernées et impliquées par la modification du parvis du BP, il est alors nécessaire d'organiser et coordonner la maîtrise d'ouvrage des travaux de modification du parvis aux abords de la poste de la Rotonde du Bois de l'Aune ainsi que les conditions de son entretien ultérieur.

Le montant de cet aménagement, estimé à 80.000 € HT, est intégré en totalité dans l'estimation financière initiale de l'opération BHNS.

En ce sens, la présente convention a pour objet de désigner la Métropole comme Maître d'ouvrage unique pour la réalisation de l'ensemble des travaux de modification du parvis précité corrélatifs au projet de BHNS, et de fixer les modalités d'entretien de cet ouvrage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille Provence sur l'opération de BHNS ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de gestion et de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la SCI BP MIXTE et la Métropole Aix-Marseille Provence pour la modification du parvis de la Poste du Bois de l'Aune dans le cadre de la réalisation de travaux associés à l'opération de BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvée la réalisation des travaux listés ci-dessus rendu nécessaire par le projet, prélevés sur

le budget Annexe des Transports de l'opération BHNS pour un montant estimatif de 80.000 € HT, prélevés sur le budget Annexe Transport n° OP 2017266300 de l'opération BHNS.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 023

AVIS - Approbation de la convention de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur la parcelle PR 162 propriété de la Direction de l'Immobilier de l'Etat à Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune

(Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

Sur certains secteurs du tracé, le projet peut bénéficier d'améliorations substantielles qui permettent d'améliorer l'accueil des voyageurs sur les futures stations et les conditions de déplacements sur les trottoirs.

Dans ce cadre, la Métropole a engagé un processus d'acquisition amiable des surfaces nécessaires aux améliorations précitées.

Cette convention a pour objet de définir les conditions de la prise de possession anticipée sur la parcelle n° PR 162 propriété de la Direction de l'Immobilier de l'Etat où siège la Direction Régionale des Finances Publiques, sise allée d'Estienne d'Orves à Aix-en-Provence, d'une surface approximative de 103 m² au profit de la Métropole en vue d'une acquisition foncière ultérieure (annexe 1).

Le commencement des travaux sur cette emprise est prévu pour mi-2018.

La présente prise de possession anticipée de la parcelle par la Métropole est consentie à titre gracieux.

Considérant les enjeux d'améliorations du projet sur des parties de parcelles privatives, il apparaît nécessaire de reconstituer les conditions de limites physiques entre le Domaine Public et le Domaine Privé.

Sur la surface de l'emprise concernée de la présente convention, la Métropole s'engage à réaliser les travaux énumérés ci-après et intégré au budget de l'opération BHNS:

- Réalisation d'un nouveau soutènement pour dégager l'emprise du trottoir Nord du boulevard du Coq d'Argent sur un linéaire d'environ 45 mètres. La Métropole assumera la totalité des démarches administratives autorisant la construction du mur précité. Cet ouvrage intègre également la réalisation d'une clôture en panneau rigide de 1m80 environ identique à ceux existants,
- Reprise des espaces verts à l'arrière du mur projeté.

Le montant estimé des travaux de reconstitution des limites publiques/privés est estimé à 35.000 € TTC.

En contrepartie de la reconstitution des limites, l'Etat s'engage à céder les éléments de parcelle précités suivant l'évaluation établie par la Direction de l'Immobilier de l'Etat (D.I.E) (parcelle estimée à dire d'expert à 51.500 € TTC).

A ce titre, les parties s'engagent à proposer ultérieurement un protocole foncier définissant, une fois les travaux terminés, les modalités d'achat.

La totalité de ces crédits est intégrée dans le montant global de l'Autorisation de Programme défini dans la délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix portant approbation du programme général du projet de BHNS entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence

et la Métropole Aix-Marseille Provence sur l'opération de BHNS.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur la parcelle PR 162, propriété de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille Provence, dans le cadre de la réalisation du BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvé la réalisation de travaux de reconstitution listée ci-dessus pour un montant total de 35.000.00 € TTC, prélevés sur le budget Annexe Transport n° OP 2017266300 de l'opération BHNS.

Article 3 :

Est approuvé le principe d'établissement d'un protocole foncier, après les travaux de reconstitution, sur la parcelle PR 162 en prévision d'un achat de ladite parcelle.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 024

AVIS - Approbation d'une convention de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur la copropriété "Vignes de Marius" à Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à favoriser les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

Sur certains secteurs du tracé, le projet peut bénéficier d'améliorations substantielles qui permettent d'améliorer l'accueil des voyageurs sur les futures stations et les conditions de déplacements sur les trottoirs.

Dans ce cadre, la Métropole a engagé un processus d'acquisition amiable et l'euro symbolique des surfaces nécessaires aux améliorations précitées.

Cette convention a pour objet de définir les conditions de la prise de possession anticipée sur la parcelle n°PR 041 de la copropriété des « Vignes de Marius », sise boulevard du Coq d'Argent à Aix-en-Provence, d'une surface approximative de 120 m², au profit de la Métropole en vue d'une acquisition foncière ultérieure à l'euro symbolique (annexe 1).

Le commencement des travaux sur cette emprise est prévu pour mi-2018.

La présente prise de possession anticipée de la parcelle par la Métropole est consentie à titre gracieux.

Considérant les enjeux d'améliorations du projet sur des parties de parcelles privatives, il apparaît nécessaire de reconstituer les conditions de limites physiques entre le Domaine Public et le Domaine Privé.

Sur la surface de l'emprise concernée de la présente convention, la Métropole s'engage à réaliser les travaux énumérés ci-après et intégré au budget de l'opération BHNS:

- Reprise de la position du nouveau portail de la copropriété, conditionnée par les nouvelles limites imposées par le projet. Le portail projeté sera coulissant et automatique. Les conditions de d'accessibilité seront restituées à l'identique,
- Reprise de l'alignement de la clôture, conditionnée par la définition es nouvelles limites entre le domaine Public et le Domaine Privé. La clôture sera en panneaux rigides en conformité avec la clôture existante,
- Reprofilage du revêtement de voirie, pour permettre les conditions d'accès à la copropriété, la Métropole reprendra une partie du revêtement existant en enrobé sur une surface de 250 m2 environ.

Le montant estimé des travaux de reconstitution des limites publiques/privés est estimé à 50.000 € TTC.

En contrepartie de la reconstitution des limites, les copropriétaires s'engagent à céder les éléments de parcelle précités à l'euro symbolique (estimé à dire d'expert à 54 000€ TTC).

Ceci étant, dans la mesure où la signature de la présente convention nécessitera l'organisation rapide d'une assemblée générale extraordinaire des copropriétaires, sans attendre la tenue de l'assemblée générale annuelle des copropriétaires, et ce, afin de respecter le calendrier de l'opération BHNS, la Métropole règlera aux copropriétaires les frais de syndic liés à l'élaboration d'une assemblée générale extraordinaire pour les 134 lots constituant la copropriété, à hauteur de 30.00 € TTC par lots, soit un montant total de 4 020.00 € TTC.

La totalité de ces crédits est intégrée dans le montant global de l'Autorisation de Programme défini dans la délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix portant approbation du programme général du projet de BHNS entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération de BHNS.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvé la convention ci-annexée de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur la copropriété « Vignes de Marius », au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la réalisation du BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvé la réalisation de travaux de reconstitution listées ci-dessus pour un montant total de 50.000.00 € TTC, auquel s'ajoute 4 020.00 € TTC de frais relatifs à l'organisation d'une assemblée générale extraordinaire (soit un total de 54 020.00 € TTC), prélevés sur le budget Annexe Transport n° OP 2017266300 de l'opération BHNS.

Article 3 :

Est approuvé le principe d'achat foncier à l'euro symbolique et autorise Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant à signer les actes d'achats fonciers relatifs à cette opération.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 025

AVIS - Approbation de la convention de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur la copropriété "Villa Blanche" à Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :
Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du

projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à favoriser les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Sa réalisation s'accompagnera d'un certain nombre d'aménagements, dont :

- L'insertion de voies cyclables et piétonnes intégrées au tracé ;
- Le réaménagement du réseau d'assainissement avec la création de bassins de rétention,
- La requalification des voiries et espaces publics traversés (places, abords de voies, giratoires, parcs et jardins) et des lieux desservis.

Sur certains secteurs du tracé, le projet peut bénéficier d'améliorations substantielles qui permettent notamment d'améliorer l'accueil des voyageurs sur les futures stations et les conditions de déplacements sur les trottoirs.

Dans ce cadre, la Métropole a engagé un processus d'acquisition amiable à l'euro symbolique des surfaces nécessaires aux améliorations précitées.

Cette convention a pour objet de définir les conditions de la prise de possession anticipée sur les parcelles n°PR 265 et PR 266 de la copropriété des « Villa Blanche », sise boulevard du Coq d'Argent à Aix-en-Provence, d'une surface globale approximative de 150m², au profit de la Métropole en vue d'une acquisition foncière ultérieure à l'euro symbolique. (annexe 1)

Le commencement des travaux sur cette emprise est prévu pour mi-2018.

La présente prise de possession anticipée de la parcelle par la Métropole est consentie à titre gracieux.

Considérant les enjeux d'améliorations du projet sur des parties de parcelles privatives, il apparaît nécessaire de reconstituer les conditions de limites physiques entre le Domaine Public et le Domaine Privé.

Sur la surface de l'emprise concernée de la présente convention, la Métropole s'engage à réaliser les travaux énumérés ci-après et intégré au budget de l'opération BHNS:

- Reprise du mur existant et réalisation d'un nouveau soutènement pour dégager l'emprise du trottoir Nord du boulevard du

Coq d'Argent sur un linéaire d'environ 12 mètres sur la partie Ouest. La Métropole assumera de la totalité des démarches administratives autorisant la construction du mur précité. Cet ouvrage intègre également la réalisation d'une clôture en panneau rigide de 1m80 environ identique à ceux existants,

- Conservation du mur existant sur une longueur de 14 mètres environ sur la partie Est.

Le montant estimé des travaux de reconstitution des limites publiques/privés est estimé à 60.000 € TTC.

En contrepartie de la reconstitution des limites, les copropriétaires s'engagent à céder les éléments de parcelle précités à l'euro symbolique (parcelle estimée à dire d'expert à 75 000 €).

La totalité de ces crédits est intégrée dans le montant global de l'Autorisation de Programme défini dans la délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015 du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix portant approbation du programme général du projet de BHNS entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service

(BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;

- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération de BHNS.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée de prise de possession anticipée d'emprise foncière sur la copropriété « Villa Blanche », au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dans le cadre de la réalisation du BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 2 :

Est approuvé la réalisation de travaux de reconstitution listée ci-dessus pour un montant total de 60.000.00 € TTC, prélevés sur le budget annexe des transports de l'opération 2017266300 BHNS.

Article 3 :

Est approuvé le principe d'achat foncier à l'euro symbolique et autorise Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant à signer les actes d'achats fonciers relatifs à cette opération.

Article 4 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 026

AVIS - Approbation d'une convention avec la Ville d'Aix-en-Provence pour la mise en disposition temporaire d'emprises foncières, détenues par la Commune, au bénéfice du BHNS l'Aixpress pour la mise en place d'installations de chantier

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence par délibération n°2015-A204 du 8 octobre 2015.

Cette opération vise à améliorer les conditions de déplacements sur le territoire du Pays d'Aix dans un objectif de liaison efficace de transport en commun permettant de relier entre eux les grands équipements et les différents quartiers. Desservant les grands quartiers d'habitat social de la commune (Le Jas de Bouffan, Encagnane), du centre-ville (gares, Rotonde), des facultés, cette ligne de BHNS reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais.

Les travaux structurants qui seront entrepris pour la réalisation de ce projet ont été entamés à compter du début du second semestre de l'année 2017, et se poursuivront jusqu'en 2019.

Ils nécessiteront l'intervention de nombreuses entreprises travaux et requerront que des emprises leur soient mises à disposition afin de mettre en place leurs installations.

La ville d'Aix-en-Provence, dite la Ville, est propriétaire des parcelles, CB n°103 sur l'avenue Gaston Berger et PO n°89 sur la Place du Château de l'Horloge. L'ensemble des parcelles possèdent une surface globale d'environ 6 800m².

Aussi, la Métropole a sollicité la Ville afin que cette dernière mette temporairement, et gracieusement, à sa disposition une partie de ces emprises afin que les entreprises travaux, qui interviendront pour le compte de la Métropole dans le cadre du chantier de création de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) l'AIXPRESS desservant le territoire

de la Ville, puissent mettre en place leurs installations provisoires de chantier.

Les emprises mises à disposition de la Métropole, localisées ci-après :

- Se situent sur les parcelles cadastrées CB n°103 et PO n°89
- Se décomposent de la manière suivante :
- 500 m² environ intégrant un local existant sur la parcelle CB n°103 d'une surface globale de 2366 m², concédée au délégataire de service public en charge du réseau de chaleur sur la commune d'Aix-en-Provence,
- 400 m² environ intégrant un local existant sur la parcelle PO n°89 d'une surface totale de 4475 m².

A cette fin, il convient pour la Métropole et la Ville de conclure la présente convention de mise à disposition des emprises précitées au profit de la Métropole, étant précisé que ces dernières relèvent du domaine privé de la Ville.

En tout état de cause, compte tenu de l'intérêt général du projet, cette mise à disposition est consentie à titre gracieux et temporaire, pour la durée du chantier.

Cette mise à disposition des emprises s'étendra jusqu'à Décembre 2019 au plus tard, à défaut de congé donné par la Métropole préalablement à ce terme.

En ce sens, il vous est proposé d'approuver les modalités de la convention relative à l'occupation temporaire du domaine privé de la Ville pour l'installation des bases vie des entreprises intervenant sur le projet de réalisation de la ligne de BHNS d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée avec la Ville d'Aix-en-Provence relative à l'occupation temporaire du domaine privé de la ville d'Aix-en-Provence, à titre gracieux, pour l'installation des entreprises intervenant sur le projet de réalisation de la ligne de BHNS.

Article 2:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 027

AVIS - Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SPLA Pays d'Aix Territoires en vue de la réalisation du pont de la Guiramande à Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre du Plan Campus, l'université Aix Marseille Provence prévoit l'installation de la faculté de sciences économiques et de gestion sur le site de la Pauliane à Aix en Provence, au sud de la rivière l'Arc. La Métropole a réalisé à proximité de cet emplacement, le pôle d'échange Krypton, au nord de l'Arc, comprenant un parc relais de 900 places et une gare routière. Ce site sera également le terminus de la ligne de BHNS que réalise la Métropole sur Aix en Provence. Afin de compléter l'aménagement de ce quartier, la Métropole a, par délibération du conseil du 18 juillet 2013 (conseil de communauté du Pays d'Aix), approuvé le programme de travaux et l'enveloppe financière allouée à cette opération. Ce montant est de 5M€ HT (192 307,69€ HT de frais de maîtrise d'ouvrage et 4 807 692,31€ HT de dépense d'opération) toutes dépenses confondues.

Le présent rapport a pour objet de confier la réalisation de cet ouvrage à la SPLA Pays d'Aix Territoires sous forme de mandat de maîtrise d'ouvrage suivant le descriptif ci-après :

Les travaux à réaliser comprennent :

-la démolition de l'ancien aqueduc jouxtant le futur ouvrage

-la construction des fondations, appuis et tabliers du nouvel ouvrage

-la construction des soutènements, le remblaiement pour les rampes d'accès à l'ouvrage

-la mise en place des réservations et regards de visite nécessaires au passage des réseaux des concessionnaires (à ce jour réseau de chaleur de la ville d'Aix en Provence, réseau de fibre optique de l'université). A ce titre la SPLA interrogera les concessionnaires de façon exhaustive.

-la réalisation des voiries et circulations piétonnes et vélo sur le tablier et sur les rampes d'accès, ainsi que les raccordements aux voiries de part et d'autre de l'ouvrage, avec notamment le traitement du carrefour au sud de l'ouvrage avec le chemin du Viaduc et le chemin de la Guiramande.

-les signalisations horizontales et verticales, y compris le carrefour à feux et ses équipements au

sud de l'ouvrage. Les feux seront raccordés au PC circulation de la ville d'Aix en Provence.

-l'éclairage de l'ensemble des ouvrages, dans le respect des préconisations édictées par l'arrêté loi sur l'eau.

-le traitement paysager de l'opération

-le raccordement du cheminement piéton à la promenade de l'Arc côté nord de l'ouvrage

-la collecte et le traitement des eaux pluviales

Afin d'assurer la maîtrise d'ouvrage pour le compte de la Métropole, la SPLA Pays d'Aix Territoire sera rémunérée à hauteur de 4% du montant de l'opération, soit 192 307,69€ HT (230 769,23 € TTC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération 2013_A138 du conseil de communauté du Pays d'Aix ;
- La délibérations HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de confier la réalisation de cette opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la SPLA Pays d'Aix Territoires pour la réalisation du pont de la Guiramide à Aix-en-Provence.

Article 2 :

Monsieur la Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les crédits nécessaires à l'opération Pont de la Guiramide sont inscrits au budget de l'état spécial du territoire du Pays d'Aix qui représentera les disponibilités nécessaires.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Habitat et politique de la ville - Habitat

2018 CT2 028

AVIS - Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont à Pertuis - Approbation de la convention de financement entre le Syndicat Durance Luberon, la commune de Pertuis et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La ZAC du Jas de Beaumont située sur la commune de Pertuis a été créée par le Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016.

Ce projet de 14 hectares est situé sur un site plus important de 42 hectares déclaré d'intérêt communautaire par la Communauté du Pays d'Aix en 2014 et classé en ZAD au titre de l'accueil du projet Iter depuis 2007. A ce titre, il a fait l'objet d'une intervention foncière de l'EPF PACA par le biais de convention pour la constitution de réserves foncières. L'urbanisation du secteur dans sa totalité sera phasée dans le temps ; la première ZAC porte sur la réalisation d'un Eco Quartier d'environ 400 logements dont 40 % de logements locatifs sociaux, un parc urbain, des commerces et services de proximité.

Le Jas de Beaumont est classé dans les documents de planification urbaine, SCOT et PLU, comme un espace stratégique de développement de l'habitat pour la commune de Pertuis. Compte tenu de son importance, la totalité du site représente à terme 50 % des objectifs de production de logements de la commune, soit environ 1400 logements.

La commune a par ailleurs inscrit dans son PLU un autre secteur de développement de l'habitat et d'équipements publics de 22 hectares sur les quartiers Ouest, à proximité du site du Jas de Beaumont. Sur ces 22 hectares seront réalisés, outre un projet d'habitat d'environ 310 logements, un IME (Institut Médico Educatif) ainsi qu'un collège et un gymnase. Par ailleurs, au nord de la ZAC et sur le site du Jas de Beaumont, un groupe scolaire, une cantine et un EPHAD sont programmés.

L'ensemble de ces projets participent à l'obligation de production de logements sociaux de la commune et à la mise à niveau des équipements publics nécessaires aux habitants de ce secteur de Pertuis.

Pour mener à bien ces projets, d'importants travaux structurants des réseaux d'eau sont exigés par le fonctionnement du service eau et assainissement. En effet, deux études de faisabilité ont été diligentées en 2017 pour déterminer la nature et le montant des travaux de création d'ouvrages de renforcement et d'extension de réseaux à effectuer, les réseaux actuels ne pouvant répondre de manière satisfaisante au développement de l'urbanisation dans les quartiers Ouest de Pertuis.

Le SIVOM Durance Luberon est compétent de part ses statuts sur la commune de Pertuis pour la maîtrise d'ouvrage de ces travaux. La commune et la Métropole participeront au financement des travaux sous maîtrise d'ouvrage du SIVOM sur la base de l'article L.2224-2 du CGCT. En effet, par dérogation au principe du seul financement par les usagers d'un Établissement Public Industriel et Commercial, des collectivités peuvent verser des subventions lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs.

Concernant l'eau potable, le coût total supporté par Durance Luberon représenterait pour l'usager une augmentation de la part Syndicale de 104,12% passant ainsi de 0,97€ HT le m³ à 1,98€ HT le m³. Le tarif eau, part Régie incluse subirait une hausse de 59,06% soit de 1,71€ HT le m³ à 2,72€ HT le m³. Par ailleurs, il est rappelé que le programme d'investissement mené en 2015, 2016 et 2017 n'a pas nécessité d'augmentation.

Concernant l'assainissement, le coût total supporté par Durance Luberon représenterait pour l'usager une augmentation de la part Syndicale de 49,20% passant ainsi de 0,63€ HT le m³ à 0,94€ HT le m³. Le tarif assainissement, part Régie incluse subirait une hausse de 24,41% soit de 1,27€ HT le m³ à 1,58€ HT le m³. Par ailleurs, il est rappelé que l'augmentation de 2015, pour la part syndicale, s'élevait à 0,30 % et qu'aucune hausse n'a été opérée en 2016 et 2017.

Compte tenu de ces hausses de tarifs ainsi quantifiées, elles présenteraient un caractère « excessif » pour les usagers. Le coût des travaux représente donc un investissement que le SIVOM ne peut supporter intégralement.

Aussi, la présente convention a pour objectif de prévoir l'ensemble des travaux permettant de garantir la capacité des réseaux AEP et EU pour la réalisation de tous les projets d'aménagement des Quartiers Ouest de Pertuis, ainsi que leur financement par la commune et la Métropole en vertu de l'article L2224-2 du CGCT, hormis le renforcement en eau potable nécessaire au programme de 310 logements Route de Villelaure pour lequel il sera procédé à un conventionnement ultérieur avec un aménageur. Le reste des travaux, situés en amont et en aval des projets, sont pour partie techniquement indissociables et nécessitent l'engagement des trois partenaires.

Les infrastructures d'eau potable et d'assainissement à l'intérieur des périmètres des différentes opérations d'aménagement et d'équipements seront réalisées et financées par les aménageurs concernés sous le contrôle du SIVOM.

Les travaux sur les infrastructures d'eau potable et d'assainissement afin de pouvoir répondre à ces nouveaux besoins sont décrits dans la convention ci-jointe ainsi que leur planning de réalisation. Ils sont estimés au total à 3 375 825 €HT, soit à 2 525 825 €HT pour l'opération eau potable et 850 000 €HT pour l'opération assainissement.

Durance Luberon prendra en charge les travaux de renforcement sur les infrastructures eau potable et assainissement nécessitant un renouvellement de réseaux. Le reste des travaux sera supporté par la Métropole et la commune au titre de leur projet respectif au prorata des équivalents habitants :

		EU	AEP	TOTAL
SIVOM	Renouvellement	295.159 € HT	1.208.340 € HT	1.503.499 € HT
MAMP	4800 EH	528.420 € HT	1.251.611 € HT	1.780.031 € HT
Commune	240 EH	26.421 € HT	65.874 € HT	92.295 € HT
TOTAL		850.000 € HT	2.525.825 € HT	3.375.825 € HT

La commune de Pertuis a approuvé cette convention lors de son conseil municipal du 5 décembre 2017 et le SIVOM à son conseil syndical du 21 décembre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°URB 031-1111/16/CM du Conseil de la Métropole le 17 octobre 2016 approuvant le dossier de création et créant la Zone d'Aménagement Concerté du Jas de Beaumont.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de réaliser des travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement pour la mise en oeuvre de la ZAC du Jas de Beaumont à Pertuis.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention de financement entre le SIVOM Durance Luberon, la commune de Pertuis et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement nécessaires au développement des quartiers Ouest de Pertuis.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente convention de financement relative à ces travaux, ainsi que les documents afférents à cette affaire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur le compte 4581 de l'opération DI6124.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 029

Attribution d'aides pour la production de logements locatifs sociaux - Approbation de conventions de financement

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Afin de soutenir la production de logement social sur son territoire, le Conseil communautaire de la CPA a déclaré d'intérêt communautaire les

modalités de soutien à la production de logements sociaux sous forme de forfaits selon le type de financement de l'opération et sa surface utile. Ces forfaits sont majorés en fonction des niveaux de performance énergétique atteints (délibération n°2013_A031 du 28 mars 2013).

En complément de ces aides forfaitaires, le Conseil communautaire s'est prononcé en faveur de la prise en charge de l'aide pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS, selon les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation (délibération n°2014_A217 du 14 octobre 2014).

Les aides se déclinent de la façon suivante :

- **En construction et VEFA :**

Subvention forfaitaire de 70 à 180€ par m² de surface utile selon le type de financement (PLUS – PLAI – PLS) et les labels de performances énergétiques (majoration de 5 à 10 %).

La subvention est plafonnée à 12 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

- **En acquisition-amélioration**

Subvention forfaitaire de 160 à 250 € par m² de surface utile selon le type de financement (PLUS – PLAI – PLS) et les performances énergétiques (majoration jusqu'à 10 %).

La subvention est plafonnée à 15 % du prix de revient de l'opération (y compris surcharge foncière).

Par ailleurs, la Communauté du Pays d'Aix a défini ses modalités d'intervention en faveur de l'accession à coût maîtrisé en confirmant son soutien aux maîtres d'ouvrage d'opérations d'accession sociale telles que le prêt social location-accession (PSLA).

Le PSLA est un dispositif d'accession à la propriété destiné à des ménages sous plafonds de ressources qui, à l'issue d'une phase locative, achètent leur logement dans une opération agréée par l'État. Le prix de vente est encadré, le plafond en est fixé annuellement par arrêté.

L'aide du territoire pour le PSLA est de 10 000 euros par logement.

Chaque subvention allouée à une opération de logement social fait l'objet d'une convention de financement entre le Pays d'Aix et le bailleur social, soumise à l'approbation du Conseil de Territoire.

Selon ces critères, il est proposé, dans ce rapport, d'attribuer des aides pour les opérations éligibles et d'approuver les conventions afférentes.

Ces aides, déclinées dans le tableau annexé, concernent :

- **Pour la production de logements locatifs sociaux :** 20 opérations représentant 480 logements locatifs sociaux, dont 186 logements PLAI (39 %), 236 logements PLUS (49 %) et 58 logements PLS (12%). Elles s'élèvent à un montant total de 6 216 709€, dont 4 983 589€ accordés au titre du forfait logement locatif social et 1 233 120€ au titre du surcoût foncier.

- **Pour la production de logements en accession sociale :** 1 opération représentant 3 logements locatifs sociaux. Elle s'élève à un montant total de 30 000 euros.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la programmation 2017 des logements locatifs sociaux du territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2011_A043 du Conseil communautaire de la CPA du 14 avril 2011 confirmant les principes d'intervention en faveur de la production de logements en accession sociale ;
- La délibération n° 2013_A031 du Conseil Communautaire de la CPA du 28 mars 2013 déclarant d'intérêt communautaire les principes d'intervention en faveur des opérations de construction et d'acquisition-amélioration de logements sociaux ;
- La délibération n° 2014_A217 du Conseil communautaire de la CPA du 14 octobre 2014 confirmant la prise en charge des subventions pour surcharge foncière pour les logements PLAI et PLUS ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant

délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 26 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de soutenir la production du logement locatif social sur le Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le versement de subventions pour un montant total de 6 216 709 euros en faveur de la production de 480 logements sociaux et pour un montant de 30 000 euros en faveur de la production en accession sociale de 3 logements, pour les 21 opérations décrites dans le tableau ci-annexé.

Article 2 :

Les conventions de financement entre le Territoire du Pays d'Aix, et les bailleurs sociaux concernés sont approuvées.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer ces conventions de financement et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, Autorisation de Programme N° 2017/17, fonction 552.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 030

Attribution de subventions nominatives dans le cadre de l'accession à coût maîtrisé

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien à l'accession à coût maîtrisé à la propriété est un des enjeux forts sur le Territoire du Pays d'Aix.

C'est pourquoi, depuis 2009, un dispositif destiné aux primo accédants (sous conditions de ressources) pour l'acquisition d'un logement dans le neuf ou dans l'ancien a été mis en place sur le Pays d'Aix.

Ce dispositif se décline en deux types d'aides :

- **Un prêt « bonifié » à hauteur de 25 000€ sur 12 ans**

Aide plafonnée à 4 000 € versée à tout organisme bancaire qui a la charge de la valoriser sous la forme d'un prêt bonifié. Cette aide permet le financement, en amont, des intérêts à percevoir par l'organisme bancaire. Le montant de ces intérêts est calculé sur la base du taux de swap amortissable « FGAS » (Fonds de Garantie de l'Accession Sociale). Publié chaque trimestre, il permet le calcul de la subvention à verser et constitue un « taux de référence ».

Aujourd'hui, le prêt bonifié est mis en œuvre par le Crédit Foncier, partenaire bancaire du Pays d'Aix.

- **Une aide directe à la personne**

Portée par le notaire de l'opération (l'aide doit être mentionnée dans l'acte notarié qui précisera qu'elle sera restituée en cas de vente du logement sans motif légitime dans les 5 ans ayant suivi son achat), le montant

de cette aide s'élève aujourd'hui à **2 500€** au lieu de 4 000 € proposé initialement (délibération n°2017_CT2_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété).

Ces deux types d'aides, non cumulables entre elles, sont attribuées aux primo-accédants répondant aux critères d'éligibilité définis par le Pays d'Aix.

Les bénéficiaires doivent notamment :

- Ne pas être propriétaire de leur résidence principale depuis plus de deux ans ;
- Acheter un bien au titre de leur résidence principale sur l'une des 36 communes du Pays d'Aix ;
- Respecter les plafonds de ressources du Prêt Accession Sociale (PAS) en vigueur (revenus fiscaux de référence de l'année n-2) ;
- Être bénéficiaire du Prêt à Taux Zéro (PTZ) ;
- Être issus en priorité du parc locatif social (public ou privé conventionné social).

En application de ce qui précède, et après examen des dossiers, il est proposé d'attribuer :

- 31 aides directes à la personne, soit un montant de 77 500 euros ;
- 4 prêts bonifiés au Crédit Foncier, soit un montant maximum de 16 000 euros.

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans les tableaux annexés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article L.312-2-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_A252 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_197 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 relative à l'ajustement des modalités d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 26 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'accession à coût maîtrisé est une des priorités du Territoire en matière de politique locale de l'Habitat.

Article 1 :

Est approuvé, dans le cadre des aides directes à la personne, le versement de subventions d'un montant total de 77 500 euros aux 31 primo accédants mentionnés dans le tableau ci-annexé par le biais de leurs notaires.

Article 2:

Est approuvé, dans le cadre de la convention de partenariat avec le Crédit Foncier, le versement d'une subvention globale maximale de 16 000 euros pour la mise en œuvre de 4 prêts bonifiés correspondant au projet d'acquisition des accédants cités dans le tableau ci-annexé.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3347 (553-20422).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 031

Attribution d'une subvention d'équipement à la commune de Rousset dans le cadre des opérations façades

Madame le Président soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Afin de maintenir la population résidente et d'attirer de nouveaux résidents, une attention particulière doit être apportée aux centres anciens afin de les préserver et les mettre en valeur notamment pour résorber la vacance et améliorer leur aspect architectural.

Dans sa délibération n°2002_A020 du 25 mars 2002, le Conseil communautaire de la CPA a mis en place un fonds d'intervention venant en appui des "opérations façades" initiées par les communes.

Suite à cette délibération, il a été établi que l'aide apportée par le Pays d'Aix représente le quart de la subvention versée par la commune aux propriétaires. La participation du Pays d'Aix est versée directement à la commune sur présentation de justificatifs.

Une nouvelle demande de la ville de Rousset a été reçue par le Pays d'Aix.

Au vu des justificatifs fournis, la participation du territoire, au titre des opérations façades, est sollicitée à hauteur de 1 622 euros.

Commune	Nbre de façades	Montant des Travaux subventionnables	Montant total de la subvention	Montant de la subvention accordée Par la commune	Montant de la subvention accordée Par le Pays d'Aix
ROUSSET	4	19 468 €	6 489 €	4 867 €	1 622 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2002_A020 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2002 relative à l'aide aux propriétaires engageant des travaux de ravalement de façades ;
- La délibération cadre n°2010_A091 du Conseil communautaire du 24 juin 2010 relative aux fonds de concours incitatifs ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 26 janvier 2018.

Oùï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'aider les communes à préserver leur centre ancien en venant en appui de leurs opérations façades.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une aide d'un montant total de 1 622 euros à la commune de Rousset dans le cadre des opérations façades.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne budgétaire 2914 (fonction 50 - nature 2041412).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 032

Amélioration du parc immobilier bâti - Aide en faveur de propriétaires privés occupants

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, la Communauté du Pays d'Aix a souhaité soutenir l'amélioration de l'habitat privé en s'associant aux objectifs prioritaires pour la réhabilitation des logements du parc privé fixé par l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah).

La CPA a ainsi mis en place des dispositifs d'aides destinées aux propriétaires privés en vue de la réhabilitation de leur logement, en complément des aides de l'Anah :

- pour les propriétaires occupants (sur conditions de ressources) : une subvention de 10 % du montant subventionnable de l'Anah et une prime pouvant atteindre jusqu'à 500 € en complément de l'ASE (programme « Habiter Mieux »),
- pour les propriétaires bailleurs : une « prime de réduction de loyer » visant à encourager les propriétaires bailleurs privés à produire des logements « conventionnés » avec loyer maîtrisé durant 9 ans. Le montant de cette prime est forfaitaire selon la surface et le type de loyer appliqué et plafonné à 80 m². Son mode de calcul varie ainsi :
 - pour un « loyer très social » : prime = 125 euros/m² (soit au maximum 125*80 = 10 000€),
 - pour un « loyer social » : prime = 100 euros/m²,
 - pour un « loyer intermédiaire » : prime = 50 euros/m².

En cas de dépassement du plafond d'attribution des aides publiques (80 % ou 100 % du montant des travaux), le Territoire du Pays d'Aix se réserve le droit d'écarter son aide.

Les décisions d'attribution des aides en faveur de l'habitat privé sont prises par l'Anah après avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH), dans la limite des droits à engagement alloués annuellement.

Le Pays d'Aix est sollicité au titre de ses aides en faveur des propriétaires occupants pour le dossier suivant validé en CLAH du 15 décembre 2015 pour un montant total s'élevant à 2 500 euros.

L'aide du Territoire du Pays d'Aix sera versée au bénéficiaire concerné au vu des attestations de versement de la participation de l'Anah. Pièces que l'Anah ne produit qu'après avoir instruit et vérifié les pièces au paiement et notamment toutes les factures acquittées des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2007_A126 du Conseil communautaire de la CPA du 12 avril 2007 relative au principe d'intervention financière en faveur des propriétaires occupants en complément des aides de l'Anah ;
- La délibération n°2014_A273 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative au dispositif d'aides à la rénovation énergétique des logements privés ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;
- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 26 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'inciter les propriétaires privés occupants à engager des travaux en vue de réduire la vacance, de lutter contre l'insalubrité, d'améliorer la performance énergétique, d'adapter leur logement au maintien à domicile et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés.

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une subvention au bénéficiaire mentionné dans le tableau ci-dessus, d'un montant total de 2 500 euros.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 3:

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, AP DI730AP - Fonction 552 - Nature 20422.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 033

Attribution de subventions aux propriétaires privés dans le cadre du Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter - Mieux Louer » 2016-2019

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis plusieurs années, le Territoire du Pays d'Aix s'engage dans la mise en œuvre et le soutien des dispositifs programmés axés sur la réhabilitation du parc immobilier privé.

Pour accompagner cette politique d'amélioration du bâti privé, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix (CPA) a mis en place un Programme d'Intérêt Général (PIG) « Mieux Habiter - Mieux Louer » avec secteurs renforcés pour la période 2016-2019, destiné à aider financièrement les propriétaires privés, occupants et bailleurs, de logements conventionnés en vue de réduire la vacance, lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés.

La convention de programme triennale de ce dispositif déterminant les modalités financières et juridiques relatives aux financements, alloués aux propriétaires privés, en provenance du Territoire du Pays d'Aix et des partenaires financiers institutionnels a été signée le 27 septembre 2016

par l'ensemble des partenaires (Agence Nationale de l'Habitat, Conseil Régional, Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse, les Villes d'Aix-en-Provence, Gardanne Lambesc, Pertuis, Peyrolles-en-Provence et Trets).

Ce PIG « Mieux Habiter - Mieux Louer » vise :

- la production de logements conventionnés et la sortie de vacance,
- le traitement de l'habitat indigne et dégradé,
- la lutte contre la précarité énergétique,
- l'accompagnement des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie.

Son champ d'application porte sur l'ensemble des 36 communes du Pays d'Aix. Un objectif global de 446 logements est défini sur 3 ans, sur l'ensemble du Territoire soit :

- 220 logements relevant de propriétaires occupants,
- 226 logements relevant de propriétaires bailleurs.

Six centres anciens présentant des potentiels d'habitat indigne ou très dégradé ont été identifiés et retenus en vue d'optimiser la démarche de prospection, d'animation et d'information du dispositif auprès des propriétaires. Ce PIG prévoit donc une ingénierie renforcée sur les centres anciens de :

- Gardanne,
- Lambesc,
- Pertuis,
- Peyrolles-en-Provence,
- Trets,
- Aix-en-Provence.

L'objectif de réhabilitation dans ces secteurs renforcés se décline ainsi :

- 122 logements de propriétaires occupants soit 55 % des objectifs « propriétaires occupants »,
- 135 logements de propriétaires bailleurs soit 60 % des objectifs « propriétaires bailleurs ».

Par ailleurs, ce PIG intègre un dispositif expérimental d'Auto-Réhabilitation Accompagnée (ARA) prévu par l'Anah (instruction du 6 février 2015) visant à inscrire les ménages en difficulté dans une démarche d'insertion sociale en les faisant bénéficier d'une prestation d'accompagnement et d'encadrement technique des travaux. Il est prévu

d'accompagner 30 ménages sur les 3 ans au titre de l'ARA.

Afin de soutenir l'amélioration de l'habitat privé en s'associant aux objectifs prioritaires, pour la réhabilitation des logements du parc privé, fixés par l'Anah, et en complément des aides de l'Anah, le Territoire du Pays d'Aix mobilise les aides suivantes :

- pour les propriétaires occupants (sur conditions de ressources) : une subvention de 10 % du montant subventionnable de l'Anah et une prime de 500 € en complément de l'Allocation de Solidarité Ecologique - ASE (programme « Habiter Mieux »),
- pour les propriétaires bailleurs : une « prime de réduction de loyer » visant à encourager les propriétaires bailleurs privés à produire des logements « conventionnés » avec loyer maîtrisé durant 9 ans. Le montant de cette prime est plafonné à 80 m². Son mode de calcul varie selon si le bailleur opte pour livrer un logement avec un :
 - « loyer très social » : prime = 125 €/m²,
 - « loyer social » : prime = 100 €/m²,
 - « loyer intermédiaire » : prime = 50 €/m².

Le Territoire du Pays d'Aix prévoit également des aides majorées lorsque les travaux interviennent en secteurs renforcés :

- pour les propriétaires occupants (sur conditions de ressources) : une subvention de 20 % du montant subventionnable pour des travaux lourds,
- pour les propriétaires bailleurs : une « prime de sortie de vacance » dont le mode de calcul varie si le bailleur opte pour livrer un logement avec un :
 - « loyer très social » : prime = 5 000 €,
 - « loyer social » : prime = 2 500 €,
 - « loyer intermédiaire » : prime = 1 500 €.

Les décisions d'attribution des aides en faveur de l'habitat privé sont prises par l'Anah après avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH), dans la limite des droits à engagement alloués annuellement. Les primes et subventions accordées par le Territoire du Pays d'Aix, pour compléter et majorer une aide Anah, sont versées à l'achèvement des travaux sur la base des attestations de versement de la participation de l'Anah qui vérifie les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicable. En cas de dépassement du plafond d'attribution des

aides publiques (80 % ou 100 % du montant des travaux), le Territoire du Pays d'Aix se réserve le droit d'écarter son aide.

Suite aux décisions prises au sein des dernières CLAH qui se sont tenues de juin à décembre 2017, la participation du Territoire du Pays d'Aix est sollicitée sur 107 dossiers, détaillés dans le tableau ci-annexé, pour un montant total de 282 155 euros dont 31 000 euros au titre de l'énergie et 15 000 € au titre de la sortie de vacance ainsi répartis :

- 165 150 euros pour 90 dossiers de propriétaires occupants,
- 116 985 euros pour 17 dossiers de propriétaires bailleurs.

Les dossiers « propriétaires bailleurs » ont été constitués par 12 propriétaires bailleurs. Ils ont donné lieu à la production de 17 logements conventionnés ainsi répartis :

- 1 logement « Conventionné Très Social » (LCTS),
- 12 logements « Conventionné Social » (LCS),
- 4 logements conventionnés en « Logement Intermédiaire » (LI).

Les dossiers se répartissent de la façon suivante :

- 61 dossiers répondant à un objectif de performance énergétique,
- 24 dossiers relatifs aux travaux liés à l'autonomie,
- 4 dossiers associant travaux liés à l'autonomie et travaux de performance énergétique,
- 4 dossiers relatifs à des travaux de mise en sécurité et visant la petite dégradation,
- 14 dossiers relatifs aux travaux lourds (logements indignes et très dégradés).

25 dossiers ont été instruits en « **secteurs renforcés** » sur les communes de Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Lambesc, Gardanne dont :

- 12 dossiers de propriétaires occupants,
- 13 dossiers de propriétaires bailleurs.

1 dossier a été instruit au titre de l'Auto-Réhabilitation Accompagnée. Il s'agit d'un propriétaire occupant aux ressources très modestes, résidant sur Jouques, qui a engagé des travaux d'amélioration énergétique. La participation financière du Territoire du Pays d'Aix est sollicitée sur ce dossier pour un montant de 3 000 euros.

Par ailleurs, le Territoire du Pays d'Aix s'est engagé par une convention de financement avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur à faire l'avance de l'aide régionale auprès des bénéficiaires.

Ainsi, le montant total des subventions relatives aux dossiers des propriétaires privés s'élève à 151 608 euros.

Le Territoire du Pays d'Aix procède également à l'avance, aux bénéficiaires, des aides financières accordées par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, après leur validation technique.

Le montant total des subventions relatives aux dossiers des propriétaires privés s'élève à 163 046 euros.

Toutes les aides proposées à l'approbation du Conseil de Territoire sont décrites dans le tableau annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2014_A273 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à l'amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire – Dispositif d'aides à la rénovation énergétique des logements privés ;
- La délibération n°2015_B708 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative à l'approbation d'une convention de programme triennale liée au Programme d'Intérêt Général « Mieux Habiter – Mieux Louer » avec secteurs renforcés 2016-2019 et d'une convention de financement bi-partite avec le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le Règlement Général de l'Anah ;

- L'avis de la Commission de Territoire Habitat et Politique de la Ville du 26 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'intervenir auprès des propriétaires occupants et bailleurs du parc privé potentiellement indigne, dégradé, en vue d'améliorer le confort des occupants, de réduire la vacance, de lutter contre l'insalubrité et la précarité énergétique et de contribuer à une offre en logements à loyers maîtrisés.

Article 1 :

Est approuvé le versement de subventions aux bénéficiaires mentionnés dans le tableau annexé, d'un montant total de 282 155 euros.

Article 2 :

Sont approuvées, pour l'avance des aides régionales et départementales, les subventions d'un montant total de 151 608 euros pour la part Région PACA et d'un montant total de 163 046 euros pour la part Département des Bouches-du-Rhône, aux propriétaires privés mentionnés dans le tableau ci-annexé.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces afférentes à ces dossiers.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix, AP DI730AP – Fonction 553 – Nature 20422.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Zones d'activité

2018 CT2 034

AVIS - Extension de la zone d'activités de Pertuis - Approbation du périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique pour réserve foncière mise en œuvre par l'EPF PACA

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le projet d'extension de la zone d'activités de Pertuis est identifié dans le SCOT du Pays d'Aix comme espace de développement prioritaire à rayonnement métropolitain. Dans cette logique, le projet a été déclaré d'intérêt communautaire en décembre 2013 et la commune de Pertuis a inscrit dans son PLU une zone à urbaniser d'environ 90 hectares à vocation économique, sous réserve de l'obtention par les services de l'État d'une autorisation d'endiguement des ouvrages de protection contre les crues de la Durance.

Ce potentiel foncier situé de part et d'autre du parc d'activités existant représente un maillon essentiel de la stratégie de développement économique de la Métropole pour répondre aux besoins des entreprises industrielles appartenant à la sphère de l'économie productive notamment en lien avec les énergies renouvelables et celles liées au projet Iter.

Face à ce constat et dans un contexte de pénurie foncière pour des terrains d'activités, les collectivités ont engagé un travail partenarial avec l'EPF PACA afin de mettre en œuvre une politique de veille et d'anticipation foncière. Ainsi, en mars 2014, la ville de Pertuis et le Pays d'Aix ont signé avec l'EPF PACA une convention d'intervention foncière sur le secteur d'extension de la zone d'activités sur un périmètre d'environ 100 hectares. Dans le même temps, les trois partenaires ont déposé un dossier de demande de création de ZAD en Préfecture. Le 31 juillet 2014, le Préfet de Vaucluse a arrêté un périmètre de ZAD (Zone d'Aménagement Différée) de 99 ha aux franges Ouest et Est du parc d'activités existant.

La création de la ZAD a permis d'engager une veille foncière le plus en amont possible afin de maîtriser les prix du foncier et de proposer à terme aux industriels des terrains d'activités de grande taille à des coûts acceptables.

Parallèlement les travaux de renforcement des digues existantes et de construction de nouveaux ouvrages ont commencé en 2015. Ces travaux sont aujourd'hui achevés, ce qui a permis à la ville de Pertuis de déposer en fin d'année 2017 le dossier d'autorisation d'endiguement auprès de la DREAL PACA pour instruction.

Au regard du temps nécessaire à l'acquisition des terrains, le Conseil communautaire de la CPA en accord avec la commune de Pertuis avait délibéré en 2015 sur le principe de lancement d'une Déclaration d'Utilité Publique réserve foncière sur la base du périmètre de la ZAD et dont la mise en œuvre était confiée à l'EPF PACA. Il s'agit aujourd'hui de proposer le périmètre définitif de la DUP réserve foncière, dont le dossier va être déposé en Préfecture en début d'année. En effet, celui-ci a été ajusté afin d'exclure des parcelles dont l'acquisition n'est pas nécessaire pour le projet (équipements publics).

Ce périmètre est présenté en annexe, il représente une superficie de 86,5 hectares.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 321-1 et suivants ;
- Le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2001-1234 du 20 décembre 2001 portant création de l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur, et notamment son article 4 qui dispose que pour la réalisation de ses objectifs, l'EPF peut agir par voie d'expropriation et exercer les droits de préemption définis par le Code de

l'Urbanisme, dans les cas et conditions prévus par le dit code ;

- L'arrêté préfectoral du 31 juillet 2014 portant création de la ZAD en extension de la zone d'activités de Pertuis ;
- La délibération n°2010-A188 du Conseil communautaire de la CPA du 10 décembre 2010 relative au soutien de la CPA à la demande d'extension de la ZA de Pertuis au regard des critères des Espaces Stratégiques en Mutation au sens de la doctrine Rhône ;
- La délibération n°2013-A264 du Conseil communautaire de la CPA du 19 décembre 2013 déclarant d'intérêt communautaire l'opération d'extension de la zone d'activités de Pertuis ;
- La Convention d'intervention foncière signée le 12 mars 2014 entre l'EPF PACA, la commune et la CPA ;
- La délibération n°2015_A333 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 approuvant le principe de lancement d'une DUP pour réserve foncière par l'EPF PACA et approuvant l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de dégager une offre foncière destinée aux entreprises du secteur de l'économie productive et la volonté de l'ensemble des partenaires de mener une politique de veille foncière.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique pour réserve foncière menée par l'EPF PACA d'une surface totale de 86,5 hectares.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à cette affaire.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 035

Zone d'aménagement concerté Bertoire 2 à Lambesc - Agréments d'acquéreurs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la première tranche de la ZAC de Bertoire 2 située sur la commune de Lambesc et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite des agréments d'acquéreur en vue de céder cinq lots à cinq entreprises.

La ZAC de la Bertoire 2 d'une superficie totale de 17 ha est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis janvier 2011 pour son aménagement et sa commercialisation. Aujourd'hui environ 80 % des surfaces cessibles de la première tranche font l'objet d'options, de promesses de vente ou ont été cédées.

La SPLA est ainsi chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 25 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations...seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

Ainsi, le comité de pilotage du 20 décembre 2017 a examiné les demandes des cinq entreprises suivantes :

- AZUR POSE spécialisée dans la fourniture et la pose de menuiserie PVC qui souhaite acquérir le lot 15 d'une surface avant bornage de 1 138m², au prix de 70€HT/m² soit 79 660€HT afin de construire un atelier et un entrepôt.
- BAGHDALI spécialisée dans la peinture en bâtiment qui souhaite acquérir le lot 18bis, d'une surface avant bornage de 1 254m², au prix de 55€HT/m² soit 68 970€HT afin de construire un entrepôt et des bureaux.
- FONTANA PRODUCTIONS spécialisée dans l'importation et la transformation de produits publicitaires qui a fait part de son souhait d'acquérir le lot 19, d'une surface avant bornage de 1 201m², au prix de 70€HT/m² soit 84 070€HT en vue de construire un atelier et des bureaux.
- POLYRENOVATE spécialisée dans la rénovation de piscine et qui souhaite diversifier son activité dans la construction de piscine. Le lot n°12A proposé d'une surface avant bornage de 4000m² et d'une valeur de 60€HT/m² soit 240 000€HT sera issu de la division du lot 12. Le deuxième lot n°12bis d'une surface de 1 858m² créé par cette division sera viabilisé et commercialisé.
- STRUCTURE + spécialisée dans l'aménagement de magasin et la rénovation de maison qui souhaite acquérir le lot 22 bis d'une surface avant bornage de 1 255m², au prix de 55€HT/m² soit 69 025€HT afin d'implanter ses bureaux, un entrepôt et un atelier.

Le prix de cession de ces lots sont conformes à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L311-6 définissant les modalités d'indication de la surface constructible au sein des CCCT ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A320 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 déclarant d'intérêt communautaire l'extension de la ZAC du plateau de Bertoire à Lambesc ;
- La délibération n°2006_A296 du Conseil communautaire de la CPA du 20 octobre 2006 créant la ZAC ;
- La délibération n°2008_A077 du Conseil communautaire de la CPA du 26 juin 2008 approuvant le dossier de réalisation de la ZAC et le programme des équipements publics ;
- La délibération n°2011_B010 du Bureau communautaire de la CPA du 21 janvier 2011 décidant la concession d'aménagement de la ZAC Bertoire 2 à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix territoires notifié le 21 avril 2011 et notamment son article 25 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Comité de Pilotage du 20 décembre 2017 a donné un avis favorable à ces cinq projets conformément aux critères de sélection de la ZAC de la Bertoire 2.

Délibère

Article 1 :

Les sociétés AZUR POSE, BAGHDALI, FONTANA PRODUCTIONS, POLYRENOVATE, STRUCTURE + ou toute personne physique ou morale que ces dernières se réservent de désigner, sont agréées

comme acquéreur respectivement des lots 15 au prix de 70€HT/m², 18bis au prix de 55€HT/m², 19 au prix de 70€HT/m², 12A au prix de 60€HT/m², 22bis au prix de 55€HT/m², de la ZAC Bertoire 2 à Lambesc.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à ces affaires et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 036

Zone d'aménagement concerté des Vergeras à Saint-Estève-Janson - Concession d'aménagement avec la SPLA Pays d'Aix Territoires - Agréments d'acquéreurs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC des Vergeras située sur la commune de Saint-Estève-Janson et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite un agrément d'acquéreur en vue de céder deux lots à deux entreprises.

La ZAC des Vergeras, d'une superficie totale de 6 ha, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis septembre 2013 pour son aménagement. Les travaux d'aménagement et de viabilisation du

site ont démarré en mai 2017 et se termineront en avril 2018. La commercialisation des 19 lots disponibles à la vente est d'ores et déjà engagée.

La SPLA est ainsi chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 24 du traité de concession, « toutes les cessions, concessions d'usage, locations...seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ». Préalablement à cet agrément, le comité de pilotage de la ZAC examine et donne un avis sur chaque demande d'entreprise.

Le comité de pilotage de la ZAC s'est réuni le 14 novembre 2017 pour analyser des demandes d'entreprises et donner un avis sur ces projets d'implantations. Ce comité a donné un avis favorable concernant les demandes des entreprises MANU BOIS CREATION ET PROVENCE AZUR FUNERAIRE :

- l'entreprise MANU BOIS CREATION a confirmé dernièrement son projet d'installation ; elle est spécialisée dans l'ébénisterie, notamment la fabrication de meubles et de jeux en bois.

La société souhaite acquérir le lot 15 d'une surface avant bornage de 1 409 m² pour 63 405 €HT (soit 45€/m²) afin d'implanter ses bureaux et ateliers.

- AZUR PROVENCE FUNERAIRE est une entreprise de pompes funèbres déjà installée sur les communes de Peyrolles-en-Provence et Le Puy-Sainte-Réparate, la société a confirmé son projet d'installation sur la ZAC et souhaite acquérir le lot 14 d'une surface avant bornage de 1 419 m² pour 63 855 € HT (soit 45 €/m²).

Les prix de cession du lot sont conformes à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L311-6 définissant les modalités d'indication de la surface constructible au sein des CCCT ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2000_A164 du Conseil communautaire de la CPA du 18 décembre 2000 déclarant d'intérêt communautaire le projet de ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson ;
- la délibération n°2005_A073 du Conseil communautaire de la CPA du 25 mars 2005 créant la ZAC et approuvant le bilan de la concertation ;
- La délibération n°2013_B406 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 confiant l'aménagement de la ZAC des Vergeras à la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- La délibération n°2015_A210 du Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 approuvant le Programme des Equipements Publics et le dossier de réalisation de la ZAC ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires notifié le 20 novembre 2013 et notamment son article 24 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement Economique, Emploi et Agriculture du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Comité de Pilotage du 14 novembre 2017 a donné un avis favorable à ces deux projets conformément aux critères de sélection de la ZAC des Vergeras.

Délibère

Article 1 :

La société MANU BOIS CREATION ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve le droit de désigner, est agréée comme acquéreur du lot 15 au prix de 63 405 € HT sur la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson.

La société PROVENCE AZUR FUNERAIRE ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve le droit de désigner, est agréée comme acquéreur du lot 14 au prix de 63 855 € HT sur la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à ces ventes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 037

Vitrolles CAP Horizon - Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain Type

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aménagement de la ZAC CAP Horizon, d'une superficie de 50 ha, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis juin 2015. La SPLA qui

assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération, est chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant dans le cadre des instances de suivi de la concession.

Conformément à l'article 29 du traité de concession, les modalités de cession des terrains sont définies par un cahier des charges de cession de terrain qui est élaboré par le concessionnaire et l'architecte urbaniste de la ZAC avec l'accord du concédant.

Le Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) de la ZAC CAP Horizon est divisé en trois titres :

- le titre I détermine les prescriptions imposées aux bénéficiaires de la cession ou de la concession dans le but de veiller au respect de l'utilité publique, lorsque l'acquisition des immeubles bâtis ou non à aménager a été déclarée d'utilité publique, il précise notamment le but de la cession, les conditions dans lesquelles la cession est consentie et résolue en cas d'inexécution des charges

- le titre II définit les droits et obligations du concessionnaire et des bénéficiaires de la cession ou de la concession pendant la durée des travaux d'aménagement de la zone et construction des bâtiments. Il fixe les prescriptions techniques, environnementales, urbanistiques et architecturales, afin de garantir la qualité et l'unité architecturale et urbaine de la zone.

Il précise également les conditions de réalisation du chantier et la coordination des travaux dans le respect des équipements publics de la ZAC.

- le titre III fixe les règles et servitudes de droit privé imposées aux acquéreurs ou locataires. Elles s'imposent à tous les propriétaires anciens ou nouveaux et plus généralement à tous les utilisateurs de terrains ou constructions.

Les titres I et II sont caducs à la suppression de la ZAC. Le titre III quant à lui s'impose sans limitation de durée.

Ainsi, le CCCT permet d'encadrer la destination des bâtiments et le processus de construction par un travail de concertation et de validation des programmes avec l'architecte urbaniste de la ZAC avant le dépôt de permis de construire.

Par ailleurs, lors de chaque cession de lot, le cahier des charges sera annexé à l'acte de vente et approuvé par le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, conformément à l'article L311-6 du Code de l'Urbanisme.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé d'approuver le Cahier des Charges de Cession de Terrain type de la ZAC CAP Horizon, joint au présent rapport.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L311-6 définissant les modalités d'indication de la surface constructibles des CCCT ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°2013_A114 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 approuvant la réalisation de l'opération Vitrolles CAP Horizon sous forme de ZAC d'intérêt communautaire, n°2015_A076 du 21 mai 2016 créant la ZAC et n°2015_A318 du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation ;
- La délibération n°2015_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Les délibérations HN n°088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et FAG n°002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires notifié le 10 septembre 2015 et notamment son article 29 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le Cahier des Charges de Cession de Terrains type de la ZAC Cap Horizon.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre tout acte ou toute décision pour l'exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 038

Vitrolles CAP Horizon - Agrément d'acquéreur

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la commercialisation de la ZAC CAP Horizon située sur la commune de Vitrolles, et conformément au traité de concession, la SPLA Pays d'Aix Territoires sollicite un agrément d'acquéreur en vue de céder un lot à une entreprise.

La ZAC CAP Horizon, d'une superficie de 50 ha, est concédée à la SPLA Pays d'Aix Territoires depuis juin 2015 pour son aménagement et sa commercialisation. Cette cession représente la

première cession de la ZAC, ce qui est très emblématique car l'ensemble des travaux concernant les infrastructures de transports n'ont pas encore été réalisés.

La SPLA est chargée de la commercialisation des terrains en concertation avec le concédant, notamment dans le cadre des instances de suivi de la concession : comité technique et comité de pilotage. De plus, conformément à l'article 28 du traité de concession « toutes les cessions, concessions d'usage, locations (...) seront validées par le concédant par délibération de l'autorité compétente ».

Préalablement le comité de pilotage de ZAC examine et donne un avis sur chaque entreprise.

Ainsi, le comité de pilotage du 13 octobre 2017 a examiné la demande de l'entreprise AKERA qui souhaite construire des locaux pour la société ASSYSTEM France spécialisée dans l'ingénierie aérospatiale. AKERA souhaite acquérir le lot n°1 d'une superficie de 4 010 m² pour un prix de 882 200 € HT (220 €/m² HT) afin d'implanter des bureaux et des ateliers.

Le prix de cession est conforme à la grille de commercialisation de la ZAC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment son article L311-6 définissant les modalités d'indication de la surface constructibles des CCCT ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°2013_A114 du Conseil communautaire de la CPA du 18 juillet 2013 approuvant la réalisation de l'opération Vitrolles CAP Horizon sous forme de ZAC d'intérêt communautaire, n°2015_A076 du 21 mai 2016 créant la ZAC et n°2015_A318 du Conseil communautaire du 17 décembre 2015 approuvant le dossier de réalisation ;

- La délibération n°2015_B235 du Bureau communautaire de la CPA du 11 juin 2015 approuvant le contrat de concession avec la SPLA Pays d'Aix Territoires ;
- Les délibérations HN n°088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et FAG n°002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation deu Conseil de la métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- Le traité de concession de l'opération à la SPLA Pays d'Aix Territoires notifié le 10 septembre 2015 et notamment son article 28 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le comité de pilotage du 13 octobre 2017 a dnné un avis favorable à ce projet conformément aux critères de sélection de la ZAC CAP Horizon.

Délibère

Article 1 :

La société AKERA Développement Promotion Immobilière ou toute personne physique ou morale que cette dernière se réserve de désigner, est agréee comme acquéreur du lot n°1 au prix de 220€/m² HT de la ZAC CAP Horizon à Vitrolles.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à cette affaire et notamment le Cahier des Charges de Cession de Terrain propre à cette vente.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Interventions économiques

2018 CT2 039

AVIS - Attribution de subventions en faveur d'un projet immobilier porté par deux entreprises du Pays d'Aix

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Mis en place par la Communauté du Pays d'Aix en 2012, le dispositif d'aide à l'immobilier vise à favoriser l'ancrage des entreprises industrielles sur le territoire. Il consiste à cofinancer, à hauteur de 20 % maximum, des opérations d'investissement immobilier menées à l'initiative d'entreprises industrielles ou de services à l'industrie, qu'il s'agisse d'opérations de construction, d'acquisition ou d'extension de locaux d'activités portées par l'entreprise ou une SCI s'y rattachant.

Cette aide est conditionnée par la création d'emplois.

1. Présentation du projet immobilier porté par la société Nérlys et la société Néowave pour l'acquisition d'un terrain et la construction d'un bâtiment d'activités sur le Parc d'Activités Morandat à Gardanne.

Sur le site Morandat (ancien site minier de 14ha), la Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un hôtel d'entreprises innovantes qui accueille, sur un bâti existant d'environ 2800m², des start-up et qui les accompagne dans leur développement.

Dans le cadre de la reconversion de ce site, la Ville de Gardanne a également initié l'aménagement du foncier disponible et les premiers lots sont aujourd'hui en cours de commercialisation.

Les entreprises Nérlys et Néowave, actuellement accueillies au sein de l'hôtel d'entreprises, ont exprimé leur volonté d'acquérir ensemble un lot pour construire leurs locaux d'activités et demeurer ainsi sur cet espace économique pour assurer leur développement.

Leur candidature a été retenue le 14 novembre 2016 par le comité d'agrément mis en place dans le cadre de la commercialisation.

Le projet architectural a été validé et le compromis de vente doit être signé le 20 décembre 2017.

Dans le cadre de ce projet, les entreprises vont acquérir un terrain de 1935m² et construire un bâtiment de plus de 1000 m² via une SCI d'Attribution (en cours de constitution et pour la durée du chantier) dont les associés seront les SCI des entreprises correspondantes.

Cette opération immobilière se fera par le biais d'une copropriété dont les quote-part pour chaque bénéficiaire sera de 50 %.

Le bâtiment construit consistera en un immeuble en R+2 avec un usage mixte (bureaux et petits ateliers), il s'inscrira dans une démarche de qualité environnementale (panneaux photovoltaïques et géothermie envisagés à moyen terme...).

Sur la base des éléments transmis, le coût de l'opération est de 1 310 000€ HT mais l'assiette éligible retenue serait de 1 175 400 € HT composée de :

- Foncier : 222 600€

- Construction et aménagement bâtiment : 800 800€

- Aménagements extérieurs et espaces verts : 152 000€

Considérant que ce coût sera supporté à part égale par les entreprises, chaque société aura donc à charge un coût d'opération de 587 700€ HT.

Chaque société a créé une SCI pour porter le projet immobilier dont les associés sont les mêmes que pour la société commerciale :

- Nérlys a créé la SCI MACAPHI

- Néowave a créé la SCI NEO-BERNARD 2

Toutefois, le soutien financier pour l'opération d'ensemble ne pourra dépasser les 200 000€ tels que prévus dans le règlement lié au dispositif de l'aide à l'immobilier.

2. Présentation de l'entreprise Nérlys et proposition de soutien financier

Issue de la pépinière d'entreprises de l'Arbois, l'entreprise est installée à l'hôtel d'entreprises Morandat depuis plusieurs années, elle a fêté récemment ses 10 ans.

Spécialisée dans l'ingénierie, les bancs d'essais et la formation, la société vient donc en support à ses clients qui développent les produits de demain et

s'adresse à de nombreux clients industriels concernés par les tests et essais dans les domaines de l'automobile (Valéo, constructeurs, Hutchinson...), l'aéronautique (Ariane group, Airbus Hélicopters, plateforme Inovsys) et pour de nombreuses entreprises locales.

L'entreprise a conçu deux produits (Vasco et Vega) dont elle espère un développement à l'international.

En parallèle, la société vient de lancer des projets R&D pour le développement de capteurs géophysiques embarqués qui pourraient être utilisés dans des domaines variés comme l'hydrogéologie, la prospection en matériaux ou minière ainsi que dans le domaine des risques naturels.

Elle va donc développer une activité électronique dans ce cadre là très rapidement.

La société connaît une croissance régulière de son chiffre d'affaires et prévoit un CA de 1,2M€ en 2018.

Actuellement, Nérlys compte 9 salariés et prévoit dans les 3 ans, le recrutement de 3 personnes avec comme objectif d'avoir une vingtaine de salariés à moyen terme.

L'entreprise va donc utiliser l'ensemble des locaux (soit 50 % de la surface du bâtiment) qu'elle va louer à la SCI MACAPHI qui porte l'opération pour le compte de NERYS ;

Ainsi, l'assiette éligible retenue pour la SCI MACAPHI est de 587 700€.

Considérant qu'il s'agit d'une primo-accession pour une entreprise qui a franchi les premières étapes de la création et considérant que la subvention attribuée peut constituer un effet levier important pour assurer la réussite de l'opération, il est proposé une subvention à hauteur de 112 646€ soit un taux d'intervention arrondi à 19,16 %.

Versée à la SCI MACAPHI, la subvention sera répercutée sur les loyers à régler par la société Nérlys conformément au règlement attributif du dispositif.

3. Présentation de l'entreprise Néowave

Créée en 2007, l'entreprise Néowave est également hébergée au sein de l'hôtel d'entreprises Morandat avec comme cœur de métier la conception et la commercialisation de Smart Objects.

Depuis 2012, la société s'est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de solutions d'authentification et se concentre sur la sécurité numérique.

Elle a conçu et commercialisé une gamme de produits permettant l'accès aux bâtiments, des solutions pour le chiffrement et la signature électronique, à destination de collectivités, entreprises privées, autorités de certification.

En 2015, la société a lancé une nouvelle gamme de produits d'authentification qui répondent aux

standards FIDO. Actuellement, Néowave est le seul acteur Européen qui propose des produits certifiés FIDO U2F.

Les solutions proposées par Néowave sont labellisées France Cybersecurity 2016 et 2017,

La société a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 377 K€ avec un premier résultat à l'équilibre. Le chiffre d'affaires 2017 devrait atteindre les 500K€.

La société envisage une progression de +50% de son chiffre d'affaires pour 2018.

L'entreprise compte actuellement 3 salariés et prévoit le recrutement de 3 personnes dans les 3 prochaines années avec un objectif d'emplois de 20 salariés à moyen terme.

L'entreprise Néowave occupera les 50 % restant des locaux construits dans le cadre de l'opération globale commune avec Nérlys, et louera une partie des locaux à la SCI NEO-BERNARD 2.

Considérant que l'autre partie des locaux sera louée à la SCI NEO-BERNARD 1 mais que cette SCI est financée par un apport personnel, il est proposé de sortir cet apport de l'assiette éligible initialement retenue (soit 587 700€).

Dès lors, l'assiette éligible pour l'opération portée par la SCI NEO-BERNARD 2 est de 436 770€.

Considérant qu'il s'agit d'une primo-accession pour une entreprise qui a franchi les premières étapes de la création et considérant que la subvention attribuée peut constituer un effet levier important pour assurer la réussite de l'opération, il est proposé une subvention à hauteur de 87 354€ soit un taux d'intervention de 20 %.

Versée à la SCI NEO-BERNARD 2, la subvention sera répercutée sur les loyers à régler par Néowave conformément au règlement d'attribution du dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2009_1717 du 30 septembre 2009 relatif aux aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles

accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements ;

- La délibération n° 2012_A113 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 12 juillet 2012, relative à la mise en place d'un dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprises ;
- La délibération n° 2013_A038 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 28 mars 2013 relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise, ouvrant notamment la possibilité d'accorder une subvention aux SCI;
- La délibération n° 2013_A162 du Conseil communautaire de la Communauté du Pays d'Aix du 10 octobre 2013, relative aux modalités d'intervention en faveur de l'immobilier d'entreprise;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées :

- une subvention d'aide à l'immobilier de 112 646 € à la SCI MACAPHI pour le compte de la société NERYS

- une subvention d'aide à l'immobilier de 87 354€ à la SCI NEO-BERNARD 2 pour le compte de la société NEOWAVE

Article 2 :

Sont approuvées les conventions tripartites correspondantes annexées au rapport.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer les conventions ainsi que tout document afférent à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 61-20421.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 040

AVIS - Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Extension des locaux affectés à la pépinière CleanTech

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La pépinière CleanTech implantée au cœur du Technopôle Arbois-Méditerranée accueille depuis sa création en Juillet 2016 des entreprises innovantes et environnementales et accompagne les jeunes créateurs de start-up.

En optimisant les conditions de démarrage, la structure permet aux jeunes entreprises de bénéficier de bureaux et ateliers adaptés et d'espaces mutualisés, mais aussi de bénéficier d'un dispositif d'aide et d'accompagnement individuel spécifique au domaine des CleanTech.

Cette pépinière s'étend actuellement sur deux bâtiments et propose différents espaces qui se répartissent ainsi :

- Le bâtiment CleanTech : 33 bureaux ou ateliers pour une surface de 480 m².
 - Le rez-de-chaussée du bâtiment Gérard Mégie : 8 bureaux ou ateliers pour une surface de 400 m².
- Soit au total 41 bureaux ou ateliers pour une surface de 880 m².

La capacité maximale d'occupation actuelle est atteinte et ne permet plus de répondre aux nombreuses demandes d'installation de nouvelles start-up ou d'augmenter le nombre de m² occupés pour les sociétés déjà implantées et qui sont en phase de croissance.

Face à ce succès et pour mieux répondre aux attentes des start-up, il est proposé d'affecter de nouveaux espaces disponibles du Technopôle à la pépinière CleanTech. D'une superficie d'environ 150 m², ces espaces se trouvent au 3ème étage du bâtiment Gérard Mégie dont le rez-de-chaussée est déjà entièrement occupé par la pépinière.

Ces locaux, aujourd'hui disponibles, étant rattachés à la pépinière se verront soumis au système de tarification applicable à cette dernière qui prévoit une progressivité en fonction de l'ancienneté de l'occupation de 85€ à 140€ /m²/HT/HC/an.

A titre indicatif, ces locaux au sein du bâtiment Mégie avaient jusqu'à présent pour tarif 152 € /m²/HT/HC/an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est autorisée l'extension de la pépinière CleanTech sur les surfaces libres du bâtiment Mégie au 3^e étage, portant ainsi sa superficie de 880m² à 1030m².

Article 2 :

Est approuvé dans ce nouvel espace l'application de la tarification en vigueur sur l'ensemble de la pépinière CleanTech :

- Année 1 : 85€ HT/m²/An
- Année 2 : 95€ HT/m²/An
- Année 3 : 110€ HT/m²/An
- Année 4 : 120€ HT/m²/An
- Année 5 : 140€ HT/m²/An

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 041

Attribution de subventions aux associations à caractère économique - Approbation de conventions

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'aide aux acteurs économiques de proximité fait partie des outils de développement économique retenus par le Pays d'Aix.

A ce titre, ce dernier propose de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle du Pays d'Aix, des actions

pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique :

1. LA CREATION ET LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES,

Ces associations ont pour vocation de proposer une assistance et un accompagnement aux porteurs de projets. Elles proposent un éventail de dispositifs capables d'évaluer la faisabilité du projet, sa fiabilité, sa viabilité... et permettent ainsi de limiter les risques d'échecs.

Chaque association a sa spécificité et une bonne connaissance des acteurs leur permet de cerner les besoins du porteur de projet et de le diriger jusqu'à son interlocuteur privilégié.

2. LE SOUTIEN A L'INNOVATION ET AUX FILIERES D'EXCELLENCE,

La politique de soutien aux filières d'excellence se caractérise par une politique d'accompagnement des pôles de compétitivité structures créées par l'Etat. Mise en place en 2005, la politique des pôles de compétitivité a pour objectif de renforcer la compétitivité de l'économie française et de développer la croissance et l'emploi. Elle encourage les démarches partenariales entre trois acteurs clés de l'innovation (les entreprises, les établissements de recherche et les organismes de formation), autour d'une stratégie commune, sur une thématique et un territoire donnés. L'Etat a commandé à ce jour deux évaluations des Pôles.

3 LE DEVELOPPEMENT DES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES

Ces associations ont pour vocation de tisser sur les zones principales d'activités des réseaux d'échanges et d'informations, de mutualiser les offres de services (déchets, transports, sécurité, emplois...). Elles sont indispensables au bon fonctionnement d'une zone.

4. ANIMATIONS, COMMUNICATION, EVENEMENTS A CARACTERE ECONOMIQUE

Il s'agit de permettre à des associations qui n'ont pas toutes un caractère strictement économique de maintenir des événements ancrés dans les communes et qui procèdent de façon indirecte au rayonnement du territoire.

Sigles :

ICE Innovation et Création d'Entreprise

PC Pôle de Compétitivité

ZA Zone d'Activité

ANIM° Animation, communication, événements à caractère économique

Le présent rapport a pour objet l'attribution de subventions d'un montant total de 858.000 € aux 3 associations suivantes : (cf. tableau en annexe)

PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT / Fonctionnement 450.000 €

PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT / Dispositif d'Amorçage de Provence (DAP) 100.000 €

PAYS D'AIX INITIATIVE / Fonctionnement 150.000 €

PAYS D'AIX INITIATIVE / Fonds de prêt d'honneur 50.000 €

PAYS D'AIX INITIATIVE / « Boutiques à l'essai » 12.000 €

ASSOCIATION DES ENTREPRISES DU POLE D'ACTIVITES D'AIX / Fonctionnement 96.000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010_A099 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 définissant de nouveaux critères d'attribution de subvention aux partenaires économiques ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, Emploi et Agriculture du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La volonté du Pays d'Aix de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions pour un montant total de subventions de 858.000 € aux 3 associations sus-mentionnées.

Article 2 :

Sont approuvés les termes des conventions d'objectifs à conclure avec Pays d'Aix Développement, Pays d'Aix Initiative et l'Association des Entreprises du Pôle d'activité d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment les conventions ci-annexées.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 042

Programme d'actions 2018 de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA pour le Territoire du Pays d'Aix et attribution d'une subvention – Approbation de la convention d'objectifs 2018

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Une convention cadre de partenariat entre la Communauté du Pays d'Aix et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA a été signée le 5 décembre 2015 pour une durée de 5 ans. Cette convention doit donner lieu chaque année à une convention d'objectifs précisant les engagements opérationnels et financiers de chacun des partenaires.

Dans l'attente d'une convention globale entre la Métropole et la CMAR, qui sera adoptée en début d'année 2018, cette convention est la troisième convention d'objectifs s'inscrivant dans cette convention cadre. Elle sera dès 2019 revisitée en tant que déclinaison territoriale de la convention cadre globale Métropole/CMAR afin de s'inscrire pleinement dans la stratégie des schémas d'ensemble de la Métropole ».

Cette convention a pour objectif de favoriser le développement économique du Pays d'Aix au travers d'actions communes visant notamment, d'une part à promouvoir et accompagner les entreprises artisanales du territoire, et d'autre part à animer et conduire des projets dans différents domaines liés à l'aménagement du territoire et au développement local.

Pour rappel, la convention cadre fixe les deux objectifs majeurs dans lesquels s'inscriront les futures actions :

- Actions d'accompagnement des entreprises artisanales ;
- Connaissance partagée du territoire et collaborations en matière d'études, de pilotage et de mise en œuvre de projets de développement local et d'aménagement du territoire.

Les actions inscrites dans la convention annuelle d'objectifs 2018 répondent à ces deux objectifs :

- **Actions d'accompagnement des entreprises artisanales**

- Redynamiser et accompagner le développement économique dans les centre-villes des communes du territoire.

- Poursuivre la sensibilisation des entreprises artisanales à l'utilisation des outils numériques disponibles au sein du FabLab du Pays d'Aix et faciliter les réseaux/communautés de savoir-faire.

- Animer le réseau des métiers d'art et métiers alimentaires.

- **Connaissance partagée et collaborations en matière d'études, de pilotage et de mise en œuvre de projets de développement local et d'aménagement du territoire sur les communes du territoire du Pays d'Aix**

- Participation de la CMAR PACA aux documents d'urbanisme et contribution aux projets structurants du territoire.

- Implication de la CMAR PACA dans la mise en œuvre des projets de redynamisation économique.

- Relais d'information des actions spécifiques du territoire auprès des artisans.

La convention d'objectifs annuelle 2018 sera conclue pour une période d'un an du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018. Elle nécessite une participation financière du Territoire du Pays d'Aix, pour l'ensemble des actions à hauteur de 60 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B536 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant la convention de partenariat entre la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA et la Communauté du Pays d'Aix pour une durée de 5 ans ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant

délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement Économique, Emploi et Agriculture du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le partenariat engagé entre la CMAR PACA et le Pays d'Aix depuis 2011.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 60 000 euros à la CMAR PACA pour la réalisation des actions définies dans la convention d'objectifs 2018.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention annuelle d'objectifs 2018 à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Région PACA.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention ainsi que l'ensemble des documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3F, 632-657381.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Agriculture

2018 CT2 043

AVIS - Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF) du Pays d'Aix - Intervention sur les communes de Bouc-Bel-Air et Cabriès, Meyreuil et Saint-Cannat

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Sur la base de la Convention cadre d'Intervention Foncière du Pays d'Aix (CIF) avec la SAFER, votée le 29/10/15 par le Bureau de la Communauté du Pays d'Aix, le présent rapport propose la mise en œuvre d'une action foncière agricole.

Mise en œuvre de la Convention d'Intervention Foncière : rappel

Cette convention prévoit une information quotidienne des communes concernant le marché foncier en zones agricoles et naturelles. Cette information, via les notifications de vente (Déclaration d'Intention d'Aliéner – DIA), a pour objectif de permettre aux communes d'appuyer les interventions de la SAFER afin de diminuer les phénomènes spéculatifs sur les terres agricoles et/ou d'empêcher des occupations non conformes à la vocation de ces espaces, notamment par la procédure de révision de prix.

Le fonds d'intervention foncière mis en place en contrepartie de ces opérations permet de garantir la bonne fin de l'opération de préemption si le vendeur ne retire pas son bien de la vente et que la SAFER doit acheter au prix notifié ou au prix fixé par le Tribunal en cas de contentieux.

La Métropole s'engage également à prendre en charge les frais de dossier SAFER (600 € TTC), lorsque le propriétaire vendeur retire son bien de la vente.

Dans le cas présent, il s'agit d'opérations de préemption concernant 3 ventes de parcelles avec révision de prix sur les communes de Bouc-Bel-Air et Cabriès, Meyreuil et Saint-Cannat.

Bouc-Bel-Air et Cabriès

⇒ Parcelle(s) : sur Bouc Bel Air : CN 19 et sur Cabriès : BT 14 ;

⇒ Surface : 1 hectare 30 ares 23 centiares

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente, pour les deux parcelles, pour un montant de 250 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 44 360,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Meyreuil

⇒ Parcelle(s) : AC 270 (ancien n°13) ; Surface : 1 hectare 13 ares 47 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 37 500,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 16 580,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 € TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Saint-Cannat

⇒ Parcelle(s) : BR 0044 ; Surface : 4 ares 35 centiares.

Le vendeur a notifié à la SAFER une vente pour un montant de 25 000,00 € qui ne correspond pas au marché agricole. D'où la demande d'intervention en révision de prix pour un montant de 7 570,00 € plus frais de notaire, sous réserve de l'avis de France Domaine, que la SAFER demande à la Métropole de valider afin de l'assurer de la garantie de bonne fin de l'opération.

Si le propriétaire accepte cette révision du prix, la parcelle sera rétrocédée par la SAFER à la Métropole.

S'il retire son bien de la vente, les frais pris en charge par la Métropole s'élèveront donc à 600 €

TTC conformément à la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Rural pris en ses articles L 141-1 et suivants, L 142-1 et suivants, L 143-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2015_B531 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant les termes de la Convention cadre d'Intervention Foncière (CIF) 2016/2018 du Pays d'Aix avec la SAFER ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La demande de validation transmise par la SAFER à la Métropole, relative à son intervention avec révision de prix pour les 3 ventes de parcelles sur les communes de Bouc-Bel-Air et Cabriès, Meyreuil et Saint-Cannat.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'intervention demandée par la SAFER au sujet des 3 préemptions en révision de prix sur les communes de Bouc-Bel-Air et Cabriès, Meyreuil et Saint-Cannat dans le cadre de la Convention d'Intervention Foncière (CIF).

Article 2 :

La somme de 600 € TTC sera versée à la SAFER pour chacune des 3 préemptions, au titre de son

intervention dans le cadre de la CIF, après notification par la SAFER du retrait de la vente des biens par les propriétaires respectifs.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, sur la ligne budgétaire du service agriculture 6312/611.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Tourisme et promotion du territoire

2018 CT2 044

Approbation d'une convention de partenariat avec la Fédération Française de Randonnée Pédestre et la GVRando de Gardanne pour l'aménagement, la surveillance, le balisage et l'entretien du GR® de Pays « Sentier Provence, Mines d'Energies »

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le projet de développement touristique de la destination « Provence, Mines d'Énergies » est accompagné depuis 2015 par la Fédération Française de Randonnée Pédestre (FFRandonnée). Cette dernière, associée dès 2015, accompagne ce

projet en vue d'une qualification en tant que GR® de Pays.

Le 12 octobre 2016, le Conseil de Territoire validait la demande d'homologation d'un itinéraire de 120 km en GR® de Pays. En janvier 2017, la Fédération a ainsi pré-homologué l'itinéraire. L'homologation définitive devrait avoir lieu au premier trimestre 2018, dès que le dossier sera complété des dernières conventions et délibérations des communes concernées.

Une fois l'itinéraire qualifié GR® de Pays, il restera éventuellement à le tracer/nettoyer par un défrichage, à le baliser puis à l'entretenir.

Toutes les portions de l'itinéraire adossées au Plan Départemental des Itinéraires de Promenades et de Randonnées (PDIPR) seront balisées puis entretenues par les services concernés du Département. A ce titre, un courrier concernant le futur besoin de balisage du GR® a été envoyé en septembre dernier à la Présidente du Conseil Départemental.

Pour les portions d'itinéraires en dehors du PDIPR, une convention de partenariat est nécessaire entre le Territoire du Pays d'Aix, La GVRando Gardanne et la FFRandonnée.

Cette convention prévoit un budget annuel pour la surveillance, le petit entretien courant et le balisage de cet itinéraire de 893,40 € TTC.

En ce qui concerne l'état du sentier, les gardes nature du Grand Site Sainte-Victoire ont effectué en décembre dernier un repérage concernant les travaux éventuels. En effet, ce tracé constituera une base pour le projet européen EMbléMatiC Mountains pour lequel le Grand Site a été sélectionné.

Une grande partie de l'assise est déjà bien dimensionnée et les gardes-nature interviendront en débroussaillage et élagage des abords sur quelques portions pour un temps de travail estimé à 6/8 jours-homme.

Enfin, pour valoriser cet itinéraire et le faire découvrir au plus grand nombre et afin d'attirer des marcheurs de toutes les régions de France, un TopoGuide® sera produit et intitulé « GR® de Pays Sentier Provence, Mines d'Energies ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° 2016_CT2_211 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2016 portant sur la demande d'homologation du sentier « Provence, Mines d'Energies » en GR® de Pays
- La délibération n° 2017_CT2_506 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 portant sur la création et production d'un TopoGuide pour le GR® de Pays « Sentier Provence, Mines d'énergies »
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 24 janvier 2018.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribué un budget annuel de surveillance d'entretien et de balisage de 893,40 € TTC à la Fédération Française de la Randonnée Pédestre.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention à conclure entre le Territoire Pays d'Aix, la GVRando Gardanne et la FFRandonnée.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tous les documents afférant à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/6281 du budget 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Enseignement supérieur et recherche

2018 CT2 045

AVIS - Modification de la composition du Conseil Scientifique et Industriel (CSI) du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée - Modification de la délibération n°ECO 011-1375/16/CM du 15 décembre 2016

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Comme le rappelle la délibération ECO 011-1375/16/CM, le Conseil Scientifique et Industriel (CSI) est composé de personnalités qualifiées de renommée nationale et internationale.

Il est animé par le Professeur Daniel Nahon (un des fondateurs du Technopôle et actuel Président du directoire de la recherche d'Aix-Marseille Université).

Le Conseil Scientifique et Industriel a pour mission d'accompagner spécifiquement le Technopôle sur son développement scientifique (recherche fondamentale et recherche appliquée) en liaison avec les applications industrielles qui peuvent en découler.

Au-delà de leur participation au Conseil, les membres participent régulièrement aux Tables Rondes de l'Arbois. Pour sa 9ème édition autour du thème « Langages, Ecritures et Communication », Patrice Débré, Henry de Lumley, ou encore Jean Jouzel ont animé conférences et tables rondes.

Ce sera encore le cas lors de la 10ème édition de mars 2018 dont le thème sera « Santé, Société, Environnement ».

L'ensemble des interventions des membres du CSI se fait à titre gracieux.

Seuls les frais de déplacement, de réception et d'hébergement sont pris en charge.

En 2017, le CSI comptait 40 membres, regroupés au sein de deux collèges, le collège scientifique et le collège industriel :

Collège Scientifique

- Monsieur José ACHACHE

Professeur à l'Institut de Physique du Globe de Paris (IPGP)

Directeur de GEO (Group on Arth Observations) à Genève

- Monsieur Jean-Pierre ALIX

IR honoraire du CNRS

Secrétaire général de M.UR.S

Membre du comité déontologique du BRGM

- Monsieur Pierre BATTEAU

Professeur à Aix-Marseille Université

Institut d'Administration des Entreprises d'Aix en Provence

- Monsieur Alain BENSOUSSAN

Membre de l'Académie des Sciences et de l'Académie des technologies

Directeur de l'International Center for Decision and Risk Analysis (Dallas)

Professeur à l'université du Texas (Dallas)

Ancien Président du Centre National d'Etude Spatiales (CNES)

- Monsieur Gilles BOEUF

Professeur à l'université Pierre et Marie Curie

Ancien Président du Museum national d'histoire naturelle,

Ancien président du conseil scientifique de l'Ifremer

- Madame Fadila BOUGHANEMI

Administrateur principal à la Commission Européenne – Direction Générale

Recherche, programme de coopération scientifique internationale

- Monsieur Lazhar BOUOUNI
Professeur
Ancien Ministre de l'enseignement supérieur et de la Recherche de Tunisie

- Monsieur Philippe BUSQUIN
Ministre d'État de Belgique
Ancien Commissaire Européen Chargé de la recherche scientifique

- Monsieur Alain COLENO
Directeur de Recherche émérite à l'INRA

- Monsieur Michel COMBARNOUS
Membre de l'Académie des sciences et de l'Académie des Technologies

- Monsieur Patrice DEBRÉ
Professeur d'immunologie à La Pitié Salpêtrière
Ancien directeur scientifique de l'INSERM
Ancien ambassadeur de France pour le Sida et les maladies transmissibles

- Monsieur Henry DE LUMLEY
Directeur de l'Institut de Paléontologie Humaine Paris
Ancien directeur du Muséum national d'histoire naturelle
Membre de l'Académie des inscriptions et belles lettres

- Monsieur Omar FASSI-FEHRI
Secrétaire Perpétuel de l'Académie Hassan II des Sciences et Techniques
Ancien ministre de la recherche scientifique du Maroc

- Madame Louise FRESCO
President of the Executive Board of Wageningen University

- Monsieur Jean-Gabriel GANASCIA
Professeur université Pierre et Marie Curie
Directeur du Labex OBVIL (humanités digitales)
Président du Comité Renouveau de l'Intelligence Artificielle (conseil scientifique défense)

- Monsieur Marc GUILLAUME
Économiste
Professeur à l'université Paris Dauphine et à l'Ecole Polytechnique

- Monsieur Bruno HAMELIN
Professeur d'Aix-Marseille université
Directeur de l'observatoire des sciences de l'univers « Phytéas »
Représentant la direction générale du CNRS

- Monsieur Philippe HARTEMANN
Professeur à l'université de Lorraine – CHU de Nancy

- Monsieur François HOULLIER
Ancien Président-directeur général de l'INRA

- Monsieur Alan KIRMAN
Professeur émérite à Aix-Marseille Université
Directeur d'Etudes à l'Ecole des Hautes Etudes des Sciences Sociales
Membre du département « Advanced Studies » à Princeton University

- Monsieur Roland KUPERS
Directeur de recherche à THNK
Visiting fellow at Oxford University

- Monsieur Jean-Paul MOATTI
Président directeur général de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

- Monsieur Fouad LAROU
Professeur d'économétrie à l'université d'Amsterdam (Pays-Bas)
Écrivain Prix Goncourt de la nouvelle

- Monsieur Guy LAVAL
Membre de l'Académie des Sciences

- Monsieur Jean-Claude LHEMANN
Professeur Université Pierre et Marie Curie
Ancien président du conseil scientifique de l'Ecole Normale Supérieure d'Ulm
Ancien président du conseil d'enseignement et de la recherche de l'Ecole Polytechnique
Ancien directeur de la recherche du groupe Saint-Gobain, membre de l'Académie des technologies

- Monsieur Gérard MATHERON
Ancien PDG du CIRAD
- Monsieur Adolpho MELFI
Ancien recteur de l'université de Sao Paulo

- Monsieur Daniel NAHON
Professeur émérite à Aix-Marseille Université
Président du directoire de la recherche d'Aix-Marseille Université

- Madame Jeanne-Marie PARLY, présidente du CSI
Recteur
Professeur honoraire à l'Université Paris Dauphine
Ancien membre du Conseil d'Etat
Ancien directeur de Cabinet du Ministre de l'Education Nationale, de la Recherche et de la Technologie

- Monsieur Marc PENA
Professeur à Aix-Marseille Université
Ancien Président de l'Université Aix-Marseille 3

- Monsieur Michel PETIT
Ancien Directeur Général Adjoint pour la Recherche à l'Ecole Polytechnique
Académie des Sciences

- Monsieur Jean-François TOUSSAINT
Professeur à l'université Paris-Descartes, Directeur de l'IRMES

Président du groupe expert « sport, santé et participation » à la Commission Européenne
Membre Haut Conseil de la Santé Publique
(président groupe Adaptation et Prospective)

- Monsieur Jean-Cyril SPINETA
Ancien président-directeur général d'Air France-KLM

Collège Industriel

- Monsieur Jean-Pierre DECOR
Directeur Général de l'Institut des Sciences du Vivant à Lyon
Membre de l'Académie d'Agriculture

- Monsieur Michel DEPRAETERE
Président d'Environnement-Industrie
Administrateur de BP France

- Monsieur Pâris MOURATOGLU
Ancien Président-Directeur Général d'EDF-Energies Nouvelles

- Monsieur Jacques PLANTEY
Ancien directeur général de la Société du Canal de Provence

- Madame Claire-Anne REIX
Directrice du programme Global Monitoring for Environment and Security (GMES) Thalès Alenia Space

- Monsieur Hervé SUTY
Directeur de la recherche et de l'innovation de Veolia Environnement

- Monsieur Bernard TRAMIER
Membre de l'Académie des Technologies

Pour 2018, il est proposé d'élargir le CSI à 48 membres en y intégrant les personnalités suivantes :

Collège Scientifique

- Madame Maryline CRIVELLO
Professeur à Aix-Marseille Université
Directrice exécutive de la fondation A*MIDEX
Directrice du laboratoire de recherche TELEMME (Temps, Espace, Langues, Europe Méridionale, Méditerranée)

- Monsieur Pierre CORVOL
Professeur émérite au Collège de France
Administrateur honoraire du Collège de France
Membre de l'Académie Nationale de Médecine
Membre de l'Académie des Sciences
Membre de l'American Academy of Art and Sciences

- Monsieur Jean JOUZEL
Membre du conseil stratégique de la recherche
Ancien vice-président du GIEC et prix Nobel de la Paix en collectif

Médailles d'Or du CNRS et de l'Académie d'agriculture

- Monsieur Philippe KOURILSKY
Professeur honoraire au Collège de France
Ancien directeur de l'Institut Pasteur

- Monsieur Jean-Yves LEGALL
Président du Centre National d'Études Spatiales (CNES)
Co-Président du Conseil de l'Agence spatiale européenne (ESA)
Président de la Fédération Internationale d'Astronautique (IAF).

- Monsieur Dominique MARANINCHI
Professeur de cancérologie à la Faculté de Médecine de Marseille
Président de l'IMERA Aix-Marseille Université
Ancien Président du conseil d'administration de l'Institut National du Cancer

- Monsieur Antoine PETIT
Président-Directeur Général de l'Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique (INRIA)

Collège Industriel

- Monsieur Lucien MIARA
Président de la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranéen

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°ECO 011-1375/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 relative aux modalités d'organisation du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée suite à son intégration à la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la nouvelle composition du Conseil Scientifique et Industriel du Technopôle de l'Arbois.

Délibère

Article 1 :

Est modifiée la délibération du Conseil de la Métropole n°ECO 011-1375/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la composition du Conseil Scientifique et Industriel (CSI) du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée.

Article 2 :

Est approuvée la nouvelle composition du Conseil Scientifique et Industriel du Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée, telle qu'elle figure ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	77
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	77
Majorité absolue	39
Pour	77
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Environnement

2018 CT2 046

Proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Les *réseaux d'énergie et la production d'énergie renouvelable* font partie du volet des nouvelles compétences que doit exercer notre collectivité le 1^{er} janvier 2018 (Loi NOTRe/ CGCT - Article L5218-2-I).

La loi MAPTAM avait déjà transféré cette compétence aux communautés urbaines et c'est pourquoi, en 2014, la communauté urbaine MPM (actuel CT1 Marseille Provence), avait pris cette compétence en lieu et place de ses 18 communes alors que sur les 5 autres territoires, elle restait communale.

Exercice de la compétence énergie jusqu'au 31 décembre 2017 :

1. Concession de la distribution publique d'électricité

Cette compétence est définie à l'article L2224-31 du CGCT.

Elle est exercée (sauf sur le CT1) par les communes qui, sauf pour Marseille, l'ont transférée aux 3 syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV).

2. Concession de la distribution publique de gaz

Cette compétence est définie à l'article L2224-31 du CGCT.

Elle est exercée (sauf sur le CT1) par les communes qui, pour certaines, l'ont transférée aux 3 syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV).

3. Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains

Cette compétence est définie à l'article L2224-38 du CGCT. En application de la loi NOTRe, le Conseil de Métropole, par délibération du 28 avril 2016, a délégué l'ensemble des compétences transférables aux Conseils de Territoire, dont celle relative au développement et à l'exploitation des réseaux de chaleur et de froid (CGCT article L5218-7-II).

Cette compétence n'est pas effectivement exercée par le Conseil de Territoire Marseille-Provence car il n'existe pas de réseaux publics de chaleur et de froid sur son périmètre.

Par contre, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile exerce cette compétence du fait de l'existence d'un réseau public de chaleur créé par la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en 2014.

4. Production d'énergie renouvelable

La production d'énergie n'est pas une compétence propre des collectivités territoriales et leurs groupements. Il ne s'agit donc pas d'une compétence exclusive de la Métropole qui peut, au même titre que les communes ou des acteurs privés, intervenir dans la production locale d'énergie renouvelable ou de récupération (article L2224-32 du CGCT), qu'il s'agisse de production d'électricité, de gaz, mais aussi de chaleur et de froid (énergie thermique).

Ce qui change au 1^{er} janvier 2018

Le transfert de ces compétences devient effectif pour l'ensemble du territoire métropolitain.

1. Concession de la distribution publique d'électricité

La Métropole prend cette compétence pour l'intégralité de son territoire, compétence qui reste exercée au niveau métropolitain.

La gestion des transferts de cette compétence à des syndicats départementaux d'énergie est encadrée par l'article L5217-7 VI du CGCT. Ainsi, pour la compétence de distribution publique d'électricité :

- la Métropole se substitue à ses communes au sein des syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV),
- la Métropole exerce directement la compétence sur le périmètre de la concession de Marseille.

2. Concession de la distribution publique de gaz

La Métropole prend cette compétence pour l'intégralité de son territoire, compétence qui reste exercée au niveau métropolitain.

3. Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains

La Métropole prend la responsabilité des 5 réseaux de chaleur publics existant sur son territoire : à Aix-en-Provence et Coudoux (Conseil de Territoire du Pays d'Aix), Salon-de-Provence (Conseil de Territoire du Pays Salonais), Aubagne (Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile) et Martignes (Conseil de Territoire du Pays de Martignes).

4. Production d'énergie renouvelable

Pas d'évolution.

Proposition d'organisation au 1^{er} janvier 2018

Dans les domaines des réseaux d'énergie et de la production d'énergie renouvelable, les communes et les intercommunalités ayant précédé la Métropole n'exerçaient que peu de compétences, et les services des Conseils de Territoire ne disposent pas d'équipes constituées pour les prendre en charge. Il

est donc proposé, plutôt que de créer de nouveaux services intermédiaires à l'échelon territorial, de conserver cette expertise au niveau métropolitain dans un souci d'économie et d'efficacité.

1. La compétence de **distribution publique de gaz et d'électricité** est déjà au niveau métropolitain, l'organisation en place peut donc perdurer avec les transferts aux syndicats prévus par la loi.
2. Pour le **développement et l'exploitation des réseaux de chaleur et de froid**, il est proposé de conserver la centralisation et la gestion de cette compétence au niveau métropolitain avec une déconcentration dans les Conseils de Territoire concernés des missions de terrain (contrôle et suivi de l'exploitation, astreinte d'intervention, etc.) de manière à assurer la proximité nécessaire avec les équipements.
3. Dans le domaine de la **production d'énergie renouvelable**, il est proposé de mettre en place une « boîte à outil » métropolitaine à destination des acteurs du territoire, de manière à favoriser et accompagner les projets qui pourront être portés par des acteurs privés, par des communes, par des Conseils de Territoire ou par la Métropole directement. La Métropole serait ainsi non seulement en charge de définir une stratégie de développement des énergies renouvelables mais pourrait également porter des projets ou en être partenaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les réseaux d'énergie et la production d'énergie renouvelable font partie du volet des nouvelles compétences que doit exercer la Métropole et qu'elle doit organiser ses moyens de manière efficace et efficiente pour les prendre en charge
- Que les Conseils de Territoire ne disposent pas d'équipes constituées pour prendre en charge cette compétence

Délibère

Article unique :

Est approuvé le schéma d'organisation proposé, permettant de conserver au niveau métropolitain l'exercice des compétences relatives aux réseaux d'énergie et à la production d'énergie renouvelable. Le Territoire du Pays d'Aix a pris acte du transfert au 1^{er} janvier à la Métropole Aix-Marseille-Provence des compétences de distribution publique de gaz et infrastructures de recharge pour les véhicules électriques (IRVE). Cependant, pour la compétence distribution d'électricité et gestion des réseaux électriques, le Conseil de Territoire insiste sur la nécessité de maintenir le SMED.

La Métropole devra assurer une représentativité des communes déjà adhérentes au sein de la gouvernance métropolitaine.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 047

Attribution d'une subvention à l'Agence Régionale pour l'Environnement pour son appui dans les démarches Développement Durable engagées par la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation d'une convention

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis 35 ans, l'Agence Régionale Pour l'Environnement (ARPE) PACA a pour vocation d'aider et d'accompagner les collectivités territoriales de Provence-Alpes-Côte d'Azur à porter et animer des politiques ambitieuses de Développement Durable.

À cet effet, l'ARPE se pose comme un acteur régional déterminant au service de tous les autres,

en proposant des initiatives, des démarches, des méthodologies et une expertise autour des thèmes propres au Développement Durable, tels que : les démarches d'Agenda 21, la commande publique durable, l'aménagement et l'animation des zones d'activité, la gestion raisonnée des espaces verts, la restauration des collectivités, l'urbanisme durable.

Située à l'interface des institutions, l'ARPE a permis l'émergence de réseaux régionaux et de projets innovants en faveur de la transition énergétique en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Par ailleurs, elle intervient également dans le cadre d'accompagnements individualisés pour les collectivités.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée dans une démarche de Développement Durable, dont l'un des éléments forts est le Plan Climat Air Énergie Métropolitain. À ce titre, elle a besoin de compter sur l'appui de l'ARPE pour bénéficier de son expertise, de sa connaissance et de ses réseaux, afin de mettre en œuvre rapidement ses actions.

Pour l'année 2018, le programme de ce partenariat s'inscrit autour des actions suivantes :

Accompagnement de la Métropole :

- Participation à la charte de Développement Durable du Territoire du Pays d'Aix et au partage de cette expérience avec les autres territoires ;
- Participation à la mise en place du Plan Climat Air Énergie Métropolitain ;

Accompagnement des communes :

- Appui aux communes et animation du réseau Développement Durable des communes.

Organisation de Journées ou visites d'information et de sensibilisation :

- Organisation d'une journée "Nature en ville" : Cette journée, destinée aux élus et techniciens de la Métropole, a pour objectif de mettre en avant les pratiques exemplaires et innovantes en matière de végétalisation et de gestion des espaces verts et de nature pour une commune attractive et agréable. Cette journée est cofinancée par la Région et l'Agence de l'eau. Date pressentie : Mars 2018.
- Organisation d'un événement destiné aux élus

Cet événement qui peut prendre la forme d'une visite, d'un forum ou d'une animation permet aux élus de se

retrouver et d'échanger sur les projets en cours, exemplaires et innovants en matière de développement durable.
Date pressentie : Novembre - Décembre 2018.

À cette fin et pour l'ensemble de ces missions, il est proposé d'engager un partenariat entre l'ARPE et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'année 2018, au travers d'une convention jointe à ce rapport. Au titre des actions précisées ci-dessus, la Métropole est sollicitée à hauteur de 20.000 euros.

Agence Régionale Pour l'Environnement et l'écodéveloppement

BUDGET PREVISIONNEL 2018

CHARGES		PRODUITS	
Charges personnel mission (90 jours mission)	25.776,60 €	ARPE	19.798,47 €
Frais généraux (électricité, location locaux, téléphone, impression...)	5.734,29 €		
Frais de gestion	6.947,97 €	Métropole Aix-Marseille - Provence - DGA Environnement	20.000,00 €
Réalisation d'une plaquette bilan sur les actions des communes (création graphique/impression)	2.000,00 €	Métropole - Territoire Marseille Provence (pour info -action déchets)	5.000,00 €
Location voiture	2.339,60 €		
Frais organisation d'une journée (location salle ou bus, repas pour 50 personnes...)	2.000,00 €		
	44.798,47 €	TOTAL	44.798,47 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'Agence Régionale Pour l'Environnement est un acteur incontournable de l'environnement régional et qu'elle est en capacité d'apporter à la Métropole, à la fois son expertise en matière de Développement Durable et ses réseaux de communes.

- Que le partenariat avec l'Agence Régionale Pour l'Environnement est profitable à la collectivité au regard des actions que la Métropole engage en matière de transition énergétique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 20.000 euros à l'ARPE PACA au titre de l'année 2018, pour son appui à la Métropole et communes concernés.

Article 2 :

Est approuvée la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence Régionale Pour l'Environnement PACA ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et toutes les pièces afférentes à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole, budget Environnement chapitre 65 Nature 6574.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 048

Approbation d'une convention annuelle d'objectifs entre le Territoire du Pays d'Aix et le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix pour l'information et l'accompagnement des particuliers et des copropriétaires à la rénovation énergétique de leurs logements et pour le Développement Durable

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Préambule

La loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, confirmée dans le Plan de rénovation énergétique des bâtiments des Ministères de la Transition Écologique et Solidaire et de la Cohésion des Territoires de novembre 2017, fait de la rénovation énergétique des bâtiments une priorité nationale. L'objectif fixé est de disposer d'un parc immobilier au niveau « bâtiment basse consommation » ou assimilé à l'horizon 2050. Il s'agit d'assurer la rénovation de 500.000 logements par an d'ici à

2020, à l'échelle nationale, dont au moins la moitié est occupée par des ménages aux revenus modestes. Il est destiné à réduire les fortes consommations du parc actuel de logements. Concernant le parc public de bâtiments, l'accent doit être mis sur les bâtiments du quotidien (écoles, gymnases, équipements communaux...).

Sur le Pays d'Aix, il faudrait rénover énergétiquement environ 3.000 logements par an depuis 2013 jusqu'en 2020 pour atteindre les objectifs fixés dans le Plan Climat Énergie Territorial adopté en 2013.

Le territoire compte 140.000 habitants en précarité énergétique.

Dans cette dynamique, la loi sur la Transition Énergétique pour la Croissance Verte a créé le service public de la performance énergétique de l'habitat, en précisant que les collectivités locales, qui souhaitent se doter de ce service public, peuvent constituer des Plateformes Territoriales de la Rénovation Énergétique de l'Habitat (PTRE).

Le Territoire du Pays d'Aix et le CPIE du Pays d'Aix (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement) ont souhaité développer une Plateforme Territoriale de la Rénovation Énergétique de l'Habitat pour contribuer à atteindre cet objectif : il s'agit du dispositif « éco-rénovez en Pays d'Aix ».

L'organisation originale de ce service résulte de l'implication de longue date du Territoire du Pays d'Aix dans le sujet de la transition énergétique, par son soutien des espaces info énergie et sa politique de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables auprès des particuliers.

En 2016, le CPIE du Pays d'Aix a créé en son sein la Maison Énergie Habitat Climat. Les objectifs et les actions à engager sont définis avec les partenaires qui financent cette structure, l'ADEME, le Conseil Régional PACA, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et le Territoire du Pays d'Aix. Une Gouvernance spécifique a été mise en place avec ces partenaires par la création d'un conseil consultatif rattaché au conseil d'administration du CPIE du Pays d'Aix.

Les Services Énergie-Climat et de l'Habitat du Territoire du Pays d'Aix sont associés à la mise en œuvre opérationnelle de la plateforme de la rénovation du Pays d'Aix .

Le contexte métropolitain

Actuellement, deux associations sur le territoire métropolitain développent ce Service Public de la

rénovation énergétique, il s'agit de l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) de Marseille qui intervient sur le Territoire de Marseille Provence et le CPIE du Pays d'Aix qui intervient sur Territoire du Pays d'Aix. Les autres territoires de la Métropole ne sont pas couverts par ces services. Toutefois, le Territoire d'Istres Ouest Provence souhaite se doter d'une structure similaire adossée à ses services. Ce projet devrait voir le jour en début d'année 2018. La mise en cohérence de l'action de ces structures à l'échelle métropolitaine est garanti par un comité de coordination, présidé par le Conseiller métropolitain délégué à la stratégie environnementale, au plan climat et à la prévention des risques et composé des représentants de ces différentes structures, des élus métropolitains et services concernés.

Programme d'actions

1- Animation du programme éco-rénovez en Pays d'Aix, le service public de la rénovation énergétique

Eco-rénovez est un éco-système dans lequel sont développés des dispositifs et outils destinés à l'accompagnement des projets de travaux de rénovation, à favoriser la mise en relation entre l'offre et la demande et la réalisation de travaux de qualité.

Afin d'atteindre les objectifs d'éco-rénovez, le Territoire du Pays d'Aix et le CPIE se sont fixé trois axes de développement :

- Accompagner et faciliter le parcours de rénovation du particulier tout au long de son projet,
- Développer une animation territoriale adaptée intégrant les initiatives existantes sur le territoire,
- Mobiliser et valoriser les acteurs du territoire pour mieux répondre aux spécificités du marché.

Ces trois axes de travail doivent permettre de créer un environnement favorable à la massification du marché de la rénovation de l'habitat.

- **Mobilisation des particuliers : un parcours de rénovation complet dans un climat de confiance**

La Maison Énergie Habitat Climat (MEHC) a fait l'acquisition, en 2017, après un an de travail de co-construction, d'un outil Web ouvert aux particuliers, aux entreprises et à l'ensemble des acteurs de la rénovation : il permet de mobiliser les structures et les acteurs publics et privés, de stimuler la demande en travaux de rénovation des particuliers et faciliter leur passage à l'acte, de

contribuer à la structuration de l'offre des professionnels du bâtiment et à leur qualification dans le cadre du déploiement du signe RGE (Reconnu Garant de l'Environnement), d'engager le secteur bancaire et mobiliser les financements publics et les mécanismes de marché (CEE, etc.) pour proposer une offre de financement adéquate.

La MEHC en est le premier promoteur, elle en est le responsable technique, alimente son contenu documentaire et assure le suivi des dossiers des particuliers. C'est également l'outil de partage des informations entre partenaires.

Il est à noter que la Plateforme de la rénovation énergétique du Territoire Marseille Provence s'est dotée du même outil, permettant ainsi des passerelles entre les deux territoires (annuaire des professionnels commun).

En s'inscrivant sur la plateforme web, le particulier a accès à des outils pratiques comme l'évaluation énergétique simplifiée de son logement, la calculatrice des aides, ainsi qu'un accès à un conseiller et à d'autres institutions (ADIL (Agence Départementale d'Information sur le Logement), ANAH (Agence Nationale de l'Habitat), CAUE (Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement)...).

Il est aussi possible, par ce biais, de contacter un professionnel pour obtenir des devis de travaux et consulter des chantiers similaires réalisés par le professionnel.

- **Animation des copropriétés**

L'habitat collectif représente environ 50 % du parc logement du Pays d'Aix et a été construit principalement avant 1975.

La Maison Énergie Habitat Climat a développé une action spécifique, amorcée en 2016, et s'est dotée d'outils adaptés à la copropriété (diagnostic, annuaire de professionnels, calcul des aides...). Elle a engagé un travail continu en concertation avec les acteurs présents sur le territoire (DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) ADIL13, ARII (Agence Régionale pour l'Innovation et l'Internationalisation des Entreprises), ALEC (Agence Locale de l'Énergie et du Climat), Opérateurs ANAH, chauffagistes). Elle accompagne copropriétaires, syndicats et bureaux d'études pour des prises de décisions éclairées.

En 2017, 20 copropriétés sont engagées dans un parcours de rénovation.

Pour 2018, 30 à 40 copropriétés et 5 syndicats seront suivis.

- **Prise en compte des nuisances sonores**

La problématique du bruit est prise en compte dans les questions de rénovation des maisons individuelles et des copropriétés, par du personnel formé à l'acoustique des bâtiments, à la réglementation en vigueur. Les conseillers informent et orientent les particuliers et mettent à disposition les ressources utiles (carto-bruit, contacts...). Ils organisent un événement d'information collectif annuel et pré-instruisent les dossiers de demande d'aides auprès du Conseil de Territoire du Pays d'Aix. Les projets de protection contre le bruit sont réalisés en cohérence avec les objectifs thermiques.

- **Développement d'un volet social de lutte contre la précarité énergétique**

Une étude, réalisée sur le Pays d'Aix, estime à 140.000 habitants le nombre de personnes en précarité énergétique, tout habitat confondu. Le rôle du dispositif éco-rénovez est de favoriser le repérage et l'orientation des ménages en précarité vers des dispositifs existants et d'assurer la coordination des opérateurs en cas de sortie des dits dispositifs afin de proposer une solution d'amélioration à chacun.

Ces actions, travaillées depuis plusieurs années, vont se déployer totalement en 2018. Ce service est la particularité de la plateforme de la rénovation du Pays d'Aix, il est le fruit d'une étroite collaboration entre les politiques habitat et énergie-climat du Territoire du Pays d'Aix dans l'objectif de faciliter la lisibilité des dispositifs pour les habitants.

L'idée générale est de mettre en place un « guichet unique » pour toute question liée à l'Habitat et de proposer une structure bien identifiée afin que, pour chaque problématique (technique, juridique, financière et fiscale), un ménage puisse être orienté au sein de l'éco-système de la plateforme qui réunit l'ensemble des acteurs concernés.

Afin de mettre en place l'ensemble de ces solutions, la MEHC a dédié un comité technique spécifique ménages modestes et très modestes (2 à 3 comités techniques par an) qui sont des instances de co-construction avec les acteurs.

Les services proposés seront :

- une information et une formation aux outils des « donneurs d'alerte » (CCAS (Centre Communal d'Action Sociale), CAF (Caisse d'Allocations Familiales), ADIL, opérateurs ANAH...);

- en collaboration avec Sonergia, lauréat de l'appel à projet national via les « CEE précarité énergétique programme », seront organisés 5 ateliers collectifs de sensibilisation aux gestes économes pour les ménages modestes et très modestes. Une vingtaine de visites à domicile concernant les usages du logement et des diagnostics socio-énergétiques permettront d'apporter des réponses de premier niveau pour les ménages ;
- la mise en place d'une communication harmonisée, sous la marque ombrelle régionale « Rénovez, c'est gagné ! » afin de renforcer le message ;
- l'animation, de manière conjointe, avec l'opérateur du territoire du Programme d'Intérêt Général « Mieux habiter, Mieux Louer », par des animations à destination des ménages modestes et très modestes permettant de les sensibiliser aux enjeux de la rénovation thermique (ballade thermique par exemple) et proposition d'ateliers communs sur les aides financières. Ateliers déjà effectués au cours de l'année 2017 en partenariat avec l'ADIL 13, Citémétrie, ils seront reconduits en 2018, avec la SEMEPA notamment ;
- une expertise technique sera apportée à la politique Habitat pour la redéfinition technique des critères énergétiques de l'aide aux primo-accédants délivrée par le Territoire du Pays d'Aix, afin de mettre en cohérence les politiques publiques en faveur de la maîtrise de l'énergie.

- **Animation territoriale**

Afin de démultiplier l'action des conseillers rénovation, de renforcer la notoriété et la connaissance par les acteurs du dispositif Eco-rénovez, une animation territoriale doit être réalisée. L'objectif général est la mise en cohérence des actions spécifiques portées par le CPIE et par la valorisation des animations des professionnels du bâtiment et autres acteurs du territoire.

Pour ce faire, seront organisés des événements spécifiques ou l'intégration des activités d'éco-rénovez dans des actions préexistantes ou des initiatives réalisées par des acteurs du territoire (organisations professionnelles, distributeurs matériaux, réseaux économiques...).

Cette animation vise, en particulier, 4 catégories d'acteurs :

- les maîtres d'ouvrage : propriétaires privés, copropriétés, promoteurs privés et sociaux

- les professionnels du bâtiment : concepteurs : bureaux d'études, architectes....,

réalisateurs :entreprises, fabricants, artisans, installateurs...

- les organisations professionnelles et réseaux : Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB), Fédération Française du Bâtiment (FFB)...
- les organismes de formation : écoles d'architecture/écoles d'ingénieurs, étudiants de Diplôme Universitaire de Technologie (DUT), Brevet de Technicien Supérieur (BTS), licences professionnelles, Agence nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA), Institut Régional de Formation à l'Environnement et au Développement Durable (IRFEDD)...

Quelques formats d'animations sont déjà envisagés pour 2018 :

- les rendez-vous de la rénovation : soit 10 événements par an, le nombre de participants à ces actions est estimé entre 300 et 600 sur la période
- animation numérique du territoire : rédaction de fiches techniques de vigilance à destination des particuliers, en ligne sur le site éco-rénovez et le site de la Maison Énergie Habitat Climat

Événements partenaires :

- le site éco-rénovez propose un agenda territorial à disposition des partenaires du territoire
- participation et intervention lors d'événements organisés par des partenaires (grandes surfaces de bricolage, bourses aux chantiers CAPEB13, formations Feebat...)
- co-organisation d'événements avec les acteurs du territoire (ALEC de Marseille, Envirobat-BDM...).

- **Mobilisation des entreprises du bâtiment et artisans**

Le Territoire du Pays d'Aix a rédigé une charte des entreprises dans laquelle elle incite les professionnels à œuvrer à ses côtés pour développer le service de la rénovation énergétique

par des travaux de qualité dans un esprit de confiance.

Cette déclaration d'intention s'accompagne d'animation de terrain des professionnels qui prennent la forme de :

- organisation de réunions dans les communes sur le dispositif éco-rénovez
- organisation de rencontres artisans/particuliers sur des projets précis
- tenue d'ateliers pour les artisans, rédaction d'un devis, présentation d'éco-rénovez en Pays d'Aix
- création d'une newsletter pour faire connaître les actualités du Pays d'Aix (animations locales, campagnes de communication, décisions ...)
- incitation des entreprises à s'affilier au dispositif d'aides des particuliers éco-chèque du Pays d'Aix.

- **Contribution à la politique de réhabilitation des logements locatifs sociaux**

Depuis plusieurs années (2006), les aides à la réhabilitation des logements locatifs sociaux sont conditionnées à la réalisation de travaux énergétiques répondant à des critères de performance élevés. À partir de 2018, la pré-instruction des dossiers de demande de subvention des bailleurs sociaux, et l'étude des demandes de paiements de solde (vérification de la réalisation des travaux énergétiques, mise en perspective du prévisionnel et du réalisé), seront réalisées par la MHEC en lien avec les services du Pays d'Aix.

- **Organisation de permanences et d'accueil du public**

La Maison Énergie Habitat Climat regroupe ainsi les différentes activités énergies du CPIE du Pays d'Aix et ses salariés :

- activité de **l'Espace Info Energie** du Pays d'Aix intégré au dispositif **éco-rénovez** : accueil individuel du public et programme d'animations en ateliers collectifs...
- mission de **Conseil en Énergie Partagé** auprès de 10 communes du Pays d'Aix, visant à accompagner les communes dans leurs politiques énergétiques et la gestion de leurs flux

- projets de **lutte contre la précarité énergétique** et accompagnement des bailleurs sociaux.

Pour mener à bien son action, La Maison Énergie Habitat Climat dispose d'un local accessible au public à Aix-en-Provence où il accueille les près de 1.000 contacts par an qui bénéficient de ce service

Ce local se situe au Parc d'Arianne bat B, 11 boulevard de la Grande Thumine, 13090 à Aix-en-Provence.

- **Gouvernance du dispositif éco-rénovez – la plateforme de la rénovation énergétique du Pays d'Aix**

Un chef de projet du CPIE du Pays d'Aix anime la plateforme et ses instances de gouvernance.

La Direction de l'Environnement, et son service Énergie-Climat, en lien transversal avec le service Écologie Urbaine (air et bruit), et **la Direction de l'Habitat** au titre de sa compétence équilibre social de l'habitat du territoire du Pays d'Aix sont associés au suivi de la plateforme

- **Participation aux réseaux régionaux des plateformes de la rénovation**

Le service public de la rénovation du Pays d'Aix et l'ALEC de Marseille étant les deux premiers services organisés et opérationnels en région, leurs retours d'expérience sont précieux pour les autres organisations. Les porteurs du projet éco-rénovez sont amenés à collaborer, de manière active, avec les institutions compétentes et les porteurs de plateformes à travers des rencontres inter-acteurs, et des journées régionales.

2- Conseil et expertise technique auprès des communes du Pays d'Aix

En moyenne nationale, 5 % du budget d'une collectivité sont alloués à l'énergie (70 % pour le fonctionnement des bâtiments, 22 % pour l'éclairage et 10 % pour le parc automobile). On estime à 10 % les économies réalisables sans réel investissement et à 45 % si des investissements sont réalisés dans le domaine de la maîtrise de l'énergie. Face à ce constat, le Conseil en Énergie Partagé (CEP) prend toute sa mesure.

Pour assister les communes qui désirent une meilleure gestion de leurs flux énergétiques, le CPIE du Pays d'Aix a mis en place, en 2009, un

service de Conseil en Énergie Partagé sur le Territoire du Pays d'Aix. Afin de rationaliser les coûts et l'organisation de ce service, il est proposé aux communes qui en ont fait la demande de partager un spécialiste des flux énergétiques.

En 2018, les communes du territoire qui ont sollicité un accompagnement sont : Cabriès, Venelles, Fuveau, Coudoux, Saint-Cannat, Jouques, Puyloubier, Bouc-Bel-Air et Les Pennes-Mirabeau.

Une partie du temps des conseillers sera consacrée à rencontrer de nouvelles communes afin qu'elles adhèrent au dispositif. La participation de nouvelles communes permettra de maintenir l'équilibre et la pérennité de la mission.

Les communes de La Roque d'Anthéron, Meyreuil, Le Tholonet et Rognes ont présenté un intérêt pour adhérer au dispositif. Elles seront démarchées d'ici le début d'année 2018.

Pour 2018, les 3 conseillers en énergie se répartiront le travail suivant sur les communes partenaires :

- suivi des consommations et revue des contrats
- diagnostic énergétique de bâtiments communaux : fiches de préconisations, diagnostic Maîtrise de la Demande d'Énergie (MDE), campagne de relevés de températures...
- études thermiques avec caméra infrarouge
- suivi de la réalisation des préconisations réalisées l'année précédente dans le cadre de l'optimisation tarifaire
- suivi des travaux et évaluation
- accompagnement au montage des dossiers de demande de subvention
- information, sensibilisation et formation des élus et utilisateurs des équipements (techniciens, personnels administratifs ...)
- assistance aux communes pour leur opération de communication visant à valoriser la démarche
- transmission aux communes de la méthodologie et des outils en vue de les rendre autonome à l'issue de la mission
- participer aux réunions et groupes de réflexion des CEP à l'échelle locale mis en place par les instances régionales et formation de l'économe de flux.

3- Commerce engagé

Les commerces de proximité jouent un rôle fondamental dans la dynamique et l'animation d'une ville, d'un village. Le Plan Climat et la Charte vers un Développement Durable ont identifié les acteurs de ce secteur comme une cible particulière vers qui engager des actions spécifiques, notamment en matière de réduction et de tri des déchets, d'énergie, d'utilisation de produits locaux, etc.

L'essaimage du Commerce Engagé sur le territoire du Pays d'Aix, depuis 2014, a permis :

- la labellisation de plus de 120 commerçants à ce jour
- la réalisation d'un événement public de communication avec article de presse dans chaque commune
- la dynamisation des associations de commerçant au travers de la démarche.

L'année 2018 sera consacrée à la pérennisation du dispositif dans les 7 communes du Pays d'Aix et au développement d'actions de mobilisation du réseau de commerçants, mais aussi le développement de ce dispositif sur de nouvelles communes.

L'objectif étant :

- d'accompagner les commerçants labellisés dans leurs démarches (tri, compostage, économie d'énergie, approvisionnement local...)
- le renouvellement du cahier des charges avec la version 2018 pour tous les commerçants labellisés
- de créer une dynamique de réseau avec les commerçants (groupes d'échange, expérimentation de la monnaie locale la Roue, lutte contre le gaspillage alimentaire...)
- de développer la communication autour du label (réseaux sociaux, newsletter...).

Dans l'objectif de pérennisation et de diversification des financements nécessaires au développement de la démarche, le CPIE du Pays d'Aix s'engage à solliciter et rencontrer d'autres collectivités (communes, Région, Conseil Départemental) dont l'État (ADEME, Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse) pour leur présenter le projet et les mobiliser, notamment, en cofinancement.

Pour l'action en 2017, le CPIE a réussi à mobiliser un co-financement du Conseil Régional PACA. L'association espère obtenir le même co-financement en 2018 (soit 6.000 euros).

En fonction, de la mobilisation de financements de partenaires et le déploiement de ce dispositif sur de nouvelles communes, la subvention prévue sur cette action pourra être réajustée en cours d'année.

4- Coût de l'action et participation du Territoire du Pays d'Aix

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Oulmon
2018-00508	Animation d'éco-renovez	CPIE	Environnement	143.500 €	559.000 €	195.000 €	190.000 €	Oui
2018-00509	Conseil en Énergie Partagé	CPIE	Environnement	10.000 €	165.000 €	20.000 €	20.000 €	Oui
2018-00510	Participation à la location du local	CPIE	Environnement	25.000 €	51.400 €	25.000 €	25.000 €	Oui
2018-00506	Commerce engagé	CPIE	Environnement	37.500 €	42.157€	35.000 €	35.000 €	Oui
					TOTAL	275.000 €	270.000 €	

Pour l'ensemble de ces actions, il est ainsi proposé d'attribuer en 2018 au CPIE du Pays d'Aix 270.000 € sur les 275.000 € demandés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° MET 16/1623/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 fixant les modalités et les principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Énergie métropolitain ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'Association CPIE du Pays d'Aix (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement) - Atelier de l'Environnement d'un montant total de 270.000 € pour l'animation du dispositif « Eco-rénovez en Pays d'Aix », le conseil en énergie partagée, la participation à la location du local des permanences et l'animation de l'opération commerce engagé.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs à conclure avec l'association Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les conventions d'objectifs susvisées et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, Chapitre 65 ligne 6574 (1DR, 1D).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 049

Approbation d'une convention entre le Territoire du Pays d'Aix et ACOUCITE pour le fonctionnement de l'observatoire de l'environnement sonore

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

ACOUCITE est une association loi 1901, créée en 1996 à l'initiative du Grand Lyon et de ses membres fondateurs [l'INRETS (Institut National de Recherche sur les Transports et la Sécurité), l'ENTPE (École Nationale des Travaux Publics de l'État), le CERTU (Centre d'Études sur les Réseaux, les Transports, l'Urbanisme et les constructions publiques), le CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment)...]. C'est un pôle de compétence sur l'environnement sonore urbain, qui a pour vocation de favoriser les échanges entre les centres de recherche et les besoins opérationnels des villes ou agglomérations, notamment en matière de gestion des bruits urbains liés aux transports terrestres.

ACOUCITE collabore à des programmes européens et anime un réseau de villes françaises et européennes partenaires du projet. Dans le cadre de ce projet, ACOUCITE collabore aussi à la réalisation des cartographies du bruit sur les territoires.

ACOUCITE s'applique à développer, renforcer, renouveler et pérenniser ces actions. Les compétences et savoir-faire acquis, les orientations, les projets de développement, les apports des membres associés et/ou partenaires, ainsi que les soutiens de plus en plus élargis, mettent en évidence la cohérence des actions menées qui renforcent et contribuent à une meilleure connaissance et gestion de l'environnement sonore urbain.

Depuis 2009, la Communauté du Pays d'Aix, puis la Métropole est adhérente à l'association afin de pouvoir bénéficier des échanges du réseau et du retour d'expérience des autres collectivités adhérentes.

En 2010, la Communauté du Pays d'Aix a répondu à l'Appel à Manifestation d'Intérêt sur la mise en place d'un observatoire du bruit sur son territoire, et a été retenue.

L'association ACOUCITE a proposé d'apporter son expertise aux différents observatoires nationaux ayant répondu à cet AMI et notamment à celui du territoire du Pays d'Aix pour la mise en place de cet observatoire.

Sur le Pays d'Aix, 7 balises de mesure du bruit sont aujourd'hui en place sur le territoire.

ACOUCITE apporte ainsi son expertise dans le choix des sites, le prêt de matériel, l'interprétation et la communication des résultats. L'association assure également la formation des intervenants dans le projet.

Chaque année un comité de suivi de l'observatoire est organisé afin de faire un état d'avancement des opérations.

En 2018, l'association s'engage à atteindre les objectifs spécifiques suivants :

1. Analyse, traitement et publication des données de l'observatoire sur un site dédié ouvert au public
2. Tests acoustiques (mesures et calculs) autour de projets urbains (zones de rénovation urbaine, parcs et jardins, zones calmes...)
3. Contribution à la constitution d'un catalogue raisonné d'enregistrements audio d'ambiances sonores représentatives du territoire urbain du Pays d'Aix (prises de son)
4. Soutien méthodologique au développement d'outils de suivi issus des Sciences Humaines et Sociales
5. Assistance au redéploiement de balises du réseau de mesures
6. Modélisation, soutien à la mise en place de la Directive européenne « cartographie du bruit ».

Le financement de ce projet se répartit de la manière suivante /

CHARGES		PRODUITS	
Matières et fournitures		Subvention Territoire du Pays d'Aix	35.000 €
Déplacements, missions	6.000 €	Subvention La Métro (Grenoble)	30.000 €
Salaires et charges	179.750 €	Subvention Saint-Etienne Métropole	19.000 €
Autres frais généraux	9.000 €	Subvention Nice Côte d'Azur	17.000 €
		Subvention Toulouse	18.750 €
		Subvention du Ministère pour l'ensemble des missions d'ACOUCITE	75.000 €
TOTAL	194.750 €		194.750 €

Au vu des objectifs à atteindre pour l'année 2018, il est proposé de maintenir la subvention accordée en 2017, soit 35.000 €.

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Ouïnon
2018-00607	Observatoire du bruit	Acouclité	Environnement	35.000 €	194.750 €	35.000 €	35.000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010_B464 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix relative à l'appel à projet du Ministère de l'Aménagement et du Développement Durable pour la mise en place d'un observatoire du bruit ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°ENV 002-2397/17/CM du Conseil de la Métropole du 13 juillet 2017 relative à l'adhésion de la Métropole à l'association ACOUCITE ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les éléments exprimés ci-dessus.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association ACOUCITE de 35.000 €.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention annuelle d'objectifs 2018 entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association ACOUCITE.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018, État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, chapitre 65 nature 6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Forêt

2018 CT2 050

Grand Site Sainte-Victoire - Mise à jour de la liste des produits et de la grille tarifaire relevant de la régie de recettes

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire

Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En date du 12 janvier 2017, la régie de recettes « Grand Site Sainte-Victoire » a été créée par la décision n° 16/469D.

Par délibération n°ENV 009-1860/17/CM le Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 a approuvé la grille tarifaire de cette régie.

Il convient désormais de mettre à jour cette grille en tenant compte des nouveaux produits et des changements de prix intervenus pendant l'année 2017.

Il est prévu d'ajouter trois nouveaux produits :

- Petit mortier et son pilon en bois d'olivier : il s'agit de proposer un objet souvenir de qualité et emblématique de la Provence, fabriqué à Puyloubier. Prix public 10 € (modèle 122).
- Le secret de la chouette, volume 2 de la collection « Le p'tit monde de Vandine » Editions Objets de papier Aix-en-Provence : ce livre est destiné aux enfants et permet de suivre les aventures de Vandine, amoureuse de la nature et avide de connaissances supplémentaires. Prix public 9,90 € (modèle 123).
- Dialogues sur Sainte-Victoire – Editions Agacynthe Aix-en-Provence : cet ouvrage présente de manière originale les dialogues entre un poète et un artiste tous deux amoureux de Sainte-Victoire. Croquis sauvages, photos surprenantes ... Prix public 20 € (modèle 124).

En outre, il est nécessaire d'ajuster deux tarifs :

Modèle 14 - Carte AEP Sainte-Victoire à pied, prix public 2018 à 5 € (en 2017, 4 €)

Modèle 58 – Carte IGN Sainte-Victoire TOP25, prix public 2018 à 12 € (en 2017, 11.90 €)

Au vu de ces précisions de modifications liées à l'inscription de nouveaux produits et l'ajustement de certains prix, il est proposé de modifier la grille tarifaire de la régie de recettes du Grand Site Sainte-Victoire afin d'anticiper la réouverture au public des trois (3) sites de vente début 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La décision n° 16/469D du 12 janvier 2017 créant la régie de recettes Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération ENV 009-1860/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 fixant la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la mise à jour de la grille tarifaire de la régie de recettes pour les produits proposés au titre du Grand Site Sainte-Victoire prenant en compte trois produits nouveaux et deux ajustements de prix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 051

Grand Site Sainte-Victoire - Attribution d'une subvention à l'association Aix Multi Services (AMS) pour la réalisation de chantiers d'entretien de patrimoine naturel

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association Aix Multi Services a souhaité développer un projet dans la cadre de l'insertion et de l'emploi pour contribuer à la mise en œuvre de chantiers en espace naturel. Il s'agit d'intervenir sur certains habitats naturels pour lutter contre la dynamique d'embroussaillage avec comme objectif le maintien d'une mosaïque de milieux ouverts (pelouses naturelles, cultures, etc. en cours de colonisation par la forêt) et fermés (garrigues et boisements, vieux peuplements), et ainsi favoriser le maintien en nombre et en espèces de la biodiversité.

Les actions proposées intègrent complètement la mission de préservation du patrimoine naturel menée par le Grand Site Sainte-Victoire à ce jour.

Par le passé cette association a développé un savoir faire en assurant la réalisation de plusieurs chantiers d'entretien des milieux naturels par exemple sur les secteurs de la Tête du Marquis à Vauvenargues, du Rocher Pointu à Beaurecueil, de la ripisylve du Bayon à Saint-Antonin-sur-Bayon, des pelouses naturelles d'Imoucha à Saint-Marc-Jaumegarde ou encore des zones humides du Réal sur Jouques.

Dans la plupart des cas, il s'agit d'actions méticuleuses (accessibilités complexes, contraintes écologiques fortes, surfaces faibles, etc.) qui nécessitent des interventions manuelles et la présence du personnel d'encadrement de l'Association AMS.

Dans certains cas, il pourra être fait appel à l'animateur Natura 2000 ou des Gardes nature du Grand Site spécialisés dans le domaine de la biodiversité.

L'expérience montre que ces chantiers d'insertion en milieux naturels, tout en répondant aux contraintes techniques très spécifiques, constituent un cadre d'apprentissage et de travail très favorables aux problématiques d'insertion.

Pour 2018, l'Association Aix Multi Services propose un programme d'actions répondant aux caractéristiques du site naturel préservé du Grand Site Sainte-Victoire pour une participation de 30 000 €.

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° ENV004 -1135/16 /CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La délibération n°ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 30.000 € à l'association Aix Multi Services pour la participation à la réalisation de chantiers d'entretien des milieux naturels du Grand Site Sainte-Victoire.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs annuelle 2018 ci annexée entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Aix Multi Service (AMS) pour la réalisation de chantiers d'entretien des milieux naturels du Grand Site Sainte-Victoire.

Article 3 :

Madame le Président du territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la

convention et toutes pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire de Pays d'Aix, fonction 76 nature 6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT 052

Grand Site Sainte-Victoire - Attribution d'une subvention à l'association du Comité départemental des Bouches-du-Rhône Fédération Française des Clubs Alpins et de Montagne pour la mise en conformité des grandes voies d'escalade en terrain d'aventure avec la Charte d'Escalade

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération N° ENV 004-1135/16/CM du 17 octobre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence décidait de pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire et la poursuite du projet global de territoire et ses modalités de gouvernance ont été basées sur le maintien des groupes de travail et de concertation déjà en place, parmi lesquels le Comité Escalade.

Le Grand Site Sainte-Victoire, espace naturel de 35 000 hectares est un territoire fortement protégé avec deux sites classés au titre de la loi de 1930 et une inscription au réseau Natura 2000. Il est labellisé "Grand Site de France" depuis 2004.

Les conditions de pratique de l'escalade dans la montagne Sainte-Victoire sont définies par la Charte d'Escalade établie depuis une dizaine d'années et signée le 29 juin 2007 en vue de la préservation du milieu naturel, de la sécurité et de la diversité des pratiques de l'escalade.

Des initiatives individuelles récentes d'équipement sans autorisation ont conduit la Direction du Grand Site Sainte-Victoire à engager une concertation avec les pratiquants. La démarche a confirmé et précisé les dispositions de la Charte et son extension à tous les sites d'escalade du Grand Site Sainte-Victoire.

Concernant l'équipement des falaises, le Comité départemental des Bouches-du-Rhône Fédération Française des Clubs Alpains et de Montagne coordonne toutes les opérations répertoriées et autorisées dans le département des Bouches-du-Rhône.

Ce Comité départemental a établi un programme de mise en conformité des grandes voies en Terrain d'Aventure sur Sainte-victoire pour faire disparaître les équipements peu fiables ou risquant d'induire le visiteur en erreur et il a décidé d'encadrer les grimpeurs de la fédération formés aux techniques d'équipement pour la réussite de cette opération exemplaire qui nécessite l'intervention de professionnels connaissant très bien la montagne et ses dangers.

Ainsi, la spécificité de la montagne Sainte-Victoire, où les falaises ont été remarquablement préservées d'une généralisation des équipements fixés par perforateur, devrait être renforcée et pour ce faire, le Comité départemental des Bouches-du-Rhône Fédération Française des Clubs Alpains et de Montagne a déposé une demande de subvention.

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N°GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectif Oui/Non
2018_00413	Mise en conformité des grandes voies d'escalade en terrain d'aventure avec la Charte d'Escalade	Comité départemental des Bouches-du-Rhône Fédération Française des Clubs Alpains et de Montagne	<ul style="list-style-type: none"> Coordination des opérations d'équipement des falaises du département des Bouches-du-Rhône réalisées par les membres de la fédération Formation des Brevets des Cadres techniques de la fédération (1^{er} niveau) Organisation d'actions de promotion des pratiques sportives de montagne 	0 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	Non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix, Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° ENV004-1135/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des Massifs Concors et Sainte-Victoire- Modalités d'intégration, d'organisation et de gouvernance au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence

pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;

- La délibération n° ENV001-1443/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 portant Dissolution du Syndicat Mixte Départemental des massifs Concors et Sainte-Victoire – Modalités d'organisation pour pérenniser l'action du Grand Site Sainte-Victoire ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 3.000 € à l'association du Comité départemental des Bouches-du-Rhône Fédération Française des Clubs Alpains et de Montagne de 3.000 € pour la mise en conformité des grandes voies en terrain d'aventure.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces relatives à cette affaire.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix, fonction 76 nature 6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 053

Attribution d'une subvention à l'association IE 13 pour la mise en œuvre de chantiers forestiers d'insertion sur le Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2018 - Approbation d'une convention

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération du 17 décembre 2001, la Communauté du Pays d'Aix avait décidé de soutenir la mise en œuvre de chantiers d'insertion par l'activité économique pour l'entretien et la protection des espaces forestiers communaux. Dans la continuité de cette démarche, le Territoire du Pays d'Aix a décidé de poursuivre la mise en œuvre de ces chantiers d'insertion en faveur des demandeurs d'emploi en grande difficulté sociale et économique. Le chantier d'insertion par l'activité est un outil qui est utilisé pour des personnes éloignées de l'emploi et qui concentrent différentes problématiques (difficultés d'ordre social, économique, professionnel ou de santé), afin de leur permettre de s'insérer dans le monde du travail. L'objectif du chantier d'insertion économique par l'activité est de substituer à la détresse provoquée par le chômage prolongé, une situation de travail et de formation conduisant à rétablir un sentiment de confiance et constituant une préparation efficace à un futur accès au marché du travail.

Le support proposé pour ces chantiers d'insertion est constitué de travaux forestiers dans le cadre de la Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI). Il convient d'ajouter qu'il est souhaitable qu'ils présentent une utilité particulière afin de les rendre encore plus enrichissants et motivants pour le public en insertion.

Cet intérêt peut concerner la protection du patrimoine (débroussailler les abords d'une ancienne chapelle, dégager des remparts ou des restanques...), le développement d'activités pédagogiques ou de loisirs (circuit VTT, sentier pédagogique...), l'aménagement de zones pouvant accueillir du public en toute sécurité ou la mise en valeur du paysage.

Dans ce cadre, l'association « Insertion et Emploi 13 » (IE 13) s'est proposée d'être le porteur de cette action visant à valoriser le patrimoine communal et à protéger les massifs forestiers contre les feux de forêts. Les chantiers sont réalisés par des équipes constituées de 8 personnes dont un encadrant. L'IE 13 a la responsabilité du recrutement, de la rémunération, de la formation et du suivi des personnes en insertion. C'est l'IE 13 qui a en charge tous les aspects organisationnel et fonctionnel des chantiers d'insertion.

Durant l'année 2017, 10 chantiers ont été réalisés ou sont en cours de réalisation sur les communes

de Jouques, Meyrargues, Ventabren, Aix-en-Provence, Le Puy-Sainte-Réparate, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Saint-Estève Janson, Fuveau et Gréasque.

Plus de 771 contrats ont été signés par les personnels en insertion à l'IE 13 depuis le lancement de cette initiative et 125 chantiers ont été réalisés pour 28 communes bénéficiaires.

Pour l'année 2018, dans la continuité des années précédentes, l'IE 13 sollicite le Territoire du Pays d'Aix, afin d'obtenir une participation, sous forme de subvention d'un montant de 152.000 €. Ce montant va permettre de faire intervenir trois équipes pour la réalisation de travaux forestiers sur le territoire du Pays d'Aix.

Cette action présentée par l'IE 13 est évaluée à 856.006 €. Il est proposé d'attribuer à l'IE 13 une subvention de 141.000 € pour la mise en œuvre des chantiers forestiers d'insertion sur les territoires des communes du Pays d'Aix afin d'en compléter son financement.

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de la manifestation	Subvention sollicitée	Subvention proposée	Convention d'objectifs Quinon
2018-00179	Chantiers d'insertion	IE 13	Forêt	152.000 €	856.006 €	152.000 €	141.000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2001_A128 du Conseil communautaire de la CPA du 17 décembre 2001 engageant la Communauté du Pays d'Aix à soutenir les chantiers d'insertion ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Les éléments exprimés ci-dessus.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'IE 13 pour la réalisation de chantiers forestiers d'insertion en 2018 à hauteur de 141.000 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2018, État Spécial du Territoire du Pays d'Aix, chapitre 65, nature 6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Collecte et traitement des déchets

2018 CT2 054

Demande de subvention d'investissement pour le programme de travaux relatifs à la requalification de la décharge brute de Saint-Cannat

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence par l'intermédiaire du Territoire du Pays d'Aix a pour compétence la requalification des décharges brutes en partenariat avec la SPLA Pays d'Aix Territoires intervenant en tant que maîtrise d'ouvrage déléguée.

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés a identifié, sur le territoire du Pays d'Aix, 16 décharges devant faire l'objet d'une requalification.

Sur ces 16 sites, 4 décharges transférées de la Communauté de Communes « Monts Auréliens Sainte Victoire » ont été requalifiées entre 2004 et 2009 et 12 ont fait l'objet d'un conventionnement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires ».

La compétence requalification des décharges brutes, portée par le Pays d'Aix depuis le 1er janvier 2003, s'inscrit entièrement dans une logique d'opérations d'aménagement en vue de restaurer des parties significatives des territoires communaux et de lutter contre l'insalubrité. Ces actions s'inscrivent dans un cadre d'intérêt général présentant un caractère de protection de l'environnement, par la limitation des impacts des rejets liquides aussi bien que des rejets gazeux entrant dans la limitation des Gaz à Effet de Serre.

À ce jour, les requalifications des décharges de Meyrargues, Pertuis, Le Puy-Sainte-Réparate, Eguilles, Saint-Paul-Lez-Durance, La Roque d'Anthéron, Peyrolles-en-Provence, Jouques,

Simiane-Collongue et Lambesc sont achevées ; Celles de Saint-Cannat et Vitrolles sont en phase projet.

La décharge de Saint-Cannat présente une superficie de l'ordre de 5000 m². Elle a reçu des ordures ménagères depuis les années 70 et jusqu'en 1992, avec une pratique régulière de brûlage. Ce site présente un contexte hydrogéologique sensible avec un substratum localement perméable (alternance de calcaires et de marnes) et un aquifère utilisé par des particuliers à proximité pour l'eau potable. Les analyses révèlent un impact potentiel de la décharge sur la qualité des eaux d'un forage privé proche. Dans ces conditions et au titre du principe de précaution, il a été opté pour la mise en place d'une couverture semi-perméable.

Le projet a fait l'objet d'une validation technique par la DREAL. Les travaux ont essentiellement pour objet de limiter la production de lixiviats et de réintégrer le site dans son environnement.

L'atteinte de ces objectifs passe par :

- Le modelage des déchets afin de créer un dôme permettant d'adoucir les pentes de talus et de favoriser le ruissellement des eaux météoriques,
- Le confinement du massif de déchets,
- Le traitement du biogaz résiduel via la mise en place d'une couche oxydante répartie uniformément sur l'intégralité du dôme,
- La gestion des eaux pluviales,
- La revégétalisation du site,
- La mise en sécurité de la décharge

Le coût estimatif des travaux s'élève à 353.000€HT.

À ce coût doit être ajouté :

- la mission de maîtrise d'œuvre estimée à environ 7.000€HT,
- ainsi que celle de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (Conventionnement SPLA « Pays d'Aix Territoires ») associée estimée à 10.000€HT.

Soit un coût global pour l'opération (travaux, maîtrise d'œuvre, maîtrise d'ouvrage) de 370.000€HT.

Sur la base de cette estimation, le plan de financement prévisionnel suivant est proposé :

Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel de dépenses :

Selon les lois NOTRe et MAPTAM, les opérations liées à l'acquisition d'équipements destinés à la gestion et au traitement des déchets ont été qualifiées en « Compétence Exclusive ». Dans cette

configuration, l'autofinancement requis est au minimum de 20 %.

Requalification de la décharge brute de ST CANNAT		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
Conseil Départemental 13 Dispositif « Aides aux Communes »	80%	296 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix	20%	74 000 €
TOTAL	100%	370 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La délibération n°2009-B394 du Bureau communautaire de la CPA du 23 octobre 2009 approuvant le programme de poursuite d'actions pour requalifier les 12 décharges restant à requalifier ;
- La délibération n°2010-B380 du Bureau communautaire de la CPA approuvant le conventionnement d'aménagement avec la SPLA ;
- La délibération n°2015-A115 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme à 6 916.310€ ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : requalification de la décharge brute de Saint-Cannat.

Délibère

Article 1 :

Pour la réalisation de cette opération, Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, sur la base du montant du programme d'achat et du plan de financement associé.

Article 2 :

Les crédits nécessaires aux dépenses d'investissement seront inscrits au Budget Général de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Autorisation de programme (AP) 144 : Opération décharges brutes – Fonction : 7213 – Nature : 2318

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget général de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement. Fonction 7213 – Nature 1323.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 055

Demande de subvention d'investissement pour le programme de travaux relatifs à la requalification de la décharge brute de Vitrolles

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

La Métropole Aix-Marseille-Provence par l'intermédiaire du Territoire du Pays d'Aix a pour compétence la requalification des décharges brutes en partenariat avec la SPLA Pays d'Aix Territoires intervenant en tant que maîtrise d'ouvrage déléguée.

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés a identifié, sur le territoire du Pays d'Aix, 16 décharges devant faire l'objet d'une requalification.

Sur ces 16 sites, 4 décharges transférées de la Communauté de Communes « Monts Auréliens Sainte Victoire » ont été requalifiées entre 2004 et 2009 et 12 ont fait l'objet d'un conventionnement avec la SPLA « Pays d'Aix Territoires ».

La compétence requalification des décharges brutes, portée par le Pays d'Aix depuis le 1er janvier 2003, s'inscrit entièrement dans une logique d'opérations d'aménagement en vue de restaurer des parties significatives des territoires communaux et de lutter contre l'insalubrité. Ces actions s'inscrivent dans un cadre d'intérêt général présentant un caractère de protection de l'environnement, par la limitation des impacts des rejets liquides aussi bien que des rejets gazeux entrant dans la limitation des Gaz à Effet de Serre.

À ce jour, les requalifications des décharges de Meyrargues, Pertuis, Le Puy-Sainte-Réparate, Eguilles, Saint-Paul-Lez-Durance, La Roque d'Anthéron, Peyrolles-en-Provence, Jouques, Simiane-Collongue et Lambesc sont achevées ; celles de Saint-Cannat et Vitrolles sont en phase projet.

La décharge de Vitrolles présente une superficie de l'ordre de 8 ha. Elle a reçu des ordures ménagères depuis les années 70 et jusqu'en 1993. La particularité de ce site consiste dans le fait qu'il a également accueilli les résidus d'anciennes activités industrielles. Le secteur à requalifier comprend ainsi la zone du « Stadium » et son parking, zone qui est également en relation avec la zone de dépôt de boues rouges et le bassin de décantation associé à ce « crassier ». Le projet décrit ci-après ne concerne que la réhabilitation de l'ancienne décharge (les travaux de requalification du crassier

devraient être pris en charge par la commune de Vitrolles).

Le projet concernant la décharge brute a fait l'objet d'une validation technique par la DREAL. Les travaux ont essentiellement pour objet de limiter la production de lixiviats et de réintégrer le site dans son environnement. L'atteinte de ces objectifs passe par :

- Le remodelage des matériaux en place et la reprise des talus dans l'objectif d'assurer la stabilité du site et de favoriser le ruissellement des eaux météoriques,
- La reprise entière des couvertures des secteurs remaniés afin d'éviter la percolation des eaux à travers le massif,
- La reprise d'une partie de la surface des parkings dans l'attente de la définition d'un projet d'aménagement de la zone,
- Le curage de l'ouvrage de rétention existant en aval du site pour sa remise en fonctionnement,
- La gestion des eaux pluviales,
- La revégétalisation du site,
- La mise en sécurité de la décharge.

Le coût des travaux s'élève à 800.000€HT.

À ce coût doit être ajouté :

- la mission de maîtrise d'œuvre estimée à environ 40.000€HT
- la mission de maîtrise d'ouvrage associée (Conventionnement SPLA « Pays d'Aix Territoires ») estimée à 30.000€HT.

Soit un coût global pour l'opération (travaux, Maîtrise d'œuvre, Assistance à Maîtrise d'ouvrage) de : 870.000€HT.

Sur la base de cette estimation, le plan de financement prévisionnel suivant est proposé :

Présentation du plan de financement prévisionnel associé au prévisionnel de dépenses :

Selon les lois NOTRe et MAPTAM, les opérations liées à l'acquisition d'équipements destinés à la gestion et au traitement des déchets ont été qualifiées en « Compétence Exclusive ». Dans cette configuration, l'autofinancement requis est au minimum de 20 %.

Requalification de la décharge brute de VITROLLES		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
Conseil Départemental 13 Dispositif « Aides aux Communes »	80%	696 000 €
Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix	20%	174 000 €
TOTAL	100%	870 000 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 sur la maîtrise d'ouvrage publique ;
- La délibération n°2009-B394 du Bureau communautaire de la CPA du 23 octobre 2009 approuvant le programme de poursuite d'actions pour requalifier les 12 décharges restant à requalifier ;
- La délibération n°2010-B380 du Bureau communautaire de la CPA approuvant le conventionnement d'aménagement avec la SPLA ;
- La délibération n°2015-A115 du Conseil communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'augmentation de l'autorisation de programme à 6 916 310€
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : requalification de la décharge brute de Vitrolles.

Délibère

Article 1 :

Pour la réalisation de cette opération, Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent sur la base du montant du programme d'achat et du plan de financement associé.

Article 2 :

Les crédits nécessaires aux dépenses d'investissement seront inscrits au Budget Général de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Autorisation

de programme (AP) 144 : Opération décharges brutes – Fonction : 7213 – Nature : 2318

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget général de la Métropole Aix Marseille Provence, section d'investissement Fonction 7213 – Nature 1323.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 056

Prévention des déchets - Programme d'actions 2018 et demande de subventions

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certaines actions et certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Dans le cadre de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, le Territoire du Pays d'Aix maintient sa volonté d'agir en matière de réduction des déchets en poursuivant son Programme de Prévention.

Celui-ci, regroupant les actions menées au niveau du territoire, sera intégré au Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) métropolitain dès que ce dernier sera élaboré.

Durant cette période de transition et en attendant que la Commission consultative d'élaboration et de suivi du Programme créée par délibération en 2016 (DEA 031-1484/16/CM) aboutisse, la rédaction du PLPDMA métropolitain, le programme des actions de réduction de la production de déchets du Territoire du Pays d'Aix est maintenu.

Ce rapport présente le budget associé aux actions détaillées en annexe (délibération du Conseil de Territoire du 15 février 2018) et les plans de financement correspondants du programme de prévention du Territoire du Pays d'Aix.

Budget Prévisionnel du Programme de Prévention des Déchets du Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2018

Le détail des dépenses prévisionnelles liées aux actions envisagées en 2018 et décrites au sein de l'annexe à cette délibération a été classé par nature : Investissement et Fonctionnement.

Budget 2018

Dépenses d'investissement :

Actions d'investissement 2018	DÉPENSES	RECETTES Propositions financières 2018 Financement maximal de l'ADEME, Région PACA et CD13		
	Montant En € HT	Financeurs	%	Montant en €HT
Acquisition de composteurs individuels	99 000	ADME	19,8%	30 350 €
Acquisition de lombricomposteurs individuels	14 000	LIFE (Europe)	5,2%	8 000 €
Acquisition de composteurs pédagogiques	400	Métropole AMP - Pays d'Aix	20,0%	30 680 €
Acquisition de composteurs collectifs pour résidences	4 000	REGION PACA	20,0%	30 680 €
Acquisition de panneaux pour le compostage collectif	22 500	CD13	35,0%	53 690 €
Acquisition de caissons de réemploi et de panneaux	13 500			
TOTAL 2018	153 400 €			153 400 €

* La part d'autofinancement étant au minimum de 20 %, le solde de financement a été réparti sur les 3 partenaires (Ademe, Région, CD13) en tenant compte des subventions déjà accordées (projet Life intégré notamment).

Dépenses de fonctionnement :

Actions de Fonctionnement 2018

	DÉPENSES		RECETTES Propositions financières 2018 Financement maximal* de l'ADEME, Région PACA et CD13		
	Nature fonctionnement	Montant (€ HT)	Financeurs	%	Montant (€HT)
Dépenses non subventionnables		132 670 €			132 670 €
Subvention aux Foyers Ruraux des Bouches du Rhône	6574	7 000 €	Métropole AMP – Pays d'Aix		
Subvention à la Ressourcerie Elan de Jouques	6574	6 858 €			
Subvention à la Ressourcerie Evolio	6574	7 000 €			
Subvention à la Ressourcerie Emmaus	6574	40 000 €			
Subvention à la Ressourcerie Valtri – Histoire sans fin	6574	32 000 €			
Subvention à Unis cité – Gaspillage alimentaire	6574	7 312 €			
Distribution de composteurs individuel lors de permanences	611	6 500 €			
Animation et accompagnement compostage individuel et lombricompostage		19 300 €			
Supports de communication compostage individuel		6 700 €			
Dépenses subventionnables		326 067 €			326 067 €
Accompagnement des gros producteurs de DAE		76 667 €	ADEME	39%	126 647 €
Acquisition de 6 000 cabas réutilisables		15 000 €	LIFE	8%	25 000 €
Acquisition d'autocollants stop pub		1 300 €	Métropole AMP – Pays d'Aix	20%	65 213 €
Éducation à l'environnement (Prévention)		86 000 €	REGION	30%	97 820 €
Impression supports de communication et kits pédagogiques		17 000 €	DRAAF	3%	11 387 €
Supports de communication compostage collectif		1 300 €			
Développement et suivi du compostage collectif		55 000 €			
Réalisation du Modecom		25 000 €			
Gaspillage et don alimentaire		48 800 €			
TOTAL 2018		458 737 €			458 737 €

Présentation des plans de financement prévisionnels associés au prévisionnel de dépenses :

Selon les lois NOTRe et MAPTAM, les opérations liées à l'acquisition d'équipements destinés à la gestion et au traitement des déchets ont été qualifiées en « Compétence Exclusive ». Dans cette configuration, l'autofinancement requis est au minimum de 20 %.

Sur la base du budget prévisionnel 2018, et compte tenu du fait qu'il existe des dépenses de fonctionnement et d'investissement, les plans de financement prévisionnels suivants sont proposés (par type de recettes) :

Recettes d'investissement :

Programme de prévention des déchets 2018 – Dépenses d'Investissements		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
Métropole Pays d'Aix	20,0%	30 680 €
Programme européen de subventionnement LIFE	5%	8 000 €
ADEME	20%	30 350 €
Région PACA	20%	30 680 €
Conseil Départemental 13	35%	53 690 €
TOTAL	100%	153 400 €

Recettes de Fonctionnement :

Programme de prévention des déchets 2018 – Dépenses de Fonctionnement		
ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES (€HT)
Métropole Pays d'Aix	20%	65 213 €
Programme européen de subventionnement LIFE	8%	25 000 €
ADEME	39%	126 647 €
Région PACA	30%	97 820 €
DRAAF	3%	11 387 €
TOTAL	100%	326 067 €

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Territoire du 8 février 2018 portant sur le programme de prévention des déchets – Bilan 2017 et perspectives 2018.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : programme de prévention des déchets pour le Territoire du Pays d'Aix pour l'année 2018.

Délibère

Article 1 :

Pour la réalisation de cette opération, Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Ademe, la Région Provence-Alpes-Côtes d'Azur, la DRAAF (Direction Régionale de l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt) PACA ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent.

Article 2 :

Les crédits nécessaires aux dépenses d'investissement et de fonctionnement seront inscrits au Budget Annexe du Service Prévention Élimination des Déchets (SPED) de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix – Fonction : 7211 – Nature : multiples

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Annexe SPED de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix. Fonction 7211 – Nature : multiples

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 057

Prévention des déchets - Bilan 2017 et perspectives 2018

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de la loi sur la transition énergétique pour la croissance verte, le Territoire du Pays d'Aix maintient sa volonté d'agir en matière de réduction des déchets en poursuivant son Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA).

Ce programme est basé sur des actions permettant de sensibiliser les habitants en matière de réduction des suremballages, de compostage, d'achat responsable, de lutte contre le gaspillage alimentaire, d'éco-exemplarité de la collectivité, de réemploi d'objets.

L'ensemble de ces actions vise à réduire les quantités de déchets produits, limiter leur nocivité et améliorer leur caractère valorisable.

Ce rapport présente le bilan 2017 et le programme pour l'année 2018.

I – LE PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS

En 2015, deux textes législatifs sont entrés en vigueur posant un cadre réglementaire aux collectivités territoriales et leur groupement imposant la mise en place du PLPDMA

accompagné d'un objectif de baisse des déchets ménagers de 10 % d'ici 2020 par rapport à 2010.

1 – LE CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Décret du 10 juin 2015

Dans le cadre du Décret n° 2015-662 du 10 juin 2015, les collectivités responsables de la collecte et du traitement des déchets ont l'obligation de définir un Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés. Cette obligation est entrée en vigueur le 14 septembre 2015.

Il s'agit d'un document de planification qui indique les objectifs de réduction des déchets, les mesures permettant d'atteindre ceux-ci, la description des moyens humains, techniques et financiers nécessaires, le calendrier prévisionnel de mise en œuvre, à l'échelle du territoire, d'une ou plusieurs collectivités ou EPCI. Il fait l'objet d'un bilan annuel afin d'évaluer son impact sur l'évolution des quantités de déchets collectés et traités. Mis à la disposition du public, il est soumis pour avis à la «Commission Consultative d'Élaboration et de Suivi du Programme (CCESP)» et adopté par l'organe délibérant.

Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte

Dans le volet concernant la lutte contre les gaspillages et la promotion de l'économie circulaire, la loi fixe l'objectif de réduction de 10 % des déchets ménagers et assimilés produits d'ici 2020.

2 – LES AXES DE PRÉVENTION DU SCHÉMA MÉTROPOLITAIN DE GESTION DES DÉCHETS

Dans le cadre de son schéma métropolitain de gestion des déchets, le Territoire du Pays d'Aix interviendra sur 4 niveaux :

- 1 – Établir un niveau de service aux professionnels coordonné sur l'ensemble des Territoires avec la mise en place de la Redevance Spéciale. Cela aura pour effet de réduire les tonnages pris en charge par la collectivité.
- 2 – Favoriser la gestion de proximité des bio-déchets, en particulier par l'offre de solutions de compostage de proximité, individuel ou collectif.
- 3 – Développer le réemploi, la réparation et la réutilisation, en particulier en créant un maillage de solutions dans nos Territoires.
- 4 – Sensibiliser à la réduction des déchets et à l'économie circulaire et accompagner des démarches transversales et innovantes.

II – LE BILAN DES ACTIONS DE PRÉVENTION 2017 ET LES PERSPECTIVES 2018 SUR LE TERRITOIRE DU PAYS D'AIX

1 – Établir un niveau de service aux professionnels

- **L'accompagnement des entreprises pour les aider à optimiser la gestion de leurs déchets et agir sur la prévention à la source**

Description de l'action :

- Définir le niveau de service aux professionnels au niveau des activités « collecte » et « déchèterie » en favorisant la part de prévention et une meilleure valorisation des Déchets d'Activité Économique (DAE),
- Connaître les pratiques des entreprises en matière de réduction des déchets,
- Promouvoir des entreprises exemplaires et faire connaître leurs actions.

Objectifs 2017 :

- Benchmark sur les actions exemplaires des entreprises en matière de réduction des déchets.
 - Promotion de certains écogestes auprès des entreprises,
 - Étude sur la mise en place d'un réseau Répar'acteurs en lien avec la Chambre des Métiers,
- Réponses aux appels à projet Filidéchets et Life.

Réalisations en 2017 :

- L'année 2017 a été une année de transition et de préparation pour :
- Le lancement d'un programme d'actions pour l'évolution des pratiques en matière de gestion des déchets professionnels (délibération du 12 octobre 2017 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix),
 - L'établissement d'une base de données permettant une meilleure connaissance des professionnels impactés par le programme d'actions,
 - La recherche de subventionnement par le montage de dossiers dans le cadre de réponse à des appels à projet régionaux (Filidéchets) et européen (Programme Life).

Repère : La société Véolia a ouvert la déchèterie Recycl'Inn pro réservée aux professionnels sur la commune de Vitrolles en septembre 2017.

Perspectives 2018 :

Les actions inscrites au programme d'actions en cours d'élaboration (certaines démarrant en 2018 et s'étalant parfois sur plusieurs années) sont :

Pour l'activité « déchèterie » :

1. La restriction d'accès aux professionnels sur plusieurs déchèteries du Sud du Territoire du Pays d'Aix avec mise en œuvre de mesures de communication associées.
2. Le déploiement d'un programme de travaux sur toutes les déchèteries du Territoire pour mettre en place des systèmes de contrôle d'accès permettant

l'identification de tous les apporteurs (particuliers et professionnels).

3. La réalisation d'une étude d'opportunité / faisabilité pour la mise en œuvre de déchèteries professionnelles.

Pour l'activité « collecte » :

1. La définition des règles de prises en charge des déchets des professionnels.
2. La mise en œuvre de mesures d'accompagnement pour les professionnels qui ne seront plus collectés par le Service Public.
3. L'achat d'un logiciel d'enregistrement des dotations de bacs pour les professionnels.

2 - Favoriser la gestion de proximité des bio-déchets

- **Compostage individuel**

Description de l'action :

- Proposer des composteurs individuels accompagnés d'un bio seau aux habitants disposant d'un jardin afin de valoriser les biodéchets et réduire les quantités de déchets verts apportés en déchèterie et desservir d'ici 4 ans 30 % des foyers individuels.
- Organiser pour le grand public des animations sur la pratique du compostage dans les jardins pédagogiques.
- Renforcer la communication pour faire émerger la demande (panneaux lumineux des communes, CIQ, articles dans les revues municipales..).
- Organiser 2 permanences par mois pour la distribution des composteurs dans les communes de Rousset, Lambesc et Meyrargues.

Objectif 2017 : distribution de 1.500 composteurs

Réalisations en 2017 :

- Distribution de 1.658 composteurs.
- Organisation de 23 permanences de distribution.
- Distribution de 1.110 bulletins d'inscription de compostage individuel sur Lambesc et organisation d'une permanence en septembre pour la distribution de 134 composteurs.
- Gestion de 36 réclamations ou conseils téléphoniques ou par mails aux habitants.

Repère : A ce jour, ce sont 20.957 composteurs individuels qui ont été distribués.

Perspectives 2018 :

- Distribuer 2.000 composteurs.
- Développer des animations de type cafés compost pour remobiliser les foyers.
- Réaliser une enquête auprès des usagers sur l'utilisation de leur composteur individuel et mesurer les quantités détournées.

- Effectuer le suivi qualitatif et accompagnement de 50 « foyers témoins » par an.
- Organiser des permanences pour les distributions sur une commune supplémentaire comme Aix-en-Provence (Puyricard).

• **Lombricompostage individuel**

Description de l'action :

- Proposer des lombricomposteurs aux habitants résidant en appartement ou maison de village.
- Accompagner les foyers dans la pratique du lombricompostage et les conseiller.
- Organiser une permanence de distribution par mois sur Aix-en-Provence.

Objectif 2017 : distribution de 200 lombricomposteurs

Réalisations en 2017 :

- Distribution de 268 lombricomposteurs.
- Organisation de 12 permanences sur Aix-en-Provence.
- Gestion de 75 réclamations : 42 personnes ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé à domicile.

Repère : A ce jour, ce sont 1.063 lombricomposteurs individuels qui ont été distribués.

Perspectives 2018 :

- Distribuer 200 lombricomposteurs.
- Effectuer le suivi qualitatif et accompagnement de 10 « foyers témoins ».

• **Compostage collectif**

Description de l'action

- Le développement du compostage collectif dans des résidences, lotissements, centres anciens de village, quartiers, cimetières, jardins, administrations.... Il s'agit pour chacun des sites de réaliser une étude de pré-faisabilité, une réunion de présentation, un diagnostic, une enquête d'identification des foyers volontaires et des référents composteur. Le projet est finalisé avec la signature d'une convention avec le bailleur, la formation des référents. La mise en service du point de compostage est effectuée avec la distribution des bio seaux aux foyers volontaires et ensuite un suivi de chacun des sites.

Objectif 2017 : équipement de 10 résidences

Réalisations en 2017 :

- L'accompagnement pour le développement et le suivi du compostage collectif est effectué pour moitié depuis juillet 2017 par la Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône dans le cadre d'un marché de prestations.
- Les nouveaux sites équipés : Maison de retraite Caire Val à Rognes, le centre de Sibourg (maison de retraite), les résidences Collines de Cuques et

Maréchal Lyautey, Cigales, Nymphée, Super Berlioz, Terrasse Sainte Victoire, Rue Sontay à Aix-en-Provence, la résidence Redon à Venelles et le Foyer de Charité Sufferchoix à Lambesc.

- Les composteurs du site du Lac de Peyrolles, du cimetière de Cabriès et du jardin de la Coudoulouse à Pertuis ont été retirés.

- 3 sessions de formation des référents en juin et novembre

- 98 interventions pour le suivi des sites ont été réalisées.

Repère : A ce jour, ce sont environ 34 résidences, 3 quartiers, 3 administrations, 2 cimetières et 4 jardins équipés en composteurs collectifs, soit 46 au total.

Perspectives 2018 :

- Poursuivre l'équipement de 10 résidences et du suivi des sites en service,
- Animer des ateliers pour la création de bacs à fleur ou potager et sur le thème du compostage collectif dans les résidences participant au dispositif.

• **Broyage des déchets verts et plate-forme de compostage**

Description de l'action :

- Le plan d'action de gestion des déchets verts de la collectivité (Délibération 2015_B162 du Bureau du 9 avril 2015) incite les particuliers à broyer leurs déchets verts ou les gérer in-situ,
- Favoriser la création et soutenir le fonctionnement des plates-formes de compostage.

Objectifs 2017 :

- Subventions versées aux porteurs de projet,
- Mise en place de plate-forme de dépotage au sol au sein de la déchèterie des Pennes Mirabeau,
- Distribution du flyer d'Aix Multi Services (AMS) lors des permanences de distribution de composteurs et dans les communes,
- Réponse à l'appel à projet « Déchets verts » 2017 lancé par l'ADEME et la Région PACA en mars 2017.

Réalisations en 2017 :

- Mise en place de plates-formes de dépotage au sol au sein des déchèteries des Pennes Mirabeau.
- Subvention à l'association Aix multi services (AMS) pour son action de broyage des végétaux chez les particuliers,
- Subvention aux Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône pour ses actions de compostage notamment sur la plate-forme de la Roque d'Anthéron.

Repère : En 2017, l'association AMS a réalisé 120 interventions chez les particuliers et a produit 3.486 m³ de broyat.

Perspectives 2018 :

- Inciter les particuliers à broyer leurs déchets verts,
- Améliorer l'accès en déchèterie avec des plates-formes de dépotage,

- Apporter un soutien financier aux porteurs de projet,
- Mettre en place une plate-forme de dépotage au sol au sein de la déchèterie de Pertuis en avril 2018,

- **Jardins partagés**

Description de l'action

Les communes ou les associations créent un jardin partagé afin de sensibiliser les enfants et les adultes à la pratique du compostage et réduire les quantités de biodéchets.

Objectif 2017 : suivi des porteurs de projets

Réalisation en 2017 :

Le bailleur Famille et Provence a développé 2 nouveaux jardins partagés « Cardalino » en juin et « Jardi Square Lou Rigaou » en septembre sur Encagnane.

A ce jour, au moins 46 jardins ont été créés sur le Territoire du Pays d'Aix.

Perspective 2018 : suivre les porteurs de projets de création de jardins partagés.

- **Compostage et lombricompostage en établissement scolaire**

Description de l'action :

Compostage des biodéchets :

- Deux types de dispositifs techniques ont été installés dans les cantines scolaires de communes volontaires : lombricomposteurs collectifs ou composteurs collectifs. Ces équipements permettent de composter les biodéchets produits par les cantines scolaires. Les agents sont chargés de vérifier régulièrement le bon fonctionnement de ces équipements et d'accompagner le personnel des cantines pour contribuer à la réussite de ce mode de compostage.

Compostage pédagogique :

- Des composteurs pédagogiques sont mis à disposition dans les écoles primaires bénéficiant des animations sur le compostage.

Objectifs 2017 :

Compostage des biodéchets :

- Suite à l'intervention de l'association Unis-Cité sur le gaspillage alimentaire dans les communes, certaines cantines souhaitent expérimenter le compostage des biodéchets,
- Suivi des composteurs et lombricomposteurs collectifs dans les cantines scolaires.

Compostage pédagogique :

- 8 demandes en composteurs pédagogiques et 1 demande pour un lombricomposteur pédagogique.

Réalisations en 2017 :

- 19 suivis des composteurs réalisés dans les cantines.
- 4 composteurs pédagogiques installés.

Perspectives 2018 :

- Mettre en place 5 composteurs collectifs dans les cantines et suivre leur bon fonctionnement.
- Équiper 5 écoles avec des composteurs pédagogiques.

- **Le gaspillage et le don alimentaire**

Description de l'action :

- Sensibiliser les ménages à la lutte contre le gaspillage alimentaire et favoriser le don alimentaire entre les commerces alimentaires et les associations caritatives,
- Informer le personnel des cuisines afin de réduire le gaspillage alimentaire lors de la préparation des repas et modifier le comportement des élèves à la cantine,
- Sensibiliser des étudiants sur 2 restaurants du CROUS,
- Sensibiliser des élèves du CFA,
- Réaliser un guide sur le don alimentaire,
- Développer des bonnes pratiques.

Objectifs 2017 :

- Faire le point sur les actions réalisées par les communes et les maisons de retraite suite à l'envoi du courrier en 2016,
- Suivre les porteurs de projets telle que l'association Unis-Cité,
- Initier un groupe d'échanges avec les communes volontaires engagées dans le projet Unis-Cité et association des autres communes menant des actions hors dispositif Unis-Cité (Coudoux, Les Pennes Mirabeau),
- Organiser une table ronde multi-acteurs à l'échelle du Territoire,
- Candidater à l'appel à projet sur le gaspillage alimentaire organisé par l'ADEME, le Conseil Régional PACA et la DRAAF.

Réalisations en 2017 :

- Versement d'une subvention d'un montant de 6.610 € à l'association Unis-Cité pour son projet sur le gaspillage alimentaire :

- formation des volontaires en Service Civique (10 volontaires) : organisation du service et présentation des missions et des objectifs + visite du site de Croq'Jardin,
- campagne de pesées et animations sur la lutte contre le gaspillage alimentaire sur les cantines de Trets, Gardanne, Aix-en-Provence, Le Tholonet, La Roque d'Anthéron, Le Puy Sainte Réparate, Peyrolles en Provence, Bouc Bel Air, Gréasque, Fuveau, Simiane Collongue et Rousset.

- Plan d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire (approuvé par délibération n° 2017_CT2_517 lors du Conseil de Territoire du 29 novembre 2017).

- Recherche de subventionnement par le montage d'un dossier dans le cadre de l'appel à projet « lutte contre le gaspillage alimentaire » organisé par l'ADEME, le Conseil régional PACA et la DRAAF.

Perspectives 2018 :

- Mettre en œuvre le plan d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire :

- Axe 1 : Actions à destination des établissements recevant du public
- Animation dans les écoles
- Accompagnement de 10 cantines scolaires pour éviter le gaspillage
- Développement d'actions au Centre de Formation des Apprentis
- Actions en partenariat avec le CROUS
- Création de fiches sur les bonnes pratiques

- Axe 2 : Actions en matière de don alimentaire
- Développement du don au sein du CFA
- Réalisation d'un guide sur le don alimentaire

- Axe 3 : Actions à destination des habitants du Territoire en lien avec le PLPDMA
- Création d'une exposition itinérante
- Création d'outils de sensibilisation du public (vidéos)
- Campagne de communication institutionnelle de promotion des bons gestes
- Retour vers les 10 foyers témoins ayant participé à l'étude nationale de l'ADEME en 2014.
- Application déchets : conseils sur la lutte contre le gaspillage alimentaire

- Axe 4 : Développer la formation et l'information permettant de développer les bonnes pratiques en interne et au niveau des communes du Territoire
- Insertion de clauses favorisant la lutte contre le gaspillage alimentaire dans les marchés publics de prestation de « traiteur ».
- Articles dans le journal interne, site Internet...

- Suivi des porteurs de projet sur la thématique de lutte contre le gaspillage alimentaire.

- **Charte marché forain éco-responsable**

Description de l'action :

- Mettre en place une charte « marché éco-responsables » pour lutter contre le gaspillage alimentaire et réduire les déchets issus des marchés forains,
- Le marché forain de la Roque d'Anthéron a été équipé par les Foyers Ruraux de poubelles pour collecter les biodéchets et les composter sur leur plate-forme,
- La ville de Vitrolles a mandaté l'association Ecoscience pour réaliser un diagnostic sur les pistes de réduction des déchets sur son marché forain.

Objectif 2017 : suivi des porteurs de projets mettant en place des chartes marché forains écoresponsable.

Réalisation en 2017 : pas de nouveau porteur de projet identifié.

Perspective 2018 : suivi des porteurs de projet le cas échéant.

3 - Développer le réemploi, la réparation et la réutilisation

- **Ressourceries**

Description de l'action

Aider au financement des structures de réemploi de type ressourceries du Territoire dans le cadre du dispositif d'aide communautaire et du fonds de subvention aux structures du réemploi (délibération n°2013_B_433).

Objectifs 2017 :

- Suivi des porteurs de projet et accompagnement de nouvelles structures,
- Mise en place d'un local dédié sur la déchèterie de la Parade à Aix-en-Provence.

Réalisations en 2017 :

- Versement de subventions aux associations Evolio, Emmaüs et Valtri - « Histoire sans fin », Elan-Jouques et installation d'un caisson du réemploi sur la déchèterie de la Parade.

Repères :

- *A ce jour, il y a 4 ressourceries sur le Territoire : Histoire sans fin à Venelles, Evolio à Gardanne, Emmaüs à Cabriès et Elan à Jouques.*

- *Les habitants ont à leur disposition plusieurs dispositifs pour le réemploi dans les déchèteries :*

- 3 caissons respectivement à Peyrolles, à Aix-en-Provence et Gardanne,
- 1 abri à Venelles
- 1 local aux Pennes Mirabeau

Perspectives 2018 :

- Le Territoire du Pays d'Aix poursuit son soutien financier aux associations œuvrant pour le réemploi des déchets au sein des ressourceries.
- Mettre en place 2 caissons sur les déchèteries de Lambesc et Pertuis avec les panneaux sur le réemploi pour les sites n'en disposant pas, soit 6 au total.

- **Textiles usagés**

Description de l'action

- Développer les bornes pour la collecte des textiles usagés dans les communes.

Objectifs 2017 :

- Augmentation du nombre de bornes de collecte de textiles dans les communes volontaires,

- Prolongation de la convention avec Provence TLC en charge de la collecte et de la valorisation des TLC jusqu'à fin 2018.

Réalisations en 2017 :

- Résultat partiel : Collecte de 444 tonnes de janvier à fin octobre 2017.
- Prolongation de la convention avec Provence TLC jusqu'à fin 2018.

Repère : A ce jour, il y a 26 communes disposant de ce dispositif et 118 bornes de collecte en service.

Perspectives 2018 :

- Développer cette action sur les communes volontaires du Territoire du Pays d'Aix.
- Augmenter le nombre de bornes de collecte de textiles.
- Préparer le renouvellement de la convention se terminant fin 2018.

4 - Sensibiliser à la réduction des déchets et à l'économie circulaire et accompagner des démarches transversales et innovantes.

• **Label commerces engagés**

Description de l'action

Une subvention a été versée à l'association Ecoscience pour le projet de label des commerces engagés avec la réalisation d'un diagnostic, d'un cahier des charges, de supports de communication auprès des commerçants de Rousset, de Fuveau, des Pennes Mirabeau et de Vitrolles. C'est le CPIE du Pays d'Aix qui a porté le projet sur les communes de Venelles, Gréasque et Cabriès.

Objectifs 2017 :

- Suivi du porteur de projet : Le CPIE accompagne les commerçants engagés, assure la mise en réseau des commerçants entre eux et organise un événement par commune,
- Remise de cabas au CPIE du Pays d'Aix pour la diffusion aux commerçants participant à l'opération.

Réalisations en 2017 :

- Suivi du projet du CPIE et remise de 2.500 cabas.
- Plusieurs rencontres inter-commerçants ont été organisées :
- Visite ISDND le 20 avril 2017
- 26 septembre à Venelles : apéritif sur la thématique du don et réemploi => faible participation des commerçants (5) mais rencontre positive en termes d'échanges avec les élus (5 de Venelles)

Repère : A ce jour, ce sont 122 commerces qui ont été labellisés sur 7 communes du Pays d'Aix.

Perspectives 2018 :

- Suivi du projet du CPIE sur le développement du label « commerce engagés ».
- Remise de cabas au CPIE du Pays d'Aix pour la diffusion aux commerçants participant à l'opération.

- La ville d'Aix-en-Provence s'est portée candidate à ce label.

• **Campagne de communication sur les gestes de la prévention**

Description de l'action :

- Sensibiliser les habitants au changement de comportement par la diffusion de message sur la réduction,
- Quatre newsletters interactives "déchets" diffusées annuellement aux partenaires et abonnés.

Objectif 2017 :

- Mettre en place l'application déchets par la collectivité avec des accès facilités aux infrastructures, des informations sur les bons geste de la prévention, la réservation de composteurs etc.....

Réalisation en 2017 :

- Lancement de l'application déchet en janvier avec notamment un volet sur la prévention. En 2017, ce sont environ 2.500 personnes qui ont utilisé cette application de janvier à septembre.

Perspectives 2018 :

- Promouvoir les gestes de la prévention auprès du grand public sur 10 manifestations du Territoire.
- Une newsletter par trimestre.
- Campagne de communication sur la prévention des déchets : affiches 4 x 4, affichages Decaux, presse, message radio.

• **Diffusion de l'autocollant Stop Pub**

Description de l'action

Les autocollants sont mis à disposition dans les mairies, dans les kits de communication remis aux habitants, distribués lors des réunions d'accueil des nouveaux arrivants dans les communes ou envoyés suite à une demande sur le site internet de la collectivité.

Objectifs 2017 : diffuser 20.000 autocollants sur l'année.

Réalisation en 2017 : distribution de 14.127 autocollants.

Repère : A ce jour, ce sont plus de 136.000 autocollants qui ont été distribués en Pays d'Aix.

Perspectives 2018 :

- Diffusion de 20.000 autocollants sur l'année,
- Mise à disposition systématique dans un kit pour les nouveaux arrivants dans les communes,
- Mise à disposition dans les mairies des 36 communes.

• **Sensibilisation du grand public à la prévention des déchets**

Description de l'action :

- Information et animation sur des stands lors de manifestations culturelles ou sportives et lors des réunions d'accueil des nouveaux arrivants dans les communes.

Objectif 2017 : promotion des gestes de la prévention auprès du grand public.

Réalisations en 2017 :

- Foulée du Foussa à Rognes le 19 février : sensibilisation de 35 personnes
- Opération de communication aux Allées Provençales le 15 mars : sensibilisation de 40 personnes
- Aix en Foulée les 15 et 16 avril : sensibilisation de 60 personnes
- Jardin d'Albertas à Bouc Bel Air les 26 27 et 28 mai : distribution de 1.000 cabas
- Tralalère à Gréasque le 27 mai
- Pique-nique solidaire à Aix : sensibilisation de 50 personnes
- Journées d'échange du C.P.I.E. à Puyricard les 8 et 9 juin
- Course de la Saint Antoine à Meyreuil les 17 et 18 juin : sensibilisation de 98 personnes
- Sensibilisation des étudiants dans les résidences du CROUS : distribution de près de 4.000 sacs de précollecte
- La quinzaine de l'énergie à Aix du 30 octobre au 3 novembre : sensibilisation de 200 personnes
- Sensibilisation à la fin du sac plastique sur les marchés d'Aix les 21 et 23 novembre : sensibilisation de 300 personnes et distribution de cabas.

Perspectives 2018 :

- Poursuivre la sensibilisation des citoyens sur 10 manifestations du Territoire.
- Distribuer des cabas sur les manifestations, les stands ou les marchés

- **Exemplarité du Territoire du Pays d'Aix en matière de réduction des déchets**

Description de l'action

Dans le cadre de la charte développement durable du Territoire du Pays d'Aix, un volet concerne la sensibilisation des agents de la collectivité aux gestes limitant l'impact environnemental du fonctionnement des services et notamment sur la réduction des déchets.

Objectifs 2017 :

- Poursuite des actions exemplaires (textiles, piles, articles de sensibilisation) et autres, s'il y a des opportunités,
- Réflexion pour la collecte des fournitures de bureau usagers en lien avec l'Association Bois Plume sur Trets,
- Volonté de faire du CFA, un site pilote en matière de compostage avec un jardin potager et étudier la possibilité de devenir un site permettant la formation des référents compostage,

- Réflexion sur un module de formation sur le gaspillage alimentaire à destination des élèves du restaurant et du personnel des cuisines,
- Sensibilisation des agents du territoire à la suppression des sacs plastiques avec la tenue de stands d'information sur les différents sites, la distribution de documents d'information et d'un cabas réutilisable.

Réalisations en 2017 :

- Résultat partiel : La collecte des textiles a permis de récupérer au sein des services du Territoire du Pays d'Aix, 222 kg au printemps et en attente des quantités collectées en novembre.
- 40 kg de piles ont été collectées.

Perspectives 2018 :

- Des conteneurs pour la collecte des textiles seront à mis à disposition ponctuellement des agents de la collectivité à proximité de leur lieu de travail ainsi qu'une collecte de piles deux fois par an (semaine du développement durable et de la réduction des déchets).
- Réflexion pour la collecte des fournitures de bureau usagers en lien avec l'Association Bois Plume sur Trets.
- Sensibilisation des agents du Territoire à la suppression des sacs plastiques avec la tenue de stands d'information sur les différents sites, la distribution de documents d'information et d'un cabas réutilisable.
- Don à la Croix Rouge française des jouets de Noël non distribués aux enfants des agents du Territoire.

- **La sensibilisation des scolaires**

Description de l'action

Animation dans les classes sur le thème de la prévention des déchets (gaspillage alimentaire, réemploi, compostage). Des kits pédagogiques avec des cahiers de l'élève, guides de l'enseignant, des animations en classes et des visites de jardins pédagogiques sont proposés aux enseignants afin de familiariser les enfants des écoles primaires et maternelles à la thématique des déchets.

Objectifs 2017 :

- Poursuite des animations et de la diffusion des kits pédagogiques.
- Création d'une mallette pédagogique sur la prévention des déchets.

Réalisations en 2017 :

- Sur l'année scolaire 2016-2017, sensibilisation de 2 943 élèves :

- 109 classes ont bénéficié de la sensibilisation générale.
- 25 classes ont suivi l'approfondissement du module « gestion des déchets » et 38 classes ont visité le site de l'Arbois.
- 28 classes ont suivi l'approfondissement du module « prévention des déchets » et 50 classes ont visité un jardin pédagogique.

Perspectives 2018 :

- Poursuite des animations et de la diffusion des kits pédagogiques.
- Finalisation de la mallette pédagogique sur la prévention des déchets.

- **La réduction des déchets dangereux**

Description de l'action :

- Suivi des porteurs de projets (Agence de l'eau, CCI, DASTRI) et des points de collecte des DASRI.

Objectif 2017 : sensibiliser les ménages à la réduction de la toxicité des déchets.

Réalisation en 2017 : pas d'action réalisée.

Perspectives 2018 :

- Sensibiliser les ménages à la réduction de la toxicité des déchets dans les magasins de bricolage,
- Augmentation du taux de captage des piles en développant le nombre de contenants dans les bâtiments publics (écoles, bibliothèques, mairies...) et mettant à disposition des outils de communication,

III – ÉVOLUTION DES TONNAGES

Sur la période 2010 – 2017, on observe :

- une baisse de 4 % de la production d'ordures ménagères,
- une augmentation de 5,8 % des emballages ménagers et journaux-revues,

Ratio en Kg/hab./an*	2010	2017 Résultat partiel de janvier à novembre	Evolution 2017/2010
Ratio ordures ménagères	361	347	- 4 %
Ratio collecte sélective	49	51,8	+ 5,8 %
SOUS TOTAL	410	398,8	- 2,7 %
Ratio déchèteries	285	En cours de consolidation	
Ratio collectes séparatives	0	En cours de consolidation	
TOTAL GÉNÉRAL	695		

* Ratios calculés à partir de la population DGF 2016 : 359 081 habitants

IV – BUDGET ET PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL 2018

Le détail des dépenses prévisionnelles liées aux actions envisagées en 2018 a été classé par nature – Fonctionnement et Investissement.

- **INVESTISSEMENT**

Budget 2018

Dépenses d'investissement :

Actions d'investissement 2018		DÉPENSES	RECETTES Propositions financières 2018 Financement maximal de l'ADEME, Région PACA et CD13		
		Montant En € HT	Financiers	%	Montant en €HT
Acquisition de composteurs individuels		99 000	ADEME	19,8%	30 350 €
Acquisition de lombricomposteurs individuels		14 000	LIFE (Europe)	5,2%	8 000 €
Acquisition de composteurs pédagogiques		400	Métropole AMP – Pays d'Aix	20,0%	30 680 €
Acquisition de composteurs collectifs pour résidences		4 000	REGION PACA	20,0%	30 680 €
Acquisition de panneaux pour le compostage collectif		22 500	CD13	35,0%	53 690 €
Acquisition de caissons de réemploi et de panneaux		13 500			
TOTAL 2018		153 400 €			153 400 €

* La part d'autofinancement étant au minimum de 20 %, le solde de financement a été réparti sur les 3 partenaires (Ademe, Région, CD13) en tenant compte des subventions déjà accordées (projet Life intégré notamment).

Pour mémoire le budget prévisionnel 2017 était de 110.000€

- **FONCTIONNEMENT**

Actions de Fonctionnement 2018		RECETTES Propositions financières 2018 Financement maximal de l'ADEME, Région PACA et CD13		
		DÉPENSES Nature fonctionnement Montant (€ HT)	Financiers %	Montant (€HT)
Dépenses non subventionnables		132 670 €	Total	132 670
Subvention aux Foyers Ruraux des Bouches du Rhône	6574	7 000	Métropole AMP – Pays d'Aix	
Subvention à la Ressourcerie Elan de Jouques	6574	6 858		
Subvention à la Ressourcerie Evolio	6574	7 000		
Subvention à la Ressourcerie Emmaüs	6574	40 000		
Subvention à la Ressourcerie Valtin – Histoire sans fin	6574	32 000		
Subvention à Unis cité – Gaspillage alimentaire	6574	7 312		
Distribution de composteurs individuel lors de permanences	611	6 500		
Animation et accompagnement compostage individuel et lombricompostage		19 300		
Supports de communication compostage individuel		6 700		
Dépenses subventionnables		326 067 €	Total	326 067
Accompagnement des gros producteurs de DAE		76 667 €	ADEME LIFE Métropole AMP – Pays d'Aix REGION DRAAF	
Acquisition de cabas réutilisables		15 000		
Acquisition d'autocollants stop pub		1 300		126 647 €
Éducation à l'environnement (Prévention)		86 000		25 000 €
Impression supports de communication et kits pédagogiques		17 000		65 213 €
Supports de communication compostage collectif		1 300		97 820 €
Développement et suivi du compostage collectif		55 000		11 387 €
Réalisation du Modecom		25 000		
Gaspillage et don alimentaire		48 800		
TOTAL 2018		458 737 €		458 737 €

Pour mémoire le budget prévisionnel 2017 était de 321.600€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république
- La délibération n°2015_B641 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant le bilan 2010/2015 du Programme local de prévention des déchets ;

- La délibération n°2015_B642 du Bureau communautaire de la CPA du 26 novembre 2015 approuvant le programme d'actions de compostage 2016-demande de subvention 2016.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_233 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 le programme de prévention des déchets du Pays d'Aix – Bilan 2016 et programme 2017
- L'avis favorable de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la poursuite des actions de prévention dans le cadre du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à lancer toutes les actions nécessaires à la réalisation de ce plan.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 058

Attribution d'une subvention à l'association Unis-Cité pour l'année scolaire 2017/2018 - Bilan de l'année scolaire 2016/2017

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1 - RAPPEL DU CONTEXTE :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Le gaspillage alimentaire représente un axe de travail majeur en matière de prévention des déchets. En effet, à titre d'exemple, au niveau national, on estime que pour un restaurant d'école primaire de 200 élèves, le gaspillage représente en moyenne, sur une année, 3,4 tonnes, soit l'équivalent de 13.800 repas gaspillés pour un coût moyen de 20.000€/an.

L'association Unis-Cité a été créée en 1994 avec comme objectif de mobiliser des jeunes de 16 à 25 ans pour s'engager en tant que volontaires du service civique pour des missions d'Intérêt Général. Actuellement, l'association compte 66 antennes réparties sur tout le territoire national, dont l'antenne Unis-Cité Méditerranée qui est une des antennes choisies pour mener ce projet pilote de lutte contre le gaspillage alimentaire dans les cantines scolaires.

Il s'agit d'un projet national, porté par l'association Unis-Cité et créé par l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie), décliné sur le Territoire du Pays d'Aix.

Il s'inscrit dans la cadre de l'article 102 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique et à la croissance verte et s'intègre pleinement dans le cadre des actions du programme de prévention des déchets et vient en complément des actions déjà mises en œuvre depuis 2010 sur le Territoire du Pays d'Aix.

2 - DESCRIPTION DU PROJET

Dix jeunes volontaires souhaitant réaliser un service civique sont recrutés et encadrés par Unis-Cité

Méditerranée. Ces jeunes volontaires doivent, dans le cadre du cahier des charges défini par l'ADEME et Unis-Cité, intervenir dans 20 cantines du Territoire du Pays d'Aix à raison de 2 jours par semaine, pendant 7 mois (de novembre 2017 à juin 2018).

Les volontaires interviendront en binôme et chaque binôme aura en charge le suivi de 4 cantines au cours de son service civique (2 sur la période de décembre à février et 2 sur la période de mars à juin).

Les missions au cours du projet seront les suivantes :

1/ Réaliser un « état des lieux initial » du gaspillage (4 jours de pesée du gaspillage) par les grandes catégories d'aliments gaspillés (desserts, pain, viandes, etc.).

2/ Présenter les résultats de l'état des lieux, de façon ludique pendant le temps de cantine (pièce de théâtre, exposition, etc.) à destination des élèves et des personnels de cantine.

3/ Réaliser des ateliers d'animation dans la cantine / sur les temps périscolaires, en impliquant au maximum les élèves, afin de les sensibiliser sur la réduction du gaspillage alimentaire et plus largement sur la prévention des déchets.

4/ Réaliser un « état des lieux de fin » avec une série de 4 jours de pesée finale et présenter les résultats aux élèves et aux personnels de cantine.

L'objectif du projet est de réduire d'au moins 30 % la nourriture gaspillée par les élèves et les personnels de cantine dans chacune des cantines d'intervention des volontaires.

3 - BILAN DE LA SESSION 2016 -2017 :

La session expérimentale 2016/2017 sur le Territoire du Pays d'Aix a été bien accueillie par les communes partenaires où le projet a été mis en place.

Il faut rappeler que les jeunes « service civique » sont des volontaires qui souhaitent aider autrui, améliorer l'ordre établi par leur action et leur dévouement aux tâches qui leur sont confiées, notamment dans le cadre d'actions visant à améliorer l'environnement. Leur but et leur souhait est d'apporter un plus dans chaque projet entrepris afin que l'intérêt général en soit grandi. Lors de leur « embauche » par l'association Unis-Cité Méditerranée, le volontaire pourra choisir tel ou tel autre projet en fonction de son ressenti par rapport aux thèmes proposés ; ils ne possèdent aucune formation sur ces thèmes et ils vont bénéficier, durant leur premier mois d'intégration, de formations sur l'environnement et les autres thèmes liés à l'environnement.

L'action de l'association Unis-Cité Méditerranée sur le thème du gaspillage alimentaire en cantine scolaire a permis aux communes de prendre conscience de la nécessité de réduire le gaspillage, de prendre de nouvelles dispositions, de nouvelles procédures pour le service en cantines, pour la disposition des aliments sur le self ou mieux encore la création d'une commission « MENUS » élargie aux délégués de parents d'élèves et aux élèves eux mêmes.

Voici quelques exemples d'activités proposés par les volontaires aux écoliers :

Memory :

- Retrouver des fruits/légumes dans leur version consommables et non consommables,
- Apprendre aux enfants quelle est la différence entre des fruits et légumes propres et non-propres à la consommation pour éviter de les laisser pourrir.

Le placard :

- Activité quizz autour des dates de péremption (DLC) et de dates optimales de consommation (DLUO),
- Montrer aux enfants comment ranger les aliments avec les dates de péremption courtes devant, afin d'éviter le gaspillage.

Qizz'in :

- Questionnaires autour des bonnes pratiques pour lutter contre le gaspillage alimentaire.

Le déménageur :

- Course d'obstacle où les enfants doivent récupérer au fur et à mesure des bouteilles d'eau représentant le gaspillage alimentaire; l'objectif est que les enfants se rendent compte et prennent conscience du poids que représente le gaspillage alimentaire d'une journée.

Jeu du frigo :

- faire deviner une série d'aliments, puis apprendre où les ranger selon leur place dans le frigo ; une sensibilisation est faite sur la place idéale que doivent occuper les aliments dans un frigo pour une meilleure conservation.

Coloriage thème anti-gaspi :

- Créer des affiches avec des slogans anti-gaspi,
- Afficher les dessins dans les cantines pour décorer les lieux avec des messages de sensibilisation.

Le parcours de l'aliment:

- Schéma explicatif pour montrer aux enfants les moments où le gaspillage a lieu.

Chacune de ces actions a permis aux communes de comprendre la problématique de la réduction du gaspillage alimentaire en restauration scolaire.

La session expérimentale de 2016/2017 a été réalisée en partenariat de 12 communes du Territoire du Pays d'Aix, (Gardanne, Trets, La Roque d'Anthéron, Simiane-Collongue, Peyrolles-

en-Provence, Gréasque, Aix-en-Provence, le Tholonet, Fuveau, Rousset, le Puy-Sainte-Réparate et Bouc-Bel-Air). Chaque commune, disposant de son propre fonctionnement pour les affaires scolaires et notamment pour la restauration scolaire, a pu récupérer des idées pour planifier des actions sur le gaspillage réalisé dans leur cantines.

L'objectif des 30% de réduction du gaspillage a pu être obtenu pour la commune de Trets qui souhaite pérenniser le programme pour 2017/2018.

Pour les autres communes, l'objectif n'a pas été atteint soit du fait d'actions sur le gaspillage alimentaire déjà mises en place sur la commune avant le programme d'Unis-Cité, soit de contraintes d'organisations ou de l'absentéisme des volontaires, etc..

4 - RECONDUCTION DU PROGRAMME DE L'ASSOCIATION UNIS-CITE MEDITERRANÉE 2017/2018

Fort du bilan positif de la session 2016/2017, il est proposé de reconduire cette action auprès des écoles communales volontaires.

Le programme proposé pour cette nouvelle année a été modifié suite aux demandes formulées par les communes partenaires sur un plan organisationnel sans changement du cahier des charges Unis-Cité/ADEME.

Ainsi, les améliorations organisationnelles apportées au programme sont les suivantes :

- réception des demandes des communes souhaitant participer au programme et organisation des rendez-vous avec les communes dès la fin du mois d'octobre 2017,
- rencontre entre les élus et techniciens de la commune pour la présentation plus détaillée du programme qui se déroulera sur le jeudi et le vendredi,
- réunion de présentation des volontaires par session (décembre-février et mars-juin) à l'ensemble des acteurs des communes partenaires retenues (responsable des affaires scolaires, responsable de la restauration et responsable des animateurs et/ou agents de cantines),
- présentation des actions à réaliser par les volontaires sur le site au référent communal pour obtenir son accord,
- réalisation des pesées initiales et finales échelonnées sur une semaine de 4 jours,
- mise en place d'une réunion intermédiaire de situation durant la période où les volontaires sont présents sur la commune avec les techniciens,
- présentation du bilan par session 15 jours après la fin de chaque session.

La session 2017/2018 devrait se réaliser avec les communes du Territoire du Pays d'Aix candidates ci-après : Gardanne, les Pennes-Mirabeau, Eguilles, Venelles, Rousset, Pertuis, Trets, le Puy Sainte Réparate, Aix-en-Provence et la Roque d'Anthéron.

5 - PLAN DE FINANCEMENT

DÉPENSES	RECETTES	
Projet lutte contre le gaspillage alimentaire dans les cantines	État (financement service civique)	3.850 €
	Région PACA	2.949 €
	Conseil Départemental	0
	Territoire du Pays d'Aix	7.312 €
	Divers (autofinancement, aides privées, mécénat)	5.400 €
TOTAL	19.511 € TOTAL	19.511 €

L'association Unis-Cité sollicite le Territoire du Pays d'Aix, pour l'attribution d'une subvention de 7.312€. Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Outil/non
2016-00276	Prévention des déchets : lutte contre le gaspillage alimentaire	Unis cité	Insertion	6.610 €	19.511 €	7.312 €	7.312 €	non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_064 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 2 février 2017 attribuant une subvention à l'association UNIS-CITE ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Unis-Cité d'un montant de 7.312€ pour l'année 2018.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe SPED du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne de crédit 812 nature 6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 059

Attribution d'une subvention à l'association Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Le compostage et la sensibilisation au compostage sont des actions importantes du Programme Local

de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône souhaitent mettre en œuvre des actions de compostage sur leur site Croq'jardin à la Roque d'Anthéron. Pour l'année 2018, l'association sollicite l'obtention d'une subvention d'un montant de 7.000 € pour sa plate-forme de compostage de proximité.

1 – PRÉSENTATION DE L'ASSOCIATION DES FOYERS RURAUX DES BOUCHES DU RHÔNE

La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône a créé le site de croq'jardin il y a une quinzaine d'années, sur un espace d'un hectare, sur la commune de la Roque d'Anthéron. L'association a développé en 2012 une plate-forme de compostage de proximité afin de valoriser les bio-déchets de producteurs locaux (habitants, commerçants, cuisines collectives de la Roque d'Anthéron).

Elle permet actuellement de traiter **22 tonnes de bio-déchets et 8 tonnes de déchets verts** en compost de qualité biologique. Cette installation accueille du public (enfants et adultes) pour des **ateliers de sensibilisation au techniques de compostage et au jardinage écologique**.

Pour les agriculteurs elle offre un lieu d'**expérimentation** sur l'usage de différents composts et leur intérêt agronomique. D'autre part, elle accueille les **porteurs de projets et les référents de sites** souhaitant mettre en place des opérations de compostage sur leurs quartiers, sur leurs communes ou dans leurs établissements.

2 – BILAN DE L'ANNÉE 2017

Collecte et traitement des points actuels de compostage

En 2017, l'association a acquis comme prévu un nouveau véhicule de collecte qui permet au personnel de l'association de travailler en toute sécurité et de charger plus de poids.

Des services civiques ont été formés et accompagnés par un tuteur (Gonzague Saison) en charge de la collecte et du traitement, un animateur maître composteur (Jean André) a été en charge de la gestion et l'animation du programme.

Broyage des déchets verts de la commune et des agriculteurs partenaires

Pour les agriculteurs la plate-forme de compostage offre un lieu d'**expérimentation** sur l'usage de différents composts et leur intérêt agronomique (compost de déchets verts « méthode Jean Pain » compostage en bacs, mulching...). Une formation sur l'amélioration des sols à partir de composts verts a été organisée en partenariat avec le réseau ADEAR en juin (30 participants).

Développement du compostage sur les quartiers

L'objectif 2017 était de consolider le développement du compostage collectif sur deux résidences (Trou de Magnan et Jacourlette). Cette action n'a pas pu démarrer à ce jour car la réhabilitation de ces deux quartiers est programmée pour 2018. Le projet de compostage sur ces deux quartiers est inscrit à l'ordre du jour de la réunion de concertation qui a lieu le 14 décembre 2017 avec les habitants.

L'association a également réalisé deux petites vidéos pédagogiques qui seront mises gratuitement en ligne en janvier 2018. Une vidéo sur le thème « compostage partagé en résidence » et une sur la « technique du lombri-compostage collectif ».

Accueillir et informer le public

Sur croq'jardin et sur l'aire de compostage, l'association a accueilli du public (enfants et adultes) pour des **ateliers de sensibilisation aux techniques de compostage et au jardinage écologique**. Le jardin est ouvert de mars à octobre, sur cette période plus de 1.000 visiteurs (familles) sont accueillis et se renseignent sur les techniques de compostage et de jardinage biologique, la fête « Tous au jardin » premier week-end de mai est un temps fort où sont reçus plus de 200 visiteurs. Des activités autour des « cuisines participatives » ont permis également de sensibiliser les 300 participants durant ces cinq séances aux techniques de compostage de leurs bio déchets de cuisine.

Former les agents et les jardiniers paysagistes

D'autre part, il a été réalisé deux **formations aux techniques de compostage et de gestion intégrée des déchets verts** à l'attention des agents des collectivités et des jardiniers paysagistes (32 participants).

Le tableau suivant récapitule les objectifs et les moyens techniques et humains nécessaires et les résultats obtenus.

Objectifs	Moyens humains	Moyens techniques	Calendrier	Résultats attendus
1/ Assurer la collecte et le traitement des points actuels de compostage	Gonzague Saison + services civiques	Collecte 3 fois par semaine Un véhicule de collecte 8 bacs de 1 000 litres « made in Croq'Jardin »	Toute l'année 52 semaines	22 tonnes de déchets compostés * (voir tableau par producteurs) Le compost produit est utilisé en amendement sur le jardin pédagogique
2/ Assurer le broyage des déchets verts de la commune et des agriculteurs partenaires	Gonzague Saison + services civiques	Un broyeur Saelen Premium Une aire de compostage méthode « Jean Pain »	Broyage d'automne et de printemps	Éviter la mise à feu des branchages et des résidus de cultures Valoriser en circuit court les déchets verts en compost Faire la démonstration de l'utilité du compost de déchets verts Pour améliorer la qualité physique du sol
3/Développer le compostage sur les quartiers de Trou de Magnan et Jacourlette				Non réalisé par faute d'accord mais possible en 2018
4/ Accueillir et informer le public (500 personnes/an) les porteurs de projets (environ 50 personnes /an) sur les techniques de compostage sur notre aire pédagogique de compostage.	Cent jours comptabilisés pour l'accueil et l'information sur les techniques de compostage et le jardinage biologique.	Un jardin productif entièrement équipé et entretenus selon les techniques agro-écologiques	De mars à novembre (ouverture du jardin au public) Plusieurs week end portes ouvertes et animations	Apporter une information de qualité aux personnes et aux porteurs de projets pour démarrer ou améliorer leurs techniques ou opérations de compostage
5/ Former les agents et les jardiniers paysagistes à la gestion intégrée des déchets verts et technique de compostage	Un formateur « maitre composteur »	Deux modules de 7H. proposé 4 fois dans l'année au sein de Croq'Jardin	Modules proposés en Avril Mai septembre octobre	Améliorer les compétences des agents et des paysagistes pour mieux gérer les espaces verts avec des techniques agro écologiques afin d'éviter le brûlage des déchets verts et l'usage de désherbant et de pesticides

Résultats obtenus

Producteurs	Volume moyen hebdomadaire en litres	Quantité annuelle en litres
Cuisine collective (Cantine scolaire, maison de retraite Oustaou, MFR)	300 l	15.600 l
Restaurants	50 l	2.600 l
Alimentaire (SPAR)	200 l	10.400 l
Résidences Bremone et Resquillette	200 l	10.400 l
Apports sur Croq jardin	100 l	5.200 l
TOTAL		44.200 l

Le volume de déchets organiques collecté sur l'année est de 44.200 litres. L'association a retenu un ratio de 50% pour calculer le poids moyen (variable selon le degré d'humidité). Ce qui donne une valeur moyenne de 22.100 Kg, soit 22 Tonnes.

En ajoutant un tiers de broyat dans les bacs, le poids total est équivalent à 29 tonnes de déchets compostés sur l'année.

Au final, une fois le processus de compostage réalisé, l'association bénéficie de 9 tonnes de compost mûr pour amender son jardin.

3 – DESCRIPTION DU PROJET 2018

Objectifs	Moyens humains	Moyens techniques	Calendrier	Résultats attendus	Coût prévisionnel
1/ Assurer la collecte et le traitement des points actuels de compostage + développement sur Trous de Magnan et Jacourlette	Gonzague Saison + services civiques	Collecte 3 fois par semaine Un véhicule de collecte 8 bacs de 1000 litres « made in Croq'Jardin »	Toute l'année 52 semaines	30 tonnes de déchets compostés. Le compost produit est utilisé en amendement sur le jardin pédagogique	salaires 8 heures X 52 X 15 € 6 240 € carburant/entretien n/assurance 760 €
2/ Assurer le broyage des déchets verts de la commune et des agriculteurs partenaires	Gonzague Saison + services civiques	Un broyeur Saelen Premium Une aire de compostage méthode « Jean Pain » (50 Heures/an)	Broyage d'automne et de printemps	Eviter les mise à feu des branchages et des résidus de cultures Valoriser en circuit court les déchets verts en compost Faire la démonstration de l'utilité du compost de déchets verts Pour améliorer la qualité physique du sol	Autofinancement FDFR13 2.000 €
3/ Accueillir et informer le public (500 personnes/an) les porteurs de projets (environ 50 personnes /an) sur les techniques de compostage sur notre aire pédagogique de compostage.	Cent jours comptabilisés pour l'accueil et l'information sur les techniques de compostage et le jardinage biologique.	Un jardin productif entièrement équipé et entretenus selon les techniques agro-écologiques	De mars à novembre (ouverture du jardin au public) Plusieurs week end portes ouvertes et animations	Apporter une information de qualité aux personnes et aux porteurs de projets pour démarrer ou améliorer leurs techniques ou opérations de compostage	Autofinancement (aide Conseil Départemental) 12.000 €
5/ Former les agents et les jardiniers paysagistes à la gestion intégrée des déchets verts et technique de compostage	Un formateur « maître composteur »	Deux modules de 7H. proposé 4 fois dans l'année au sein de Croq'Jardin	Modules proposés en Avril Mai septembre octobre	Améliorer les compétences des agents et des paysagistes pour mieux gérer les espaces verts avec des techniques agro écologiques afin d'éviter le brûlage des déchets verts et l'usage de désherbant et de pesticides	Autofinancement (ventes de formations) 5.077 €

4- PLAN DE FINANCEMENT

DÉPENSES		RECETTES	
Charges directes		Ressources propres	
Achats		Vente formations	8.417 €
Prestations de services	999 €		
Achat matières et fournitures	850 €		
Autres fournitures	1 380 €		
Services extérieurs			
Locations	485 €		
Entretien et réparation	680 €		
Assurances	518 €	Département	5.660 €
Autres Services extérieurs			
Rémunérations intermédiaires et honoraires	9 810 €		
Déplacements, missions	340 €	Métropole Aix Marseille	7.000 €
Services bancaires, autres	354 €	Provence Territoire du Pays d'Aix	
Charges de personnel			
Rémunérations des personnels	3.940 €	Fonds européen	4.000 €
Charges sociales	1.721 €		
Autres charges de personnel	4.000 €		
TOTAL CHARGES	25.077 €	TOTAL RECETTES	25.077 €
Emplois des contributions volontaires en nature	1.000	Contributions volontaires en nature	1.000
TOTAL	26.077 €		26.077 €

5- MODALITÉ DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Les modalités de versement sont les suivantes :

- un acompte de 80% de la subvention votée ;
- le solde (soit 20%) sera versé sur production des comptes annuels de l'association.

Les comptes annuels comportent la signature du représentant de l'association.

Ajustement de la subvention :

Si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation de la Métropole est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles.

L'association de La Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches du Rhône sollicite le Territoire du Pays d'Aix, pour l'attribution d'une subvention de 7 000 €.

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oui/non
2018-00226	Prévention des déchets : compostage	Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches du Rhône	Compostage	11.000 €	25.077€	7.000€	7.000 €	non

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention à l'association Fédération Départementale des Foyers Ruraux des Bouches-du-Rhône d'un montant de 7.000€ pour l'année 2018.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix, ou son représentant, est autorisée à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe SPED du Territoire du Pays d'Aix fonction 812 nature 6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 060

Attribution d'une subvention à l'association Valtri pour l'année 2018 et ajustement 2017

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fond de subvention spécifique et une convention cadre, sur

la base de laquelle sont versées ces subventions spécifiques.

Cette convention cadre a été approuvée lors du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013, ajustée par délibérations des Bureaux communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017.

La convention cadre a été signée avec l'association VALTRI en février 2015, pour une durée de cinq ans.

En 2017 VALTRI a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 22.000 €.

Les modalités de financement sont définies selon le tableau ci dessous. Elles visent à inciter les ressourceries à maximiser leur niveau de réemploi.

Gisement Réemployé (GR en t)	0-50 t	50-250 t	250-750 t	>750 t
Valorisation déchets > 75%	5 000 € + 100 € x GR	10 000 € + 75 € x (GR-50 t)	25 000 € + 50 € x (GR-250 t)	50 000 €
Valorisation déchets > 50%	3 500 € + 70 € x GR	7 000 € + 52,5 € x (GR-50 t)	17 500 € + 35 € x (GR-250 t)	35 000 €
Valorisation déchets < 50%	0 €	0 €	0 €	0 €
Maxi Subvention	10 000 €	25 000 €	50 000 €	50 000 €

En fin d'année l'association transmet son bilan d'activité et son taux de réemploi afin d'obtenir le versement du solde de la subvention.

Pour rappel au titre de l'année 2017, 22.000 € ont été versés à l'association conformément à la demande initiale attribuée par délibération (2017_CT2_140) du 23 mars 2017.

Par dérogation à la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier, et conformément aux modalités de versement établies dans la délibération cadre des ressourceries du Bureau communautaire du 10 juillet 2015 et du Conseil de Territoire du 23 mars 2017 : « si le calcul établi selon le tableau ci-dessus, en fonction des rapports et bilan d'activité, donne un montant supérieur à la subvention accordée pour la période, le dépassement sera intégré à la délibération relative à la demande de subvention de la période suivante. Celui-ci ne pourra être versé tant que cette nouvelle délibération ne sera pas effective ».

Pour l'année 2017 le bilan d'activité de l'association présente, un tonnage réemployé de 214 tonnes, un taux de valorisation supérieur à 75 %. En effet, en 2017 l'association a réemployé 50 % des tonnages entrant. Les tonnages non réemployés ont été valorisés à hauteur de 90 %. Dès lors, au regard des modalités de financement exposées ci dessus, il est nécessaire d'ajuster le montant de la subvention 2017 selon le mode de calcul ci après.

Calcul du montant de la subvention ajustée : $10.000€ + 75€ \times (213,89t - 50t) = 22.291,75€$.

Ainsi, sur la base des dispositifs d'aides délibérés, de la décision d'attribution de subvention pour l'année 2017, des éléments transmis par l'association, le montant du et versé à celle-ci au titre de son activité de réemploi 2017 nécessite un ajustement de la subvention pour un montant de **291,75€**.

Pour l'année 2017/2018 (novembre à octobre)

L'association VALTRI sollicite le Territoire du Pays d'Aix, pour l'attribution d'une subvention de 32.000 € estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2018, réemployés et valorisés.

Pour rappel, outre l'activité développée sur son site « Histoire sans fin » situé sur la commune de Venelles, l'association collecte des déchets potentiellement valorisables (meubles usagés, livres, objets...) sur des déchèteries du Territoire du Pays d'Aix : Venelles, Eguilles, les Pennes-Mirabeau et Aix-en-Provence.

Il est donc proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Ouilhon
2018-00021	Ressourceries	VALTRI	Insertion	22.291 €	€	32.000 €	32.000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_142 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 approuvant un avenant à la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries ;
- La délibération n°2017_CT_140 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 attribuant une subvention à l'association Valtri pour l'année 2017 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets en date du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est versé à l'association VALTRI un ajustement de subvention pour l'activité 2017, d'un montant de 291,75€.

Article 2 :

Est attribuée une subvention à l'association VALTRI de 32.000€ pour l'année 2018 (période de novembre 2017 à octobre 2018).

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix, fonction 812 nature 6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 061

Attribution d'une subvention à l'association Elan Jouques

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fond de subvention spécifique et une convention cadre, sur la base de laquelle sont attribuées ces subventions spécifiques.

Cette convention cadre a été approuvée lors du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013, ajustée par délibérations des Bureaux communautaires des 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017.

La convention cadre a été signée avec l'association ELAN JOUQUES en 2017, pour une durée de cinq ans.

Pour l'année 2018 (novembre 2017 à octobre 2018), l'association ELAN JOUQUES a sollicité le Territoire du Pays d'Aix, pour l'attribution d'une subvention de 6.888€ estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2018, réemployés et valorisés.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Oul'non
2018/00269	Ressourceries	ELAN JOUQUES	Insertion	9.888 €	€	6.888 €	6.888 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015_B545 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant l'établissement d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_142 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 approuvant un avenant à la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries ;
- La délibération n°2017_CT2_239 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 attribuant une subvention à l'association ELAN-JOUQUES pour l'année 2017 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 6.888 € à l'association ELAN JOUQUES pour l'année 2018 (période de novembre 2017 à octobre 2018).

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix, fonction 812 nature 6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 062

Attribution d'une subvention à l'association Emmaüs pour l'année 2018 et ajustement 2017

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La prévention est une priorité dans la chaîne de gestion des déchets.

Les structures de réemploi « ressourceries » sont des acteurs performants de cette politique et le Territoire du Pays d'Aix a décidé de favoriser leur émergence en mettant en place un fond de subvention spécifique et une convention cadre, sur la base de laquelle sont versées ces subventions spécifiques.

Cette convention cadre a été approuvée lors du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013, ajustée par délibérations des Bureaux communautaires de 10 juillet et 29 octobre 2015 et enfin modifiée par délibération du Conseil de Territoire du 23 mars 2017.

La convention cadre a été signée avec l'association EMMAÜS en 2015, pour une durée de cinq ans.

En 2017 EMMAÜS a sollicité le Territoire du Pays d'Aix pour un montant de 40.000€.

Les modalités de financement sont définies selon le tableau ci dessous. Elles visent à inciter les ressourceries à maximiser leur niveau de réemploi.

Gisement Réemployé (GR en t)	0-50 t	50-250 t	250-750 t	>750 t
Valorisation déchets > 75%	5 000 € + 100 € x GR	10 000 € + 75 € x (GR-50 t)	25 000 € + 50 € x (GR-250 t)	50 000 €
Valorisation déchets > 50%	3 500 € + 70 € x GR	7 000 € + 52,5 € x (GR-50 t)	17 500 € + 35 € x (GR-250 t)	35 000 €
Valorisation déchets < 50%	0 €	0 €	0 €	0 €
Maxi Subvention	10 000 €	25 000 €	50 000 €	50 000 €

En fin d'année l'association transmet son bilan d'activité et son taux de réemploi afin d'obtenir le versement du solde de la subvention.

Pour rappel, au titre de l'année 2017, 40.000€ ont été versés à l'association conformément à la demande initiale attribuée par délibération (2017_CT2_241) du 11 mai 2017.

Par dérogation à la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier, et conformément aux modalités de versement établies dans la délibération cadre des ressourceries du Bureau communautaire du 10 juillet 2015 et du Conseil de Territoire du 23 mars 2017 : « si le

calcul établi selon le tableau ci-dessus, en fonction des rapports et bilan d'activité, donne un montant supérieur à la subvention accordée pour la période, le dépassement sera intégré à la délibération relative à la demande de subvention de la période suivante. Celui-ci ne pourra être versé tant que cette nouvelle délibération ne sera pas effective ».

Pour l'année 2017 le bilan d'activité de l'association présente un tonnage réemployé de 860 tonnes, un taux de valorisation supérieur à 75 %. En effet, en 2017 sur l'ensemble des tonnages réceptionné et provenant du Territoire du Pays d'Aix 1306 tonnes, 66 % ont été réemployés. Les tonnages non réemployés ont été valorisés à hauteur de 85%.

Dès lors, au regard des modalités de financement exposées dans le tableau ci-dessus, il est nécessaire d'ajuster le montant de la subvention 2017 sur la base d'une subvention d'un montant de 50.000€.

Ainsi, sur la base des dispositifs d'aides délibérés, de la décision d'attribution de subvention pour l'année 2017, des éléments transmis par l'association, l'aide due et versée à celle-ci au titre de son activité de réemploi 2017 nécessite un ajustement de la subvention pour un montant de **10.000€**.

Pour l'année 2017/2018 (novembre à octobre)

L'association EMMAÜS sollicite le Territoire du Pays d'Aix, pour l'attribution d'une subvention de 40.000€ estimée sur la base des tonnages prévisionnels 2018, réemployés et valorisés.

Il est proposé de répondre favorablement à cette demande de subvention qui présente les caractéristiques suivantes :

N° GU	Manifestation Action	Association	Domaine d'activités	Subvention N-1	Budget global de l'action	Subvention sollicitée	Subvention proposée par la commission thématique	Convention d'objectifs Quinon
2018-00086	Ressourceries	EMMAÜS	Insertion	50.000 €	€	40.000 €	40.000 €	oui

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2013_B433 du Bureau communautaire de la CPA du 26 septembre 2013 approuvant la création d'un fonds de subvention à destination des structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015_B367 du Bureau communautaire de la CPA du 10 juillet 2015 approuvant l'évolution du dispositif d'aides aux structures de réemploi positionnées sur le territoire de l'ex Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2015_B545 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant l'établissement d'une convention d'objectifs ;
- La délibération n°HN 021-049/16CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;

- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_142 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 mars 2017 approuvant un avenant à la convention cadre du dispositif d'aides aux ressourceries ;
- La délibération n°2017_CT_241 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 11 mai 2017 attribuant une subvention à l'association EMMAÜS pour l'année 2017 ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est versé à l'association EMMAÜS un ajustement de subvention pour l'année 2017 d'un montant de 10.000€.

Article 2 :

Est attribuée une subvention à l'association EMMAÜS de 40.000€ pour l'année 2018 (période de novembre 2017 à octobre 2018).

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer toutes les pièces relatives à l'exécution de cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget annexe du SPED du Territoire du Pays d'Aix, fonction 812 nature 6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018_CT2_063

Approbation d'une convention de mutualisation associée à la compétence collecte des déchets ménagers entre le Territoire du Pays d'Aix et la commune de Vitrolles – Accompagnement à la restriction des conditions d'accès aux professionnels à la déchèterie de Vitrolles

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le présent rapport concerne la convention relative à la réalisation par la mutualisation de moyens de prestations associées à la compétence collecte des déchets ménagers entre le Territoire du Pays d'Aix et la commune de Vitrolles.

La convention a pour objet de permettre la rémunération de la commune assurant certaines prestations annexes au service de collecte des déchets ménagers à la place du Territoire du Pays d'Aix.

La commune concernée est la commune de Vitrolles, la prestation est l'accompagnement à la

mise en œuvre de mesures de prévention et de coercition afin de limiter les dépôts sauvages consécutifs à la restriction d'accès des professionnels à la déchèterie de Vitrolles, cette mesure de restriction étant pour la première fois mise en œuvre.

Il est proposé en accord avec la commune concernée de mettre en œuvre cette convention à compter du 1^{er} mars 2018 pour une durée limitée à six mois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n° FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Il est décidé de procéder à la mise en œuvre de la convention de mutualisation relative à la réalisation de prestations associées à la compétence collecte des déchets ménagers entre le Territoire du Pays d'Aix et la commune de Vitrolles.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention ci-annexée.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 064

Approbation du nouveau règlement intérieur des déchèteries du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix est compétent en matière d'élimination de déchets ménagers et assimilés. Dans ce cadre et afin de répondre aux objectifs d'augmentation des taux de valorisation des matières, de maîtrise des volumes de déchets enfouis ou encore de maîtrise des coûts, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix s'est doté d'un réseau de 19 déchèteries.

Les conditions d'accès aux déchèteries sont régies par un règlement intérieur commun dont la dernière version a été validée par le Conseil communautaire de la CPA du 8 octobre 2015 (délibération n°2015_A217).

Jusqu'alors, les grands principes de ce règlement étaient les suivants :

1. Acceptation de tous type d'apporteurs (professionnels et particuliers) sans distinction ;
2. Un volume maximum de 1,5m³ par apporteur et par jour (sauf pour les déchets végétaux sans limitation de volume pour les particuliers du lundi au vendredi) ;
3. L'accès aux véhicules de PTAC < 3,5 tonnes ;
4. La gratuité du service.

Toutefois, afin de répondre à la fois aux objectifs de la Loi de Transition Énergétique, et à la fois ceux fixés par la Métropole Aix-Marseille-Provence (délibération DEA 018-2836/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017) en matière de limitation des quantités de déchets enfouis ou encore en terme de prévention, le Territoire du Pays d'Aix a décidé :

- d'une part, de faire évoluer ses pratiques en terme de gestion et de prise en charge des Déchets d'Activité Économique (délibération n°2017_CT2_473)
- et d'autre part, de faciliter l'émergence de déchèteries professionnelles afin d'offrir une solution de proximité dédiées aux artisans qui se verront appliquer des restrictions d'accès dans les déchèteries publiques (délibération n°2017_CT2_514, création d'une déchèterie professionnelle sur la commune de Bouc-Bel-Air – plan d'actions).

Dans ce contexte, il convient d'ajuster le règlement intérieur de façon à y intégrer les mesures de restriction d'accès et leurs modalités d'application. Ainsi, dès lors que des exutoires de proximité seront existants et en capacité d'accueillir les flux des professionnels, les déchèteries publiques seront équipées d'un portique leur interdisant l'accès.

À l'occasion de la mise à jour du règlement intérieur, les mesures suivantes ont été actualisées :

1. La procédure de fermeture des déchèteries est clarifiée : le dernier véhicule accepté à dépoter ses déchets le sera 10 minutes avant l'horaire de fermeture, afin de permettre les opérations de tri et de nettoyage associées à l'exploitation des sites. En cas d'encombrement des voies d'accès (plus de 10 véhicules) 15 minutes avant la fermeture du site, le gardien informera clairement le dernier véhicule qui pourra déposer ses déchets.
2. Procédure de réception des déchets d'amiante lié : la procédure validée avec les services compétents est annexée au Règlement Intérieur. La réception d'amiante ciment reprendra sur les sites de Pertuis, Rousset, Saint-Cannat et Vitrolles.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le nouveau règlement intérieur des déchèteries du Territoire du Pays d'Aix.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le nouveau règlement intérieur des déchèteries du Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 065

ISDnD de l'Arbois - Mise en place de provisions financières pour risque

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Tout exploitant d'Installation de Stockage des Déchets non Dangereux (ISDnD) est soumis réglementairement (arrêté ministériel du 15 février 2016) à un réaménagement et à un suivi du site après arrêt de son exploitation « commerciale ». Le Territoire du Pays d'Aix en tant qu'exploitant de l'ISDnD de l'Arbois devra réaliser un suivi pendant 30 ans à compter de la fin de l'exploitation commerciale de l'ISDnD.

D'un point de vue réglementaire, la post-exploitation concerne l'ensemble des opérations associées au suivi du site, avec pour objectif essentiel la surveillance des effets de l'installation sur son environnement pendant au moins trente ans.

Ainsi, lors de la période de suivi trentenaire, les aspects contrôlés de façon récurrente concernent les postes suivants :

- Lixiviats : entretien réseau de collecte, contrôle, démantèlement ;
- Biogaz : entretien réseau de collecte et traitement, contrôle, démantèlement ;
- Eaux pluviales : entretien des fossés ;
- Eaux souterraines : contrôle ;
- Intégration paysagère : entretien espaces verts, levés topographiques, entretien couverture ;
- Sécurité et accessibilité : clôture, accessibilité et voirie.

Ces charges peuvent être d'autant plus lourdes qu'il s'agit de dépenses récurrentes s'ajoutant aux dépenses « fatales » de traitement de déchets intervenant postérieurement à l'ISDnD. Ainsi, le provisionnement de ces charges permet d'assurer le financement immédiat de charges futures qui devront être payées au cours des années pendant lesquelles le site ne sera plus exploité.

Le provisionnement du suivi est un gage de bonne gestion de ses comptes et d'anticipation de dépenses à venir.

Ainsi, il est proposé de provisionner annuellement 100.000 €, des sommes qui ont été estimées au regard des besoins futurs en terme de suivi et jusqu'à la fin de la validité de l'arrêté préfectoral n°1400-2011A du 18 novembre 2013 autorisant l'exploitation de l'ISDnD de l'Arbois, à savoir 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de l'ISDnD de l'Arbois n°1400-2011A ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver la mise en place de provisions financières pour risque pour l'ISDnD de l'Arbois.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la mise en place de provisions annuelles de 100.000 € sur l'ISDnD de l'Arbois.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Annexe du Service Prévention Élimination des Déchets (SPED) du Territoire du Pays d'Aix – Fonction 7213 – Nature : 6875 « dotations aux provisions pour risque ».

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive-Sports

2018 CT2 066

Attribution d'une subvention exceptionnelle d'investissement au club Plongée Pays d'Aix

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a engagé depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Dans le cadre de l'opération de rénovation de la piscine Yves Blanc à Aix-en-Provence pendant deux ans par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, les activités de l'association Plongée Pays d'Aix ont dû être transférées sur la piscine Sainte-Victoire à Venelles.

L'ensemble du matériel nécessaire à la pratique de la plongée (compresseur, bouteilles, scaphandres...) doit, pour des raisons évidentes de sécurité, être stocké dans un local adapté et en conformité avec la réglementation existante. Le petit local de la piscine de Venelles mis à la disposition du club ne permettait pas d'accueillir et d'installer les équipements indispensables à la poursuite des activités du club.

En accord avec les services de la mairie d'Aix-en-Provence, le club Plongée du Pays d'Aix a procédé à l'acquisition d'un conteneur maritime vide qui a pu être implanté et complètement équipé en toute conformité aux règles de sécurité sur la zone du stade Carcassonne à Aix-en-Provence.

Les coûts de cette acquisition, son équipement, les branchements et le contrôle par une société agréée ont été pris en charge exclusivement par le club pour un montant total de 5.862 € impactant lourdement son budget.

Au regard de la volonté de maintenir les activités du club Plongée Pays d'Aix jusqu'à la réouverture de la piscine Yves Blanc en janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix souhaite lui attribuer une aide exceptionnelle d'investissement de 4.000 € correspondant à 68 % des dépenses engagées pour l'implantation et l'équipement de ce local de stockage en 2018. Il convient de noter que le club Plongée Pays d'Aix a pris en charge la totalité de ces dépenses sans aucune autre aide publique.

Eu égard à une erreur d'imputation budgétaire relevée dans la délibération n°2017_CT2_448 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 relative à l'attribution d'une subvention exceptionnelle au Club Plongée Pays d'Aix, il convient de procéder au retrait de cette délibération et la remplacer par la présente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement exceptionnelle de 4.000 € au club de Plongée Pays d'Aix.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits d'investissement nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 2840/ Fonction 325 / Opération 445 / Nature 4581.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 067

Soutien au sport de haut niveau 2018 - Attribution de subventions aux clubs éligibles de sports collectifs et individuels, et au dispositif « Ecole Sports Entreprise du Pays d'Aix » - Approbation de conventions d'objectifs

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a engagé à partir de 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Plusieurs dispositifs ont été délibérés afin de mieux répondre aux besoins constatés tant en matière d'équipement que d'accompagnement de pratique

amateur et professionnelles autour notamment des axes suivants :

1- Soutenir le sport de compétition de niveau national pour les sports collectifs comme pour les sports individuels.

2- Renforcer le développement de ces pratiques sportives grâce à un programme d'accompagnement scolaire de 400 jeunes sportifs âgés de 15 à 20 ans intégrés dans les équipes cadettes et juniors des clubs de sports collectifs et de sports individuels de haut niveau du Pays d'Aix : le dispositif « Ecole Sport Entreprise du Pays d'Aix ».

Il est proposé d'approuver les attributions de subventions et les conventions afférentes ci après :

1/ Soutien aux clubs de sport collectif de haut niveau :

Au regard du niveau où ces clubs évoluent pour la saison 2017/2018 et des résultats obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2018 aux aides suivantes **pour un montant total de 1.085.000 €** (hors marchés de prestations de services) :

Clubs en 2018	Catégorie Division	BP 2018	Total (n-1)	Subv sollicitée	Subv Proposée	Prestation de service	Total subventions proposées 2018	Convention
EUSRL PAUCH (GU n°00151)	1ère division (LNH)	5.043.527 €	720.000 €	/	/	Mini 720.000 € Maxi 960.000 €*	/	Marché
	Centre de formation		300.000 €	300.000 €	300.000 €	/	300.000 €	Oui
SASP PROVENCE RUGBY	3ème (Fédérale 1)	4.053.000 €	450.000 €	/	/	450.000 €*	/	Marché
Association PROVENCE RUGBY (GU n°00138)	Centre de formation	992.000 €	250.000 €	150.000 €	150.000 €	/	150.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Water Polo (GU n°00339)	1ère (Elite 1)	1.858.500 €	260.000 €	180.000 €	175.000 €	/	175.000 €	Oui
Asso PAVVB (GU n°00019)	1ère (Elite 1F)	1.170.500 €	510.000 €	540.000 €	410.000 €	/	410.000 €	Oui
Basket Métropole Aix Venelles (GU n°00098)	2ème (Nationale 2F)	262.000 €	50.000 €	50.000 €	50.000 €	/	50.000 €	Oui
TOTAL							1.085.000 €	

* Les montants indiqués pour les marchés de prestation de service représentent le plafond maximum qui pourra être revu à la baisse au regard de l'art. L.113-3 du Code du sport.

Il convient de rappeler que la Société Anonyme Sportive Professionnelle Provence Rugby est liée par convention à son association d'origine qui bénéficie d'une subvention au titre du fonctionnement de son centre de formation. Il est rappelé à ce titre que la subvention versée à l'association ne peut être reversée à la société à quelque titre ou sous quelque forme que ce soit.

2/ Soutien aux clubs de sport individuel de haut niveau :

Cette politique de soutien à certaines disciplines de sport individuel évoluant en niveau national vise à valoriser les résultats obtenus sur le plan international afin de mettre en valeur leur pratique et ainsi permettre d'augmenter le nombre de licenciés. Au regard du niveau où ces clubs de sport individuel évoluent pour la saison 2017/2018 et des résultats

obtenus en fin de saison sportive, ils peuvent être éligibles en 2018 aux aides suivantes **pour un montant total de 488.000 €** :

Clubs (Guichet Unique 2018)	BP 2018	Subvention sollicitée 2018	Subv n-1	Barème d'attribution	Subvention proposée 2018	Conven- tions
Gymnastique du Pays d'Aix (GU n°00091)	347.990 €	37.000 €	32.000 €	30.000 €	27.000 €	Oui
Pays d'Aix Natation Natation synchronisée (GU n°00458)	1.858.500 €	90.000 €	83.000 €	83.000 €	74.000 €	Oui
Aix Athlè Provence (GU n°00077)	505.000 €	67.000 €	67.000 €	67.000 €	60.000 €	Oui
Escrime du Pays d'Aix (GU n°00424)	332.954 €	95.000 €	90.000 €	80.000 €	72.000 €	Oui
Amical Vélo Club Aixois (GU n°00341)	600.500 €	170.000 €	170.000 €	170.000 €	153.000 €	Oui
AUC Badminton (GU n°00239)	327.000 €	75.000 €	62.000 €	60.000 €	54.000 €	Oui
AUC Taekwondo (GU n°00342)	86.100 €	25.000 €	14.000 €	15.000 €	13.500 €	Non
Aix Handisport (GU n°00042)	23.800 €	5.000 €	5.000 €	5.000 €	5.000 €	Non
Squash Passion (GU n°00074)	82.800 €	40.000 €	30.000 €	30.000 €	15.000 €	Non
Club Handisport Aixois (GU n°00344)	120.500 €	15.000 €	12.000 €	10.000 €	10.000 €	Non
BMX Les Pennes Mirabeau (GU n°00237)	124.322 €	35.000 €	5.000 €	5.000 €	4.500 €	Non
TOTAL					488.000 €	

Il convient de rappeler que l'association Pays d'Aix Natation bénéficie également d'une subvention pour le fonctionnement de sa section de water-polo en 2018 correspondant à un montant de 175.000 € ce qui porte la totalité des subventions à allouer au Pays d'Aix Natation pour ses deux sections water-polo et natation synchronisée à 249.000 €.

Par ailleurs, le Projet PRODAS (PROjet de Développement des Activités Sportives) dans les quartiers prioritaires visés par les services « Politique de la Ville » des communes d'Aix-en-Provence, Vitrolles, Pertuis et Gardanne bénéficie de la participation des clubs de niveau national bénéficiaires d'une subvention de fonctionnement au titre du dispositif de soutien au sport de haut niveau, liés par une convention d'objectifs avec le Pays d'Aix. Il convient de noter que les clubs de sport individuel bénéficiaires d'une subvention de fonctionnement mais non liés par une convention d'objectifs (en raison du montant de la subvention inférieure à 23.000 €) doivent également s'engager à :

- développer l'animation sportive de proximité ;
- promouvoir l'égalité des chances et la cohésion sociale afin de favoriser l'accès à la pratique sportive pour le plus grand nombre ;
- mettre en œuvres diverses actions d'animation et de formation sur l'ensemble du territoire du Pays d'Aix ;

3/ Soutien au dispositif « Ecole Sports Entreprise du Pays d'Aix » (ESE):

Le partenariat Sport/Entreprise mis en place par la Communauté du Pays d'Aix au travers de ce dispositif validé par la délibération n°2005_A340 du Conseil communautaire du 8 décembre 2005 a permis de créer une dynamique nouvelle entre les différents acteurs sportifs du territoire, et en particulier les jeunes sportifs évoluant en niveau national dans leur intégration sociale et professionnelle future.

Ce dispositif concerne aujourd'hui 400 jeunes sportifs de 15 à 20 ans constituant les espoirs cadets et juniors sports des clubs de sports collectif et individuel de haut niveau du Pays d'Aix dans les disciplines suivantes : natation (4 disciplines), handball, basket, volley-ball, athlétisme, gymnastique, triathlon, BMX, taekwondo, cyclisme, judo, pentathlon, escrime, tennis.

La Communauté du Pays d'Aix, aux côtés des clubs de haut niveau de son territoire, a décidé de soutenir ce programme original depuis plusieurs années visant à créer les meilleures conditions possibles d'accompagnement et de soutien éducatif, scolaire et professionnel de jeunes sportifs.

Ce dispositif interactif permet aussi de mutualiser certains aspects logistiques : transports, restaurations adaptées, tutorat scolaire, préparation physique, en regroupant les bénéficiaires du programme.

En complémentarité de ce dispositif, une cellule opérationnelle prend en compte les sportifs adultes afin de les accompagner dans leur formation post sportive et leur insertion dans le monde du travail.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé de valider les termes de la convention d'objectifs à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association "ESE Pays d'Aix", composée aujourd'hui de 20 salariés, et de valider l'attribution d'une subvention de 80.000 € à l'association "ESE

Pays d'Aix" en 2018, telle que décrite dans le tableau ci-dessous :

Club	N° Guichet Unique 2018	Budget prévisionnel 2018	Subvention N-1	Subvention sollicitée	Total subventions proposée 2018	Convention
ESE Pays d'Aix	00418	176.500 €	100.000 €	100.000 €	80.000 €	Oui

4/ Rappel des dispositions du code du sport

Il convient de noter qu'au-delà de 23.000 €, une convention annuelle type entre l'association sportive et le Territoire du Pays d'Aix permettra de verser ces aides à chaque club.

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit :

- un acompte de 80% sera versé au club après signature de la convention correspondante et ce pour l'ensemble des subventions.
- le solde de 20% sera versé à la fin de l'année sur présentation avant le 1er novembre 2017 :

d'un compte de résultat définitif ou d'un compte de résultat provisoire accompagné dès lors du compte de résultat définitif de l'année n-1, signés du Président et du Trésorier de l'association,

s'il y a lieu, du dernier rapport du Commissaire aux Comptes certifié.

La délibération cadre modificative de la politique sportive de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aix au titre du sport de haut niveau présentée en séance de Conseil communautaire du 11 décembre 2014 a rappelé les conditions et critères du Code du sport relatifs à l'attribution de subventions ou d'achat de prestations de services aux clubs sportifs selon qu'ils étaient gérés sous la forme d'associations ou de sociétés professionnelles :

- Concernant l'attribution de subventions, l'article L.113-2 du Code du sport indique que les associations sportives, ou les sociétés qu'elles constituent, peuvent recevoir des subventions publiques pour des missions d'intérêt général. Ces subventions font l'objet de conventions passées, d'une part, entre les collectivités territoriales et leurs groupements et, d'autre part, les associations sportives ou les sociétés qu'elles constituent. Le montant maximum des subventions versées par l'ensemble des collectivités territoriales et de leurs groupements à l'association sportive et à la société qu'elle constitue ne peuvent excéder 2,3 millions d'euros pour chaque saison sportive de la discipline concernée.

- Concernant l'achat de prestations de service, l'article L 113-3 du Code du sport indique que les sommes versées par les collectivités territoriales ou leurs groupements aux sociétés en exécution de contrats de prestation de services, ou de toute convention dont l'objet n'entre pas dans le cadre des missions d'intérêt général visées à l'article L 113-2, ne peuvent excéder 30% du total des produits du compte de résultat de l'année précédente, dans la limite de 1,6 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2005_A340 du Conseil communautaire de la CPA du 8 décembre 2005 relative au dispositif de formation des jeunes sportifs des clubs de haut niveau ;
- La délibération cadre n°2012_A006 du Conseil communautaire de la CPA du 15 mars 2012 relative à la politique sportive communautaire ;
- La délibération cadre n°2014_A278 du Conseil communautaire de la CPA du 11 décembre 2014 relative à la politique sportive communautaire au titre du sport collectif de haut niveau ;
- La délibération n°2015_A263 du Conseil communautaire de la CPA du 12 novembre 2015 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien aux clubs Pays d'Aix Université Club Handball et Provence Rugby ;
- La délibération n°2015_B767 du Bureau communautaire de la CPA du 17 décembre 2015 relative au soutien au sport de haut niveau et à l'approbation de conventions d'objectifs pluriannuelles pour le soutien

aux clubs Pays d'Aix Venelles Volley Ball et Pays d'Aix Natation ;

- La délibération n°HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions telles que décrites dans les tableaux ci-dessus pour un montant total de 1.653.000 €.

Article 2 :

Sont approuvés les termes des deux conventions à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les deux clubs de haut niveau collectif, l'EUSRL Pays d'Aix Université Club Handball et l'association Provence Rugby.

Article 3 :

Sont approuvés les termes de la convention type à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les trois clubs de haut niveau collectif, l'association Pays d'Aix Venelles Volley Ball, l'association Pays d'Aix Natation et l'association Basket Métropole Aix Venelles.

Article 4 :

Sont approuvés les termes de la convention type à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et les clubs de haut niveau individuel.

Article 5 :

Sont approuvés les termes de la convention à conclure entre le Territoire du Pays d'Aix et l'association Ecole Sport Entreprise du Pays d'Aix.

Article 6 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer les

conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 7 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire 2018 du Pays d'Aix sur la ligne 1001/ Chapitre 65 / Fonction 30 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 068

Événements sportifs sur le Territoire du Pays d'Aix en 2018 - Open de tennis du Pays d'Aix et Ironman 70.3 du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le soutien de la Communauté du Pays d'Aix à des épreuves sportives internationales a permis d'attester de l'ambition d'une politique sportive au service du plus grand nombre.

Celle-ci s'appuie sur des manifestations sportives d'exception qui suscitent tout autant l'engouement des spectateurs que l'envie des jeunes de découvrir ces disciplines sportives.

Le Territoire du pays d'Aix souhaite participer en 2018 au soutien de deux événements sportifs majeurs : l'Open de tennis du Pays d'Aix et l'Ironman 70.3 du Pays d'Aix.

L'Open de tennis du Pays d'Aix :

La 5ème édition de l'Open du Pays d'Aix - Trophée Caisse d'Epargne CEPAC est un tournoi de niveau international qui se déroulera du 7 au 13 mai 2018.

Il constitue une excellente préparation des joueurs, 15 jours avant Roland Garros.

En 2018, il sera doté d'un prix de 150.000 \$ (cent cinquante mille dollars) + hébergements, soit 25.000 \$ d'augmentation par rapport à l'édition 2017, et sera en mesure d'attirer des joueurs classés entre la 50ème et la 200ème place au classement ATP.

Il sera organisé, par la société sportive AB2M, au Country Club Aixois, qui possède les installations suffisantes pour accueillir cette compétition de haut niveau dans le respect des contraintes de la FFT et mener une opération très aboutie de relations publiques.

Quelques chiffres :

- 28 juges de lignes, 50 ramasseurs de balles, 3 arbitres de chaises, 32 joueurs de simple, 16 équipes de double, 10 personnes dédiées à l'entretien des courts en terre battue ;
- 2400 places assises sur le court central (tribunes gratuites et places de loges VIP);
- 350 nuitées réservées pour l'accueil des joueurs et des officiels, 3 sites de restauration
- un village VIP de 500 m², une zone commerciale de 150 m².

Par son nom « Open du Pays d'Aix » et son logo, l'Open du Pays d'Aix est très étroitement associé à l'image du Territoire du Pays d'Aix et le succès des quatre premières éditions encourage le Territoire du Pays d'Aix dans sa volonté de communication liée à cet événement.

Le succès de cette rencontre sportive dépend très largement de son audience dans les médias classiques, presses écrite et audiovisuelle. AB2M mettra en place un plan média important :

- 1500 exemplaires du programme officiel, 2000 gazettes, 2000 flyers, affichage sur les réseaux Muppy et Decaux de la ville d'Aix-en-Provence, sur les bus de la ville, chez les commerçants et dans les clubs de tennis de la Ligue,
- pour ce qui concerne la presse écrite locale, un partenariat sera conclu avec la Provence, partenaire officiel et pour la presse spécialisée avec Grand Chelem, Tennis Info (FFT), Tennis Magazine, TOUTMA,
- pour les radios, ce sont Nostalgie (partenaire officiel) , Radio Star, NRJ, Chéri FM et France Bleu, pour assurer la promotion en amont et couvrir la compétition.
- en ce qui concerne la TV, diffusion dans le monde entier des matchs en direct avec la chaîne de live streaming, en partenariat avec l'ATP Tour. Un partenariat privilégié avec la chaîne Eurosport est en cours de validation. Au niveau local, les chaînes France 3 et Azur TV couvriront l'événement.
- pour l'internet avec la création d'un site : www.opendupaysdaix.com.
- Réseaux sociaux : Facebook, Twitter, Instagram.

L'Ironman 70.3 du Pays d'Aix :

La Communauté du Pays d'Aix, puis le Territoire du Pays d'Aix, ont déjà soutenu les sept premières éditions de l'«Ironman 70.3 du Pays d'Aix» et de «l'Ironkids du Pays d'Aix» entre 2011 et 2017.

La société Ironman France organisera le 13 mai 2018 la huitième édition de «l'Ironman 70.3 du Pays d'Aix», qui est une épreuve de niveau international, au même titre que d'autres triathlons Ironman organisés en France.

Quelques chiffres de l'édition 2017 permettent de constater l'impact de cette manifestation sur le territoire :

- 2151 athlètes inscrits (88% d'athlètes hommes et 12% d'athlètes femmes), 50 équipes relais,
- 50 nationalités représentées (France, Royaume-Uni, Suisse, Italie, Allemagne, Belgique...),
- 146 femmes au départ de l'Irongirl de 8 nationalités différentes,
- 177 enfants au départ des différentes épreuves de l'Ironkids,
- 2500 m² d'Expo Village (20 exposants) sur le Cours Mirabeau pendant 3 jours et 7.500 visiteurs,
- plus de 1000 volontaires assurant le succès de l'événement,
- Les retombées médiatiques :
 - 29 journalistes ou photographes accrédités pour 13 médias différents ;
 - Presse écrite : parutions dans La Provence, parutions dans le Journal du Centre, Le Progrès, Le Dauphiné, Fight Sport, La Marseillaise, Aix-en-Provence le mag, la presse spécialisée Trimag, Triathlete Magazine et Santé Sport Mag ;
 - Presse web : Facebook (749.576 personnes atteintes entre le 7 et le 21 mai 2017), parution dans aixeninfo.fr, Go-met.com, Racing-i.com, dans la presse spécialisée Trimax Hebdo, Trimag, Triathlete Magazine, Trimes, Blog d'athlètes sous forme de communiqué de presse ou de récit de course ;
 - Radio : annonces publicitaires sur RTL2 ;
 - TV : 26 minutes sur la chaîne l'Equipe, 26 minutes sur Canal + Sports, 3 minutes dans le 19h de France 3 Provence Alpes...
 - Les retombées touristiques :
 - 46,6% des athlètes ont été à l'hôtel, soit 850 athlètes dont 83% de ces athlètes étaient à moins de 5 km de la zone d'organisation ;
 - 33% des athlètes sont restés 3 nuits, 28% 2 nuits, 25% une nuit et 9% 4 nuits ;
 - 26% des athlètes sont venus seuls, 24% avec une personne, 18% avec deux accompagnants, 11% avec trois accompagnants, 20% sont venus à quatre ou plus ;
 - 95% des athlètes sont satisfaits de la ville d'Aix-en-Provence.

L'Ironman 70.3 du Pays d'Aix en 2017 se déroulera de la façon suivante :

- une épreuve de natation (1,9 km) sur le lac de Peyrolles-en-Provence,
- une épreuve de cyclisme (90 km) permettant aux athlètes de traverser plusieurs communes du Territoire du Pays d'Aix avec une arrivée sur Aix-en-Provence,

- III. une épreuve de course à pied (21,1 km) qui s'achèvera sur la Rotonde à Aix-en-Provence.

Dans le cadre de cette manifestation, la société Ironman France souhaite organiser et promouvoir le 7^{ème} «Ironkids du Pays d'Aix» qui se déroulera le samedi 12 mai 2018 à Aix-en-Provence. L'Ironkids a pour objectif de fédérer les enfants de 5 à 13 ans autour d'une épreuve sportive de type courses à pied de différentes distances selon l'âge des participants.

Au regard de la promotion du territoire, des retombées économiques, et de la valorisation du sport de haut niveau qu'apportent ces deux grandes manifestations, le Territoire du Pays d'Aix souhaite poursuivre son soutien à leurs organisations en passant des marchés à procédure adaptée de prestations de services en 2018 pour des montants prévisionnels de : 60.000 € TTC pour l'Ironman 70.3 du Pays d'Aix et 135.000 € TTC pour l'Open de tennis du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est approuvée l'organisation des manifestations Ironman 70.3 du Pays d'Aix et Open de tennis du Pays d'Aix en 2018 sur le Territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvé le lancement de marchés à procédure adaptée de prestations de services en 2018 pour des montants prévisionnels de : 60.000 € TTC pour l'Ironman 70.3 du Pays d'Aix et 135.000 € pour l'Open de tennis du Pays d'Aix.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer l'ensemble des documents y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 069

PRODAS 2018 - Attribution de subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a adopté lors du Conseil communautaire du 24 juin 2010 la délibération cadre relative à la mise en place du projet PRODAS.

Le Projet de Développement des Activités Sportives (PRODAS) est un dispositif qui a pour objet de favoriser une approche transversale entre les sports et la politique de la ville en coordonnant la mise en œuvre sur le terrain des différentes actions des clubs sportifs de haut niveau, dans le cadre des conventions d'objectifs mises en place par la direction des sports du Territoire du Pays d'Aix.

Cette action vise également à associer les directions des sports des villes d'Aix-en-Provence, de Pertuis, de Vitrolles et de Gardanne, ainsi que les services « Politique de la Ville » de ces quatre communes.

L'objectif principal consiste à allier sport de haut niveau et action sociale, en proposant notamment à la population jeune des actions ciblées et encadrées, afin de favoriser leur intégration sociale dans la cité.

PRODAS permet de soutenir chaque année des associations qui œuvrent dans le cadre de l'objectif énoncé ci-dessus. Ces associations, issues des quartiers ont un rôle socio-éducatif important, ce qui pose régulièrement des problèmes d'arbitrage au regard d'associations qui ne sont pas exclusivement sportives.

Le dispositif PRODAS permet à la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix de subventionner 100% des actions de ces associations sur la base de projets qui mutualisent sur le terrain les différents acteurs concernés.

Ces associations de proximité conduisent des actions d'initiation à la pratique sportive dont la liste et le calendrier sont joints au dossier de demande de subvention et dont la réalisation est contrôlée avant le versement du solde.

Les douze subventions proposées sont détaillées dans le tableau ci-joint pour un montant total de 78.700 €.

Concernant les modalités de paiement de la subvention, un acompte de 80% est versé à l'association dès que la délibération est exécutoire et le solde de 20% est versé avant la fin de l'année, sur présentation avant la fin octobre d'un budget réalisé provisoire ou définitif de la manifestation signé du Président et du Trésorier de l'association. Il convient de noter que l'intégralité de la subvention sera versée sous réserve d'une part, de la validation du service fait et d'autre part, que le montant du budget réalisé de l'action soit au minimum égal à celui de la subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération cadre n°2010_A110 du Conseil communautaire de la CPA du 24 juin 2010 relative à validation du projet PRODAS ;

- La délibération n°2015_B064 du Bureau communautaire de la CPA du 29 janvier 2015 relative au soutien à des associations pour l'aide à la formation et à la professionnalisation d'éducateurs sportifs spécialisés ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées douze subventions à des associations pour l'organisation d'animations sportives dans le cadre du PRODAS telles que décrites dans le tableau ci-joint pour un montant total de 78.700 €.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2018 sur la ligne 1005/ Chapitre 65 / Fonction 326 / Nature 65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive- Culture

2018 CT2 070

AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise GIRARD titulaire d'un marché de travaux lot n°1 n° 2012M075 dans le cadre de la construction de la médiathèque intercommunale à Pertuis

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans le cadre de la construction de la médiathèque intercommunale à Pertuis (84), la Métropole, ex-Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, a conclu un marché de travaux avec l'entreprise GIRARD pour l'exécution des travaux du lot n°1 « Démolition, Restauration, Gros Œuvre » pour un montant de :

- pour la tranche ferme de 3 580 005,57 € HT, soit 4 281 686,66 € TTC ;
- pour la tranche conditionnelle de 28 446,67 € HT, soit 34 022,21 € TTC ;
- pour un total toutes tranches confondues de 3 608 452,24 € HT, soit 4 315 708,87 € TTC.

Un avenant n°1 a été notifié le 25 novembre 2015 entraînant une augmentation du prix global et forfaitaire de 4,99 %, répartie comme suit :

- pour la tranche ferme de 3 760 066,61 € HT, soit 4 512 079,93 € TTC ;
- pour la tranche conditionnelle de 28 446,67 € HT, soit 34 136,00 € TTC ;
- pour un total toutes tranches confondues de 3 788 513,28 € HT, soit 4 546 215,93 € TTC.

Un projet de décompte général d'un montant de – 433 631,47 € TTC prenant en compte les révisions et le montant des pénalités indiquées par le maître d'œuvre a été notifié à l'entreprise GIRARD le 6 septembre 2017.

L'entreprise a porté des réserves au décompte général sous forme d'un mémoire en réclamation dont les demandes formées consistaient en une demande d'annulation totale des pénalités de retard d'exécution appliquées et une demande de rémunération complémentaire d'un montant de 211 013,13 € HT, soit 253 215,76 € TTC fondée sur :

- la modification du programme de l'opération par le maître d'ouvrage ;
- la défaillance de trois entreprises en cours de chantier ;
- le retard du lot cloisonnement ;
- la prise en compte du chantier de la réfection de la rue Maréchal Leclerc par la ville de Pertuis.

Après avoir recueilli l'avis de son maître d'œuvre, et analysé les documents soumis par l'entreprise il apparaît :

- que les modifications du programme de l'opération par le maître d'ouvrage n'ont pas eu d'impact direct sur le travail de l'entreprise GIRARD, mais ont occasionné le retard du lot cloisonnement et donc retardé l'entreprise GIRARD dans l'exécution de ses prestations d'environ 20 jours, entraînant des frais de gestion de chantier supplémentaires ;
- que la défaillance de trois entreprises en cours de chantier et le chantier de la ville de Pertuis, ne constituent en aucun cas des éléments imprévisibles et ne peuvent donc ouvrir à aucune forme d'indemnisation. Cependant, il convient de tenir compte du retard induit par ces défaillances et ce chantier dont l'entreprise GIRARD ne peut être tenue responsable.

Sur la base de ces nouveaux éléments, il est apparu à la Métropole que :

- une partie des demandes de rémunération complémentaire de l'entreprise est justifiée au titre du non enrichissement de la personne publique pour un montant de 40 414,70 € HT soit 48 497,64 € TTC ;
- un retard effectif de 12 jours calendaires reste imputable à l'entreprise GIRARD entraînant l'application d'un montant de pénalité de 33 678,88 € HT soit 40 414,66 € TTC.

Après une réunion de négociation, tenue le 18 octobre 2017 dans les locaux de la Métropole, entre les services de la Métropole et l'entreprise GIRARD, les deux parties ont convenu de consentir les

concessions réciproques suivantes aux fins de prévenir la naissance d'un contentieux :

- la Métropole : à ramener le montant des pénalités appliquées à l'entreprise Girard à la somme de 33 678,88 € HT soit 40 414,66 € TTC ;
- l'entreprise GIRARD : à limiter ses réclamations à un montant de rémunération complémentaire de 33 678,88 € HT, soit 40 414,66 € TTC. Et à un montant issu de la révision de prix à ces travaux de 561,97 € HT, soit 674,36 € TTC.

La présente délibération a pour objet d'approuver le protocole transactionnel qui aboutira à établir au titre du décompte général modifié, un nouveau solde de marché arrêté à 561,97 € HT, soit 674,36 € TTC tenant compte :

- des révisions de prix définitives pour un montant de 561,97 € HT, soit 674,36 € TTC ;
- d'une pénalité de retard d'un montant de 33 678,88 € HT, soit 40 414,66 € TTC ;
- d'une rémunération complémentaire d'un montant de 33 678,88 € HT, soit 40 414,66 € TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Civil et notamment ses articles 2044 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2013_B086 du Bureau communautaire de la CPA du 7 mars 2013 approuvant le marché de travaux n° 2012M075 de la société GIRARD ;
- La délibération n°2015_B488 du Bureau communautaire de la CPA du 29 octobre 2015 approuvant l'avenant n°1 au marché de travaux n° 2012M075 de la société GIRARD ;

- La circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la Commande Publique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'entreprise GIRARD, annexé au présent rapport, portant :

- modification du montant des pénalités tenant compte du retard strictement imputable à l'entreprise GIRARD ;
- indemnisation de prestations supplémentaires exécutées dans le cadre du marché de travaux n° 2012M075.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le présent protocole transactionnel et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Le montant de l'indemnité sera imputé sur l'Autorisation de Programme n°430 dont les crédits de paiements sont inscrits au Budget Prévisionnel 2018 qui présente les disponibilités suffisantes.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 071

Attribution de subventions de fonctionnement à des associations culturelles du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix, prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations intéresse uniquement les manifestations sur la base des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont en rapport avec la compétence intercommunale et dépassent le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est cadrée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le

soutien aux grands opérateurs pour leur fonctionnement,

- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80% de la subvention après la notification de la subvention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 11 subventions pour un montant total de 64 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Manifestation	Dates Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur, Métropole Investissement	Montant proposé	Convention d'objectif	Date commission	Date CT
2018_002_18	Fondation Saint John Perse	Aix-en-Provence	Printemps des poètes 2018	16 mars 2018 (1 à 2 jours)	3 000,00 €	0,00 €	11 600,00 €	3 000,00 €	1 000,00 €		2 500,00 €	NON	24/01/18	08/02/18
2018_000_85	M2F Créations	Aix-en-Provence	Festival international GAMER Z 14	Novembre 2018 (10 jours)	20 000,00 €	20 000,00 €	138 000,00 €	20 000,00 €	Aix-en-Provence : 30 000,00 €		18 000,00 €	NON	24/01/18	08/02/18
2018_000_20	Culture et traditions les minots	La Roque d'Anthéron	Fête du marché aux cerises	Préparation Janvier 2018 Mise en œuvre en juin 2018	3 200,00 €	3 000,00 €	22 440,00 €	3 200,00 €	La Roque d'Anthéron : 7 950,00 €		3 000,00 €	NON	24/01/18	08/02/18
2018_000_46	Groupe Grenade	Aix-en-Provence	Création spectacle d'est en ouest	- Novembre 2018	23 000,00 €	23 000,00 €	146 500,00 €	30 000,00 €	0,00 €		21 000,00 €	NON	24/01/18	08/02/18
2018_000_60	Théâtre et chansons	Aix-en-Provence	Le printemps au petit duc – Festival 2018	Du 15 mars au 21 avril 2018	3 000,00 €	3 000,00 €	23 201,00 €	7 000,00 €	0,00 €		2 500,00 €	NON	24/01/18	08/02/18
2018_002_52	LAZA	Aix-en-Provence	Dans(e) ces paysages	1er janvier 2018 (6 mois)	3 000,00 €	0,00 €	38 000,00 €	10 000,00 €	0,00 €		2 000,00 €	NON	24/01/18	08/02/18
2018_002_79	Festi'val de Durance	Meyrargues	Festival de théâtre amateurs	13,14 et 15 octobre 2017 20,21 et 22 octobre 2017	1 500,00 €	0,00 €	9 500,00 €	1 500,00 €	Jouques : 500,00 € Peyrolles : 500,00 €		1 000,00 €	NON	24/01/18	08/02/18
2018_002_71	Mémoire du camp du logis d'Anne	Jouques	Festival L'Fichta Music 3ème édition	3 et 4 août 2018	2 000,00 €	2 000,00 €	28 000,00 €	6 000,00 €	Peyrolles-en-Provence : 1 000,00 €		2 000,00 €	NON	24/01/18	08/02/18

2018_000_13	Culture et agriculture en Sainte Victoire	Rouss et	4ème édition du festival Vinomusic	-Juillet 2018	3 500,00 €	3 500,00 €	16 000,00 €	3 500,00 €	Rouss et : 3 500,00 €		3 000,00 €	NON	24/01/18	08/02/18
2018_004_93	La Carbouniéro de Prouvencio	Gréasque	Célébration de la Sainte-Barbe	04/12/18	3 500,00 €	3 000,00 €	21 000,00 €	5 000,00 €	0,00 €		3 500,00 €	NON	24/01/18	08/02/18
2018_004_49	Création Danse Simiane	Simiane Collongue	Festival à Tambours Battants 2018	6 et 7 octobre 2018	6 000,00 €	3 000,00 €	24 000,00 €	8 000,00 €	3 000,00 €		5 500,00 €	NON	24/01/18	08/02/18

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que le Territoire du Pays d'Aix est le partenaire privilégié des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire démontrant ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle avec des opérations accessibles au plus grand nombre.

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées aux associations culturelles des subventions de fonctionnement, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 64 000€.

Article 2 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement, fonction 311, nature 65748, LC 1008.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 072

Attribution de subventions de fonctionnement aux "grands opérateurs" et à des associations culturelles du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°2001_A101 du Conseil communautaire du 19 octobre 2001, la Communauté du Pays d'Aix décidait de la création d'un fonds d'intervention permettant d'apporter des subventions à des opérations culturelles de portée intercommunale développées par des associations. La Communauté du Pays d'Aix a voté sa propre politique culturelle le 16 mai 2003 (délibération n°2003_A080). La politique culturelle de la CPA poursuit des objectifs d'éducation, de création de lien social entre les habitants et de contribution au développement économique du territoire. Les notions de renforcement de l'identité territoriale, de soutien à l'initiative locale de dimension intercommunale, de structuration du territoire du Pays d'Aix et de mise en réseau des équipements culturels font également partie de cette politique culturelle.

Dans ce cadre, il est proposé que le Territoire du Pays d'Aix prolonge cette politique culturelle et ce dispositif de subventionnement, étant ainsi un partenaire essentiel des associations qui participent au rayonnement culturel du territoire et démontre ainsi sa volonté de soutenir la création, la diffusion artistique et l'action culturelle, avec des projets et des manifestations accessibles au plus grand nombre.

Le fonds d'intervention à destination des associations se fonde sur des critères rappelés ci-après :

- Le montant du fonds est ajusté chaque année dans le cadre de l'élaboration du Budget Primitif,
- Les opérations sont d'intérêt intercommunal, dépassant le strict cadre communal.

La participation du Territoire du Pays d'Aix est limitée de la manière suivante :

- 30% maximum du budget de l'opération, hormis les tournées intercommunales et le fonctionnement des grands opérateurs,
- L'instruction de la demande inclut la sollicitation de l'avis du Maire de la commune.

Toutes les demandes de subvention qui sont présentées dans ce rapport ont reçu un avis favorable des Maires des communes concernées.

En outre, si le montant des dépenses varie à la hausse, la participation du Pays d'Aix n'est pas

réévaluée. Si le montant des dépenses varie à la baisse, la participation du Pays d'Aix est recalculée au prorata des dépenses réelles justifiées sur le montant des dépenses prévisionnelles. (Article 12.3.3 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016).

Ces associations sont soumises aux règles de paiement suivant l'article 12.4 du Règlement Budgétaire et Financier adopté par la délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 fixant les seuils de mandatement de subventions (si le montant de la subvention est supérieur à 5 000 €) comme suit : 80 % de la subvention à la signature de la convention, 20 % à la remise d'une attestation de service fait et des pièces comptables justificatives.

La participation financière de la collectivité n'est pas soumise à un plafond.

Il est donc aujourd'hui proposé, sur la base du tableau ci-dessous, de procéder à l'attribution de 18 subventions pour un montant total de 2 119 000 € dans le cadre du fonds d'intervention à destination des associations.

Les subventions de fonctionnement attribuées aux grands opérateurs (Ballet Preljocaj, FIAL, Centre International des Arts en Mouvement, et Théâtre du jeu de Paume) le sont dans le cadre des conventions triennales et multipartenariales jointes en annexe.

Il est proposé d'approuver un avenant prolongeant la convention 2015-2017 avec le Théâtre du Jeu de Paume pour l'année 2018.

L'attribution des subventions en fonctionnement pour les autres associations culturelles nécessite l'approbation d'une convention type d'objectifs et de moyens.

N° GU	Nom Association	Commune (siège social)	Manifestation	Dates Projet	Subvention N-1	Subvention N-2	Total Budget prévisionnel	Subvention sollicitée Territoire du Pays d'Aix	subvention sollicitée ville	TC Grand Opérateur , Métropole Investissement	Montant proposé	Convention d'objectif	Date commission	Date CT
2018_002_20	Rencontre Cinématographique d'Aix-en-Provence	Aix-en-Provence	36ème Festival Tous Courts	Du 20 novembre au 2 décembre 2017	55 000,00 €	55 000,00 €	299 623,00 €	55 000,00 €	62 900,00 €		50 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18
2018_000_45	Ballet Preljocaj	Aix en Provence cedex 1	Fonctionnement Général	Année 2018	600 000,00 €	600 000,00 €	6 411 470,00 €	600 000,00 €	Aix en Provence : 325 000,00 €	Grand opérateur	600 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18
2018_001_30	Musiques échanges	Puyricard	Les nuits pianistiques	30 juillet 2018 (durée 3 semaines)	50 000,00 €	60 000,00 €	142 000,00 €	60 000,00 €	Aix-en-Provence : 30 000,00 €		45 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18
2018_001_53	Charlie Free	Vitrolles	21ème édition de Charlie Jazz Festival 2018	Du 6 juillet 2018 au 8 juillet 2018	50 000,00 €	50 000,00 €	282 500,00 €	60 000,00 €	Vitrolles : 35 000,00 €		48 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18
2018_001_97	Saisis ton Kairos OPPA JUNIOR	Les Pennes Mirabeau	Stages et tournée de concerts en Pays d'Aix de l'OPPA Junior	Janvier 2018 (10 mois)	45 000,00 €	48 000,00 €	128 751,00 €	50 000,00 €	0,00 €		40 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18
2018_002_15	Anonymat	Aix-en-Provence	Fonctionnement Général	Année 2018	50 000,00 €	50 000,00 €	330 000,00 €	50 000,00 €	Aix-en-Provence : 23 000,00 € Miramas : 7 000,00 €		48 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18

2018 _000 56	Les films du Delta	Rousset	Les rencontres des films du Delta : -Festival nouv.o.mon de - Journées courts-courts-bouillon	Festival nouv.o.m onde : du 16 au 25 mars 2018 Journées courts-courts-bouillon : Octobre 2018	53 000,00 €	53 000,00 €	166 000,00 €	53 000,00 €	Rousset : 67 000,00 € Fuveau : 2 000,00 €		50 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18
2018 _000 57	Théâtre du jeu de paume	Aix-en-Provence	Fonctionnement Général	Année 2018	270 000,00 €	270 000,00 €	2 176 200,00 €	270 000,00 €	Aix-en-Provence : 955 000,00 €	Grand opérateur	270 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18
2018 _000 58	Les lumières Café Zimmermann	Aix-en-Provence	Journées du patrimoine	Année 2018	60 000,00 €	60 000,00 €	131 533,00 €	60 000,00 €	0,00 €		40 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18
2018 _002 72	Seconde Nature	Aix-en-Provence	Fonctionnement Général	Année 2018	150 000,00 €	150 000,00 €	745 282,00 €	150 000,00 €	Aix-en-Provence : 109 000,00 €		150 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18
2018 _001 73	CIAM	Aix en Provence	Fonctionnement Général	Année 2018	100 000,00 €	100 000,00 €	1 215 521,00 €	100 000,00 €	Aix-en-Provence : 202 000,00 €	Grand opérateur	100 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18
2018 _002 50	Opening Nights	Aix-en-Provence	Par les Villages	Février 2018 (10 mois)	130 000,00 €	130 000,00 €	148 100,00 €	130 000,00 €	Aix-en-Provence : 2 500,00 €		130 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18
2018 _000 26	Le relais des possibles	Aix-en-Provence	Ze Bus : la tête dans les étoiles	Année 2018	40 000,00 €	40 000,00 €	115 000,00 €	42 000,00 €	0,00 €		38 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18
2018 _004 44	Les journées de l'éloquence	Aix-en-Provence	4ème édition du festival national de l'éloquence	Du 26 mai 2018 au 2 juin 2018	70 000,00 €	100 000,00 €	250 000,00 €	90 000,00 €	Aix-en-Provence : 50 000,00 €		70 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18
2018 _004 50	Café Musique la Fonderie	Aix-en-Provence	21ème édition du Festival Zik Zac	19,20 et 21 juillet 2018	120 000,00 €	120 000,00 €	283 000,00 €	120 000,00 €	Aix-en-Provence : 70 000,00 €		120 000,00 €	OUI	24/01/18	08/02/18

2018 _004 62	Festival International de Piano	La Roque d'Anthéron	Fonctionne ment Général : 38ème Festival International de piano	Du 20 juillet 2018 au 18 août 2018	200 000, 00 €	200 000, 00 €	3 285 000, 00 €	220 000,00 €	La Roque d'Anthéro n : 40 000,00 € Lambesc/ Gordes/R ognes : 21 500,00 €	200 00 0,00 €	OUI	23/01/1 8	08/0 2/18
--------------------	---------------------------------------	------------------------	---	--	------------------	------------------	--------------------	-----------------	--	------------------	-----	--------------	--------------

Il est à noter que le Centre International des Arts en Mouvements (CIAM) bénéficiera d'une subvention de 4 500 € dans le cadre du PRODAS (Projet de Développement des Activités Sportives).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,**

Délibère

Article 1 :

Sont attribuées des subventions en fonctionnement aux associations culturelles, telles que présentées dans le tableau ci-dessus, pour un montant total de 2 119 000 €.

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention type d'objectifs et de moyens à conclure entre la Métropole Aix-Marseille-Provence-Territoire du Pays d'Aix et les associations.

Article 3 :

Sont approuvés les termes de l'avenant 2018 à la convention triennale et multipartenariale 2015-2017 avec l'association « Théâtre du Jeu de Paume ».

Article 4

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant, est autorisée à signer les conventions et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix en section de fonctionnement fonction 311, nature 65748, LC 1008.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :
Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 073

Approbation du règlement intérieur de la Médiathèque "Les Carmes" située à Pertuis

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

A l'occasion de l'ouverture au public de la Médiathèque intercommunale les Carmes à Pertuis qui a eu lieu le samedi 20 janvier, un règlement intérieur de l'établissement a été élaboré, fixant les règles de son fonctionnement. Ce règlement intérieur est destiné à tous les usagers, qui ont pour obligation d'en prendre connaissance et de le respecter.

Ce document permet notamment de formaliser les règles d'utilisation des différents espaces et des services proposés, les modalités d'inscription, de consultation et de prêt des documents ainsi que la responsabilité des usagers.

La charte informatique et la charte d'utilisation de l'espace de Fabrication (FABLAB) sont joints en annexe de ce document.

Le vote de ce rapport fait suite à la délibération du Conseil de la Métropole en date du 30 mars 2017 concernant la tarification des services de la Médiathèque.

Le vote de ce rapport n'a pas d'incidence financière pour la Collectivité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la

Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;

- L'avis de la Commission de Territoire Culture et Sports du 24 Janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de définir les règles et les conditions d'utilisation des différents espaces de la Médiathèque Les Carmes pour les usagers.

Délibère

Article unique :

Est approuvé le règlement intérieur de la Médiathèque intercommunale Les Carmes située à Pertuis.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	75
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	75
Majorité absolue	38
Pour	75
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Les Délibérations
Conseil du 15 mars 2018

Recueil des délibérations du Conseil de Territoire du Pays d'Aix 15 mars 2018

Institution

2018 CT2 074

Désignation des représentants de la commune de Venelles au sein des commissions spécialisées du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°HN 088-219/16/CM le Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 a délégué, en vertu de la loi NOTRe, un ensemble de compétences au territoire pour lesquelles ce dernier a souhaité organiser un processus décisionnel qui repose sur des commissions thématiques dans les domaines de compétences transférées.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix a ainsi procédé à la création des commissions thématiques du Territoire par la délibération n°2016_CT2_026 du 21 avril 2016 :

- la Commission « **développement économique, emploi et agriculture** »
- la Commission « **aménagement de l'espace et mobilité** »
- la Commission « **environnement et déchets** »
- la Commission « **habitat et politique de la ville** »
- la Commission « **culture et sports** »
- la Commission « **ressources et moyens** »

Les commissions comprennent 44 membres titulaires parmi les conseillers de territoire, représentant chacune des communes membres.

Par ailleurs, les commissions comprennent 44 membres suppléants parmi les conseillers de territoire ou à défaut parmi les membres des conseils municipaux, selon la même répartition par commune.

Le nombre de représentants par commune au sein des commissions tient compte de leur population respective. Aussi, la commune d'Aix-en-Provence compte 4 sièges, les communes de Vitrolles, Gardanne, Les Pennes-Mirabeau, Pertuis et Bouc-Bel-Air disposent chacune de deux sièges et les autres communes disposent chacune d'un siège.

Suite à la demande de la commune de Venelles, il convient de remplacer ses représentants suppléants au sein de certaines commissions spécialisées du Territoire du Pays d'Aix.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°2016_CT2_026 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 21 avril 2016 portant création des commissions thématiques du Territoire ;
- La délibération n°2016_CT2_038 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 23 juin 2016 relative à la composition des commissions thématiques ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvée la désignation de représentants suppléants de la commune de Venelles au sein des commissions « aménagement de l'espace et mobilité » et « ressources et moyens ».

Ont déclaré candidature comme représentants suppléants de la commune de Venelles au sein des Commissions :

-Commission Aménagement de l'espace et mobilité : Suzanne LAURIN

-Commission Ressources et moyens : David THUILLIER

Vote sur la proposition

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Sont proclamés élus en qualité de représentants suppléants de la commune de Venelles au sein des Commissions :

-Commission Aménagement de l'espace et mobilité : Suzanne LAURIN

-Commission Ressources et moyens : David THUILLIER

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources – Finances

2018 CT2 075

Décision Modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire a adopté le 29 novembre 2017 l'État Spécial 2018 de Territoire du Pays d'Aix.

Il convient aujourd'hui de préparer une Décision Modificative n° 1 afin de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement.

Cette décision modificative n° 1 a pour objet de procéder à des ajustements de crédits au sein de la section d'investissement.

Conformément à la demande du Receveur Municipal, il convient de transférer les crédits d'investissement relatifs à l'opération budgétaire « The Camp » sur le Budget Principal de la Métropole :

ETAT SPECIAL DU TERRITOIRE DU PAYS D'AIX – DM 1					
SERVICES GESTIONNAIRES			INVESTISSEMENT		
			DEPENSES	RECETTES	
Aide au monde économique					
Nature	Fonction	Opération			
4581	61	458116284 - Subvention d'équipement The Camp	- 1 000 000		
4582	61	458116284 - Subvention d'équipement The Camp		- 1 000 000	
TOTAL			- 1 000 000	- 1 000 000	

Cette décision Modificative entraîne une modification de la Dotation de Gestion Locale d'investissement du Territoire du Pays d'Aix de - 1 M€, soit 145.276.000 € au lieu de 146.276.000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° FAG 031-3050/17/CM du Conseil de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant le Budget Primitif 2018 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°2017_CT2_487 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 29 novembre 2017 approuvant l'Etat Spécial de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

La Décision Modificative n° 1 du Budget 2018 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix est adoptée, par nature, tel qu'elle est présentée ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Ressources – Ressources humaines.

2018 CT2 076

AVIS - Schéma Directeur d'Organisation des Services - Organigrammes des services mis à disposition des Conseils de Territoire

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis l'adoption du Schéma Directeur d'Organisation des Services par le Conseil de la Métropole lors de la séance du 18 mai 2017, l'organisation administrative métropolitaine repose sur trois principes :

- une administration métropolitaine unifiée, juridiquement et socialement, relevant de l'autorité exécutive du Président de la Métropole ;
- une administration métropolitaine mutualisée, mettant en commun toutes ses ressources provenant des administrations des anciens EPCI et

les organisant dans une logique de rationalisation et d'optimisation ;

- une administration métropolitaine territorialisée, définissant un niveau d'administration de proximité tenant compte de l'étendue géographique de la Métropole et de la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

Poursuivant des objectifs de cohérence, de transparence et d'efficacité, l'organisation administrative ainsi adoptée entre dans la seconde phase de sa structuration. Elle est ainsi appelée à être complétée et précisée, et ce au regard de trois enjeux :

- la nécessaire structuration des services de la Métropole mis à disposition des Présidents des Conseils de Territoire, conformément à la loi NOTRe ;

- le plein exercice par la Métropole des compétences transférées par les communes depuis le 1^{er} janvier 2018 ;

- le confortement des fonctions métropolitaines pour une intégration accrue des ressources dans un contexte de maîtrise renforcée des moyens.

L'organisation ainsi proposée doit répondre à l'impératif d'efficacité des services publics de la Métropole, à l'exercice des nouvelles compétences transférées tout en prenant en compte les aspirations professionnelles de l'ensemble des agents. Une meilleure lisibilité de l'organisation et les clarifications nécessaires au sein de l'ensemble métropolitain sont aussi visées.

Après une première phase d'installation des entités relevant de l'échelon métropolitain, la réflexion s'est donc poursuivie afin de proposer une organisation optimale, cohérente et coordonnée de l'échelon territorial, dans le respect des textes applicables.

Les propositions d'organisation soumises au Conseil de la Métropole prennent appui sur la recherche systématique d'économies d'échelle et de mutualisations des moyens humains entre l'échelon métropolitain et l'échelon territorial.

Cette méthode est déployée notamment dans les domaines fonctionnels : Finances, Commande publique et Affaires juridiques, Ressources Humaines, Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements, Innovation numérique et Systèmes d'Information, Affaires générales et Moyens généraux, Bâtiments, Patrimoine et Foncier.

De par leur nature, les Directions Générales Adjointes fonctionnelles se situent à l'échelon métropolitain. Leur organisation est de nature hiérarchique et déconcentrée. A cet effet, chaque

fonction Ressources métropolitaine affectera un responsable territorial à l'échelon territorial.

Dans chaque domaine concerné, ils auront pour responsabilité de :

- assurer le pilotage stratégique et la coordination des moyens affectés aux services des Conseils de Territoire pour la réalisation de leurs missions dans le cadre des orientations fixées par le Conseil de métropole ;

- veiller à l'utilisation optimale des ressources en fonction des priorités politiques et des moyens alloués ;

- contribuer à la réalisation des ambitions de la Métropole en développant une planification pluriannuelle des moyens ;

- prescrire le cadre procédural adapté à chaque fonction, dans le respect de la réglementation et des décisions de la collectivité ;

- apporter conseils et expertises pour la mise en œuvre de chaque fonction.

Cette méthode de recherche de mutualisations internes est appelée aussi à être étendue à d'autres domaines d'intervention de la Métropole, tels que, par exemple, la Mobilité, l'Eau et l'assainissement...

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° FAG 005-2005/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 ;
- L'avis du comité technique.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé le Schéma Directeur d'Organisation des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Organigrammes des services mis à disposition des Conseils de Territoire tel qu'il résulte du présent rapport.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 077

Approbation de l'organigramme détaillé des services du Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, créée au 1^{er} janvier 2016, est un établissement public de coopération intercommunale regroupant 92 communes sur six territoires.

L'institution, qui compte 7280 agents dont 1124 agents sur le Territoire du Pays d'Aix, a voté son Schéma Directeur d'Organisation des Services en date du 18 mai 2017.

Le Comité Technique de la Métropole du 12 mars 2018 s'est prononcé sur les organigrammes des Territoires de la Métropole qui seront ensuite

présentés au Conseil de la Métropole du 22 mars prochain.

En conséquence, il convient aujourd'hui que le Conseil de Territoire approuve l'organigramme détaillé des services du Territoire du Pays d'Aix.

1. Les principes d'organisation des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence et leurs conséquences sur l'organisation des services des Territoires

Le Schéma Directeur d'Organisation des Services Métropolitains repose sur trois principes :

- une **administration métropolitaine unifiée**. Elle relève de l'autorité exécutive du Président de la Métropole ;
- une **administration métropolitaine mutualisée**, c'est-à-dire mettant en commun toutes ses ressources provenant des administrations des anciens EPCI et les organisant au mieux dans un souci de rationalisation et d'optimisation ;
- une **administration métropolitaine territorialisée**, définissant un niveau d'administration de proximité tenant compte de l'étendue géographique de la Métropole et de la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole et les Conseils de Territoire.

La principale application de la recherche d'innovation et de souplesse dans l'organisation administrative métropolitaine réside dans **le double rattachement des activités des agents contribuant à la fois à l'échelon central et à l'échelon territorial**.

Ce Schéma Directeur d'Organisation des Services a été adopté en Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 et la plupart des postes de directions et de services visés par l'organigramme ont été pourvus pendant la période estivale, majoritairement par voie de mobilité interne. Les agents nommés dans cet organigramme ont reçu notification de leur nomination par courrier du Président de la Métropole en date du 2 septembre 2017.

L'ensemble des postes restant à pourvoir devra être présenté lors des prochains Comités Techniques.

C'est l'élaboration des Chartes de services, des fiches de poste et des lettres de mission, qui permettent de préciser l'articulation entre les Directions Générales Adjointes (DGA) et les Directions Générales de Services des Territoires (DGS-T).

Les Chartes de services précisent les objectifs et moyens de chaque Direction Générale Adjointe dans ses domaines de compétences et les objectifs et moyens alloués à chaque Direction Générale des Services de Territoire dans l'exercice des missions qui leur sont confiées, dans une logique de construction commune.

Elles organisent la complémentarité entre échelons métropolitain et territorial, dans la recherche de la lisibilité la plus grande pour les décideurs et les agents.

Les organigrammes, accompagnés des fiches de poste correspondantes, sont conçus pour fixer le rattachement hiérarchique de chaque agent.

Ainsi, à partir de l'ensemble des discussions établies entre la Direction Générale des Services du Territoire du Pays d'Aix et chaque Direction Générale Adjointe de la Métropole dans le cadre de l'élaboration des Chartes de services et dans l'objectif d'élaborer une organisation miroir de celle des services de la Métropole, l'organisation détaillée des services du Territoire du Pays d'Aix se présente de la manière ci-après.

2. Présentation de la Gouvernance

La gouvernance administrative du Territoire du Pays d'Aix est assurée par le Directeur Général des Services.

Le Directeur Général des Services dispose d'un chargé de mission et d'un secrétariat général auquel est rattaché le service des Assemblées du Territoire du Pays d'Aix.

Pour ce faire, il a, sous son autorité, un **Directeur Général des Service Délégué** à :

- La fonction Ressources et plus précisément à la fonction liée à la structuration budgétaire de l'Etat Spécial du Territoire et aux transferts de compétence ;
- La fonction Contrôle de gestion du Territoire ;
- La Coordination de projets et au foncier.

Il a la responsabilité d'être le premier interlocuteur des Référents territoriaux fonctionnels. Il assure cette responsabilité à l'aide de ses équipes et du chargé de mission du Directeur Général des Services.

Il représente le Directeur Général des Services du Territoire dans ses fonctions en cas d'absence.

La direction Ressources

Elle se décompose en deux services :

- Le Service Pilotage financier ;
- Le Service Guichet unique et Fonds de concours.

Le Service Pilotage financier a pour mission :

- La préparation et la rédaction des rapports budgétaires du BP pour la partie BPMF, les BS, les DM et budgets annexes du Territoire ;
- Le suivi de l'exécution budgétaire (fonctionnement et investissement) ;
- L'organisation de revues de gestion ;
- Le pilotage budgétaire dynamique de l'Investissement de l'Etat Spécial du Territoire ;
- L'accompagnement financier, l'animation et la formation des services gestionnaires du Territoire sur les problématiques budgétaires ;
- La mise en œuvre et le suivi du programme pluriannuel d'investissement et de

- fonctionnement du Territoire ;
- La gestion des AP/CP du Territoire ;
- Le suivi de l'exécution des conventions de gestion des compétences transférées au 1er janvier 2018 ;
- La préparation des transferts de compétence ;
- La mise en place d'un visa budgétaire et financier afin de sécuriser le processus délibératif ;
- D'effectuer le relai avec les correspondants des DGA fonctionnelles métropolitaines.

Le Service Guichet unique et Fonds de concours a pour mission :

Concernant les Associations :

- La gestion du Guichet Unique Associations du Territoire du Pays d'Aix ;
- L'exécution financière des subventions (contrôles / mandatements) ;
- Le visa subventions ;
- L'assistance et l'animation du groupe des référents subventions du Territoire.

Concernant les frais de déplacements et les fonds de concours :

- Gestion et suivi des frais de déplacements des agents et élus du Territoire du Pays d'Aix ;
- Exécution financière des frais de déplacements ;
- Suivi, paramétrage et confidentialité du progiciel Astre Gestion des frais de déplacements ;
- Le contrôle, l'exécution financière des fonds de concours.

La direction Contrôle de gestion

La direction a pour vocation d'exercer un contrôle de gestion afin d'identifier les risques financiers et fiscaux des grands projets et des grands contrats du territoire.

Elle conseille les directions opérationnelles dans leur mise en œuvre et dans leur réalisation. Elle les assiste dans leurs relations avec les exploitants privés ou publics pour veiller à prendre en compte les aspects patrimoniaux et fiscaux des projets.

La direction propose des solutions aux services opérationnels pour sécuriser les dispositifs d'octroi d'aides financières aux associations et partenaires extérieurs du territoire.

La direction participe en mode collaboratif à la gestion des pré-contentieux et des contentieux fiscaux du territoire en relation avec les services de la DGA Commande publique et Affaires juridiques, de la DGA Finances et budget et des directions opérationnelles.

La direction Coordination de projets et du foncier

Cette direction a pour vocation d'assurer la coordination de l'ensemble des documents cadres et des projets qui impactent le territoire en prenant en compte l'action foncière. L'objectif est de mutualiser les ressources pour favoriser, d'une part, la transversalité et l'optimisation des ressources,

d'autre part, l'utilisation du personnel métropolitain dans cette phase de transition liée aux transferts de compétences en cours.

Elle analyse et produit des documents de synthèse relevant des domaines de l'aménagement, du montage pré-opérationnel et de la mobilité, pour l'ensemble des services techniques du territoire. Elle produit, en outre, des documents cartographiques pour l'ensemble des thématiques de travail de la Métropole.

La direction héberge également le Référent subvention de la Métropole qui pilote et gère les relations contractuelles de la Métropole Aix-Marseille-Provence en lien avec les DGA Finances et Projet métropolitain et Conseil de développement, pour les actions du Territoire du Pays d'Aix, avec les partenaires Etat, Région, Département et Institutions Européennes, etc.

Le Cabinet du Président du Territoire du Pays d'Aix a sous sa responsabilité :

1/ La Mission Concertation / Proximité

La Mission Concertation :

- contribue à l'élaboration du projet métropolitain ;
- a en charge l'animation et le management du Conseil Consultatif de la Société Civile du Pays d'Aix en lien avec le Conseil de Développement.

2/ La Mission Communication

Dans le cadre de la répartition des missions entre le niveau central et le niveau territorial, la Mission Communication du Territoire du Pays d'Aix a en charge :

- la gestion des outils numériques du territoire ;
- la rédaction des articles et des communiqués de presse ;
- l'élaboration des publications et documentations réalisées par le Territoire ;
- le recensement des événements culturels et sportifs du Territoire pour l'élaboration du Pays d'Aix Rendez-vous ;
- la communication du Président de Territoire.

En outre, le Cabinet dispose d'une organisation « protocole et relations publiques » qui organise les déplacements du Président de Territoire, assure les invitations protocolaires et organise des manifestations sur le Territoire du Pays d'Aix en lien avec les Maires.

3. Présentation des Responsables Territoriaux Fonctionnels

Les fonctions « Ressources » de la Métropole sont mises au service des entités opérationnelles, notamment des Directions Générales des Services de Territoire et Directions Générales Adjointes thématiques de la Métropole.

L'articulation entre fonctions ressources et entités opérationnelles doit permettre l'atteinte des objectifs fixés et l'exercice des missions identifiées, le

respect des engagements de moyens alloués et la sûreté des processus.

Chaque DGA fonctionnelle comprend une composante dédiée à la coordination de ses actions notamment avec les Directions Générales des Services de Territoire.

Pour ce faire, **chaque DGA fonctionnelle dispose d'un Responsable Territorial Fonctionnel (RTF)** d'un niveau hiérarchique approprié et disposant de moyens humains et matériels adaptés à son échelon territorial.

Les Responsables territoriaux fonctionnels assurent une relation permanente avec les Directeurs Généraux des Services de Territoire.

Ils assurent les missions d'interface et d'articulation avec les DGA fonctionnelles et contribuent à l'atteinte des objectifs fixés sous la responsabilité du DGA, notamment en matière :

- d'élaboration du cadre de gestion,
- de pilotage des ressources,
- de respect des règles et procédures en lien avec les Chartes de services.

Cette organisation doit répondre à un impératif de proximité et de réactivité à l'égard des responsables opérationnels, à commencer par les Directeurs Généraux des Services de Territoire et les DGA métropolitaines, mais aussi, pour certaines activités (Ressources humaines et Système d'information par exemple) au service direct des agents eux-mêmes.

Dans ce cadre, les **Responsables Territoriaux Fonctionnels** du Territoire du Pays d'Aix ont un lien privilégié avec le Directeur Général des Services Délégué et représentent les fonctions suivantes :

- Ressources humaines,
- Finances,
- Commande publique,
- Affaires juridiques,
- Systèmes d'informations,
- Moyens généraux,
- Communication,
- Bâtiments.

Par ailleurs, tous les Territoires de la Métropole ont des besoins propres en terme de communication relatifs aux compétences qu'ils exercent. Ainsi, ils disposent d'une Mission Communication rattachée à chaque Cabinet de Président de Territoire.

4. Présentation des Pôles

Les Directions Générales Adjointes du Territoire sont remplacées par des Pôles qui peuvent être dirigés par des DGA :

- Pôle Culture et Sport ;
- Pôle Déplacements et Espaces publics ;
- Pôle Services à la population ;

- Pôle Environnement ;
- Pôle Urbanisme et Aménagement ;
- Pôle Développement économique, Emploi et Innovation.

4.1 Pôle Culture et Sport

Quatre directions composent ce pôle :

- Direction de la Culture et des Equipements culturels ;
- Médiathèque de Pertuis ;
- Direction des Sports et Equipements sportifs ;
- Direction des Equipements aquatiques.

Le Pôle Culture et Sport du Territoire du Pays d'Aix comprend près de 200 agents. Il gère les équipements du Territoire comme la Médiathèque de Pertuis, la SMAC, l'Aréna, le Stade Maurice David, les 16 piscines, le Lac de Peyrolles et le complexe du Farigoulier.

Le Pôle assure, au moyen de la mutualisation de sa cellule ressources, le pilotage pour le compte des différentes directions des budgets prévisionnels et de leurs exécutions, le contrôle des engagements et des dépenses ainsi que les procédures afférentes aux conventions multi partenariales et les délégations de service public.

Le Pôle culture et sport est composé de trois directions, culture et équipements culturels, sport et équipements sportifs, équipements aquatiques et d'un établissement culturel, la Médiathèque de Pertuis.

La direction de la culture et des équipements culturels a en charge de mettre en œuvre la politique culturelle du Territoire comme les tournées intercommunales qui permettent chaque année de diffuser 200 représentations sur les 36 communes. Elle est aussi en charge du projet de Scène de Musique Actuelle de la Constance et de la procédure de DSP afférente.

La médiathèque de Pertuis a pour vocation de devenir l'établissement de lecture publique de référence pour le secteur du bassin de Val de Durance. Si elle possède une gestion d'activité de plein exercice, elle est néanmoins appuyée par la direction de la culture pour tous les aspects touchant aux engagements financiers, marchés ainsi qu'à la gestion de sa ressource en terme de personnel.

La direction des sports et équipements sportifs a en charge de mettre en œuvre la politique sportive du Territoire comme le soutien au sport de haut niveau qu'il soit collectif ou individuel, le pilotage du projet PRODAS au titre de l'accession au sport des quartiers de la Politique de la Ville. Enfin, elle gère les équipements communautaires que sont l'ARENA dont elle assure le suivi de la DSP, ainsi que le

stade Maurice DAVID et le complexe du Farigoulier à Pertuis.

Ces deux directions procèdent à l'instruction de près de 500 dossiers, établissent les rapports ainsi que les conventions et le paiement des subventions accordées et gèrent les commissions afférentes. Enfin, elles mettent en place les différents marchés utiles à leurs activités respectives dont les marchés de prestations de service.

La direction des équipements aquatiques gère les 16 piscines du Territoire et près de 180 agents. Il s'agit d'assurer la sécurité physique et sanitaire des activités de baignade, le suivi de l'entretien des équipements ainsi que le traitement des ressources financières afférentes. Pour ce faire, elle est structurée en trois services qui constituent son outil de centralité (Régie, Public et Technique). Ceux-ci gèrent les quelques 2500 factures et 70 marchés afférents pour pouvoir mettre en œuvre l'accueil de plus d'1million d'usagers par an dont l'organisation de l'apprentissage de la natation de près de 200 000 scolaires. Enfin, cette direction est en charge de la gestion du Lac de Peyrolles qui accueille un grand nombre d'évènements sportifs et plus de 200 000 utilisateurs annuels.

Enfin, le pôle culture et sport du Territoire du Pays d'Aix assure le référencement et le paiement d'un certain nombre de dossiers de subventions et de marchés pour le compte de la DGA culture sport environnement de la Métropole.

4.2 Pôle Déplacements et Espaces publics

Le Pôle Déplacements et Espaces publics est composé de deux directions :

- La Direction de la Voirie ;
- La Direction des Infrastructures de Mobilité et Stationnement.

La Direction de la Voirie

Missions du Service Travaux d'Aménagement :

Le service assure les missions de maîtrise d'ouvrage allant des études de faisabilité à la réalisation et au suivi des travaux. La mission de maîtrise d'ouvrage est majoritairement réalisée en direct, mais certaines opérations pour la phase maîtrise d'œuvre et travaux, sont réalisées par les communes via des conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage.

Les opérations concernées sont les opérations d'entrées de ville. Toutefois, en baisse d'activité, le service pourra s'investir partiellement sur des opérations de voiries communautaires hors ZA (de type voiries de contournement pour lesquelles actuellement aucun agent n'est affecté).

Missions du Service Gestion et Entretien de Voirie :

Le service assure le suivi, la surveillance, la gestion, l'entretien et le renouvellement des voiries et des espaces publics dits jusqu'alors « communautaires ». Cela comprend les espaces des ZA transférées,

des nouvelles ZA et les nouvelles voiries créées par le Territoire. En 2017, le périmètre d'action comprend 30 kms de voiries.

Le service assure également la programmation et la maîtrise d'ouvrage (étude et travaux) des opérations de réhabilitation sur les secteurs gérés.

Le service est également appelé à assister la direction des opérations d'aménagement en charge de la création des ZAE à la DGA PAEF du territoire, à la fois en phase étude pour participer aux validations techniques des opérations de voirie, et à la fois au suivi des travaux en tant que futur gestionnaire. Actuellement trois opérations sont en cours : la ZAC de la Burlière à Trets, la ZAC des Vergeras à Saint-Estève-Janson et la ZAC de la Roque d'Anthéron II.

Service Réhabilitation des Zones d'activités :

Le service assure les missions de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des opérations de réhabilitation des ZA communales sur tout le territoire du Pays d'Aix. La mission de maîtrise d'ouvrage est généralement réalisée en direct pour les études amont (faisabilité et programmation), puis elle est principalement déléguée à la SPLA Pays d'Aix Territoires pour les études de maîtrise d'œuvre et les travaux.

Le chargé d'opération a pour mission de travailler sur le recensement des ZA transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole (recensement du patrimoine, identification des problématiques, accompagnement, propositions de solutions).

La Cellule administrative a pour mission principale la prise en charge des marchés publics de la direction. Elle s'occupe également des aspects administratifs sur les points suivants : transferts de voiries, classement des voiries dans le domaine public, et des permissions de voiries délivrées par le service gestion et entretien de voirie.

La Direction des Infrastructures de Mobilité et de Stationnement

Si les missions liées notamment à la réalisation d'infrastructures de transport sont déléguées aux territoires au titre de la loi Notre, cette direction est mutualisée à l'échelle de la Métropole pour créer des synergies sur les moyens ainsi que de la cohérence dans les choix et les conditions de réalisation des ouvrages.

Une coordination et une supervision fonctionnelle sont néanmoins assurées par le Territoire du Pays d'Aix sur ses propres projets.

Cette direction dispose de deux directions adjointes.

La Direction Adjointe Infrastructures de Mobilité est composée d'un Service Maîtrise d'Ouvrage d'Infrastructures de mobilité et d'un Service Aménagement d'Infrastructures.

Le Service Maîtrise d'Ouvrage d'Infrastructures assure les missions de maîtrise d'ouvrage pouvant aller des études de faisabilité à la réalisation et au suivi des travaux. La mission de maîtrise d'ouvrage est majoritairement réalisée en direct, mais certaines opérations pour la phase maîtrise d'œuvre et travaux, peuvent exceptionnellement être réalisées par les communes via des conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage. Certaines opérations sont également déléguées à la SPLA du Territoire dans le cadre de conventions d'aménagement ou de mandat.

Les opérations concernées couvrent la réalisation d'aménagements urbains plus ou moins complets intégrant des voies bus, des trottoirs, des pistes cyclables, du mobilier urbain, etc. Il s'agit également de réaliser des gares routières, des parkings relais en ouvrage, etc.

Le périmètre d'intervention de ce service est celui de la Métropole moins le périmètre du Territoire Marseille-Provence qui dispose de sa propre organisation du fait de la spécificité de ses installations (transports lourds métro tramways).

Le Service Infrastructures et Points d'Arrêts assure les missions de maîtrise d'ouvrage liées à l'aménagement des points d'arrêts et de ses abords ainsi que la réhabilitation ou la mise aux normes PMR des points existants. Un programme de mise aux normes PMR de 500 points est par exemple actuellement en cours sur le territoire du Pays d'Aix. Son périmètre d'intervention est celui de la Métropole moins le périmètre d'exploitation historique de la RTM qui dispose de sa propre organisation.

La Direction Adjointe Stationnement est composée d'un Service Gestion Gares Routières – Parcs Relais, d'un Service Stationnement et Gestion Déléguée et d'un Service Entretien Maintenance des Infrastructures de Transport.

Le Service Gestion Gares Routières et Parcs relais assure les missions relatives au fonctionnement global de ces équipements au niveau métropolitain. Il s'agit de l'entretien courant, la gestion des activités exercées dans ces enceintes comme la vente de billets, le gardiennage, la sécurité, le contrôle des manœuvres véhicules, l'information voyageur. Il fait également le lien avec l'Arafer (Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières), la Région PACA (Chef de file sur l'intermodalité).

Le Service Stationnement et Gestion déléguée assure les missions de gestion de tous les parkings métropolitains en ouvrage et en enclos sous diverses formes, de la gestion directe avec des Agents en régie, à la DSP. Une partie des parkings fait l'objet de conventions de gestion avec les Communes qui continuent à s'en occuper pour un an.

Le Service Entretien et Maintenance a vocation d'assurer la maintenance des ouvrages de transport mais il n'est pas encore doté de moyens en personnel.

4.3 Pôle Services à la population

Le Pôle s'organise autour de quatre directions :

- Direction Fonctions Supports et Développement ;
- Direction de la Collecte des déchets ;
- Direction du Traitement des déchets ;
- Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial.

Enjeux

Le Pôle Services à la Population gère, dans le cadre de la protection et de la mise en valeur de l'environnement et de la politique du cadre de vie, l'exercice de la compétence liée à **la gestion des déchets ménagers et assimilés** ainsi que les compétences **eau, assainissement, pluvial et DECI** qui sont des services d'intérêt collectif.

L'enjeu de la gestion des déchets ménagers et assimilés est d'assurer la prévention puis la gestion des déchets ménagers et assimilés du Territoire dans le respect des obligations réglementaires de valorisation et la recherche de l'optimum financier, en accord avec le Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés dont les axes principaux ont été délibérés en octobre 2017.

L'enjeu de la gestion des compétences Eau, Assainissement, Pluvial et DECI est d'assurer un service de proximité dans le respect des obligations réglementaires et la recherche de l'optimum financier, en accord avec les schémas d'ensemble métropolitains qui doivent être réalisés pour l'eau, l'assainissement et le pluvial.

La Direction Fonctions Supports et Développement a pour missions principales l'établissement et la mise en œuvre du programme d'action territorial de Prévention des déchets ainsi que d'assurer les fonctions supports de la compétence Déchets Ménagers et Assimilés. Cette direction se décompose en 4 services et un chargé de mission :

- Le chargé de mission Subventions/Projets pilote les demandes de subvention auprès des différents partenaires financeurs ainsi que les projets transversaux à la compétence.
- Le service Ingénierie Métier porte comme missions principales la passation des marchés publics de prestations et de fournitures nécessaires à la collecte des déchets ainsi que les travaux d'aménagement pour la pré-collecte.
- Le service Matériel porte comme missions principales la gestion du parc de véhicules de collecte et équipements spécifiques.
- Le service Prévention Information porte comme missions principales la gestion complète du programme d'action territorial de Prévention des déchets ainsi que l'information opérationnelle

aux usagers nécessaire à l'exercice de la compétence déchets ménagers.

- Le service Etudes Finance Suivi d'Activités porte comme missions principales la gestion des marchés de tri des Collectes Sélectives, ainsi qu'en transversalité sur la compétence l'élaboration et le suivi du budget annexe du SPED, le pilotage des études générales, les conventions avec les éco-organismes et les contrats avec les repreneurs matières, la centralisation et l'organisation de la gestion des données pour le reporting de l'activité Déchets.

La Direction Collecte des déchets a pour missions principales la mise en œuvre opérationnelle de la compétence déchets en terme de pré-collecte, de collectes des OMR et de Collectes Sélectives ainsi qu'en transversalité sur la compétence Déchets, le suivi du personnel en lien avec la DRH. Cette direction se décompose en 1 service et quatre Centres Opérationnels de Collecte :

- Les centres opérationnels de collecte assurent au quotidien, selon une répartition géographique cardinale, la gestion de proximité en termes de Pré-collecte (bacs roulants), de Collectes traditionnelles et sélectives et de prestations annexes, en particulier par le management direct des 337 agents titulaires de la régie, et le contrôle terrain des prestataires. Le Centre Opérationnel de Collecte Centre assure également l'exploitation quotidienne du Centre de Transfert de la Parade.
- Le service Gestion Prestataires/Etudes Terrains porte comme missions principales le suivi des marchés de prestation de collecte et des prestations associées (collecte PAV, traditionnelle et sélective), l'organisation de contrôle des prestations ainsi que de la maintenance des dispositifs de pré-collecte (hors bacs roulants), ainsi que les études de terrain inhérentes aux demandes des communes.

La Direction Traitement des déchets a pour missions principales la mise en œuvre opérationnelle de la compétence déchets en termes de transport et de traitement des déchets (construction, exploitation et entretien des ICPE en maîtrise d'ouvrage directe et prestations extérieures) ainsi que les missions relatives à l'hygiène et la sécurité et les démarches d'assurance qualité, en transversalité sur la compétence déchets. Cette direction se décompose en 3 services :

- Le service Déchèterie Transfert porte comme missions principales l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle des projets et opérations liés à l'activité des installations classées et assure le fonctionnement quotidien des 23 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (19 déchèteries et 4 Centres de Transfert).
- Le service Traitement Elimination porte comme missions principales la mise en œuvre et le contrôle des projets et opérations de traitement

des déchets ménagers et assure le fonctionnement quotidien de l'ISDnD de l'Arbois.

- Le Service Hygiène Qualité Sécurité Environnement pilote l'ensemble des actions nécessaires à garantir l'hygiène et la sécurité des agents dans leurs missions quotidiennes, et suit les systèmes de management de la qualité relatifs aux démarches de certification décidées.

La Direction de l'Eau, de l'Assainissement et du Pluvial a pour mission l'exercice des compétences Eau, Assainissement, Pluvial et DECI au niveau du Territoire du Pays d'Aix. Elle se décompose en une direction adjointe regroupant 2 services et 2 divisions territoriales, un chargé de mission et un service :

La Direction Adjointe Exploitation et Travaux a comme mission la mise en œuvre opérationnelle des compétences Eau, Assainissement et Pluvial et DECI sur tout ou partie du territoire selon le type de compétence et son mode de gestion :

Compétence	Communes du territoire concernées
Eau et Assainissement	Communes en délégation de service public
Assainissement Non Collectif	Toutes les communes du territoire
Pluvial	Toutes les communes du territoire
Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)	Toutes les communes du territoire

Elle s'appuie pour ce faire sur :

- Le service Suivi des Contrats et Travaux qui porte sur le suivi technique et les travaux nécessaires à la gestion opérationnelle des compétences Eau, Assainissement, Pluvial et DECI. Il assure en particulier le suivi technique des 53 contrats de Délégations de Service Public et des travaux concessifs qui y sont associés, des travaux réalisés en maîtrise d'ouvrage métropolitaine ou dans le cadre des conventions de gestion, TTMO ou MOD.
- Deux divisions territoriales qui assurent au quotidien la gestion de proximité des compétences Eaux, Assainissement et Pluvial respectivement sur les communes des Pennes-Mirabeau et Vitrolles. La responsable de division de Vitrolles assure également la mission de Référent Territorial Pluvial pour la direction.
- Le service SPANC qui prend en charge la gestion complète du Service Public d'Assainissement Non Collectif et de ses missions réglementaires.

Le Service Ressources a pour missions principales la gestion administrative, financière et budgétaire des compétences Eau, Assainissement, Pluvial et DECI. Ce service gère 4 budgets annexes, 2 pour les communes en DSP sur l'eau et l'assainissement

et 2 pour les communes en régie sur l'eau et l'assainissement. Il gère également le recouvrement des redevances, des primes pour épuration, les relations avec l'Agence de l'Eau, la PFAC, les demandes de subvention, les marchés publics, le suivi administratif et financier des conventions de gestion, des conventions de TTMO et MOD.

La mission Transfert de Compétence a comme missions principales le suivi du projet de Régie du Pays d'Aix, l'élaboration des bilans patrimoniaux des biens transférés, l'analyse des conformités réglementaires des services Eau, Assainissement, Pluvial, DECI. Elle assure également la mission de Référent Territorial DECI pour la direction.

Cette organisation correspond à une situation transitoire dans l'attente de la finalisation des transferts de personnel d'ici la fin de l'année 2018.

4.4 Pôle Environnement

Le Pôle d'appuie sur trois Services et deux Directions :

- Direction du Grand Site Sainte-Victoire et des Espaces Naturels ;
- Direction des Risques ;
- Service Administratif et comptabilité ;
- Service Energie ;
- Service Ecologie urbaine.

Enjeux

La dimension stratégique est indispensable dans la prise en compte des questions d'environnement et de Développement Durable dans l'ensemble des politiques portées par la Métropole. Ce travail porté par la centralité de la Métropole doit être complété par la conduite de projets opérationnels au niveau du territoire au service de la population.

Conformément aux délibérations du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoires, la Métropole a confié au Territoire du Pays d'Aix, plusieurs de ces attributions couvrant le champ de l'environnement :

- La lutte contre la pollution atmosphérique ;
- La lutte contre les nuisances sonores ;
- La contribution à la Transition énergétique ;
- Le soutien aux actions de maîtrise de la demande en Énergie ;
- La prévention et la gestion des risques ;
- La protection des Forêts contre l'incendie ;
- La préservation et la valorisation du Grand Site Sainte-Victoire ;
- La mise en œuvre de dynamiques territoriales de développement durable ;
- L'éducation du public à l'environnement et au développement durable.

L'organisation du Pôle Environnement répond à la mise en œuvre concrète de ces compétences en fonction des priorités et des moyens décidés par les

élus du territoire sur proposition des Vice-Présidents délégués.

Modalités d'organisation

L'organigramme du Pôle Environnement s'appuie fortement sur la structure préexistante au sein du Territoire du Pays d'Aix qui a montré son opérationnalité et son efficacité dans la mise en œuvre de ces politiques. A cette trame, s'est adjointe la Direction des Risques et la Direction du Grand Site Sainte-Victoire afin de mutualiser les moyens et donner encore plus de cohérence aux politiques menées.

Ce positionnement par Pôle au sein de l'organigramme du territoire ne doit pas empêcher néanmoins la continuation d'une dynamique transversale d'échanges, de co-construction de projets, de partage d'expertise avec les services et direction des autres pôles du territoire. Les agents affectés aux services et aux directions du pôle environnement seront pour certains d'entre eux en temps partagé avec des fonctions centrales sur les mêmes thématiques et d'autres à 100% déliés au service du territoire.

Le Pôle Environnement s'appuiera sur 3 services et 2 directions pour mettre en œuvre ces politiques Environnementales.

Le service Ecologie Urbaine

Le service Ecologie Urbaine a pour mission :

- la lutte contre la pollution de l'air ;
- la lutte contre les nuisances sonores ;
- l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable.

Le service Energie

Les missions du service Energie participent à la Transition Énergétique et au soutien aux actions de maîtrise de la demande en Énergie.

La direction des Risques

Dans le cadre de la prévention et la gestion des risques, ses missions sont les suivantes :

- Mise en place d'un système d'astreinte permettant d'informer le Président et la Direction du territoire en cas d'événement majeur et mobiliser les moyens pour réduire ses conséquences, mener des actions de sauvegarde, appuyer les services de secours, permettre un retour à la normale dans les meilleurs délais ;
- Accompagner les communes dans l'élaboration, la mise en place et la mise à jour de leur Plan communal de sauvegarde, DICRIM et plans divers ;
- Formation des élus à la gestion de crise, information des élus par le biais de séminaires thématiques ;
- Action d'éducation aux Risques ;

- Information du public sur des risques particuliers par le biais de partenaires (CLI Cadarache, autres CLE, CLIC).

La direction du Grand Site Sainte-Victoire et des Espaces Naturels

Ces missions sont :

- La Protection des Forêts contre l'incendie :
 - Élaboration des stratégies et programmation des travaux inscrits aux plans de massifs forestiers (Arbois, Régagnas, Montaignet, Concors – Sainte-Victoire, Trévaresse, Quatre Termes, Roques) ;
 - Préparation et mise en œuvre des travaux de défense contre l'incendie (création réhabilitation de pistes, débroussaillage, éclaircies forestières, pose de citerne et poteaux incendie) ;
 - Soutien au débroussaillage des équipements communaux ;
 - Restauration des terrains incendiés.
- La Charte forestière de territoire ;
- La protection de la biodiversité ;
- L'éducation à l'environnement et au développement durable ;
- L'accueil du public sur Sainte-Victoire ;
- L'aménagement (sites de stationnement, réhabilitation de patrimoine architectural, culturel et agricole) ;
- L'encadrement et suivi du label « Grand Site de France » et site classé.

4.5 Pôle Urbanisme et Aménagement

1-Enjeux

Cette entité sera actrice de la mise en œuvre et de la réalisation du projet métropolitain à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix. A ce titre, ces missions contribueront à la définition du projet global de la Métropole Aix-Marseille-Provence et à sa mise en œuvre stratégique sur les politiques publiques d'aménagement, d'urbanisme, d'habitat et de politique de la ville.

Elle mettra en œuvre les actions métropolitaines sur le Territoire en veillant au respect des orientations stratégiques transversales.

Elle coordonnera la mise en œuvre et le pilotage de l'évaluation des politiques locales et projets notamment dans les domaines de l'habitat, de la politique de la ville, de l'accueil des gens du voyage à l'échelle du Territoire et assurera la représentation institutionnelle et les négociations avec les acteurs du Territoire.

Elle mettra en œuvre la compétence PLU et documents associés des Communes membres et élaborera le PLUi du Territoire du Pays d'Aix.

Elle assurera une mission d'appuis techniques et financiers, au travers des CCPD, auprès des Communes membres.

Elle aura également la charge de réaliser les projets d'aménagement et des opérations complexes. Elle assurera enfin le pilotage de l'antenne de l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix.

2-Organisation

Le Pôle supervisera le management de 6 Directions, 2 Missions :

- La Direction Appui aux Communes et Ressources ;
- La Direction de l'Urbanisme ;
- La Direction de l'Habitat ;
- La Direction de la Politique de la Ville ;
- La Direction des Opérations d'Aménagement ;
- La Direction des Gens du Voyage ;

La Direction Appui aux Communes et Ressources

La Direction Appui aux Communes et Ressources a pour missions principales de gérer les CCPD, d'assurer les fonctions supports pour l'ensemble des directions, et d'apporter un appui de proximité aux communes.

A ce titre, elle :

- met en œuvre les fonctions supports : gestion du budget, gestion des ressources humaines, administration générale, commande publique ;
- assure une veille juridique dans l'ensemble les domaines d'intervention du Pôle ;
- gère et exécute les CCPD ;
- apporte un appui aux communes et anime le réseau des DGS.

La Direction de l'Urbanisme

Le besoin de cette nouvelle Direction découle de la prise de compétence PLU et documents associés des communes par la Métropole. Elle sera prioritairement composée d'agents transférés par les Communes membres du Territoire.

La Direction de l'Urbanisme réalise et suit toutes les procédures liées à la compétence PLU et documents associés. Elle gère les recours gracieux et les contentieux en lien avec les communes et la Direction Juridique.

Interlocuteur privilégié des communes, elle assure un rôle d'interface avec le siège de la Métropole, sur tous les sujets en lien avec la planification et accompagne les communes dans la mise en œuvre de leurs projets d'aménagement.

Elle assure l'instruction technique des permis pour le compte des communes en convention.

Elle élabore le PLUi du Territoire du pays d'Aix dans le respect des orientations métropolitaines et des modalités de collaboration définies avec les communes.

La Direction s'organise en 4 entités :

- **le Service du PLUi** est chargé de l'élaboration du PLU intercommunal du Pays d'Aix en lien avec l'AUPA et du suivi du SCOT du Pays d'Aix.
- **le Service gestion des procédures** est chargé du suivi administratif des procédures, de la gestion des marchés et du budget de la

Direction, de la gestion du contentieux, de la consolidation juridique des procédures en lien avec le siège de la Métropole, et de l'archivage des données.

- **la Division de la Ville d'Aix-en-Provence.**
- **la Direction Adjointe Ingénierie** est chargée de la mise en œuvre des procédures au niveau communal en régie ou par l'activation du marché d'Accord Cadre métropolitain et contribue au groupe projet PLUi.
- **le service ADS**, sous la responsabilité du Directeur Adjoint, est chargé de l'instruction des actes du Droit des Sols pour le compte des communes qui ont conventionné avec la Métropole.

La Direction de l'Habitat

La Direction de l'Habitat a pour missions principales la déclinaison du Programme Local de l'Habitat à l'échelle du Territoire du Pays d'Aix et le soutien aux opérations de production de logements, notamment sociaux. A ce titre, elle :

- participe à la réflexion et assure la mise en œuvre des principaux axes de la politique métropolitaine de l'Habitat et du Logement ;
- assure l'accompagnement des contrats de mixité sociale avec les communes, notamment les actions conduites en lien avec l'EPF et les bailleurs sociaux ;
- est en charge pour le Territoire du financement du logement, notamment des aides à la production, la réhabilitation et l'acquisition amélioration des LLS et de l'accession à la propriété ;
- assure la mise en œuvre des actions spécifiques dans le domaine de l'habitat privé et des copropriétés dégradées (OPAH, PIG,...) ;
- participe au pilotage du PLH et de son suivi (CIL, PPGID).

La Direction de la Politique de la Ville

La Direction de la Politique de la Ville a pour missions principales le pilotage du Contrat de Ville du Territoire du Pays d'Aix et des projets de renouvellement urbain sur les communes d'Aix en Provence et de Vitrolles. A ce titre, elle :

- assure le pilotage, la coordination et l'expertise du contrat de ville du Territoire du Pays d'Aix.
- participe à la mise en place d'un cadre commun (préfiguration d'un contrat de ville métropolitain) et déclinera des missions transverses.
- assure un rôle de coordination et d'expertise dans la préfiguration des chantiers du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain. Sur le Territoire, 2 quartiers sont éligibles à des interventions urbaines lourdes et 1 protocole de préfiguration est signé.

La Direction des Opérations d'Aménagement

La Direction des Opérations d'aménagement a pour missions principales la traduction en programmes opérationnels des décisions politiques en matière de création de zones d'activités et de projets

d'habitat. Elle est chargée de leur conception, leur mise en œuvre et de leur suivi.

Ces missions s'exercent au titre de 2 compétences obligatoires : la création, l'aménagement de zones d'activités économiques et la création et l'aménagement des opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain.

A ce titre, elle :

- regroupe des spécialistes en montages contractuels complexes ;
- met en œuvre l'aménagement d'envergure métropolitaine à l'échelle du Territoire ;
- assure la maîtrise d'ouvrage des projets et construira des partenariats innovants à l'échelle Territoriale ou en appui des communes ;
- assure le pilotage des outils d'aménagement de la Métropole (SEM / SPL / SPLA / EPA ...).

La Direction des Gens du Voyage :

La Direction des Gens du Voyage a pour missions principales de définir, mettre en œuvre et coordonner l'ensemble des actions découlant de la politique métropolitaine en matière de populations du voyage. Ses principaux domaines d'intervention concernent tant la réalisation des dispositions contenues dans le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage (Aménagements, Projets Sociaux, Constructions, etc.) que la mise en œuvre des actions inhérentes aux problématiques de gestion qui se posent à l'ensemble des populations, quel qu'en soit le type, et aux structures d'Accueil idoines. A ce titre, elle :

- Planifie et coordonne les actions liées au développement et à l'aménagement métropolitain dans le cadre des missions afférentes à la Politique Publique d'Accueil des Gens du Voyage.
- Organise la mise en œuvre des services délégués dans le domaine de gestion et l'accompagnement social et met en œuvre les actions d'entretien, de réhabilitation et de mise aux normes des équipements existants.
- Participe aux actions de transversalité et de coordination ainsi qu'à l'élaboration de documents programmatiques.

4.6 Pôle Développement économique, Emploi et Innovation

Le pôle DEEI se compose de 3 directions, un établissement et un service :

- Direction Développement économique et Agriculture
- Direction de l'Insertion et de l'Emploi
- Technopôle de l'Arbois
- Direction du Centre de Formation des Apprentis du Pays d'Aix
- Service Appui juridique et financier

Le périmètre d'intervention et les missions de chacune des directions restent identiques au modèle de l'ancienne organisation au sein de la DGA PAEF.

La seule modification importante réside dans la constitution d'un service Appui juridique et financier directement rattaché au directeur de Pôle. Il a vocation à sécuriser tous les actes, procédures sur le plan juridique et financier. C'est une mission transversale qui intervient aux côtés des directeurs opérationnels. Le but est d'harmoniser les pratiques par une meilleure coordination des agents gestionnaires des directions et de faciliter les relations avec les autres services et directions fonctionnelles.

Incidences de cette nouvelle organisation :

- La fonction de Directeur de pôle est partagée avec le niveau métropolitain (chef de service ESR).
- Le directeur du Développement économique et Agriculture du Territoire du Pays d'Aix occupe une place particulière au sein de la DGA DEA métropolitaine actuelle qui s'appuie beaucoup sur les directions « développement économique » des territoires, parties intégrantes. Le directeur territorial est en relation directe avec la DGA et a une part de ses missions au niveau central.

Est adjointe à cette direction un poste de chargé de mission des interventions économiques (dossiers ponctuels à suivre).

- Placé sous l'autorité du Président du Territoire du Pays d'Aix, **le Technopôle se compose :**
 - D'une direction
 - De 2 services (Service développement et Service Technique et Aménagement)
 - De 3 missions (Mission Gestion Locative, mission Finances et Commande Publique et mission Animation Accompagnement Communication).

L'équipe est composée des personnes issues de l'ancien Syndicat mixte dissout au 1er Janvier 2017.

La vocation première du technopôle est de générer des projets innovants issus du travail collaboratif entre entrepreneurs, chercheurs et étudiants. Il intervient à trois niveaux : Aménagement des zones, Accompagnement et soutien au développement des entreprises et Recherche.

Concernant son rôle d'aménageur et de gestion des 3 ZAC qui lui sont rattachées, le Technopôle de l'Arbois, assure auprès des jeunes entreprises innovantes en développement un accompagnement à vocation multiple (juridique, accès aux marchés, communication ...).

Pour accroître l'efficacité et la capacité de réactivité du technopôle auprès des technopolitains, la Métropole a décidé le maintien d'une équipe dédiée sous l'autorité du DGS de Territoire représentant tous les métiers rattachés aux missions énoncées ci-dessus.

6. Présentation des organigrammes

Voir annexes ci-jointes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n°FAG 005-2005/17/CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017 approuvant le Schéma Directeur d'Organisation des Services de la Métropole ;
- L'avis du Comité Technique de la Métropole du 12 mars 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article unique :

Est approuvé l'organigramme détaillé des services du Territoire du Pays d'Aix joint en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Aménagement du territoire - Prospective et aménagement de l'espace / SCOT

2018 CT2 078

AVIS - Délibération Cadre - Répartition des compétences relatives à l'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs - Abrogation de la délibération HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : les Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, d'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, le syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par un Président du Conseil de la Métropole. Toutefois, la loi a créé spécifiquement pour la Métropole Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés chacun par un Président du Conseil de Territoire.

Le périmètre de chacun des Conseils de Territoire se fonde sur le périmètre de l'une des six intercommunalités fusionnées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce en principe les compétences des métropoles de droit commun, et notamment la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu, en application de l'article L. 5217-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales a prévu toutefois que jusqu'au 1^{er} janvier 2018, les compétences prévues à l'article L. 5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par

les communes membres aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) fusionnés continueraient d'être exercées par les communes.

Seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait depuis le 31 décembre 2000 les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plans d'Occupation des Sols, Plans Locaux d'Urbanisme des 18 communes qui la composaient.

Par conséquent, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole n'exerçait la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu que sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence.

Le 1^{er} janvier 2018, cette situation transitoire a pris fin et la Métropole exerce désormais la compétence en matière de PLU et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de Territoire.

Par les lois dites « Grenelle II » du 12 juillet 2010 et « ALUR » du 24 mars 2014, le législateur a posé le principe de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme à l'échelle intercommunale. Dès lors, le Plan Local d'Urbanisme doit couvrir en principe l'intégralité du territoire intercommunal.

Par exception à l'obligation de couverture intégrale du territoire intercommunal, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore en vertu de l'article L. 134-12 du Code de l'Urbanisme plusieurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux dans le cadre de ses Conseils de Territoire. Chaque Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la Métropole couvre donc le périmètre d'un Conseil de Territoire.

L'article L. 134-13 du Code de l'Urbanisme attribue des compétences exclusives aux Conseils de Territoire en matière d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme.

De plus, l'article L. 5218-7, II du Code Général des Collectivités Territoriales attribue une compétence exclusive au Conseil de la Métropole pour l'approbation du Plan Local d'Urbanisme.

Les mêmes dispositions prévoient également que le Conseil de la Métropole délègue aux Conseils de Territoire, à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2019, ses compétences en matière de PLU, à l'exception de sa compétence exclusive d'approbation, sauf délibération expresse adoptée à la majorité des deux tiers du Conseil de la Métropole.

Ainsi le Conseil de la Métropole a, outre sa compétence exclusive en matière d'approbation des Plans Locaux d'Urbanisme, les compétences suivantes dans les conditions susmentionnées : prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme

intercommunal et fixer les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ; arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et tirer le bilan de la concertation.

Le Conseil de la Métropole associe les Conseils de Territoire à la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal qui les concerne, en sollicitant l'avis du Conseil de Territoire préalablement à l'engagement de la procédure et à l'arrêt du projet de PLUi.

Enfin, concernant les délégations aux Présidents de Conseils de Territoire, vice-présidents de plein droit du Conseil de la Métropole, il est rappelé qu'en application de l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le président du Conseil de Territoire exécute les délibérations du Conseil de Territoire.

Dans ce contexte, il convient de préciser la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs en matière d'élaboration des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux.

Il convient de rappeler également que la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal du Territoire Marseille Provence a d'ores et déjà été engagée, par délibération n°AEC 002-1010/15/CC du 22 mai 2015 du Conseil communautaire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole fixant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a également défini les modalités de la collaboration avec les communes membres concernées par délibération du Conseil communautaire n° AEC 001-1009/15/CC en date du 22 mai 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence le 1^{er} janvier 2016.

Par délibération HN 077-207/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a décidé la poursuite de la procédure d'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence, dans le respect des objectifs et des modalités de la concertation avec le public et des modalités de collaboration avec les communes membres fixées par les délibérations du 22 mai 2015, et conformément à la répartition des compétences relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs arrêtée par la délibération Cadre du 28 avril 2016 n°HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016.

La présente délibération Cadre se substitue à la délibération Cadre du 28 avril 2016 dans toutes ses dispositions.

La procédure d'élaboration du PLUi du Territoire Marseille-Provence se poursuivra donc dans le respect des modalités de collaboration avec les communes membres fixées par la délibération AEC 001-1009/15/CC et des objectifs poursuivis et des modalités de concertation avec le public arrêtées par la délibération AEC 002-1010/15/CC du 22 mai 2015 et conformément à la présente délibération Cadre.

Il est précisé qu'il appartiendra aux autres Conseils de Territoire de définir les modalités de collaboration avec les communes membres concernées préalablement à la prescription de l'élaboration de leurs Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux respectifs.

En outre, conformément à l'article L. 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire émet un avis avant l'approbation du PLU intercommunal.

Ainsi en matière d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, il relève :

- des compétences du Conseil de la Métropole : la prescription de l'élaboration du PLUi, la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation avec le public, la transmission au Conseil de Territoire concerné des orientations stratégiques permettant l'élaboration du PLUi afin d'assurer la cohérence du projet métropolitain, la participation au débat sur le PADD au sein du Conseil de Territoire concerné, l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et le bilan de la concertation, l'approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;
- des compétences des Conseils de Territoire : le suivi de la procédure d'élaboration du PLUi, l'arrêt des modalités de collaboration avec les communes membres concernées, la réunion des conférences intercommunales préalablement à l'arrêt des modalités de la collaboration avec les communes concernées et à l'issue de l'enquête publique, l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole prescrivant l'élaboration du PLUi et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation, l'organisation du débat sur le projet d'aménagement et de développement durables (délibération) qui a lieu au sein du Conseil de Territoire et au sein des conseils municipaux concernés, l'avis préalable à l'arrêt du projet de PLUi, la transmission pour avis aux communes

concernées du projet de PLUi arrêté, la présentation à l'issue de l'enquête publique des avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête aux maires des communes concernées, l'avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole relative à l'approbation du PLUi ;

- des compétences du Président du Conseil de la Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer aux vice-présidents : les notifications des délibérations d'engagement, les saisines pour avis des communes concernées, les saisines pour avis du Conseil de Territoire concerné, les transmissions pour avis et les notifications à titre obligatoire ou facultatif à tous les stades de la procédure d'élaboration du projet de PLUi, l'organisation de l'enquête publique, la saisine pour avis du Conseil de Territoire conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales et la saisine pour avis du conseil de développement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 134-11 et suivants, les articles L. 153-1 et suivants, et l'article R. 153-1 ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil Métropolitain du 21 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°AEC 001-1009/15/CC du 22 mai 2015 fixant les modalités de la collaboration avec les communes ;
- La délibération du Conseil communautaire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole n°AEC 002-1010/15/CC du 22 mai 2015 prescrivant l'élaboration du PLUi et fixant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ;
- La délibération Cadre du Conseil de la Métropole n°HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°HN 077-207/16/CM du 28 avril 2016 décidant la poursuite de la procédure d'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence ;
- Les arrêtés de délégation du Président du Conseil de la Métropole aux Présidents des Conseils de Territoire, Vice-présidents de droit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'élaboration des PLUi.

Où il rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que depuis le 1^{er} janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu sur l'ensemble de ses Conseils de Territoires,
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétences jusqu'au 31 décembre 2019 et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire,
- Qu'il convient d'arrêter la répartition des compétences entre le Conseil de la

Métropole, les Conseils de Territoire et leurs Présidents respectifs,

- Que Le Conseil de la Métropole a, outre sa compétence exclusive en matière d'approbation des Plans Locaux d'Urbanisme, les compétences suivantes dans les conditions fixées à l'article L. 5218-7, II du Code général des collectivités territoriales : prescrire l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal et fixer les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ; arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et tirer le bilan de la concertation,
- Que la Métropole associe les Conseils de Territoire conformément aux dispositions susmentionnées,
- Qu'il appartiendra à chaque Conseil de Territoire de définir les modalités de collaboration avec la commune concernée,
- Que la procédure d'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence doit se poursuivre conformément à la présente délibération Cadre, dans le respect des modalités de collaboration avec les communes membres arrêtées par le Conseil communautaire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole préalablement à l'engagement de la procédure,

Délibère

Article 1 :

La délibération n°HN 076-206/16/CM du 28 avril 2016 portant répartition des compétences relatives à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs est abrogée.

Article 2 :

Le Conseil de la Métropole, outre sa compétence exclusive en matière d'approbation des Plans Locaux d'Urbanisme, a les compétences suivantes : prescrire l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal et fixer les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ; arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et tirer le bilan de la concertation.

Article 3 :

Pour la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence est seul compétent pour prescrire l'élaboration du PLUi, définir les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public.

Il transmet au Conseil de Territoire concerné les orientations stratégiques permettant l'élaboration du PLUi afin d'assurer la cohérence du projet métropolitain. Il participe au débat sur les orientations générales du PADD au sein du Conseil de Territoire concerné.

Il arrête le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal et tire le bilan de la concertation avec le public.

Il approuve le Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Article 4 :

Pour la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal, le Conseil de Territoire est seul chargé du suivi et de l'élaboration du PLUi.

Il arrête les modalités de collaboration avec les communes membres concernées.

Il émet un avis préalablement à la délibération du Conseil de la Métropole prescrivant l'élaboration du PLUi et fixant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public et avant l'arrêt du projet de PLUi.

Il réunit la conférence intercommunale préalablement à l'arrêt des modalités de la collaboration avec les communes concernées et à l'issue de l'enquête publique.

Il organise le débat sur le PADD (délibération) qui a lieu en son sein et au sein des conseils municipaux concernés.

Il transmet pour avis aux communes du Territoire le projet de PLUi arrêté.

Il présente, à l'issue de l'enquête publique, les avis joints au dossier, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête aux maires des communes.

Il émet un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole approuvant le PLUi.

Article 5 :

L'élaboration du PLUi du Territoire Marseille Provence se poursuit conformément à la présente délibération Cadre (selon le schéma n°2) et dans le respect des modalités de collaboration avec les communes membres, des objectifs poursuivis et des modalités de concertation avec le public arrêtées par délibérations du 22 mai 2015 n°AEC 001-1009/15/CC et n°AEC 002-1010/15/CC du Conseil communautaire de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

Article 6 :

Cette délégation a pour objectif de garantir la proximité de l'action publique dans les périmètres devenus conseils de territoires et s'inscrit dans les conditions susmentionnées conformément aux schémas ci-joints en annexe.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 079

AVIS - Projet Urbain Partenarial (PUP) - Poursuite des opérations engagées par les Communes

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1er janvier 2018, la Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences En matière d'aménagement de l'espace métropolitain . Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente depuis le 1er janvier 2018 en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Ce transfert en matière de PLU rend la Métropole seule habilitée à conclure des conventions de projet urbain partenarial tels que définis par l'article L.332-

11-3 du code de l'urbanisme à compter du 1^{er} janvier 2018.

Les PUP participent au financement d'équipements publics d'infrastructures ou de superstructures qui peuvent relever de la compétence de personnes publiques différentes (communes ou EPCI). En conséquence, les textes prévoient la possibilité de partager entre commune et EPCI le produit du PUP, par un mécanisme de reversement, en prenant en compte la charge des équipements publics qui relèvent de leurs compétences respectives.

Dès lors, pour les futurs PUP, la Métropole devient seule compétente pour instaurer les périmètres de PUP et délibérer sur les contrats. Le respect de l'affectation du produit du PUP à la personne publique compétente pour les équipements publics à réaliser nécessitera la conclusion de conventions de reversement à conclure avec la commune pour la part du produit PUP correspondant aux travaux relevant de sa compétence.

Concernant les PUP délibérés par les communes avant le 1^{er} janvier 2018, un recensement a été réalisé à l'échelle du territoire métropolitain et a mis en évidence le fait que la majeure partie des travaux à réaliser dans les PUP relève de la compétence des communes et que la majeure partie des recettes leurs sont affectées.

En effet, 20 périmètres de PUP ont été recensés, représentant trente contrats en cours, 62 millions d'€ HT de travaux restant à réaliser et 27 millions d'€ HT de recettes restant à percevoir et à répartir entre métropole et communes.

Dans les cas des PUP délibérés dont l'exécution a démarré pour respecter les délais contractuels de réalisation des travaux, le décalage de la perception des recettes du PUP risque de ne plus permettre le pré financement des travaux communaux compte tenu des délais administratifs induits par le mécanisme de reversement.

Afin de faciliter la mise en œuvre opérationnelle, des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage (TTMO) seront conclues entre la Métropole aux Communes afin de garantir une maîtrise d'ouvrage unique

Considérant d'une part que les communes étaient compétentes pour instaurer des périmètres de PUP jusqu'au au 31 décembre 2017 et d'autre part que la maîtrise d'ouvrage des travaux sera assurée par les communes, il est proposé de ne pas transférer les contrats de PUP résultant de l'instauration d'un périmètre de PUP délibéré avant le 1^{er} janvier 2018 par les communes.

Sur le plan pratique, cette solution évitera de renouveler toute la chaîne de contrats conclus avant le 1^{er} janvier 2018 et permettra aux communes de percevoir directement les participations des PUP.

Il conviendra cependant d'établir les conventions de reversement des communes à la métropole pour assurer à la métropole le financement des travaux dont elle aura la charge, le cas échéant.

Néanmoins, il existe deux exceptions à ce dispositif. Dans les périmètres de zone d'activité relevant des compétences exclusives de la Métropole depuis le 1^{er} janvier 2018, les équipements publics à réaliser et rendus nécessaires par une opération d'aménagement à l'intérieur de ces périmètres, sont majoritairement ou exclusivement selon les cas, de compétence de la Métropole. Le produit du PUP portera alors essentiellement sur le financement d'équipements publics de compétence métropolitaine et dans ce cas, le transfert s'impose. Il en est de même dans les périmètres des opérations d'aménagement déclarées d'intérêt métropolitain par délibération de la Métropole du 19 octobre 2017.

Ainsi, compte tenu de l'urgence opérationnelle de certains PUP, il est proposé que dans le cas de PUP dont les périmètres ont été délibérés par les communes avant le 1^{er} janvier 2018, et hormis les PUP instaurés dans les périmètres de zones d'activité métropolitaines et ceux des opérations d'aménagement déclarées d'intérêt métropolitain, la Métropole ne se substitue pas aux communes dans les contrats déjà signés, et qu'il soit permis aux communes de signer les derniers contrats liés à des autorisations d'urbanisme à délivrer dans le périmètre de ces PUP.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L332-11-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération MET 17/4627/CM du 19 octobre 2017 relative à la Définition de l'intérêt métropolitain pour la définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Que les communes étaient compétentes pour instaurer des périmètres de PUP jusqu'au 31 décembre 2017 ;
- Que la maîtrise d'ouvrage des travaux sera assurée par les communes.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la poursuite par les communes de la mise en œuvre des PUP dont les périmètres ont été délibérés avant le 1^{er} janvier 2018 à l'exception des PUP dont le périmètre se situe à l'intérieur d'une zone d'activité métropolitaine ou d'une opération d'aménagement d'intérêt métropolitain.

Article 2 :

Des conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage seront conclues pour chaque contrat de PUP entre la commune et la Métropole.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tout acte relatif à cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 080

**Plan Local d'Urbanisme Intercommunal –
Elaboration – Conférence des Maires – Pouvoir
au Président du Conseil de Territoire**

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "*solidarités géographiques préexistantes*" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, il est créé un conseil de territoire composé des conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les conseils de territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5218-3 du CGCT et du décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Territoire du Pays d'Aix correspond au périmètre de l'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, composée de 36 communes, à savoir les communes d'Aix-en-Provence, Beaucueil, Bouc Bel Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Eguilles, Fuveau, Gardanne, Gréasque, Jouques, Lambesc, La Roque-d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Le Tholonet, Les Pennes Mirabeau, Meyrargues, Meyreuil, Mimet, Pertuis, Peynier, Peyrolles-en-Provence, Puyloubier, Rognes, Rousset, Saint-Antonin-sur-Bayon, Saint-Cannat, Saint-Estève-Janson, Saint-Marc-Jaumegarde,

Saint-Paul-lès-Durance, Simiane-Collongue, Trets, Vauvenargues, Venelles, Ventabren, Vitrolles, avec une population de 415.000 habitants.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire.

Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

Le contexte juridique

L'élaboration d'un PLUi s'inscrit dans un dispositif législatif que sont les lois Grenelle I et II du 12 juillet 2010 et plus particulièrement la loi ALUR du 24 mars 2014. Les objectifs que doit respecter le PLUi sont fixés à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme:

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces

urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;

e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

Le PLUi du Territoire du Pays d'Aix

Le PLUi du Pays d'Aix couvrira le territoire des 36 communes membres, et se substituera aux documents d'urbanisme existants au niveau des communes.

Conformément aux articles L 153-1 et suivants du Code de l'urbanisme, le PLUi doit être ainsi le document stratégique qui traduit l'expression du projet politique d'aménagement et de développement du Territoire du Pays d'Aix. Il est également un outil réglementaire qui fixera les règles et les modalités de mise en œuvre de ce projet en définissant l'usage du sol.

Le PLUi du Pays d'Aix devra être garant d'une action publique de proximité et devra veiller au

renforcement des liens de solidarité et de proximité avec les communes membres du Pays d'Aix, et avec ses habitants.

La procédure d'élaboration du PLUi est, notamment, encadrée par les dispositions du code de l'Urbanisme.

L'article L134-13 du Code de l'urbanisme prévoit que « le Conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédure nécessaires.

Par dérogation à l'article L153-8, le Conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.... »

Ainsi, il est nécessaire, avant la prescription du PLUi, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle les Maires des 36 communes du Pays d'Aix examinent ensemble, les modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- que conformément au Code de l'urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence élabore dans le cadre de ses conseils de territoire, plusieurs Plans locaux d'urbanisme intercommunaux et

que le périmètre de chacun de ces plans couvre un territoire de la Métropole .

- que le Territoire du Pays d'Aix doit élaborer le Plan Local d'Urbanisme intercommunal couvrant l'ensemble de son territoire.
- que l'article L.134-13 du Code de l'urbanisme prévoit que le Conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.

Délibère

Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour organiser la conférence intercommunale des Maires prévue à l'article L.134-13 du Code de l'urbanisme.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 081

Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence - Révision Allégée n°2 - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-

Marseille-Provence (MAMP) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "*solidarités géographiques préexistantes*" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, il est créé un conseil de territoire composé des conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les conseils de territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes.

Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

La révision allégée n°2 du PLU de la commune d'Aix en Provence

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'Aix-en-Provence a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 23 juillet 2015.

Il s'avère nécessaire de prévoir d'engager une révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Aix-en-Provence dans le but d'ouvrir à l'urbanisation le secteur Constance-Valcros, mettre en cohérence la trame végétale, modifier des cartes d'aléas hydrauliques au regard des nouveaux éléments d'études du secteur de la Constance et déroger à la loi Barnier dans ce même secteur.

La procédure de révision allégée est, notamment, encadrée par les dispositions du Code de l'urbanisme. L'article L134-13 du Code de l'urbanisme prévoit que « le Conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédure nécessaires.

Par dérogation à l'article L153-8, le Conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.... »

Ainsi, il est nécessaire, avant la prescription de la révision allégée, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle sont examinées les modalités à retenir pour la mise en œuvre de la collaboration avec la commune concernée.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence en vigueur.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme.
- que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.
- que l'article L.134-13 du Code de l'urbanisme prévoit que le Conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.

Délibère

Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires dans le cadre de la révision allégée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

CASTRONOVO Lucien-Alexandre - de
BUSSCHERE Charlotte

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 082

Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren - Révision Allégée n°1 - Conférence des Maires - Pouvoir au Président du Conseil de Territoire

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contexte métropolitain

Créée par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soumis à un régime juridique dérogatoire aux règles de droit commun, qui s'est substituée, au 1er janvier 2016, à six EPCI existants, à savoir la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, la Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues (article L.5218-1 du CGCT). Elle regroupe 92 communes, avec une population de 1.850.000 habitants et une superficie de 3150 km².

Le législateur reconnaît la spécificité de l'organisation spatiale du territoire métropolitain, puisqu'elle est la seule métropole à être construite à

partir de la réunion de plusieurs EPCI préexistants, pour être ensuite divisée en territoires, afin de tenir compte, selon les termes mêmes de la loi, des "solidarités géographiques préexistantes" (article L.5218-3 du CGCT).

Dans chaque territoire, il est créé un conseil de territoire composé des conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre du territoire (article L.5218-4 du CGCT). Conformément aux dispositions de l'article L.5218-7 du CGCT, les conseils de territoire peuvent recevoir délégation de certaines compétences sauf celles qui concernent l'élaboration des schémas mentionnés à ce même article et, notamment, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et l'approbation du plan local d'urbanisme (PLU) ou des documents d'urbanisme en tenant lieu.

En application de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme ou de document en tenant lieu ou de carte communale, au titre du deuxième bloc de compétence de cet article relatif à l'aménagement de l'espace métropolitain.

A titre transitoire, l'article L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyait toutefois que jusqu'au 1er janvier 2018, les compétences prévues à l'article L.5217-2, I du même Code qui n'avaient pas été transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés, continuent d'être exercées par les communes. Parmi les 6 anciennes intercommunalités, seule la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM), anciennement compétente en matière d'urbanisme, a lancé l'élaboration d'un PLUi avant la création de la Métropole. Cette compétence est transférée à la Métropole et exercée par les autres territoires depuis le 1er janvier 2018.

L'exercice de la compétence « urbanisme »

La loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) donne à la Métropole Aix Marseille Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des compétences propres au Conseil de la Métropole et aux Conseils de Territoire et en donnant la possibilité de déléguer certaines compétences aux Conseils de Territoire. Le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.

De plus, le législateur a prévu l'instauration d'un régime transitoire de délégation automatique de compétences, jusqu'au 31 décembre 2019, du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire, dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe.

La révision allégée n°1 du PLU de la commune de Ventabren

Il est rappelé que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Ventabren a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 11 décembre 2017.

Par courrier de la commune de Ventabren en date du 07 mars 2018, le Conseil de la Métropole a été saisi afin de prescrire la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) concerné dans le but de supprimer la protection agricole sur le secteur Collet de Bouret.

La procédure de révision allégée est, notamment, encadrée par les dispositions du Code de l'Urbanisme. L'article L134-13 du Code de l'urbanisme prévoit que « le Conseil de Territoire est chargé de la préparation et du suivi de l'élaboration et toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme. Il prépare les actes de procédure nécessaires.

Par dérogation à l'article L153-8, le Conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes.... »

Ainsi, il est nécessaire, avant la prescription de la révision allégée, d'organiser une conférence intercommunale des maires du Territoire, au cours de laquelle le Maire de la commune concernée examine avec le Président du Territoire, les modalités à retenir pour la mise en œuvre de cette collaboration.

Il convient d'autoriser Madame le Président à organiser cette réunion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération cadre du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la

révision allégée des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- Le courrier de la commune de Ventabren du 07 mars 2018 sollicitant la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de révision allégée du PLU ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ventabren en vigueur .

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de plan local d'urbanisme .
- que le Conseil de Territoire assure la préparation et le suivi de l'élaboration et de toute procédure d'évolution du projet de plan local d'urbanisme.
- que l'article L.134-13 du Code de l'urbanisme prévoit que le Conseil de Territoire arrête les modalités de collaboration avec les communes concernées, après avoir réuni l'ensemble des maires de ces communes ;

Délibère

Article unique :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à prendre toutes les mesures nécessaires pour convoquer la conférence intercommunale des Maires dans le cadre de la révision allégée n°1 du Plan Local d'urbanisme de la commune de Ventabren.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 083

AVIS - Résiliation du contrat de concession d'aménagement ZAC de la Gare entre la SPL "Terra 13" et la Métropole Aix-Marseille-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Société Publique Locale « Terra 13 », société anonyme immatriculée sous le numéro 528 448 103, a été créée le 4 novembre 2010.

Son objet social est de « réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L300-1 du code de l'urbanisme, réaliser des opérations de construction, exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial, ou toutes autres activités d'intérêt général ».

Par délibération du 24 juin 2013, le Syndicat Mixte de l'Arbois (SMA) a décidé de désigner la SPL « Terra 13 » en qualité de concessionnaire et de lui confier, en application des dispositions des articles L 300-4 et L 300-5 du Code de l'Urbanisme, la réalisation de l'aménagement de la zone d'aménagement concerté dite « ZAC de la Gare ».

Conformément à la réforme territoriale, par arrêté du 17 octobre 2016, il a été mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Arbois dont la liquidation a été prononcée par arrêté du 29 mai 2017.

Ce même arrêté a transféré l'ensemble de l'actif et du passif du Syndicat mixte à la Métropole Aix-Marseille-Provence qui est donc désormais d'une part, second actionnaire de la SPL « Terra 13 » et d'autre part concédant de la concession d'aménagement de la ZAC de la Gare dont la SPL « Terra 13 » est le concessionnaire.

La Métropole possède ainsi 20 actions (sur un total de 5 450 actions) de la SPL Terra 13 et occupe un siège d'Administrateur au sein du Conseil d'Administration. Il convient donc que la Métropole désigne son représentant légal pour siéger au sein du Conseil d'Administration et des Assemblées générales.

Compte tenu du fait que la SPL « Terra 13 » connaît depuis un certain temps une baisse importante d'activité, son principal actionnaire que constitue le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, souhaite procéder à la dissolution de la SPL « Terra 13 ». Pour ce faire la Métropole par délibération du

22 mars 2018 actera la cession de ses parts au sein de la SPL « Terra 13 » au profit du Département, lui permettant ainsi de devenir l'unique actionnaire et pourvoir procéder à une dissolution confusion de cette société

A l'issue de la dissolution, les opérations dont a actuellement la charge la SPL « Terra 13 » seront reprises par le Département.

Compte tenu de l'enjeu métropolitain que représente la ZAC de la Gare, il est proposé que la Métropole résilie d'un commun accord, son contrat de concession d'aménagement avec la SPL « Terra 13 » préalablement à la dissolution de cette société.

Ainsi comme prévu dans le contrat de concession d'aménagement de la ZAC de la Gare, en cas d'expiration anticipée de la concession d'aménagement, la Métropole deviendra propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus. Les parties signeront dans les meilleurs délais un acte constatant que ce transfert de propriété est intervenu.

Le transfert de propriété de ces biens sera réalisé en contrepartie du versement d'un prix calculé sur la base de la valeur vénale telle qu'elle apparaît dans le dernier compte-rendu annuel approuvé

Par ailleurs, comme stipulé dans le contrat de concession d'aménagement de la ZAC de la Gare, la Métropole sera tenue de reprendre pour l'avenir, l'exécution de la totalité des engagements pris par l'Aménageur pour l'exécution de sa mission

Par suite, la Métropole sera seule tenue des dettes exigibles à compter de la date d'expiration de la concession et seule titulaire des créances exigibles à compter de cette date.

A l'expiration de la concession, la SPL « Terra 13 » a l'obligation de procéder aux opérations de liquidation : transferts des contrats, des biens, de l'actif et du passif et arrêté des comptes de l'opération d'aménagement permettant aux parties de prendre acte de la situation financière et comptable définitive de l'opération d'aménagement et d'arrêter le solde d'exploitation et le solde des financements. .

La Collectivité devra à l'Aménageur une indemnité égale à 4% de la rémunération restant à courir jusqu'à l'échéance de la convention, soit un montant de 2 666,66 €.

Pour acter cet accord de résiliation de la concession d'aménagement de la ZAC de la Gare entre la Métropole et la SPL « Terra 13 » et définir les modalités de mise en œuvre, les deux parties ont convenu de conclure un protocole de résiliation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 300-4 et L 300-5 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- La délibération MET 16/1788/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la l'intégration du Syndicat Mixte Europôle Méditerranéen de l'Arbois à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté de liquidation du Syndicat mixte du 29 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvée la résiliation de la concession d'aménagement de la ZAC de la Gare entre la Métropole et la SPL « Terra 13 ». La notification de cette résiliation devra intervenir préalablement à la cession des actions de la SPL « Terra 13 » de la Métropole au bénéfice du CD13 conformément à la délibération du Conseil métropolitain du 22 mars 2018.

Article 2 :

Est approuvé le protocole de résiliation de la concession d'aménagement de la ZAC de la Gare

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole et tout document y afférent.

Article 4 :

Les dépenses d'indemnités liées à la résiliation de la concession de la ZAC de la Gare seront affectées au Budget Principal Métropole - Chapitre 65 - Nature 65888 - Autres charges diverses de gestion courante.

Article 5 :

Les recettes liées à la résiliation de la concession de la ZAC de la Gare seront affectées au Budget Principal Métropole - Chapitre 27- Nature 2745 - Avance remboursable.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Aménagement du territoire, déplacements, mobilité, transports et infrastructures

2018 CT2 084

AVIS - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération d'investissement, Aménagements Points d'arrêts et Abribus du Pays d'Aix

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La préparation du Budget Annexe des Transports métropolitains 2017 a été conduite parallèlement à l'organisation des services de la DGA Mobilité, Déplacements, Transports, Espace Public et Voirie. Le montant de l'autorisation de programme pour l'aménagement des points d'arrêts et abribus de Transports en commun du Pays d'Aix n'a pas pu être correctement dimensionné afin de couvrir les besoins définis au Schéma d'Accessibilité des Transports, adopté par la Communauté du Pays d'Aix.

En effet, le montant de l'opération d'investissement n° 2017261000, Aménagements Points d'arrêts et Abribus du Pays d'Aix de 2 600 0000€ H.T ne correspond qu'à un exercice budgétaire annuel.

Afin de permettre l'engagement des sommes prévues au BP 2018, il est nécessaire de revaloriser l'Autorisation de Programme à hauteur de 550 000 € HT.

L'opération d'investissement n° 2017261000, Aménagements Points d'arrêts et Atribus du Pays d'Aix, montant de l'opération inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme n° 173071TP du programme 07 de la Métropole doit être révisée afin de porter son montant à 550 000 € H.T.

Cette révision porte le montant de l'opération 2017261000 de 2 600 000€ H.T à 3 150 000 € H.T.

Pour les exercices 2019 et suivants, il est envisagé de créer une nouvelle autorisation de programme, de dimension métropolitaine, qui couvrira l'ensemble des besoins relatifs aux aménagements des points d'arrêts et atribus dans le cadre des différents Agendas D'Accessibilité Programmée votés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de création de l'opération 2015_A143 de la Communauté du Pays d'Aix.

Où il le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 3 150 000 € H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 3 150 000 € H.T de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017261000 et « Aménagements des points d'arrêts et Abri Bus » pour un montant 3 150 000 H.T. rattachée au programme 07 Code AP 173071TP

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget 2018 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandaté antérieur : 1 965 000 € HT

CP 2018 : 650 000 € HT

CP sur exercices suivants : 535 000 € H.T.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 085

AVIS - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération BHNS Aixpress et au parking relais Lieutenant Colonel Jeanpierre

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines peuvent

faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM en date du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

L'Aixpress est une ligne de bus à haut niveau de service qui reliera les quartiers nord-ouest et sud d'Aix en Provence. Cette ligne de 7.2km dessert les quartiers d'habitats sociaux (Jas de Bouffan, Encagnane) ainsi que bon nombre des principaux pôles générateurs de trafic de la ville (facultés, centre-ville, centre commercial, ...). Le tracé relie également deux importants parcs relais au centre-ville (P+R Colonel Jeanpierre 600 places, Krypton, 900 places).

La ligne de l'Aixpress bénéficiera sur 80% de son tracé de sites propres permettant de garantir temps de parcours et régularité aux usagers, avec une fréquence d'au moins 7mn aux heures de pointe.

La mise en place de cette ligne structurante entraîne la refonte du réseau urbain mais aussi celle de certaines lignes interurbaines en correspondance.

Le parc relais Colonel Jeanpierre (600 places) sera réalisé concomitamment aux travaux du BHNS permettant un report modal aisé depuis l'entrée ouest de la ville, de la voiture vers le BHNS. Ce lieu servira également de rabattement pour les lignes interurbaines venant de l'ouest d'Aix, afin de limiter le nombre de celles-ci sur la gare routière centrale en limite de capacité.

Cette opération a fait l'objet d'une délibération N° 2015 _A204 votée au Conseil de la Communauté du Pays d'Aix le 8 octobre 2015. Le numéro d'opération correspondant porté au budget annexe Transport de la Métropole est le 2017 266 300.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Celle-ci vient remplacer les délibérations TRA 014-2487/17/BM et TRA 015-1937/17/BM approuvées au Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 et du 19 octobre 2017 dont le plan de financement du Pôle d'Echange Colonel Jeanpierre n'intégrait pas l'ensemble des co-financeurs du projet.

Le coût prévisionnel de l'opération du Bus à Haut Niveau de Service Aixpress intégrant le Pôle d'échanges Colonel Jeanpierre est estimé à 84,2 M€ HT, dont 77,2M€ de travaux (hors coût d'acquisition du matériel roulant).

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est présenté en annexe ci-jointe. Il pourra être amené à évoluer dans le cas de conclusion d'une convention territoriale d'exercice concerté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2015_A204 du Conseil de la Communauté du Pays d'Aix du 8 octobre 2015 créant l'opération d'investissement 2017 266 300.
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : BHNS Aixpress et Pôle d'échange Colonel Jeanpierre

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-

Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

La recette sera constatée au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - section Investissements - Nature 1311- 1312-1313-1317- Sous politique : C210 - code opération 2017266302 et 2017266303

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018_CT2_086

AVIS - Demande de subvention d'investissement relative à l'opération d'aménagement du pôle d'échanges de Trets

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains investissements traduisant les politiques publiques métropolitaines

peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Le Conseil Métropolitain de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé, par délibération n°TRA001-1376/16/CM en date du 15 décembre 2016, l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

La programmation de pôles d'échanges multimodaux et le développement de l'inter-modalité sont au premier rang des préoccupations de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

A ce titre, le pôle d'échanges de Trets est au cœur de ces enjeux. Celui-ci est situé à un emplacement stratégique pour l'optimisation et le développement du réseau de transports en commun de la haute vallée de l'Arc.

Il permettra de mieux articuler les réseaux de transport de la Métropole avec ceux de l'ouest du Var et d'organiser dans de bonnes conditions de sécurité et de confort les lignes vers et depuis Trets, qui ne bénéficient d'aucune infrastructure de ce type malgré la présence d'une ligne inter urbaine très fréquentée allant vers le pôle d'activités de Rousset et Aix en Provence, et de lignes scolaires à destination d'Aix en Provence.

L'aménagement de ce pôle d'échanges prévoit : la création de 7 quais bus, l'aménagement d'un parking arboré d'une capacité de 110 places, la création d'un local de repos pour les chauffeurs ; l'aménagement d'un accès sécurisé depuis la route de la Burlière et une sortie sur la rue Cassin.

Ce pôle d'échanges routier, situé à proximité de la voie ferrée Gardanne-Carnoules pourrait, à terme, évoluer vers un pôle multimodal intégrant le ferré.

Cette opération a fait l'objet d'une délibération N° 2015_A136 votée au Conseil de la Communauté du Pays d'Aix le 10 juillet 2015. Le numéro d'opération correspondant porté au budget annexe Transport de la Métropole est le 2017253000.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de l'opération d'aménagement du pôle d'échange de Trets est estimé à 1,7 M€ HT dont 1,5 M€ de travaux réalisés sur une durée de 12 mois.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est présenté en annexe ci-jointe, sous réserve de conclusion d'une convention territoriale d'exercice concerté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 2015_A136 du Conseil de la Communauté du Pays d'Aix du 10 juillet 2015 créant l'opération d'aménagement du Pôle d'échange de Trets n° 2017253000
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole, du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine.

**Où le rapport ci-dessus,
Entendues les conclusions du Commissaire
Rapporteur,
Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : Aménagement du Pôle d'échanges de Trets

Délibère

Article 1 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

Article 3 :

La recette sera constatée au budget annexe transport de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section Investissements- Nature 1311- 1312-1313- 1317- Sous politique : C210 - code opération 2017253000.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 087

AVIS - Attribution d'une subvention pour l'année 2018 à l'association Adava Pays d'Aix

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

L'association ADAVA PAYS D'AIX a pour objet la promotion des modes alternatifs de déplacements, le vélo, la marche et les transports collectifs. Cette association appartient au réseau national de la Fédération française des Usagers de la Bicyclette (FUB). L'association compte environ 345 adhérents et 45 bénévoles.

Les activités de l'association sont :

- L'organisation d'ateliers vélo participatifs.
- L'école vélo en ville pour adultes
-

L'agenda de la mobilité métropolitaine affiche des objectifs forts en faveur des modes actifs. La marche et le vélo sont ainsi placés au cœur des actions de l'agenda en terme d'intermodalité avec les transports en commun. Il s'agit de déployer leurs

usages afin d'en faire des outils de déplacements concurrentiels de la voiture individuelle sur certains trajets domicile-travail et domicile-étude.

Pour l'année 2018, l'association ADAVA a déposé une demande de subvention pour développer les actions suivantes :

- Atelier vélos Participatif
- Ecole Vélo en Ville pour adulte
- Actions de sensibilisation à l'éco-mobilité lors des manifestations
- Réalisation d'une carte des itinéraires cyclables du pays d'Aix

Au vu des objectifs de l'association ADAVA PAYS D'AIX et de leur cohérence avec les objectifs inscrits au sein de l'agenda de la mobilité métropolitaine, il est proposé de soutenir cette association.

Il est ainsi proposé d'accorder une aide d'un montant de 6000 euros à cette association, sous la forme d'une subvention.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après : **Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le projet de « convention annuelle d'objectifs » entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et l'association ADAVA PAYS D'AIX pour l'année 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que l'objet de l'association ADAVA PAYS D'AIX s'inscrit dans les objectifs de l'Agenda de la Mobilité métropolitaine en

faveur du développement des modes actifs,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 6000 € à l'association ADAVA PAYS D'AIX.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget transport 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C360 nature budgétaire 6574.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 088

AVIS - Approbation d'un avenant N° 10 à la Convention de Délégation de Service Public du réseau Aix-en-Bus

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus » est confiée pour une période de huit ans (2012-2019) à la société Keolis Pays d'Aix, par convention de délégation de service public (DSP). Le présent avenant après avis favorable de Commission de Délégation de Service Public de la Métropole tire les conséquences de la décision du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017

d'annuler la délibération n° 2013-A179 du 10 octobre 2013, acte détachable jugé illégal du fait de l'illicéité de l'article 3 de l'avenant 3 qu'il approuve. Le présent avenant a également pour objet de faire évoluer la convention de délégation de service eu égard à la nécessaire adaptation de l'offre qu'engendre des modifications des conditions d'exploitation. Cet avenant fait également évoluer certains produits de la gamme tarifaire et met à jour les indemnités forfaitaires avec la réglementation applicable à l'usager qui contrevient aux dispositions du règlement de transport.

1/ Historique du contrat de DSP « Aix en Bus »

A/ Consistance de l'offre de transports urbains Activités principales de la DSP Aix en Bus

Le périmètre géographique et les prestations ont été élargis :

- Le périmètre urbain desservi comprend les communes d'Aix-en-Provence, Le Tholonet, Saint-Marc Jaumegarde et l'intégration de Venelles,
- 500 000 Kms supplémentaires parcourus chaque année avec de nouveaux quartiers mieux reliés entre eux (soit un total d'environ 6 300 000 kilomètres par an),
- Une vidéosurveillance dans les bus pour améliorer la sécurité des usagers et des conducteurs,
- Un parc de véhicules considérablement rajeuni (véhicules neufs au 1er janvier 2012 et un âge moyen de 3 ans, contre 7 ans dans l'ancienne DSP),
- Une agence commerciale prévue en centre ville, ainsi qu'une agence mobile pour aller au plus près des habitants de tout le territoire compris dans le périmètre de la DSP,
- En fin de convention, le(s) dépôt(s) construit(s) par le délégataire, accueillant l'ensemble du matériel roulant, des bureaux et des ateliers, revenant en pleine propriété à la collectivité ; investissement de 12,6 M€ sur la durée du contrat, pour environ 1,575 M€ / an en moyenne,

Activités connexes intégrées au contrat de DSP

Cette convention met à la charge du délégataire plusieurs nouvelles prestations précédemment effectuées au travers de marchés publics distincts :

- exploitation et le gardiennage des parcs-relais existants et à venir,
- lignes de Diablines du centre-ville d'Aix,
- services scolaires de Luynes, Les Milles, La Duranne, Les Granettes et Puyricard.

- Parcs relais

B/ Modifications intervenues au contrat : avenants passés entre 2012 et 2017

- L'avenant n°1 à cette DSP, approuvé lors du Conseil de Communauté du 12 juillet 2012, a porté sur la modification des statuts de la société Keolis Pays d'Aix, et la prise en compte de services supplémentaires (lignes régulières, scolaires et services Diablines),
- L'avenant n°2, approuvé lors du Conseil de Communauté du 28 mars 2013, a validé les modifications des modalités de règlement du délégataire, l'impact du changement du taux de TVA (passage du taux réduit applicable aux transports de 5,5 % à 7%), ainsi que les incidences de modifications de la gamme tarifaire des réseaux CPA .
- L'avenant n°3, ainsi qu'un accord transactionnel approuvés lors du Conseil de Communauté du 10 octobre 2013, validaient un certain nombre de modifications d'offres intégrées au nouveau réseau, pour répondre à la demande des usagers ainsi que leurs incidences financières,
- L'avenant n°4, approuvé lors du Conseil de Communauté du 03 juillet 2014, a validé des ajustements de l'offre commerciale, l'ouverture du Parc relais Plan d'Aillane, les modalités de l'alternative abonnement (en cas de PV pour fraude), des restrictions horaires pour les abonnements scolaires et la prise en compte de l'évolution du taux de TVA à 10%,
- L'avenant n°5, approuvé lors du Conseil de Communauté du 19 février 2015, entérinait l'augmentation de la gamme tarifaire au 1^{er} Mars 2015, la compensation du ½ tarif Etudiant accordé sur les P+R, la libre circulation entre les réseaux du SMITEEB et de la CPA, les ajustements de l'offre commerciale, les modifications de la centrale de réservation Flexibus, les coûts de communication et les Parcs Relais.
- L'avenant n°6, approuvé par le Conseil de Communauté du 7 juillet 2015, modifiait l'offre commerciale, restructurait les transports scolaires du secteur de Luynes, permettait l'adaptation du plan marketing pour renforcer les moyens de communication et prendre en compte les opérations événementielles, actait

la gestion directe par la collectivité du P+R Krypton (travaux d'agrandissement et construction d'un pôle d'échanges), organisait le regroupement des activités de centrale d'appel téléphonique pour les services de transport à la demande (TAD), dont le service Flexibus.

- L'avenant n°7, approuvé par le Conseil de Communauté du 30 juin 2016, modifiait l'offre commerciale, afin de prendre en compte divers aménagements en Centre-Ville notamment sur les deux places de la Madeleine et de Verdun. Cet avenant achevait également la rationalisation des transports scolaires par le maintien dans le contrat des seuls doublages scolaires et actait des conséquences techniques et financières de la mise en service du P+R Krypton et de son pôle d'échanges. Enfin, une adaptation pérenne du plan marketing était nécessaire avec une enveloppe supplémentaire de 35K€ HT/an pour mettre à niveau les moyens de communication avec la mise en service du SAE-IV et accompagner la modernisation des dispositifs d'information voyageurs jusqu'à la fin du contrat.
- L'avenant n°8, approuvé par le Conseil Métropolitain du 18 mai 2017, modifiait l'offre de services pour répondre aux besoins des usagers et rationaliser les nouveaux flux de déplacements générés par la mise en service P+R du Krypton notamment au niveau des établissements du second degré situés à proximité, mais également au niveau des facultés. Au cœur de ville l'offre de services est plus directe avec l'itinéraire de la Diabline B desservant l'hôtel de ville, les arrêts de la ligne 4 sont adaptés et les passages par le Cours Sextius des lignes 3 et 13 sont optimisés. En périphérie, les fréquences de la ligne 14 impactée par les travaux du centre de détention – Zac de Lenfant sont optimisées, les horaires de la ligne 6 sont revus afin d'améliorer le cadencement de la ligne 141 desservant Vauvenargues. Enfin l'avenant 8 prend en compte à partir du 1^{er} septembre 2017 et jusqu'à une date butoir établie au 31 mars 2019, les conséquences des travaux d'aménagement du BHNS qui vont perturber les conditions de circulation rendant plus difficiles les services opérés sur des lignes importantes du réseau urbain.

In fine l'avenant n°8 avec une variation de + 2,78% des kilomètres commerciaux induisant une valorisation de l'offre de + 1 251 425€/HT toutes sujétions incluses pour les adaptations courantes et de + 2 686 838€/HT de coûts supplémentaires induits par les travaux du BHNS ainsi qu'une baisse de l'engagement de recettes du délégataire de 937 250€/HT, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,437%.

- L'avenant n°9, approuvé par le Conseil Métropolitain du 21 octobre 2017, avait pour objet principal d'encadrer l'hypothèse d'une résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général en application de l'article 46 de la convention de délégation de service public et conformément à l'article 55 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et de l'article 36 de son décret d'application du 1^{er} février 2016. Ainsi actant du principe que cette hypothèse est à prendre en compte dès lors que ni la consistance ni les conditions de la mise en service du Bus à Haut Niveau de Service à la date prévue du 1^{er} septembre 2019, n'étaient pas décrits dans la convention et notamment dans les termes de la clause de réexamen de son article 51. Au titre de l'avenant 9 ont ainsi été actés les diverses actions à engager en vue de cette hypothèse de résiliation pour motif d'intérêt général, en ce compris la mise en oeuvre des conséquences financières patrimoniales économiques et opérationnelles et les délais pour y parvenir. L'avenant 9 comportait également des adaptations courantes de l'offre visant la ligne 15, un dispositif incitant l'usage des transports en commun en cas de déclenchement du niveau d'alerte 2 pour pollution de l'air, des mesures destinées à accélérer le câblage billettique des matériels roulants au SAEIV, le premier produit lançant le processus d'harmonisation Métropolitain ainsi que de nouveaux produits à visée dissuasive contre la fraude des jeunes à intégrer à la gamme tarifaire.

In fine l'avenant 9, conduisait à une évolution cumulée du poids des avenants successifs de + 13,47%, portant le coût du contrat pour l'Autorité délégante à 275 182 815 €HT ;

2/ Régularisation contractuelle suite à la décision du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017

Conséquences de la décision du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017.

Par délibération en date du 10 octobre 2013, l'organe délibérant de la Communauté du pays d'Aix a approuvé la signature d'un avenant n°3 à la convention de DSP « Aix en Bus », en cours depuis

le 1er janvier 2012 et dont l'échéance est prévue le 31 décembre 2019.

En effet, après le lancement le 9 juillet 2012, du réseau délégué dans sa nouvelle configuration, compte tenu de l'insatisfaction générale manifestée par les usagers et relayées par les représentants des habitants constitués en comités d'intérêt de quartier, de nombreuses réunions entre la Société Keolis Pays d'Aix et les représentants de l'Autorité Délégante, ont dû être organisées pour qu'entre le 3 septembre 2012 le 26 août 2013, soient opérés divers ajustements d'offre aboutissant à la stabilisation du réseau attendu.

Dans ces conditions, les divers ajustements projetés et mis en place durant la période sus visée, a entraîné la redéfinition des coûts du service délégué afin notamment que soient conservés les grands équilibres du contrat. Le recalcul des unités d'œuvre (heures de conduite, kilomètres produits, véhicules et frais généraux) a été opéré entraînant in fine pour l'opérateur un surcoût global qui impactait également les projections de recettes chiffrées initialement par le délégataire.

L'avenant n° 3 traitant des conséquences financières des modifications de réseau opérées à partir du 26 août 2013 et prévoyait donc également les réaménagements contractuels ad hoc, résultant de la négociation entre les parties.

C'est dans ce contexte qu'un recours pour excès de pouvoir à l'encontre de la délibération d'approbation de l'avenant 3 précitée a été introduit en date du 28 février 2014

Par jugement du 6 décembre 2017, le Tribunal Administratif de Marseille a fait droit à cette requête en annulant la délibération d'approbation de l'avenant n°3 à la convention de DSP « Aix en Bus », motif pris de l'illicéité de l'article 3 de l'avenant en cause.

Ayant reçu un avis favorable de Commission de Délégation de Service Public de la Métropole, le présent avenant tire les conséquences de la décision du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017 d'annuler la délibération n° 2013-A179 du 10 octobre 2013, acte détachable de la Convention de Délégation de Service Public.

Les parties conviennent en conséquence, par le présent avenant de retirer la clause incriminée afin de purger contractuellement, le vice qui entache le contrat par la modification introduite par l'avenant 3. L'article 3 disparaissant des clauses de la délégation de service public, son article 38 est restauré dans sa rédaction initiale.

- **Décision du Tribunal Administratif du 6 décembre 2017**

Le recours introduit soutenait différents moyens qui sont les suivants :

- La commission de délégation de service public n'avait pas été consultée ;
- L'avis de la commission de délégation de service public était entaché de vices de procédure et était par suite irrégulier ;
- Les modalités de convocation à la séance de délibération étaient irrégulières ;
- Les conseillers communautaires n'avaient pas été suffisamment informés ;
- La délibération était entachée d'erreur de droit dès lors que l'avenant modifiait l'objet du contrat ;
- Les modifications du contrat visées par l'avenant modifiaient un élément substantiel du contrat et bouleversaient l'économie du contrat en modifiant notamment le risque d'exploitation du délégataire ;
- Les modifications du contrat visées par l'avenant remettaient en cause les conditions initiales de mise en concurrence.

Sans examiner les autres moyens soulevés par le requérant, le Tribunal Administratif a considéré que la délibération attaquée était illégale en ce que les stipulations de l'article 3 de l'avenant n°3 constituaient une modification substantielle du contrat de DSP initial, prohibée.

Le Tribunal Administratif de Marseille a fait droit à cette requête en annulant la délibération d'approbation de l'avenant n°3 à la convention de DSP « Aix en Bus », par jugement du 6 décembre 2017.

- **Raisonnement suivi ayant entraîné l'annulation de la délibération d'approbation de l'avenant 3 :**

Après avoir rappelé que la rémunération en DSP est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service, il a été relevé qu'au-delà des recettes perçues directement auprès des usagers, la convention initiale prévoyait un mécanisme contractuel par lequel le délégataire est compensé au titre d'une Contribution Forfaitaire Financière (CFF) des charges importantes du service de transport urbain de voyageurs résultant des sujétions particulières inhérentes à ce service public.

Sachant que le montant de cette CFF est calculé annuellement sur la différence entre les charges et les recettes prévisionnelles sur lesquelles le délégataire s'engage, le contrat prévoit un article 38 dont l'une des stipulations encadre la prise de risque du délégataire comme suit :

« Dans le cas où les recettes effectivement perçues par le Délégataire l'année n seraient inférieures à la recette forfaitaire prévisionnelle telle que résultant du compte d'exploitation prévisionnel et englobant l'ensemble des

recettes définies à l'article 31, le Déléataire supporte cet écart ».

Le juge retient qu'en introduisant au contrat des modalités de révision a posteriori, du montant de la CFF, l'article 3 de l'avenant 3, a « **réduit de manière importante le risque d'exploitation supporté par KEOLIS** » et doit donc s'analyser en une « **modification substantielle** » de l'économie initiale du contrat viciant d'illégalité la délibération l'approuvant.

- **Rappel des modifications apportées à l'article 38 du contrat de DSP par l'article 3 de l'avenant 3 :**

En effet, l'avenant n°3 a substitué aux stipulations reproduites ci-dessus un mécanisme d'ajustement au réel de l'engagement prévisionnel de recettes du délégataire en cas de baisse ou de hausse au-delà et en-deçà d'un tunnel de 5 %, qui est le suivant :

« Le montant de l'engagement annuel sur les recettes directement générées par le trafic sera automatiquement reconsidéré pour les exercices suivants en cas de constatation, au titre d'un exercice n, d'une recette réelle inférieure de plus de 5% ou supérieure de plus de 5 % au montant contractuel figurant à l'Annexe 20, onglet 2. Le délégataire supporte l'intégralité de l'écart constaté au titre de l'exercice écoulé quel qu'en soit le montant.

Pour les exercices suivants, l'engagement de recettes de trafic du Déléataire est recalé au niveau réellement constaté à l'issue de l'exercice écoulé majoré du pourcentage de progression des recettes initialement prévu au Contrat et le montant de la Contribution Financière Forfaitaire.

En aucun cas, les effets du recalage ne peuvent avoir pour conséquence de faire supporter à l'Autorité Délégante la non-atteinte des objectifs de taux de fraude tels que définis à l'Annexe D. En conséquence, l'appréciation de l'éventuel écart entre la recette réelle constatée et le montant contractuel figurant à l'Annexe 20, onglet 2 est neutralisé du manque de recettes attribuable au non-respect du taux de fraude par le Déléataire ».

- **Annulation de l'article 3 de l'avenant 3 et réintroduction de la rédaction initiale de l'article 38 :**

Les parties n'ayant jamais mis en oeuvre le mécanisme d'ajustement des recettes au réel sus visé, s'accordent pour annuler l'article 3 de l'avenant 3, les autres stipulations de l'avenant 3 non incriminées par le jugement du 6 décembre 2017 poursuivant leurs effets.

L'article 38 du contrat de délégation de service public, intitulé « Intéressement des parties » stipule à compter du présent avenant et tel

qu'initialement prévu par la convention le 29 juillet 2011 :

« Dans le cas où les recettes effectivement perçues par le Déléataire l'année n seraient supérieures à leur montant prévisionnel, tel que résultant du compte d'exploitation prévisionnel et englobant l'ensemble des recettes définies à l'article 31, l'Autorité Délégante percevra un intéressement correspondant à 50% de l'écart.

Dans le cas où les recettes effectivement perçues par le Déléataire l'année n seraient inférieures à la recette forfaitaire prévisionnelle telle que résultant du compte d'exploitation prévisionnel et englobant l'ensemble des recettes définies à l'article 31, le Déléataire supporte cet écart ».

L'article 38 sus visé devient définitif et peut recevoir application après transmission au représentant de l'Etat, pour entrer en vigueur au plus tôt.

- **Approbation de l'avenant 3 à la convention de DSP expurgé de son article 3 :**

Le présent avenant maintient les articles 1, 2, 4, 5 et 6 de l'avenant 3.

3/ Ajustement de l'offre commerciale en vue de la desserte de l'Arena du Pays d'Aix sport

Les parties sont également convenues, pour opérer les services de transports adaptés à la programmation événementielle de l'Arena. Sur la base d'un calendrier prévisionnel annuel de cette programmation, les parties ont pu convenir de jours type et dimensionner ces services générant des flux aux caractéristiques particulières (horaires –et amplitudes horaires – itinéraires).

Les conséquences financières ont été arrêtées eu égard les sujétions particulières induites, notamment en terme de logistique, d'encadrement opérationnel et compte tenu des horaires atypiques des événements générateurs de déplacements (heures de nuit, heures supplémentaires, dimanches).

Pour une année pleine courant du 1^{er} avril au 31 mars, les coûts supplémentaires ont été arrêtés à la somme estimative de 91 300€HT (valeur avril 2011), soit pour un calendrier prévisionnel 2018/2019 comptant 25 événements.

Lors de l'arrêté des comptes annuels, le dénombrement des événements desservis permettra d'ajuster à la hausse ou la baisse le montant estimatif des services tel que valorisés ci-dessus.

4/ Modification du montant des indemnités forfaitaires pour infractions au règlement de transport

Il s'agit de prendre en compte les dispositions du décret 2016-541 du 3 mai 2016 relatif à la sûreté et aux règles de conduite dans les transports ferroviaires ou guidés et certains autres transports publics, pris en application de la Loi 2016-339 du 22 mars 2016 de prévention et de lutte contre les incivilités et les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs dans les transports collectifs.

Le décret sus visé encadre les amendes pour contraventions au règlement de transport mis à jour compte tenu des textes en vigueur.

Leur montant est au minimum de 25% du montant de l'amende forfaitaire majorée concernée et au maximum de 40% de ce même montant.

Le présent avenant fixe en conséquence, le montant de ces amendes dans les limites des seuils minimum et maximum réglementaires compte tenu des objectifs Métropolitains d'harmonisation que s'est fixé l'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable.

Ainsi, les nouveaux montants qui seront appliqués par les agents de contrôle du délégataire habilités à verbaliser les usagers des transports publics délégués contrevenant aux dispositions du règlement de transport sont les suivants :

➤ **Contraventions de 3e classe (montant majoré publié =180€) :**

- Si l'usager voyage sans titre de transport
- Si le voyageur n'est pas en mesure de présenter son titre de transport (oubli, perte, vol...)
- Si l'usager n'est pas muni d'un titre valable composté ou validé à la montée dans le véhicule...

- Si l'abonnement ou le ticket n'est pas valable.

Montant harmonisé et simplifié pour absence de titre et titre non valable = 50 € soit 28% de l'amende forfaitaire majorée

- S'il n'est pas respecté l'interdiction de fumer ou de vapoter dans les véhicules (en application de l'article R3512-1 du code de la santé publique, le règlement de transport mentionnant cette interdiction)

Montant harmonisé et simplifié pour fumage ou vapotage = 50€ soit 28% de l'amende forfaitaire majorée de 3ème classe

➤ **Contraventions de 4e classe (Montant majoré publié = 375€) :**

- Si le voyageur fait un usage injustifié d'un dispositif d'alarme ou d'arrêt.
- Si le voyageur trouble la tranquillité des autres voyageurs (chants, cris, injures...).
- Si le voyageur entrave la bonne marche du service de transport délégué.

- Si le voyageur détériore ou souille du matériel (pieds sur les sièges ...).

Montant harmonisé et simplifié pour contraventions de type comportemental = 140€ soit environ 40% de l'amende forfaitaire majorée

Ces indemnités forfaitaires sont dues immédiatement aux agents de contrôle du délégataire qui sont habilités à faire payer les indemnités forfaitaires directement dans le bus en espèces ou carte bancaire.

Le contrevenant peut également régler son indemnité forfaitaire auprès de l'agence commerciale ou par voie postale établi à l'ordre de Keolis Pays d'Aix par chèque accompagné du procès-verbal de l'infraction, le cachet de la poste faisant foi, il devra dès lors respecter le délai légal pour le faire et dans cette hypothèse des frais de dossiers dont le montant est réglementairement plafonné à 50 € seront appliqués.

Compte tenu de ce qui précède les délais qui seront appliqués sont les suivants et dans un souci d'harmonisation les frais de dossier s'établissent comme suit :

- 20 € si le contrevenant paie sous 14 jours
- 50 € si le contrevenant paie à partir du 15^{ème} jour

En outre le délégataire met en œuvre les dispositions du code de procédure pénale en cas de non-paiement dans le délai de deux mois en transmettant le dossier au Ministère Public, le contrevenant est alors redevable de l'amende forfaitaire majorée applicable à la catégorie de l'infraction.

Toute contestation d'un procès-verbal se fait par courrier recommandé auprès de Keolis Pays d'Aix dans un délai de deux mois ; joindre une copie du procès-verbal au courrier adressé par voie postale recommandée.

Le délégataire organise le suivi des infractions afin de caractériser le délit d'habitude dès lors que la personne concernée a fait l'objet, sur une période inférieure ou égale à douze mois, de plus de cinq contraventions. Article 8 (art. L. 2242-6 du code des transports).

5/ Mise à jour de la gamme tarifaire

L'avenant n°5 prévoyait une hausse moyenne pondérée des recettes (HMP) de 2.5% par an à partir de 2016 qui est incluse dans l'engagement de recettes commerciales contractuelles ; cette hausse et ses conséquences sur l'engagement de recettes sont revues chaque année en fonction des augmentations réellement appliquées.

Pour 2018, il a été décidé d'augmenter au 01/09/2018 :

- les titres Pass groupe / partenaires de 0,10€ portant la valeur de ceux-ci à 0.90 €

- les tickets 1 voyage Diablines de 0,20€ portant la valeur de ceux-ci à 0.80 €
- les tickets 10 voyages Diablines de 1,50€ portant la valeur de ceux-ci à 6.50 €

Cette augmentation se traduit par une hausse moyenne pondérée de 1.58 % et une augmentation de 0.79 % des recettes commerciales en année pleine soit 0,26% pour l'année 2018 (Prorata temporis) à compter du 1er septembre 2018).

L'impact financier de ces changements de tarifs réduisent l'engagement de recettes du délégataire à hauteur de 60 612€HT et 37 005€HT pour 2019.

6/ Modification du prix de vente des supports de titre

Dans l'objectif de simplification et d'harmonisation, il convient d'aligner les frais prélevés dans le cadre de l'émission des supports des titres de transport pour les abonnés au réseau de transport.

La gratuité des frais de dossier est mise en place à compter du 1^{er} septembre 2018, les supports d'abonnement scolaire et jeunes + qui seront établis à compter du 1^{er} juin pour l'année scolaire 2018/2019 se trouvent donc impactés.

De 2018 à 2019, l'engagement du délégataire est donc réduit de 48 141 euros (recettes annexes).

De même, à compter du 1^{er} septembre 2018, il convient d'aligner l'indemnité appliquée à l'usager pour l'établissement d'un duplicata de carte de transport, qui passe de 20 à 10 euros.

Cette seconde mesure d'harmonisation est en revanche sans conséquence pour le délégataire, puisqu'elle neutralise l'effet de l'article 4 de l'avenant 2.

7/ Impacts financiers de l'avenant 10

Sur la durée restante du contrat, l'ensemble des impacts financiers des éléments du présent avenant est récapitulé (annexe 1) et représente une augmentation des charges de 91 300 € (valeur avril 2011) et une perte de recettes de 128 187€ compensée au délégataire.

En intégrant les effets des avenants précédents et du protocole transactionnel de 2013 l'augmentation globale du contrat passe ainsi de 242 515 000 €/HT à 275 274 209 €/HT, soit une progression de +0,04% par rapport au dernier avenant (+13,47%) retranscrite dans le tableau (annexe 2)

Le tableau (annexe 3) retrace l'évolution des impacts des avenants sur le chiffre d'affaires de l'exploitant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 1411-6 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'avis du 1^{er} mars 2018 rendu par la commission de délégation des services publics.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°10 ci-annexé à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du réseau de transports urbains « Aix en Bus ».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

CASTRONOVO Lucien-Alexandre - de
BUSSCHERE Charlotte

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 089

AVIS - Adaptation de la gamme tarifaire et des indemnités forfaitaires des réseaux de transports « Pays d'Aix Mobilité » et « Aix en Bus » au 1er septembre 2018

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix, dans le cadre de la politique de transports qu'elle développe en faveur des transports en commun, structure depuis plusieurs années son réseau notamment, via la construction de parcs relais, la construction de gares routières et de pôles d'échanges multimodaux.

Suite aux dispositions qui ont été inscrites dans l'Agenda de la Mobilité de la Métropolitaine, il est proposé de modifier la gamme tarifaire des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité, les conditions d'obtention de la carte Pass Provence ainsi que le montant des indemnités forfaitaires pour infraction au règlement de transport conformément au principe métropolitain d'harmonisation.

Ces revalorisations ont pour objectif de développer l'usage des transports en commun grâce à des formules d'abonnement attractives tout en dissuadant la fraude dans les transports publics de voyageurs à l'aide des dispositifs légaux en vigueur.

Présentation des grands axes de l'adaptation de la gamme tarifaire et du montant des infractions pour les réseaux de transports du Pays d'Aix :

- Revaloriser les tickets unités et 10 voyages des lignes Diablines, le ticket 1 voyage partenaire, le ticket Pass Groupe, le ticket 40 voyages et le tickets 20 voyages Prioribus CCAS du réseau Aix en Bus.
- Revaloriser les tickets unités, 10 voyages et les abonnements mensuels des réseaux urbains de Gardanne et Pertuis intégrés à la marque Pays d'Aix Mobilité. Revaloriser le ticket Pass Groupe, et le ticket 40 voyages du réseau Pays d'Aix Mobilité.
- Harmoniser les conditions d'obtention du support billettique Pass Provence et le tarif du duplicata au niveau métropolitain.
- Harmoniser les montants des indemnités forfaitaires en cas d'infractions ou d'incivilités des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité sur ceux du réseau RTM.

I – Revalorisation tarifaire du réseau Aix en Bus :

Afin de maintenir une cohérence tarifaire entre tous les titres du réseau Aix en Bus, notamment suite à la dernière augmentation intervenue le 01 septembre 2017 et dans un objectif d'harmonisation des gammes tarifaires à l'échelle métropolitaine, il est proposé de réévaluer les titres suivant :

- Billet unité Diablines
- Carte 10 voyages Diablines
- Ticket 1 voyage Partenaire
- Ticket Pass Groupe

- Tickets 40 voyages

- Ticket 20 voyages Prioribus CCAS

Les tickets « 1 voyage partenaire » » (titre vendu directement aux entreprises) et « Pass Groupe » étant traditionnellement corrélés sur le prix du carnet de 10 voyages actuellement à 9 €, il est proposé de modifier ce montant est de porter le tarif unitaire de ces titres à 0,9 €.

Les titres des lignes « Diablines » le ticket 40 voyages et 20 voyages Prioribus CCAS n'ont pas fait l'objet d'augmentation tarifaire depuis le 11 décembre 2014. Il est proposé de les réévaluer de façon à conserver un écart acceptable avec les titres plein tarif du réseau Aix en Bus qui ont été revalorisés à deux reprises : le 1^{er} mars 2015 et le 1^{er} septembre 2017.

- le ticket unité Diablines revalorisé à 0.8 €, contre 0.6 € actuellement,

- le ticket 10 voyages Diablines revalorisé à 6.5 €, contre 5 € actuellement

- le ticket 40 voyages revalorisé à 25€, contre 23€ actuellement

- le ticket 20 voyages Prioribus CCAS revalorisé à 14 € contre, 13 € actuellement

L'incidence financière moyenne de ces hausses tarifaires génère une recette complémentaire estimée à 74 000 € TTC en année pleine (annexe 1).

Ces revalorisations tarifaires prendront effet à partir du 1^{er} septembre 2018.

II – Revalorisation tarifaire du réseau Pays d'Aix Mobilité :

Face à l'augmentation des besoins en déplacements, l'augmentation des coûts des prestations de transports (notamment liée à l'augmentation du coût des carburants, des véhicules et des personnels), et dans un objectif d'harmonisation des gammes tarifaires à l'échelle métropolitaine, il convient de revoir la tarification des réseaux urbains de Gardanne et Pertuis :

- le ticket unité revalorisé à 0.8 € contre 0.6 €, actuellement,

- le ticket 10 voyages revalorisé à 6.5 € contre 5 €, actuellement

- l'abonnement mensuel revalorisé à 20 € contre 18 €, actuellement

Le titre « Pass Groupe » étant traditionnellement corrélés sur le prix du carnet de 10 voyages actuellement à 9 €, il est proposé de modifier ce montant est de porter le tarif unitaire de ce titre à 0,9 €.

Le ticket 40 voyages est revalorisé à 25€, contre 23€ actuellement.

L'incidence financière moyenne de ces hausses tarifaires génère une recette complémentaire estimée à 12 000 € TTC en année pleine sur la base des ventes 2016 (annexe 2).

Ces revalorisations tarifaires prendront effet à partir du 1^{er} septembre 2018.

III – Harmonisation des conditions d'obtention du support billettique Pass Provence et du tarif du duplicata Pass Provence.

Conformément au principe convergence et de simplification des gammes tarifaires décrit dans l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine, et dans le cadre de l'accompagnement de la mise en place d'une gamme tarifaire scolaire métropolitaine, il est proposé :

- de rendre le support billettique « Pass Provence » actuellement vendu au tarif de 5 €, gratuit à partir du 1^{er} septembre 2018. Les supports d'abonnements scolaires profiteront de la gratuité dès le 1^{er} juin 2018 pour un titre valable à partir du mois de septembre.

- de réduire le coût du duplicata du support billettique « Pass Provence » de moitié en le passant de 20 € à 10 € à partir du 1^{er} septembre 2018.

La perte de recette liée à la gratuité du support Pass Provence est estimée à 32 000 € par an sur le réseau Aix en Bus et à 21 000 € par an sur le réseau Pays d'Aix Mobilité (comprenant les circuits scolaires).

La perte de recette liée à la réduction du coût du duplicata de la carte Pass Provence est estimée à 28 000 € par an sur le réseau Aix en Bus et à 13 000 € par an sur le réseau Pays d'Aix Mobilité (comprenant les circuits scolaires).

IV – Modification des montants de l'indemnité forfaitaire en cas fraude ou d'incivilité des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité:

Suite à l'adoption de la Loi n° 2016-339 du 22 mars 2016 dite loi Savary, qui renforce les dispositifs de lutte contre la fraude et du décret n°2016-541 du 03 mai 2016 qui prévoit l'augmentation du montant de l'indemnité forfaitaire (élévation du plafond des frais de dossiers, obligations et sanction des voyageurs) il est proposé de revoir les montants des indemnités forfaitaires en cas de fraude, incivilités ou violences dans les autobus du réseau Aix en Bus et Pays d'Aix

La revalorisation des montants des infractions répond à un double objectif :

- lutter contre la fraude et les incivilités
- harmoniser les montants des infractions des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité avec ceux du réseau RTM.

➤ Contraventions de 3e classe (montant majoré publié =180€) :

- Si l'usager voyage sans titre de transport
- Si le voyageur n'est pas en mesure de présenter son titre de transport (oubli, perte, vol...)
- Si l'usager n'est pas muni d'un titre valable composté ou validé à la montée dans le véhicule...
- Si l'abonnement ou le ticket n'est pas valable.

Montant harmonisé et simplifié pour absence de titre et titre non valable = 50 € soit 28% de l'amende forfaitaire majorée

- S'il n'est pas respecté l'interdiction de fumer ou de vapoter dans les véhicules (en

application de l'article R3512-1 du code de la santé publique, le règlement de transport mentionnant cette interdiction)

Montant harmonisé et simplifié pour fumage ou vapotage = 50€ soit 28% de l'amende forfaitaire majorée de 3ème classe

➤ Contraventions de 4e classe (Montant majoré publié = 375€) :

- Si le voyageur fait un usage injustifié d'un dispositif d'alarme ou d'arrêt.
- Si le voyageur trouble la tranquillité des autres voyageurs (chants, cris, injures...).
- Si le voyageur entrave la bonne marche du service de transport délégué.
- Si le voyageur détériore ou souille du matériel (pieds sur les sièges ...).

Montant harmonisé et simplifié pour contraventions de type comportemental = 140€ soit environ 40% de l'amende forfaitaire majorée

Les agents de contrôle du délégataire sont habilités à faire payer les indemnités forfaitaires directement dans le bus en espèces ou carte bancaire.

Le contrevenant peut également régler son indemnité forfaitaire auprès de l'agence commerciale ou par voie postale établi à l'ordre de Keolis Pays d'Aix par chèque accompagné du procès-verbal de l'infraction, le cachet de la poste faisant foi.

➤ Le délai de paiement et les frais de dossier :

En cas de non-paiement immédiat des amendes (indemnités forfaitaires) le contrevenant doit s'acquitter de frais de dossier. Ces frais de dossier seront de :

- 20 € si le contrevenant paie sous 14 jours
- 50 € si le contrevenant paie à partir du 15^{ème} jour
-

Tableau récapitulatif des nouveaux tarifs et mesures mise en œuvre contre la fraude (annexe 3). L'ensemble de ces mesures prendra effet sur les réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité à partir du 1^{er} septembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- L'article 2 de la loi LOTI n° 8261153 du 30 décembre 1982, modifié par la loi 99-533 25 Juin 1999 art 39 JORF 29 juin 1999
- L'article L.1111-2 du code des transports
- Les délibérations 2009_A245 du 11 décembre 2009 à 2015_A316 du 17 décembre 2015 du Conseil Communautaire de la CPA dédiées à l'approbation de la gamme tarifaire des réseaux de transports du territoire du Pays d'Aix et de ses adaptations successives
- La délibération 2015 A199 du 8 octobre 2015 relative à la tarification spécifique d'un pack étudiant en collaboration avec la SNCF.
- La délibération 2015 A316 du 17 décembre 2015 relative à la modification de la gamme tarifaire des réseaux de transports de la CPA.
- La délibération MET-16/687/CM du 30 juin 2016 relative à l'adaptation de la gamme tarifaire des réseaux de transports du Pays d'Aix.
- La délibération HM 090-221/16/CM du 28 avril 2016 relative à l'adaptation de la gamme tarifaire des réseaux de transports Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus – Approbation de la convention relative à la tarification Pack Etudiant.
- La délibération MET 17/3894/CM du 13 juillet 2017 relative à l'adaptation de la gamme tarifaire des réseaux de transports Pays d'Aix Mobilité et Aix en Bus.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Sont adoptées les adaptations de la gamme tarifaire et du support billettique « Pass Provence » des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité telles que décrites ci-dessus et jointes en annexe.

Article 2 :

Est adoptée la revalorisation des montants des indemnités forfaitaires en cas d'infractions des réseaux Aix en Bus et Pays d'Aix Mobilité telle que décrite ci-dessus.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	3
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	71
Majorité absolue	36
Pour	71
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

CASTRONOVO Lucien-Alexandre - de
BUSSCHERE Charlotte

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

BALDO Edouard

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 090

AVIS - Approbation d'une convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'article L1231-1 du Code des transports dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1er janvier 2016, sur son ressort territorial, est chargée de l'organisation du transport scolaire.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public.

Il en découle en particulier que les compétences du Département des Bouches-du-Rhône en matière de transport interurbain et scolaires sont transférées à la Métropole à compter du 1er janvier 2017 sur son ressort territorial.

La plupart des EPCI ainsi que le Conseil Départemental, avant la création de la Métropole, avaient conclu avec toutes les communes des

conventions d'AO2 pour offrir aux usagers du transport scolaire et à leur famille un service de proximité.

Or, dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il est proposé d'approuver par la présente délibération une convention d'autorité organisatrice de second rang conclue entre la Métropole et chaque commune. Dans ce cadre, les communes seront les relais de la Métropole auprès des différentes instances locales (établissement scolaire, parents d'élève...) dans son effort d'optimisation des services de transport. Elles seront également chargées d'informer les usagers, d'instruire les dossiers, de percevoir le produit des ventes de titres scolaires.

Cette convention devrait être exécutoire à partir de la rentrée scolaire prochaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Que l'article L1231-1 du Code des transports dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016, sur son ressort territorial est chargée de l'organisation du transport scolaire.
- Que la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public.
- Qu'il en découle en particulier que les compétences du Département des Bouches-du-Rhône en matière de

transport interurbain et scolaires sont transférées à la Métropole à compter du 1er janvier 2017 sur son ressort territorial ;

- Que la plupart des EPCI ainsi que le Conseil Départemental, avant la création de la Métropole, avaient conclu avec toutes les communes des conventions d'AO2 pour offrir aux usagers du transport scolaire et à leur famille un service de proximité ;
- Que dans la perspective d'harmoniser progressivement l'organisation des transports scolaires sur le territoire métropolitain, il est proposé d'approuver une convention d'autorité organisatrice de second rang unique conclue entre la Métropole et l'ensemble des communes la composant (à l'exception de Marseille) ;
- Que dans ce cadre, les communes seront les relais de la Métropole auprès des différentes instances locales (établissement scolaire, parents d'élève...) dans son effort d'optimisation des services de transport. Elles seront également chargées d'informer les usagers, d'instruire certains dossiers, de percevoir le produit des ventes de titres scolaires.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention jointe en annexe relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole.

Article 2 :

Est autorisé et mandaté le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence de prendre toutes mesures utiles à l'exécution la convention relative à l'organisation des transports scolaires entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les communes membres de la Métropole.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Étai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Étai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 091

AVIS - Approbation d'une convention avec l'office du tourisme d'Aix-en-Provence pour la mise en oeuvre d'un City Pass Aix-en-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

L'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, comme celui de Marseille, a commercialisé en 2016 et 2017 une offre nommée City Pass qui permet de coupler à l'offre touristique de la ville le transport urbain.

La convention liant l'office de Tourisme d'Aix et la Métropole venant à expiration, il convient d'en établir une nouvelle, d'autant plus qu'un nouveau City Pass a été voté en 2017 réunissant les offres touristiques de Marseille et Aix, ainsi qu'un aller-retour entre les deux villes sur le réseau interurbain.

Il existe ainsi aujourd'hui un City Pass Aix pour des forfaits de 24h à 72h.

Pour chaque validation effectuée avec un City Pass, l'office de tourisme versera à la Métropole Aix-Marseille-Provence un montant égal au prix du trajet au tarif réduit. Cette base est similaire à celle du réseau marseillais.

- A la date de la signature de la convention, ce tarif réduit est de 0,90 €, basé sur le prix du trajet unitaire acheté avec une carte 10 voyages.

Ce titre permet de voyager de manière illimitée par tranche de 24h00.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités techniques et financières pour la commercialisation de ces nouveaux City Pass.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération 2015 A314 de la Communauté du Pays d'Aix ;
- La délibération TRA 006-2062/17 CM du Conseil de la Métropole du 18 mai 2017.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité s'associer avec l'office du tourisme d'Aix-en-Provence pour l'offre de City Pass.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative à la mise en œuvre d'un City Pass Aix-en-Provence

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au budget annexe transport 2018 et suivant de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ligne budgétaire sous-politiques C210 – Sens R1- Nature 7061- Chapitre 70 – Gestion 4 DITRT.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Étai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 092

AVIS - Projet de navette électrique modulaire (projet Demoiselle), inscrit au Pacte Innovation Etat Métropole, entre le Technopôle de l'Arbois et la gare d'Aix TGV – Demande de financement et désignation des représentants au comité de pilotage

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumis au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Métropole et thecamp ont conclu une convention de partenariat qui a fait l'objet d'une délibération au Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017, portant sur un cadre général de collaboration.

Cette convention, qui précise les grands domaines de coopération et/ou d'intervention renvoi à des conventions spécifiques pour des opérations particulières, venant préciser les contenus opérationnels et les modalités financières, notamment sur l'expérimentation de solutions de mobilité innovantes.

Cette convention de partenariat constitue tout à la fois le cadre général des expérimentations à venir dans le domaine des solutions de mobilité innovante et vaut également reconnaissance de celui de certains projets menés préalablement par la Métropole et thecamp.

C'est notamment le cas du projet dit « Demoiselle », porté conjointement par la Métropole et thecamp.

Ce projet avait été retenu par l'Etat pour un soutien financier acté au travers du « *Pacte Innovation Etat – Métropole d'Aix-Marseille-Provence* », signé le 27 janvier 2017, pour un montant de subvention de 500 000 euros conjointement alloué à la Métropole et à thecamp et à solliciter auprès du FSIL.

Ce projet consiste en l'expérimentation d'une navette modulaire autonome à énergie propre, qui doit apporter des solutions innovantes, Eco-durables, mais surtout utiles et adaptables, sur un territoire présentant une mixité d'usages : zone d'activité, résidentielle et commerciale. Le territoire

de test choisi pour cette expérimentation est un itinéraire empruntant des voies revêtues et non revêtues entre la gare d'Aix TGV et le Technopôle de l'Arbois.

Ce projet de navette a vocation à se déployer plus largement sur le Pôle d'activités d'Aix-en-Provence, en connexion avec les PEM de Plan d'Aillane et de l'Arena.

L'appellation « Demoiselle » retenue pour désigner la navette expérimentale fait référence à une famille de libellules présente sur le site d'expérimentation.

Les solutions innovantes qui ont vocation à être déployées au travers de cette expérimentation concernent autant les technologies relatives au matériel roulant que l'interface entre l'utilisateur et les différents volets de la solution de mobilité, c'est-à-dire le système de réservation à destination des usagers de la navette et le dispositif d'exploitation associé.

Afin de faire entrer cette expérimentation dans sa phase opérationnelle, la Métropole et thecamp ont conclu conformément aux règles déployées par la convention de partenariat précédemment délibérée, une convention spécifique précisant le cadre juridique, financier et les modalités de pilotage du projet.

Cette dernière relève du cadre des « marchés publics de services relatifs à la recherche et développement pour lesquels l'acheteur n'acquiert pas la propriété exclusive des résultats ou ne finance pas entièrement la prestation », conformément aux dispositions de l'article 14 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Ce cadre juridique permet à la métropole de contractualiser, sans mise en concurrence et selon un mode de financement partagé, son partenariat avec thecamp pour l'expérimentation du projet « Demoiselle », conçu comme une démonstrateur technologique d'une solution expérimentale de mobilité.

Du point de vue de la réglementation applicable en matière de transports de personnes, le service qui sera opéré dans le cadre de l'expérimentation « Demoiselle » prend ainsi la forme d'un service privé de transport dérogé des règles applicables aux services de transports publics de personnes, car effectué à titre gratuit auprès d'un public déterminé.

De point de vue financier, la convention prévoit que :

- La Métropole et the Camp se répartissent pour moitié chacun le montant de subvention de 500 000 euros acté par le Pacte Innovation Etat-Métropole lequel sera –dans un premier temps et avec l'accord des services de l'Etat - versé en totalité à la Métropole.

- Le budget prévisionnel d'investissement relatif à l'expérimentation est fixé à 1 450 000 euros, mis pour moitié à la charge de chacune des parties selon le détail présenté en annexe 2 de la convention, lequel précise également la nature des investissements pris en charge par chacune des parties.

Du point de vue du pilotage du projet, la convention prévoit que :

- thecamp sera à brefs délais substituée dans les droits et obligations tirés de la convention par une association dédiée à la mise en œuvre du projet et dénommée, thecamp Demoiselle. Cette association, dont thecamp conservera le contrôle, pourra accueillir en tant que membre tous partenaires privés intéressés par le développement du projet.

- Un Comité de pilotage composé de 3 représentants de la Métropole et de 3 représentants de The camp ou, le cas échéant, de l'association thecamp Demoiselle sera en charge du suivi de l'expérimentation.

A ce titre, ce comité de pilotage discutera de l'orientation et de la mise en œuvre de l'expérimentation, validera l'exécution du programme d'expérimentation, validera et entérinera le Planning détaillé d'exécution de l'expérimentation et émettra un avis sur les rapports d'avancement de l'expérimentation.

C'est dans ce cadre qu'il est également proposé au Bureau de désigner les représentants de la Métropole au sein de ce Comité de Pilotage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvée la demande de financement dans le cadre du pacte innovation État Métropole pour un montant de 500 000 euros sur un budget global du projet évalué à 1.45 millions d'euros.

Article 2 :

La participation de la Métropole à hauteur de 50% du montant global, se décompose en dépenses d'investissement et dépenses de fonctionnement, ventilées sur 3 ans, suivant le tableau en annexe.

Les crédits d'investissement de l'exercice 2018 sont inscrits au Budget Annexe métropolitain, en AP/CP n°2018300700 chapitre 20, nature 2031.

Les crédits de fonctionnement de l'exercice 2018 sont inscrits au Budget Annexe métropolitain, chapitre 65 nature 6574.

Article 3 :

Sont désignés pour représenter la Métropole au Comité de pilotage, les élus suivants :

- Jean Pierre Serrus – Vice-Président de la Métropole délégué mobilité, déplacement, transports
- Guy Barret – Vice-Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aix, délégué à l'organisation des transports et la coordination de la mobilité
- Jérôme Orgeas – Vice-Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence, délégué à l'emploi, enseignement supérieur, technologies et recherche.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :
Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :
Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 093

AVIS - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Architopia/Alma pour des prestations de maîtrise d'œuvre, et des missions d'ordonnancement, pilotage et coordination pour la construction du dépôt de bus à Vitrolles dans la Zone d'Activités de l'Anjoly

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a, par arrêté du 30 mars 2016, mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Est de l'Etang de Berre à compter du 31 mars 2016 du fait de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, laquelle, en application de l'article L.5215-21 du Code Général des Collectivités Territoriales est substituée de plein droit au SMITEEB, inclus en totalité dans son périmètre.

L'ex-SMITEEB a conclu un marché nommé "Mission de maîtrise d'œuvre et mission d'ordonnancement, pilotage et coordination pour la construction pour la construction du dépôt de bus du Smitteeb à Vitrolles dans la zone d'activité de l'Anjoly » notifié le 4 novembre 2015 au groupement ARCHITOPIA/ALMA Provence pour une durée approximative de 33 mois y compris la période de garantie de parfait achèvement. Un avenant n° 1 en date du 3 février 2016 a arrêté le forfait définitif de rémunération à 262 410,31 € HT.

Après la conclusion dudit avenant, la procédure de consultation pour les marchés de travaux convenue avec le Smitteeb a été modifiée par la Métropole AMP passant d'une consultation de 8 lots, telle que ARCHITOPIA/ALMA l'envisageait dans sa réponse à la consultation d'AMO au regard de dossier similaire, à 15 lots.

Arhitopia/Alma indique dans son rapport en réclamation en date du 15 décembre 2017 que cette décision a allongé la phase ACT et a nécessité 38 jours d'études supplémentaires par rapport à la charge de travail estimée initialement à 43 jours, conformément à l'avenant n° 1.

De plus, au cours de la procédure, la Métropole a entériné par délibération en date du 19 octobre 2017 la décision de construire une station GNV sur le terrain mitoyen de celui du futur dépôt. Cette station GNV permettra au réseau les Bus de l'Etang de s'inscrire dans la transition énergétique par un

fonctionnement des véhicules au GNV sans surcoût d'exploitation pour leur avitaillement. Des éléments complémentaires ont ainsi été demandés par la Métropole en décembre 2016 afin d'évaluer les incidences en termes de travaux et de coût sur les marchés de construction du dépôt. Architopia/Alma indique dans son mémoire technique que ce travail a nécessité 48 jours d'études supplémentaires.

Enfin, la Métropole AMP a déclaré sans suite la procédure de consultation des marchés de travaux, au motif d'un dépassement du délai de validité des offres, certaines entreprises n'ayant pas prolongé leur offre. La Métropole AMP a demandé à Architopia/alma lors d'une réunion le 12 septembre 2017 de préparer une nouvelle consultation et d'apporter des modifications au DCE, ce qui a représenté 22 jours d'étude supplémentaires.

Conformément à l'article 33 du CCAP, la Métropole AMP décide, de résilier le marché conclu avec Architopia/Alma pour motif d'intérêt général.

Afin d'éviter tout contentieux et de transiger sur leurs obligations réciproques, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le groupement Architopia/Alma ont décidé de se rapprocher et de conclure un protocole transactionnel.

C'est dans cette perspective que le Bureau de la Métropole est invité, par la présente délibération, à adopter le protocole transactionnel entre le groupement Architopia/Alma et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports, notamment ses articles L.1231-1, L.1231-2, L.3111-1, L.3111-4, L.3111-7, L.3111-9 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les parties ont décidé de se rapprocher afin d'éviter tout contentieux et de

s'entendre sur les modalités de la transaction

Délibère

Article 1 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé entre le groupement Architopia/Alma et la Métropole Aix-Marseille-Provence, relatif aux concessions réciproques suivantes :

La Métropole Aix-Marseille-Provence accepte le versement de :

- 10 428 € correspondant à 24 jours de travail supplémentaire rémunérés à 434,50 € HT la journée pour l'étude concernant le projet GNV
- 8 255,50 € correspondant à 19 jours de travail rémunérés à 434,50 € HT la journée pour l'écriture d'un second dossier de consultation

Le groupement Architopia/Alma renonce :

- au nombre de jours supplémentaires d'analyse lié au nombre de lots et d'offres soit 17 100 € HT
- à 24 jours de travail supplémentaire d'étude pour le projet GNV soit 11 172 € HT
- à 3 jours de travail supplémentaire pour l'écriture d'un second dossier de consultation pour relancer une nouvelle procédure soit 1644,50 € HT

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2018 et suivants : section investissement opération 2016800400 - sous politique C 210 – nature 2031.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 094

AVIS - Maîtrise d'ouvrage avec la Ville d'Aix-en-Provence pour la réalisation de travaux dans le cadre du BHNS l'Aixpress - Rectificatif de la délibération n°TRA 004-2908/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Lors du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017, il a été adopté une délibération TRA 004-2908/17/BM approuvant la convention de maîtrise d'ouvrage avec la ville d'Aix-en-Provence pour la réalisation de travaux dans le cadre du BHNS l'Aixpress.

La présente délibération vise à corriger une incohérence entre le texte de la délibération TRA 004-2908/17/BM et la convention qui a été annexée : celle-ci se rapportait à la délibération TRA 005-2909/17/BM approuvant une convention avec la Ville d'Aix-en-Provence et la Société publique Locale d'Aménagement "Pays d'Aix Territoires" relative à l'occupation temporaire du domaine privé de la ville d'Aix-en-Provence pour l'installation des bases vie des entreprises intervenant sur le projet de réalisation de la ligne de BHNS d'Aix-en-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence

- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°2010_A112 du Conseil communautaire de la Communauté du pays d'Aix du 24 juin 2010 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service ;
- La délibération n°2015-A204 du Conseil Communautaire du 8 octobre 2015 portant approbation du programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence ;
- La délibération n°TRA 007-1929/17/BM du Bureau de la Métropole du 18 mai 2017 relative au transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence-Organisation de l'aménagement du BHNS ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 7 décembre 2017
- La délibération du Conseil municipal d'Aix-en-Provence n°DL.2018-43 en date du 1^{er} février 2018 relative à la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage entre la ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence – Projet de Bus à Haut Niveau de Service du Pays d'Aix – Ligne B.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Considérant

Délibère

Article 1 :

Les termes de la délibération n° TRA 004-2908/17/BM restent inchangés.

Article 2 :

Est approuvée la convention ci-annexée de maîtrise d'ouvrage entre la Ville d'Aix-en-Provence et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de travaux associés à l'opération de BHNS sur la commune d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires à l'opération sont inscrits au Budget Annexe « Transport » de la Métropole Aix-

Marseille-Provence, Section d'investissement – Nature : 2172 et 2317.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	74
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	74
Majorité absolue	38
Pour	74
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 095

Approbation de l'avenant 1 à la convention relative au déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

En octobre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Région Provence Alpes Côte d'Azur ont conclu une convention en vue du déploiement progressif, à compter de 2018, d'une gamme tarifaire multimodale constituée d'abonnements permettant de voyager sur tous les réseaux de transport du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Un abonnement mensuel tout public a été mis en œuvre le 1^{er} février 2018. Il permet à son titulaire dès lors qu'il s'acquitte de son montant, de circuler sur l'ensemble des réseaux de transport du territoire de la Métropole, parcs-relais, bus, vélos, métro, tramway, autocars et TER.

La convention décrit la gamme tarifaire, les niveaux de prix, les modalités de vente ainsi que les principes de répartition de recettes sur un principe forfaitaire de 65% au profit de la Métropole et 35%

de la Région. Cette clef de répartition donnera lieu à une révision au réel annuelle au regard des usages.

Initialement, la distribution du titre prévoyait les canaux traditionnels de ventes dans le cadre d'une vente dite « croisée ». Cela implique que la grande majorité des outils de vente de tous les réseaux concernés par le périmètre du pass, puissent être utilisés.

Dans le cadre de l'évolution de sa politique de distribution, la Métropole Aix-Marseille-Provence a développé un module de vente capable de distribuer le pass multimodal. A cet effet, une régie métropolitaine de recettes est créée : les recettes ainsi encaissées au titre des produits multimodaux feront l'objet de reversement au profit de la Région, sur la base de la clef de répartition initialement convenue.

Un avenant à la convention initiale est donc nécessaire : il a pour objet de préciser les modalités financières d'encaissement et de reversement des recettes issues de la vente à distance et de prévoir la possibilité d'une réciprocité dans l'hypothèse où la Région mettrait en place un module similaire. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- La délibération TRA 003-19/10/17 CM de la Métropole Aix Marseille Provence du 19 octobre 2017 approuvant la convention conclue avec la région Provence Alpes Côte d'Azur pour le déploiement des abonnements multimodaux.
- La convention relative au déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant

- Qu'il est nécessaire de préciser les modalités financières d'encaissement et de

reversement des recettes issues de la vente à distance

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention relative au déploiement d'abonnements multimodaux sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 096

Approbation de la révision de l'affectation d'investissement relative aux aménagements Points d'arrêts anciennement gérés par le Conseil Départemental

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

La préparation du Budget Annexe des Transports métropolitains 2017 a été conduite parallèlement au transfert de la compétence transport départementale et à l'organisation des services de la DGA Mobilité, Déplacements, Transports, Espace Public et Voirie. Dans ce contexte, le montant de l'autorisation de programme destinée à l'aménagement des points d'arrêts de Transports en commun, anciennement gérée par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, n'a pas pu être correctement dimensionné.

En effet, le montant de l'opération n° 201706200 de 900 000€ ne correspond qu'à un exercice budgétaire annuel.

Afin de permettre l'engagement des sommes prévues au BP 2018, il est nécessaire de revaloriser l'Autorisation de Programme à hauteur de 450 000 € HT.

L'opération d'investissement n° 201706200, *Aménagements Points d'arrêts CD13, montant de l'opération* inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme n° 171072TP du programme 07 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 450 000 € H.T.

Cette révision porte le montant de l'opération 201706200 de 900 000€ H.T à 1 350 000 € H.T.

Pour les exercices 2019 et suivants, il est envisagé de créer une nouvelle autorisation de programme, de dimension métropolitaine, qui couvrira l'ensemble des besoins relatifs aux aménagements des points d'arrêts et abribus dans le cadre des

différents Agendas D'Accessibilité Programmée votés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de création de l'opération 2017106200.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 1 350 000 € H.T. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 1 350 000 € H.T. de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents;

Délibère

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017106200 et « Aménagements des points d'arrêts CD13 » pour un montant 1 350 000 H.T. rattachée au programme 07 Code AP 171072TP

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget 2018. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 690 000 € HT

CP 2018 : 250 000 H.T.

CP sur exercices suivants : 410 000 € H.T.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

2018 CT2 097

Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement - Aménagements divers sur Pôles d'échanges

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Depuis leur mise en exploitation, les pôles d'échanges font l'objet, d'adaptations, d'améliorations ou d'évolutions. Ces aménagements sont les résultantes de mesures d'harmonisations techniques sur les divers matériels qui composent ces équipements. Cela concerne aussi bien les grosses réparations incombant au maître d'ouvrage sur les sites, que des aménagements plus structurels.

Le montant de l'opération d'investissement n° 2017269400, « Aménagements divers sur Pôles d'échanges » inscrite au budget annexe transports, enregistrée dans l'autorisation de programme 172 540 TP du programme 54 de la Métropole s'élevait initialement à 200 000 € HT. Cette dernière était circonscrite à la réalisation des aménagements sur le périmètre de l'ancienne communauté d'agglomération du pays d'Aix.

L'objectif désormais poursuivi est de doter les différents pôles d'échanges livrés d'aménagements complémentaires de type local gardien-salle d'attente, en considérant une exploitation globale au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Aussi, l'autorisation de programme existante doit être révisée à hauteur de 1 600 000 € H.T.

Par conséquent, cette révision, porte le montant de l'opération 2017 269400 à 1 800 000 € H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de création de l'opération n° 2017269400.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision de l'opération n° 2017 269400 d'un montant initial de 200 000 € pour un montant de 1 600 000 € H.T, afin de pouvoir réaliser l'ensemble des travaux qui s'avèrent nécessaires au sein des pôles d'échanges métropolitains, durant les prochains exercices ;
- Que par conséquent l'opération n° 2017 269400 s'élèvera à un montant de 1 800 000 € HT ;
- Qu'il convient à cet effet, de prévoir l'inscription des crédits de paiements annuels nécessaires au sein des futurs exercices budgétaires ;

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la révision du montant de l'opération d'investissement 2017 269400 « Aménagements divers sur les Pôles d'échanges » portant l'opération à un montant total de 1 800 000 € H.T. Cette opération est rattachée au programme 54 Code AP 172 540 TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2018. L'échéancier prévisionnel des crédits s'établit comme suit :

Mandaté antérieur : 5 781€

CP 2018 : 250 000 € H.T.

CP 2019 : 250 000 € H.T.

CP 2020 : 250 000 € H.T.

CP 2021 : 250 000 € H.T.

CP 2022 : 250 000 € H.T.

CP sur exercices suivants : 544 219 € H.T.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Interventions économiques

2018 CT2 098

AVIS - Attribution d'une subvention à Réseau Entreprendre Provence - Approbation d'une convention d'objectifs - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Territoire du Pays d'Aix

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Réseau Entreprendre Provence est une association qui aide les créateurs et repreneurs d'entreprise, afin de développer sur les territoires l'emploi et la compétitivité. Son objectif est de financer, mais surtout de valider et accompagner des projets à fort potentiel de création d'emplois et ce, en s'appuyant sur l'expertise d'entrepreneurs confirmés.

Depuis 2013, Réseau Entreprendre Provence c'est ainsi plus de 80 lauréats avec des projets de création, reprise ou fort développement.

Les résultats sont toujours très prometteurs : 92 % des entreprises accompagnées sont toujours en activité au terme de 3 ans, 30.000 emplois créés en 5 ans et un effet de levier des prêts d'honneur du réseau multipliés par 13.

L'offre Réseau Entreprendre ne cesse de se développer avec aujourd'hui 3 programmes complémentaires : START, BOOSTER et AMBITION CROISSANCE.

En 2018, l'association souhaite renforcer et pérenniser son ancrage territorial sur le Pays d'Aix et sur le Pays d'Aubagne et de l'Étoile. Son objectif est de labelliser une vingtaine d'entreprises des territoires.

L'association compte enfin reconduire en 2018 les manifestations organisées sur le Pays d'Aix et le Pays d'Aubagne et de l'Étoile : clubs des lauréats, clubs des repreneurs, petits déjeuners, déjeuners, séminaires.

Elle continuera également à participer activement aux événements locaux : Comités du Dispositif d'Amorçage de Provence, Énergies de la Victoire, Talents du Pays d'Aix, Nocturnes de la Transmission, comité du DRM Lafarge, French Tech...

Elle planifiera enfin de grandes opérations de communication, afin de diffuser son action à un maximum de porteurs de projet susceptibles de bénéficier de son accompagnement.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, Réseau Entreprendre Provence sollicite une subvention au titre de l'année 2018 à hauteur de 27 000 €.

La dépense en résultant serait imputée sur l'État Spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Considérant**

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique, qui mènent, à l'échelle de son territoire des actions pertinentes, en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée à l'association Réseau Entreprendre Provence une subvention de 27 000 € au titre de l'exercice 2018, répartie ainsi :

Territoire du Pays d'Aix : 12 000 €

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile : 15 000€

Article 2 :

Sont approuvés les termes de la convention d'objectifs à conclure avec Réseau Entreprendre Provence.

Article 3 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tous les documents afférents à l'exécution de la présente délibération et notamment la convention ci-annexée.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

-L'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile sur la ligne 65/6574

-L'État Spécial de territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Développement économique et emploi – Tourisme et promotion du territoire

2018 CT2 099

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence pour le soutien technique, la commercialisation et l'animation locale en vue du développement économique et touristique du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire Pays d'Aix. C'est l'un des principaux leviers de

croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du Tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du Tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2).

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « **promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme** », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux territoires par délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 (HN088-219/16/CM) et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19 octobre 2017 sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ».

Sur le territoire du Pays d'Aix une station classée, Aix-en-Provence, a pu déroger au transfert et a délibéré le 20 juillet 2017 pour conserver sa compétence « promotion du tourisme et création d'Offices de tourisme ».

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'est attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, et en particulier sur l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, véritable fer de lance du tourisme sur ce territoire, afin de bénéficier de son professionnalisme et de son savoir-faire.

Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de quatre filières principales dont l'Office de Tourisme d'Aix était le chef d'orchestre : la culture, l'agritourisme (dont l'oénotourisme), les activités de pleine nature et le tourisme industriel.

Dans le cadre de cette organisation, le Pays d'Aix, par son service tourisme au sein de la Direction du Développement économique, coordonne les actions de dimensions communautaires avec les différents partenaires touristiques du territoire.

L'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence, fortement structuré en matière de commercialisation des offres touristiques du territoire et de création d'animations structurantes pour le soutien des filières de la destination, mets à disposition son savoir-faire, ses équipes et mobilise ses moyens techniques au profit du territoire Pays d'Aix et des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiative du Pays d'Aix.

Il s'agit donc d'établir une convention financière avec cet Office de Tourisme pour l'accompagnement du territoire et des OTSI sur certaines actions de dimensions communautaires favorisant le développement touristique et économique.

Ces actions, détaillées dans la convention annexée, concernent plusieurs actions de compétence tourisme facultatives :

- La création d'événementiels et le soutien logistique aux OT gestionnaires de filières pour la commercialisation de ces animations.
- Le démarchage commercial et la commercialisation de l'offre touristique du territoire
- La commercialisation via des outils mutualisés tels que la centrale de réservation et la boutique
- La production de données et d'analyses issues de l'observatoire économique du tourisme sur le Pays d'Aix.

Son positionnement incontestable en matière de promotion culturelle, tant sur le patrimoine vivant et bâti que sur les festivals de renommée mondiale permet de nous appuyer sur un Office dont l'attractivité dépasse largement le territoire de la Ville ou du Pays d'Aix mais inonde la Métropole toute entière.

Par ailleurs, si d'autres grands Offices de tourisme du territoire métropolitain ont accueilli 10 535 visiteurs au premier trimestre 2017¹, l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence, fer de lance du Pays d'Aix, en a accueilli plus de 8 fois plus. Le secteur du tourisme en Pays d'Aix représente, en effet, 11 % du PIB quand le Département en comptabilise 7 %.

1Tableau de bord de la compétitivité métropolitaine – CCIMP – UPE, 1^{er} trimestre 2017

En effet, l'OT d'Aix-en-Provence, fort de l'accueil de ses 610 000 visiteurs (4 fois plus que sa population aixoise) en 2016 et ses 2,2 millions d'Internautes est une vitrine qui rayonne bien au-delà de la ville d'Aix-en-Provence ou même de son territoire.

En parfaite coordination et complémentarité avec les autres Offices de Tourisme Intercommunaux qui couvriront l'ensemble du territoire Pays d'Aix, et en partenariat avec Provence Tourisme, cet OT

apportera donc un soutien technique et commercial afin de poursuivre l'ensemble des actions mises en place et de conforter la structuration des filières touristiques correspondant à ses atouts

Enfin, la délibération du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme autorise le conventionnement avec un office de Tourisme communal.

Afin de mener à bien ces missions de commercialisation, d'animation technique et de création d'événementiels sur le territoire du Pays d'Aix, l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence sollicite pour 2018 une aide financière de 200 000 €. Avec un budget prévisionnel de 6 843 554 € pour 2018, cette subvention représente 2,9 % du budget global de l'Office de Tourisme d'Aix-en-Provence.

Il convient également de noter que la Direction de la culture attribue une subvention de 50 000 € pour la quinzième édition du festival de la BD qui aura lieu en avril-mai 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

1. Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
2. La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
3. La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
4. La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
5. Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
6. La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
7. L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 200 000 € à l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence pour l'année 2018 afin de mener à bien ses missions de commercialisation, d'animation technique et de création d'événementiels sur le territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'Office Municipal de Tourisme d'Aix-en-Provence.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tous les documents afférent à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/657382 du budget 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 100

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron pour

l'animation de la filière « Activités de Pleine Nature » sur le Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire Pays d'Aix. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du Tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du Tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2)

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « **promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme** », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux territoires par délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 (HN088-219/16/CM) et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19 octobre dernier sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ».

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'était attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, bénéficiant de leur professionnalisme et de leur savoir-faire.

Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de quatre filières principales : la culture, l'agritourisme (dont l'oenotourisme), les activités de pleine nature et le tourisme industriel.

Dans le cadre de cette organisation, le Pays d'Aix, par son service tourisme au sein de la Direction du Développement économique, coordonne les actions de dimensions communautaires avec les différents partenaires touristiques du territoire.

Depuis de nombreuses années, l'Office de Tourisme de La Roque d'Anthéron est leader en matière de tourisme de pleine nature. En effet, outre le fait que le personnel de cet Office est particulièrement qualifié dans ce domaine (le Directeur est Vice-président de la Fédération Française des Sports Populaires -ou Internationaler Volkssport Verband (IVV) France-, Président du comité départemental 13-IVV France et membre actif de la Fédération Française des Randonnées Pédestres (FFRP) -baliseur fédéral FFRP, breveté Animateur de randonnées FFRP et membre de l'équipe formation du CDRP 13 de la FFRP-, l'Office de Tourisme travaille depuis 2010 sur le développement d'un réseau de randonnées pédestres, sur le Territoire du Pays d'Aix mais également au-delà (Mallemort, le Pays d'Aigues ...), et effectue des actions d'animation et de soutien pour structurer cette filière : participation à des salons spécialisés, mobilisation des acteurs touristiques et associatifs autour de projets tels que la route de l'eau, la Via Durancia, le tour du Pays d'Aix à vélo ...

Enfin, il a permis de faire de la Métropole Aix-Marseille-Provence une destination IVV mondiale grâce à l'obtention, en 2016, de l'organisation sur son territoire des futures Olympiades en octobre 2019 qui devraient accueillir d'Aix-en-Provence à Cassis plus de 10 000 marcheurs sur 5 jours.

Afin de mener à bien ces missions d'animation de la filière Activités de Pleine Nature, l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron sollicite une aide financière de 65 000 €.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la

Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;

- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- La nécessité de développer et promouvoir la filière Activités de Pleine Nature sur le Territoire du Pays d'Aix dans son ensemble pour une meilleure attractivité.
- La capacité technique, professionnelle et les ressources humaines qualifiées de l'office de tourisme de la Roque d'Anthéron.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 65 000 € à l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron pour l'année 2018 afin de mener à bien ses missions de promotion et développement de la filière Activités de Pleine Nature sur le territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tous les documents afférent à l'exécution de la présente délibération

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/657382 du budget 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 101

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Fuveau pour la mise en tourisme du GR de Pays « Provence, Mines d'énergies » et l'animation de la filière Agritourisme et socio-pro sur le Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire Pays d'Aix. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du Tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du Tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2)

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « **promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme** », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux territoires par délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 (HN088-219/16/CM) et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19 octobre dernier sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ».

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'était attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en

place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, bénéficiant de leur professionnalisme et de leur savoir-faire.

Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de quatre filières principales : la culture, l'agritourisme (dont l'oenotourisme), les activités de pleine nature et le tourisme industriel.

Dans le cadre de cette organisation, le Pays d'Aix, par son service tourisme au sein de la Direction du Développement économique, coordonne les actions de dimensions communautaires avec les différents partenaires touristiques du territoire.

Depuis 2010, L'Office de Tourisme de Fuveau participe activement au travail d'animation inter OT/SI, notamment en assurant un rôle moteur dans le bassin de la Vallée de l'arc par l'ouverture de L'Office de Tourisme toute l'année et la mise en place d'une structure relais des actions Touristiques du Pays d'Aix.

Il s'applique également, depuis 2014, à fédérer les communes et acteurs touristiques autour d'une destination « niche » qui met en avant le patrimoine minier du bassin mais également l'évolution de ce bassin vers des énergies nouvelles. Cette destination, « Provence, Mines d'Énergies », prévoit un GR® de Pays, un itinéraire VTT, un itinéraire cyclotouristique et un développement d'offres touristiques adaptées.

Les actions prévues en faveur de la destination et du bassin Haute Vallée de l'Arc consistent à animer la destination et aider à sa promotion.

Les moyens mobilisés en faveur du Pays d'Aix en animation non seulement du bassin « Haute Vallée de l'Arc », mais aussi de la destination « Provence, Mines d'énergies », ont un impact sur la valorisation du territoire, sa fréquentation et son développement touristique.

Afin de mener à bien ces missions d'animation de la destination « Provence, Mines d'Énergies », l'Office de Tourisme de la Roque d'Anthéron sollicite une aide financière de 40 000 €.

Cette subvention représente exceptionnellement 57 % du budget global de l'association.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Le développement d'une destination « niche » qui met en valeur le patrimoine industriel et naturel.
- L'implication de l'Office de Tourisme de Fuveau dans ce développement.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 40 000 € à l'Office de Tourisme de Fuveau pour l'année 2018 afin de mener à bien ses missions de promotion et développement de la destination « Provence, Mines d'Énergies » sur le territoire du Pays d'Aix.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'Office de Tourisme de Fuveau.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tous les documents afférent à l'exécution de la présente délibération

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/6574 du budget 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	72
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	72
Majorité absolue	37
Pour	72
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 102

Attribution d'une subvention à l'Office de Tourisme de Gardanne pour la promotion et l'animation de la filière tourisme industriel et scientifique sur le Territoire du Pays d'Aix

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le tourisme est un pilier de l'économie de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Territoire Pays d'Aix. C'est l'un des principaux leviers de croissance définis dans le cadre de l'Agenda du Développement Économique métropolitain et la filière d'excellence « art de vivre et tourisme » est l'une des six filières qui participent activement à l'attractivité et la compétitivité de la Métropole.

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a attribué aux métropoles des compétences en matière de tourisme et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) a modifié le Code du Tourisme, d'une part, en réaffirmant et précisant les compétences des métropoles en matière de tourisme (article L.134-1 du Code du Tourisme) et, d'autre part, en leur permettant de créer ou maintenir un ou plusieurs

offices de tourisme sur tout ou partie de leur territoire (article L.134-2)

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence « **promotion du tourisme et création d'Offices de Tourisme** », jusqu'alors communale, est transférée à la Métropole. Cette compétence a été déléguée aux territoires par délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 (HN088-219/16/CM) et réaffirmée lors de la délibération de cadrage du 19 octobre dernier sur les « Orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ».

Il doit être rappelé que, n'étant pas dotée d'une compétence tourisme transférée, la Communauté du Pays d'Aix s'était attachée, depuis 2010, dans le cadre du développement économique, à mettre en place des actions en faveur du développement touristique. Elle s'appuyait à cet effet sur les acteurs touristiques, bénéficiant de leur professionnalisme et de leur savoir-faire.

Ainsi, le Pays d'Aix a défini, dans le cadre de la mise en place d'un Schéma de Développement Touristique (SDT) 2012-2016, des actions en faveur du développement touristique structurées autour de quatre filières principales : la culture, l'agritourisme (dont l'oénotourisme), les activités de pleine nature et le tourisme industriel.

Dans le cadre de cette organisation, le Pays d'Aix, par son service tourisme au sein de la Direction du Développement économique, coordonne les actions de dimensions communautaires avec les différents partenaires touristiques du territoire.

En 2015, l'Office de Tourisme de Gardanne organisait la première édition des Indus'3Days, manifestation dédiée à la découverte des industries du territoire. Cette manifestation qui s'est déroulée sur 4 jours a obtenu un tel succès que l'opération a été renouvelée en 2015, 2016, 2017.

Depuis quelques années le tourisme industriel en France a fait l'objet d'un développement notoire et l'intérêt pour la filière ne cesse de s'affirmer. À l'heure des débats écologiques, des préoccupations environnementales, des énergies nouvelles, du besoin de voir et de comprendre avant de consommer, la découverte de l'entreprise prend tout son sens.

Pour le territoire, cette filière constitue un atout économique majeur pour plusieurs raisons :

- Elle constitue une diversification de l'offre car elle s'intègre, se croise, se juxtapose aux autres filières d'excellence du territoire, et représente dans le secteur du tourisme d'affaires un potentiel encore inexploité,
- C'est un vecteur de promotion des savoir-faire et des métiers vers les jeunes et

constitue de instrument de réconciliation des français envers l'entreprise,

- Elle représente pour l'entreprise un outil de communication qui lui permet de se doter d'une image et de renforcer sa notoriété auprès de la population locale et des visiteurs,
- Elle permet de renforcer l'ancrage d'une entreprise sur son territoire,
- Elle constitue indéniablement un facteur de développement économique direct pour l'entreprise notamment par la vente en boutique de produits fabriqués sur le site ou de produits dérivés (Chocolaterie de Puyricard, Calissons du Roy René, Savonnerie du Régagnas ...),

Pour l'ensemble de ces raisons mais aussi pour que le Pays d'Aix ainsi que la Métropole Aix-Marseille-Provence, s'affirment comme entités touristiques innovantes et précurseuses sur cet axe de développement, l'Office de Tourisme de Gardanne en Pays d'Aix développe un projet global de développement de cette filière.

Pour construire cette filière, l'Office de Tourisme de Gardanne a mis au point une stratégie qui s'articule autour de deux axes se déclinant ainsi :

AXE 1 : Définition d'un territoire d'entreprises :

Il s'agit là de référencer et d'organiser les éléments recueillis pour procéder ensuite efficacement à la qualification de l'offre en :

- établissant un diagnostic au sein de l'ensemble du territoire et créer un réseau d'expériences et de partenaires ; cette action est en partie réalisée depuis la 1ère édition de la manifestation phare « les Indus3days »
- en structurant l'offre existante est primordiale puisqu'elle va permettre de sensibiliser d'une part les professionnels du tourisme et, d'autre part, sensibiliser les entreprises à une démarche d'ouverture

AXE 2 : Mise en action de la filière pour positionner la filière :

Trois actions majeures procèdent du positionnement de la filière :

- l'animation : dessiner les circuits thématiques
- la promotion par la poursuite d'un événement majeur annuel : les Indus3Days mais également en associant les animations existantes proposées par les Offices de Tourisme ou les communes
- la commercialisation en initiant le développement des visites et la constitution de partenariats au sein de chaque territoire/création de produits touristiques

Aussi afin de mener à bien le développement de la filière pour l'année 2018, l'association sollicite une subvention de fonctionnement de 40 000 € représentant 78,54 % du budget global.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017 portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme ;
- L'avis de la Commission de Territoire Développement économique, emploi et agriculture du 24 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- L'intérêt de promouvoir et développer cette filière « Tourisme Industriel et Scientifique » pour qu'elle devienne un pôle d'attraction touristique prometteur.
- L'expertise et la capacité technique ainsi que la ressource humaine de l'Office de Tourisme de Gardanne.

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de fonctionnement de 40 000 € à l'Office de Tourisme de Gardanne pour le développement et la promotion de la filière

« Tourisme Industriel et Scientifique » sur l'ensemble du territoire au cours de l'année 2018.

Article 2 :

Est approuvée la convention d'objectifs à conclure avec l'Office de Tourisme de Gardanne.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et tous les documents afférent à l'exécution de la présente délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3T/633/6574 du budget 2018.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets - Environnement

2018 CT2 103

Approbation d'un avenant à la convention annuelle d'objectifs entre le Territoire du Pays d'Aix et le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix pour l'opération « Commerce Engagé »

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Préambule

En repensant sa façon de consommer, chacun d'entre nous peut contribuer à œuvrer pour un environnement sain et une économie équitable et durable.

Le label « Commerce Engagé® », dispositif collaboratif, d'intérêt public, et conduit à l'échelle d'un territoire depuis 2014, accompagne la mutation nécessaire dans nos habitudes de consommation.

Par ce label, chaque consommateur peut identifier les commerçants inscrits dans une perspective de responsabilité écologique et économique.

Initié et expérimenté par le Syndicat Intercommunal de Valorisation et d'Élimination des Déchets (SIVED) et Ecoscience Provence dès 2006, l'opération « Commerce Engagé® » peut se décliner sur toute collectivité souhaitant s'inspirer de la démarche (commune, intercommunalité, région, ...). Elle s'inscrit pleinement dans les efforts et les initiatives des collectivités pour le développement durable.

Ainsi depuis 2014, le Territoire du Pays d'Aix est engagé dans la mise en place de ce label avec le CPIE du Pays d'Aix auprès de 7 communes :

Les Pennes-Mirabeau, Vitrolles, Rousset, Fuveau, Venelles, Gréasque et Cabriès.
Plus de 120 commerçants ont été labellisés.

Dispositif

Les commerces de proximité jouent un rôle fondamental dans la dynamique et l'animation d'une ville, d'un village. Le Plan Climat et la Charte vers un Développement Durable ont identifié les acteurs de ce secteur comme une cible particulière vers qui engager des actions spécifiques, notamment en matière de réduction et de tri des déchets, d'énergie, d'utilisation de produits locaux, etc.

L'essaimage du Commerce Engagé sur le territoire du Pays d'Aix, depuis 2014, a permis :

- la labellisation de plus de 120 commerçants à ce jour
- la réalisation d'un événement public de communication avec article de presse dans chaque commune
- la dynamisation des associations de commerçant au travers de la démarche.

L'année 2018 sera consacrée à la pérennisation du dispositif dans les 7 communes engagées du Pays d'Aix et au développement d'actions de mobilisation du réseau de commerçants, mais aussi le développement de ce dispositif sur de nouvelles communes.

Le CPIE du Pays d'Aix, en accord avec la Mairie d'Aix-en-Provence, propose d'expérimenter et tester

le dispositif « Commerce Engagé » sur un quartier périphérique de la ville centre pour accompagner et mobiliser des commerces de proximité dans la transition écologique.

C'est pourquoi, il est nécessaire d'approuver un avenant à la convention d'objectifs délibérée le 8 février 2018 en Conseil de Territoire du Pays d'Aix.

Rappel des objectifs pour 2018 :

- accompagner les commerçants labellisés dans leurs démarches (tri, compostage, économie d'énergie, approvisionnement local...)
- renouvellement du cahier des charges avec la version 2018 pour tous les commerçants labellisés
- créer une dynamique de réseau avec les commerçants (groupes d'échange, expérimentation de la monnaie locale la Roue, lutte contre le gaspillage alimentaire...)
- développer la communication autour du label (réseaux sociaux, newsletter...).
- Recherche de partenaires et financement complémentaires (communes, Région, Conseil Départemental) dont l'État (ADEME, Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse)

Objectifs complémentaires pour 2018 :

- identification du quartier cible et identification des commerçants à labelliser (hypothèse de 60 commerçants démarchés pour 30 à 40 labellisés)
- Campagne de labellisation active
- Mise à jour des outils de communication (site internet, page facebook ...)
- une action grand public (stand ou présentation sur une manifestation de la commune, organisation d'un ciné-débat, apéritif-concert, ...)
- réunion de suivi avec la commune

Pour cette mission complémentaire, le CPIE du Pays d'Aix sollicite une subvention complémentaire de **14 000 €**.

Coût de l'action y compris action complémentaire

Pour l'ensemble de l'opération « commerce engagé », il est ainsi proposé d'attribuer en 2018 au CPIE du Pays d'Aix une subvention de **49 000 €** (35 000 € votée lors du Conseil de Territoire du 8 février et 14 000 € complémentaire pour développer le dispositif sur la Ville d'Aix-en-Provence).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention complémentaire à l'Association CPIE du Pays d'Aix (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement) - Atelier de l'Environnement d'un montant de 14 000 € pour l'opération « commerce engagé » portant la subvention totale à 284.000 € pour l'animation du dispositif « Eco-rénovez en Pays d'Aix », le conseil en énergie partagée, la participation à la location du local des permanences et l'animation de l'opération commerce engagé.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°1 à la convention d'objectifs à conclure avec l'association Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Pays d'Aix.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer l'avenant susvisé et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aix 2018, Chapitre 65 ligne 6574 (1D).

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 104

Attribution d'une subvention à l'Association Agréée de Surveillance de la Qualité de l'Air AIR PACA pour son appui au Territoire du Pays d'Aix sur sa politique d'amélioration de la qualité de l'air et du bruit

Madame le Président soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Nées dans les années 1970, les Associations Agréées de Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA) se sont fondées sur une gouvernance collégiale favorisant la concertation entre les experts et les acteurs locaux pour conduire des études sur la qualité de l'air respiré par les citoyens et accompagner les solutions de remédiation.

Avec la loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Énergie du 30 décembre 1996 (dite Loi LAURE), le Code de l'Environnement leur confie la mise en œuvre de la surveillance de la qualité de l'air pour le compte de l'État qui les agréé.

Dès 2012, ces observatoires de l'air exercent leurs missions sur un périmètre régional mis en cohérence avec la loi pour une Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe). Le réseau national se compose ainsi de 18 AASQA (1 par région administrative de métropole et d'outre-mer) ainsi qu'une association équivalente en Nouvelle-Calédonie. Elles emploient aujourd'hui plus de 550 salariés.

Elles ont pour principales missions de :

- Surveiller et prévoir la qualité de l'air et de l'atmosphère par des mesures, des modélisations

(cartographies et scénarisations) et des inventaires (cadastres d'émissions air et énergie). Leur champ d'intervention couvre un large panel de polluants réglementés (particules, oxydes d'azote et de soufre, ozone...) étendu aux gaz à effet de serre, à l'air intérieur, aux pesticides dans l'air, aux pollens, aux odeurs, etc

- Informer et sensibiliser la population et les acteurs locaux au quotidien et en cas d'épisodes de pollution

- Accompagner les décideurs par l'évaluation des actions de lutte contre la pollution de l'air et de réduction de l'exposition de la population à la pollution de l'air

- Améliorer les connaissances et participer aux expérimentations innovantes sur les territoires.

À l'échelle de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, AIR PACA est l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air.

En complément de ces actions de fond, AIR PACA a proposé, depuis 2011 au Territoire du Pays d'Aix, de l'appuyer de manière spécifique dans sa politique qualité de l'air selon trois axes principaux :

- **l'accompagnement sur des projets d'évaluation des politiques publiques** par la mise en œuvre de campagnes de mesures spécifiques ou de modélisation sur certains secteurs.

Ainsi, elle a accompagné le Pays d'Aix sur le projet de « Zone d'Actions Prioritaires sur l'Air », son Plan de Déplacement Urbain, son Plan Climat et tout autre scénario ou projet pouvant avoir un impact sur la qualité de l'air ;

- **l'accompagnement sur la thématique de l'air intérieur** pour la formation des personnels, la surveillance, la recherche de source de pollution ;

- **le rapprochement des problématiques air et bruit** et l'accompagnement du Pays d'Aix dans le dispositif pilote, au plan national, d'observatoire du bruit sur le territoire et, notamment, l'appui à la gestion des balises de mesure du bruit.

En 2018, AIR PACA propose de poursuivre ce travail selon de nouveaux objectifs, dans la continuité du travail réalisé depuis 2011. Il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence - Territoire du Pays d'Aix soutienne le plan d'actions suivant sur le Pays d'Aix :

- **Air Intérieur dans les Établissements Recevant du Public**

L'échéance réglementaire concernant la surveillance de l'air intérieur des ERP arrive à terme le 1er janvier 2018 ; dans ce contexte, le dispositif d'appui aux communes mis en place avec le Pays d'Aix se poursuit. AIR PACA accompagne cette dynamique avec une aide à la sensibilisation, aux bonnes pratiques, de la formation, une aide au pré-diagnostic et à l'interprétation des résultats de mesures réglementaires pour les écoles concernées.

> Si des campagnes de mesures réglementaires par organismes accrédités sont réalisées par les communes, AIR PACA les appuiera dans la lecture

des résultats qui iront alimenter la base de données ERP. En cas de niveaux élevés, AIR PACA pourra être sollicité (intervention experts) sur l'identification d'éventuelles causes de la pollution.

> Si des communes répondent à la réglementation via l'application du guide pratique, AIR PACA peut les accompagner dans leur mise en œuvre (questionnaires, évaluation des moyens d'aération, plans d'actions). En complément, la mise à disposition de kits d'auto-diagnostic et une formation à leur utilisation pourront être envisagées.

> En appui de l'activité de surveillance réglementaire, les communes avec le Territoire du Pays d'Aix, accompagnés de l'expertise d'Air PACA pourraient décider de faire des analyses complémentaires comme une campagne de mesure air intérieur/air ambiant dans un établissement scolaire sensible.

- Réhabilitation du quartier d'Encagnane avec création d'un éco-quartier

Le quartier d'Encagnane, à Aix-en-Provence fait l'objet d'un vaste projet de rénovation urbaine piloté par la Ville d'Aix-en-Provence. À ce titre, la mise en œuvre de plusieurs démarches est actuellement étudiée notamment la création d'un éco quartier.

Dans ce contexte, la prise en compte de fortes contraintes environnementales (pollutions sonores et atmosphériques) représente un enjeu majeur.

En 2018, AIR PACA propose l'évaluation d'un scénario « -50 % de trafic sur le secteur ».

Sur cette base, AIR PACA apportera des réflexions et accompagnement pour la diminution des nuisances et la construction d'un Eco quartier en adéquation avec la prise en compte de la qualité de l'air. Par ailleurs, se poursuivront les travaux avec les acteurs sur les sujets suivants :

- situation des établissements sensibles (écoles et crèches),
- renforcement et/ou réalisation de protections acoustiques (à la source ou de façade),
- orientation des bâtiments à reconstruire,
- ventilation des appartements et des établissements d'éducation et de santé,
- place de la voiture dans le quartier (stationnement et circulation),
- végétalisation et valorisation des espaces verts,
- préservation des zones calmes et non polluées...

- Amélioration des connaissances du territoire à l'aide de la mesure :

L'objectif est de compiler les campagnes et mesures existantes sur le Pays d'Aix et de valoriser les résultats pour les mettre à disposition des acteurs du territoire.

Il s'agit de construire une base de données et une interface de visualisation qui rassemblent les données de mesures des différentes campagnes ayant été conduites sur le Territoire du Pays d'Aix. Les mesures concernent PM10, NO2, et PM2,5.

La mise à disposition de ces données est réalisée, actuellement, par le biais de la publication d'études sur le Pays d'Aix (RD9, Gare routière, BHNS...). Il s'agirait de regrouper les mesures des dix dernières

années, et les réévaluer sur l'année en cours afin qu'elles figurent dans une même temporalité (calcul de l'estimation des mesures à l'année 2017, à l'aide de facteurs correctifs apportés par l'évolution des mesures sur le réseau de stations fixes d'Air PACA au fur et à mesure des années).

- Suivi et déploiement de l'observatoire du bruit

En 2010, la Communauté du Pays d'Aix a répondu à l'Appel à Manifestation d'Intérêt sur la mise en place d'un observatoire du bruit sur son territoire, et a été retenue.

L'observatoire du bruit du Pays d'Aix est conçu afin de mettre en place les outils métrologiques nécessaires à la connaissance du territoire, de mieux comprendre la perception du bruit par les habitants, et de résorber les secteurs sensibles et préserver les zones calmes.

Pour atteindre ces objectifs, le Pays d'Aix s'appuie sur deux partenaires : Acoucity et AIR PACA.

AIR PACA accompagne le Pays d'Aix, plus spécifiquement, sur le déploiement technique des mesurages audiométriques et l'intégration en base des données.

7 balises de mesure du bruit sont, aujourd'hui, en place sur le territoire et de nombreuses études et mesures ponctuelles sont conduites chaque année.

Le réseau de surveillance des nuisances sonores fonctionne avec l'appui technique d'Air PACA qui déploie les balises, réalise les campagnes bruit, et gère le rapatriement des données en base. AIR PACA aide au rapprochement des problématiques Air et Bruit.

En 2018, l'observatoire du bruit du Pays d'Aix analysera plus précisément les sites d'Aix-en-Provence (Villa Beauviche / Roy René / Hôpital Montperrin / RD9 les Milles) et de Vitrolles en lien avec les typologies de ces sites et les niveaux de bruits mesurés.

Des mesures, plus ponctuelles, seront également réalisées vers les sites d'intérêt identifiés par la Métropole - Territoire du Pays d'Aix que sont :

- Peyrolles-en-Provence
- Gardanne
- le quartier d'Encagnane à Aix-en-Provence
- recherche d'une solution pérenne pour des mesures autour de Vasarely à Aix-en-Provence

AIR PACA s'attachera à la gestion technique du réseau et au fonctionnement des balises :

- Désinstallation et installation des balises réaffectées,
- Calibration annuelle des balises,
- Gestion des étalonnages annuels avec le constructeur,
- Fourniture, configuration et administration du serveur de données bruit de l'observatoire du bruit du Pays d'Aix,
- Achat de petits matériels pour l'installation des balises mobiles notamment,
- Réalisation des campagnes temporaires,

- Synergie entre air et bruit : campagnes de mesure complémentaires autour des balises,
 - Participation aux réunions techniques et comité de suivi annuel de l'observatoire du bruit du Pays d'Aix.
 Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 46.000 euros. La subvention sollicitée est de 38.000€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 2010_B464 du Bureau communautaire de la Communauté du Pays d'Aix relative à l'appel à projet du Ministère de l'Aménagement et du Développement Durable pour la mise en place d'un observatoire du bruit ;
- Les délibérations n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 et n°FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aix ;
- La délibération ENV 002-2397/17/CM du Conseil de la Métropole relative à l'adhésion de la Métropole à l'association AIR PACA ;
- L'avis de la Commission de Territoire Environnement et Déchets du 23 janvier 2018.

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 38.000 € à l'association AIR PACA.

Article 2 :

Est approuvée la convention annuelle d'objectifs 2018 entre le Territoire du Pays d'Aix et l'Association AIR PACA.

Article 3 :

Madame le Président du Territoire du Pays d'Aix ou son représentant est autorisée à signer la convention et toutes les pièces relatives à ce dossier.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à cet effet sur l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire adopte à l'unanimité le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

2018 CT2 105

Proposition d'organisation de la compétence Energie au 1er janvier 2018

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de la Métropole le rapport suivant :

Rappel du contexte réglementaire

Les réseaux d'énergie et la production d'énergie renouvelable font partie du volet des nouvelles compétences que doit exercer notre collectivité le 1^{er} janvier 2018 (Loi NOTRe/ CGCT - Article L5218-2-I).

La loi MAPTAM avait déjà transféré cette compétence aux communautés urbaines et c'est pourquoi, en 2014, la communauté urbaine MPM (actuel Conseil de territoire Marseille Provence), avait pris cette compétence en lieu et place de ses 18 communes alors que sur les 5 autres territoires, elle restait communale.

Le cadre qui était en vigueur jusqu'au 31 décembre 2017 :

5. Concession de la distribution publique d'électricité

Cette compétence est définie à l'article L2224-31 du CGCT.

Elle est exercée par 3 syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV) par transfert des communes, sauf pour Marseille pour qui la compétence est exercée par la Métropole.

6. Concession de la distribution publique de gaz

Cette compétence est définie à l'article L2224-31 du CGCT.

Elle est exercée soit par les communes, soit par les syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV) par transfert des communes, soit par la Métropole (sur le Conseil de territoire Marseille Provence).

7. Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains

Cette compétence est définie à l'article L2224-38 du CGCT. Elle est exercée par les communes.

La Communauté urbaine Marseille Provence avait déjà pris cette compétence sur son territoire mais ne l'exerçait pas effectivement exercée car il n'existe pas de réseaux publics de chaleur et de froid sur son périmètre. Il en est donc de même pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence en 2017.

Par contre, la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ayant porté la création d'un réseau public de chaleur en 2014, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile exerce déjà cette compétence.

8. Production d'énergie renouvelable

La production d'énergie n'est pas une compétence propre des collectivités territoriales et leurs groupements. Il ne s'agit donc pas d'une compétence exclusive de la Métropole qui peut, au même titre que les communes ou des acteurs privés, intervenir dans la production locale d'énergie renouvelable ou de récupération (article L2224-32 du CGCT), qu'il s'agisse de production d'électricité, de gaz, mais aussi de chaleur et de froid (énergie thermique).

Les évolutions imposées par la loi au 1^{er} janvier 2018

Le transfert de ces compétences des communes à la Métropole devient effectif pour l'ensemble du territoire métropolitain en application des articles du CGCT L5217-2-I et L5217-7-IV.

1. Concession de la distribution publique d'électricité

Cette compétence reste exercée par la Métropole sur le périmètre de la concession de Marseille.

Cette compétence reste exercée par les syndicats départementaux d'énergie (SMED 13, SYMIELEC VAR et SEV), sur le territoire métropolitain hors Marseille.

La loi impose que la Métropole se substitue automatiquement à ses communes au sein de ces syndicats (article L5217-7 VI du CGCT et arrêté préfectoral du 29/12/2017) pour cette compétence.

2. Concession de la distribution publique de gaz

La Métropole prend automatiquement cette compétence pour l'intégralité de son territoire, en lieu et place des syndicats ou communes qui l'exerçaient auparavant (article L5217-7-III du CGCT et arrêté préfectoral du 29 décembre 2017).

3. Création, aménagement, entretien et gestion des réseaux de chaleur ou de froid urbains

La Métropole prend automatiquement cette compétence pour l'intégralité de son territoire, en lieu et place des communes qui l'exerçaient auparavant. En application de la loi NOTRe, le Conseil de Métropole, par délibération du 28 avril 2016, a délégué l'ensemble des compétences transférables aux Conseils de Territoire, dont celle relative au développement et à l'exploitation des réseaux de chaleur et de froid (CGCT article L5218-7-II).

La Métropole prend ainsi la responsabilité des 5 réseaux de chaleur publics existant sur son territoire : à Aix-en-Provence et Coudoux (Conseil de Territoire du Pays d'Aix), Salon-de-Provence (Conseil de Territoire du Pays Salonais), Aubagne (Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile) et Martigues (Conseil de Territoire du Pays de Martigues).

4. Production d'énergie renouvelable

Pas d'évolution.

Proposition d'organisation interne au 1^{er} janvier 2018

Dans le domaine des réseaux d'énergie, les intercommunalités ayant précédé la Métropole (devenues Conseils de territoire) n'exerçaient pas de compétences et les communes n'y consacraient que peu de moyens. Ainsi, les services des Conseils de Territoire ne disposent pas d'équipes constituées pour les prendre en charge. De même, sur le développement de la production d'énergie renouvelable, il n'a pas été identifié de ressources dédiées significatives. **Il est donc proposé, plutôt que de créer de nouveaux services intermédiaires à l'échelon territorial, de concentrer cette expertise à l'échelon**

métropolitain dans un souci d'économie et d'efficacité.

4. La compétence de **distribution publique de gaz et d'électricité** est déjà exercée au niveau métropolitain et non déléguable aux Conseils de territoire, l'organisation en place peut donc perdurer avec les transferts aux syndicats prévus par la loi.
5. Pour le **développement et l'exploitation des réseaux de chaleur et de froid**, il est proposé, plutôt que de déléguer la compétence aux Conseils de territoire, de centraliser la gestion de cette compétence au niveau métropolitain avec, dans les Conseils de territoire concernés, une possible déconcentration des missions de proximité (contrôle et suivi de l'exploitation, astreinte d'intervention, etc.).
6. Dans le domaine de la **production d'énergie renouvelable**, il est proposé de mettre en place une « boîte à outil » métropolitaine à destination des acteurs du territoire, de manière à favoriser et accompagner les projets qui pourront être portés par des acteurs privés, par des communes, par des Conseils de Territoire ou par la Métropole directement. La Métropole serait ainsi non seulement en charge de définir une stratégie de développement des énergies renouvelables mais pourrait également porter des projets ou en être partenaire.

Il est précisé que cette proposition d'organisation interne ne modifie pas le transfert de la compétence relative à la concession de la distribution publique d'électricité aux syndicats départementaux d'énergie et ne préjuge pas d'éventuelles évolutions futures des relations entre la Métropole et ces syndicats.

Il est précisé par ailleurs que cette proposition ne remet aucunement en cause les modalités de perception par les communes de la Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) ni les dispositions prises au titre des contrats de concessions de la distribution publique d'électricité comme la contribution du concessionnaire aux travaux d'enfouissement des réseaux électriques (article 8 du contrat).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16/0001/HN du 17 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 portant représentation-substitution de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence au sein du syndicat mixte d'énergie du département des Bouches-du-Rhône pour la compétence « concession de la distribution publique de l'électricité » ;
- L'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 portant retrait de communes du syndicat mixte d'énergie du département des Bouches-du-Rhône pour les compétences « concession de la distribution publique de gaz » et « création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage de véhicules électriques ou hybrides rechargeables ».

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que les réseaux d'énergie et la production d'énergie renouvelable font partie du volet des nouvelles compétences que doit exercer la Métropole et qu'elle doit organiser ses moyens de manière efficace et efficiente pour les prendre en charge
- Que les Conseils de Territoire ne disposent pas d'équipes constituées pour prendre en charge cette compétence

Délibère

Article unique :

Est approuvé le schéma d'organisation proposé, permettant de concentrer au niveau métropolitain l'exercice des compétences relatives aux réseaux d'énergie et à la production d'énergie renouvelable.

Après avoir pris connaissance du rapport, le Conseil de Territoire en prend acte et le transforme en délibération.

Environnement, cadre de vie, développement durable et déchets – Eau et assainissement

2018 CT2 106

Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels,

socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1^{er} de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice des compétences eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assuraient la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il ne sera pas conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propres aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assurait les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit assurer, dès le 1^{er} janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement ou en cas d'opération urgente, il est envisagé de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin.

Conformément à l'article R.5215-3 du CGCT sont considérées comme « opération décidées » et par symétrie avec l'architecture retenue pour les conventions de gestion, les opérations dont l'avant-projet et le plan de financement intégral ont été approuvés sans réserve par les communes avant le 1^{er} janvier 2018.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habiliter les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1^{er} janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

De manière spécifique, certaines conventions de TTMO présentées pour approbation portent sur des

opérations de travaux menées dans le cadre des engagements pris au titre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) conclues par les communes avec des partenaires privés.

Dans ce cas, les conventions de TTMO ont donc pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les aménageurs et constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole pour l'eau, l'assainissement et le pluvial).

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Délégée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habiliter les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Dans ce cadre, à l'occasion de la séance du Bureau de la Métropole qui s'est tenue le 14 décembre 2017, des conventions de transfert Temporaire de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'ouvrage déléguée concernant 16 communes et 63 opérations de travaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement ont été approuvées.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion de trois nouvelles conventions de maîtrise d'ouvrage déléguées et de huit nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant 8 Communes et 18 opérations au titre de la compétence eau et assainissement.

Les conventions concernées sont présentées dans un tableau récapitulatif joint en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,
Délibère**

Article 1 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Délégée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Bouc Bel Air, portant sur les opérations suivantes :

- Reconstruction de l'usine de potabilisation des Terres Blanches
- Démantèlement de bassins existants à la station d'épuration et construction d'un bassin d'orage

Article 2 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Bouc Bel Air, portant sur les opérations suivantes :

- Aménagement de réseaux humides
- Rénovation du collecteur d'assainissement dans le quartier La Salle
- Rénovation du réseau d'eau dans le secteur Pin Porte Rouge
- Renforcement du réseau d'eau et réhabilitation et extension du réseau d'assainissement

Article 3 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Cabriès, portant sur les opérations suivantes :

- Extension du réseau d'eau et d'assainissement pour le lotissement du Lac Bleu

Article 4:

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Fuveau, portant sur les opérations suivantes :

- Réalisation de réseaux humides-site de l'Ouvière, chemin de St François

Article 5 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de La Roque d'Anthéron, portant sur les opérations suivantes :

- Réalisation de réseaux humides pour la liaison Sud / Boulevard de la Paix / Rue de la Libération (Projet Urbain Partenarial)

Article 6 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Meyreuil, portant sur les opérations suivantes :

- Réalisation des équipements en matière d'eau potable, d'eaux usées, d'eaux pluviales et de DECI relatifs au Projet Urbain Partenarial de l'écoquartier "BALLON

Article 7:

Est approuvée la convention de Maitrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Meyreuil, portant sur les opérations suivantes :

- Désodorisation du poste de refoulement des effluents du Canet vers le Pontet

Article 8:

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Peynier, portant sur les opérations suivantes :

- Reprise des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial rue du Jaillot et Traverse des Marseillais
- Reprise des réseaux d'eau, d'assainissement et du pluvial du centre ancien et avenue du Verdelaï
- Reprise des réseaux d'eau, d'assainissement et pluvial rues Bergers, Ecoles, Longue et avenues Garenne, St Eloi et Badarusse
- Extension des réseaux d'eau, d'assainissement et pluvial pour le lotissement de La Treille

Article 9 :

Est approuvée la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Peynier, portant sur les opérations suivantes :

- Réalisation de deux bassins d'eau potable

Article 10 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Ventabren portant sur les opérations suivantes :

- Extension des réseaux d'eau et d'assainissement dans le secteur RD 10

Article 11 :

Est approuvée la convention de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, annexée à la présente, à conclure avec la Commune de Vitrolles portant sur les opérations suivantes :

- Réhabilitation des réseaux d'eau, d'assainissement de l'Avenue de Marseille

Article 12 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 13 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la présente délibération et les conventions y afférent.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Politique culturelle et sportive-Sports

2018 CT2 107

Attribution d'une subvention d'investissement exceptionnelle au club Plongée Pays d'Aix

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aix a engagé depuis 2002 une importante politique sportive permettant de rattraper le retard des infrastructures existantes et de développer la pratique du sport pour tous, de loisir, le sport de compétition et de haut niveau.

Dans le cadre de l'opération de rénovation de la piscine Yves Blanc à Aix-en-Provence pendant deux ans par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix, les activités de l'association Plongée Pays d'Aix ont dû être transférées sur la piscine Sainte-Victoire à Venelles.

L'ensemble du matériel nécessaire à la pratique de la plongée (compresseur, bouteilles, scaphandres...) doit, pour des raisons évidentes de sécurité, être stocké dans un local adapté et en conformité avec la réglementation existante. Le petit local de la piscine de Venelles mis à la disposition du club ne permettait pas d'accueillir et d'installer les équipements indispensables à la poursuite des activités du club.

En accord avec les services de la mairie d'Aix-en-Provence, le club Plongée du Pays d'Aix a procédé à l'acquisition d'un conteneur maritime vide qui a pu être implanté et complètement équipé en toute conformité aux règles de sécurité sur la zone du stade Carcassonne à Aix-en-Provence.

Les coûts de cette acquisition, son équipement, les branchements et le contrôle par une société agréée ont été pris en charge exclusivement par le club pour un montant total de 5.862 € impactant lourdement son budget.

Au regard de la volonté de maintenir les activités du club Plongée Pays d'Aix jusqu'à la réouverture de la piscine Yves Blanc en janvier 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aix souhaite lui attribuer une aide exceptionnelle d'investissement de 4.000 € correspondant à 68 % des dépenses engagées pour l'implantation et l'équipement de ce local de stockage en 2018. Il convient de noter que le club Plongée Pays d'Aix a pris en charge la totalité de ces dépenses sans aucune autre aide publique.

Eu égard à une erreur d'imputation budgétaire relevée dans la délibération n°2017_CT2_448 du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 12 octobre 2017 relative à l'attribution d'une subvention exceptionnelle au Club Plongée Pays d'Aix, il convient de procéder au retrait de cette délibération et la remplacer par la présente.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 009-011/16/CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n°HN 021-049/16 CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où il le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur, Délibère

Article 1 :

Est attribuée une subvention d'investissement exceptionnelle de 4.000 € au club de Plongée Pays d'Aix.

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits d'investissement nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 2840/ Fonction 325 / Opération 445 / Nature 4581.

Vote sur le rapport

Inscrits	90
Votants	69
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	69
Majorité absolue	35
Pour	69
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	0

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur le rapport ci-joint et le transforme en délibération.

Institution

2018 CT2 108

Motion de soutien à Gérard BRAMOULLÉ

- Compte tenu de l'intervention pleine de bon sens de Gérard BRAMOULLÉ à l'occasion du vote du budget de la Métropole lors du Conseil de Métropole du 14 décembre 2017 ;
- Compte tenu de l'investissement de Gérard BRAMOULLÉ dans sa délégation métropolitaine en matière de numérique ;
- Compte tenu du courrier du Président de la Métropole à Gérard BRAMOULLÉ lui indiquant sa volonté de lui retirer ses fonctions exécutives au sein du Bureau de la Métropole ;
- Compte tenu du bienfondé des observations de Gérard BRAMOULLÉ sur la situation de la Métropole et notamment budgétaire et fiscale.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aix exprime son soutien plein et entier à Gérard BRAMOULLÉ à la suite de cette décision unilatérale.

Le Conseil de Territoire propose également de soutenir la réintégration de Gérard BRAMOULLÉ dans ses fonctions exécutives mais Gérard BRAMOULLÉ refuse cette proposition.

Ne prend pas part au vote : BOULAN Michel

Vote sur la motion

Inscrits	90
Votants	68
Abstentions	0
Blancs et nuls	0
Suffrages exprimés	68
Majorité absolue	35
Pour	68
Contre	0
Ne prennent pas part au vote	1

Etai(en)t présent(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et ont voté contre :

Néant

Etai(en)t présent(s) et se sont abstenus :

Néant

Etai(en)t excusé(s) et se sont abstenus :

Néant

Après en avoir délibéré, le Conseil de Territoire décide à l'unanimité de donner un avis favorable sur la motion ci-jointe et la transforme en délibération.